



## Législatives : la France retient son souffle

► Les Français sont appelés à voter, dimanche 7 juillet, pour un scrutin historique qui pourrait voir l'extrême droite remporter une majorité, absolue ou relative, à l'Assemblée nationale

► Entre surexcitation et dépression, le pays est suspendu au résultat de ces législatives organisées dans l'urgence, après la dissolution décidée par Emmanuel Macron

► Le vote pourrait déboucher sur une configuration politique inédite sous la V<sup>e</sup> République, dont il est difficile de déterminer l'issue.

PAGES 2 À 8



Dans un café à Sainte-Féréole (Corrèze), le 2 juillet. OLIVIER LABAN MATTEI/MYOP POUR « LE MONDE »

### Les candidats invisibles de l'extrême droite

Un certain nombre de candidats du RN et de ses alliés ciottistes ont refusé les débats dans les médias locaux

### La victoire posthume de Patrick Buisson

La stratégie de « guerre culturelle » imaginée par l'idéologue d'extrême droite mort en 2023 a largement profité au RN

### Gouvernement technique : les leçons italiennes

L'Italie a plusieurs fois confié le pouvoir à des techniciens. Un modèle atypique difficile à imaginer en France

## En Iran, la victoire du candidat réformateur

LE RÉFORMATEUR iranien Masoud Pezeshkian a remporté l'élection présidentielle anticipée, vendredi 5 juillet, en obtenant 53,6 % des suffrages exprimés, devançant de près de 3 millions de voix son rival ultraconservateur,

Saïd Jalili, lors d'un second tour qui a connu un fort rebond de participation. Le vote avait été organisé en urgence après la mort de l'ancien président ultraconservateur Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère, en mai. Dé-

règlement climatique, corruption endémique, inflation, chômage des jeunes, répression de toute voix discordante... les défis qui attendent le nouvel élu sont immenses.

PAGE 11

## Débats

L'Europe peut-elle se sevrer des importations chinoises ?

« Le déséquilibre de nos interdépendances commerciales avec la Chine constitue un risque pour nos économies », dit l'économiste François Chimits

P. 15 ET DÉBATS P. 30-31

## Santé

La résurgence des maladies infectieuses

PAGE 13

## Economie

Le système Grand Frais, implacable pour ses salariés

PAGE 17

## JO 2024

Cinq mille policiers en renfort à Paris à trois semaines des Jeux

PAGE 14

## Euro 2024

Les Bleus battent laborieusement le Portugal aux tirs au but

PAGE 18

## Royaume-Uni

Keir Starmer forme son gouvernement

Des ministres importants sont d'origine modeste et ont été formés dans l'enseignement public, ce qui marque une rupture avec des gouvernements conservateurs largement issus d'écoles privées

PAGE 12

## Géopolitique

Sur le flanc est de l'OTAN, l'« ère de l'avant-guerre »

L'Alliance atlantique, qui célèbre à Washington ses 75 ans, du 9 au 11 juillet, se prépare à une possible attaque russe

PAGES 9 ET 20-21

## Jeanne Balibar « La scène, ce lieu où transformer le chagrin »



A Rochefort (Charente-Maritime), le 28 juin 2023. AURORE MARÉCHAL/ABACA

DEPUIS SES DÉBUTS à la Comédie-Française, en 1993, Jeanne Balibar a tout fait : théâtre, cinéma, danse, chant. Jusqu'au 20 juillet, elle joue *Quichotte* à Avignon.

Au *Monde*, elle raconte une enfance entre deux parents « impressionnants ». « Je devais être première de la classe, ce n'était pas discutable. » Elle décrit aussi la

« jouissance maximale » à la « seconde » où elle a mis le pied sur la scène, après Normale-Sup : « Le professeur m'a fait jouer du Feydeau, tout le monde riait. Je pouvais tout y mettre : les mouvements, les pensées, les sensations, les sentiments. Il n'y avait plus aucune raison d'aller voir ailleurs. »

PAGE 28

**M**  
ÉDITORIAL  
LA COLONISATION  
EN CISJORDANIE  
DOIT CESSER  
PAGE 32

3<sup>ème</sup> ÉDITION  
UZÈS EXPOSITION  
ANCIEN ÉVÊCHÉ

2024 - BICENTENAIRE  
DE LA NAISSANCE DE  
**MONTICELLI**  
Précurseur de l'impressionnisme

22 JUIN  
13 OCTOBRE  
**UZÈS**  
du mercredi  
au dimanche

**BUGATTI**  
UNE DYNASTIE DE CRÉATEURS

Les 3 artistes  
de la famille BUGATTI  
réunis pour  
la 1<sup>ère</sup> fois en Europe

uzes.fr  
UZÈS  
MUSÉE  
G. BORIAS  
Europe 1

www.bistudio.fr



# A la veille du second tour, une France entre angoisse et espoir

Les électeurs sont suspendus aux résultats des législatives, dimanche 7 juillet

C'est une France pleine comme un ballon sur le point d'éclater, de joie, de colère ou en sanglots. Seule certitude du moment, quelque chose va crever dimanche 7 juillet au soir après 20 heures : un abcès, une époque, un système ? Entre surexcitation et dépression, la France retient son souffle en attendant les résultats du second tour des élections législatives convoquées au lendemain du score historique du Rassemblement national (RN) aux européennes du 9 juin. Chacun, à sa manière, a l'impression d'être à la veille d'un tournant historique. Alors que l'extrême droite est en capacité de remporter une majorité – sinon absolue, au moins relative – à l'Assemblée nationale, certains parlent de « mai 1981 à l'envers », d'autres de « contre-mai 1968 ».

Tout un pays se tient au bord du vide, de l'inconnu, comme saisi de vertige. Croisée sur le marché d'Orvault (Loire-Atlantique), Marie-Agnès (qui n'a pas voulu indiquer son nom) se dit « horrifiée » à l'idée que le RN arrive au pouvoir. « La nuit j'y pense. Cela me réveille », dit-elle. A 73 ans, elle regarde France 5 et Arte parce que les autres chaînes « ne vont pas au fond des sujets ».

« [Elle] voit dans les reportages à quelle vitesse la parole raciste se libère » et cela aussi « perturbe [s]es nuits », dit-elle. « Cela me dépasse qu'on puisse vouloir s'en prendre à tous les étrangers, ils vont être maltraités, c'est sûr », s'alarme cette ancienne secrétaire dans un centre médico-social d'un quartier défavorisé de Nantes. « Je ne peux pas comprendre que des gens votent RN en disant "on ne les a pas essayés" et en ayant uniquement regardé TikTok, poursuit cette électrice de gauche. J'ai de la chance de vivre là où les gens n'ont pas majoritairement voté RN. Cela ne me rassure pas pour autant sur ce qui va se passer en France. Parce que nous sommes minoritaires. »

Depuis les élections européennes, un sentiment de peur sédimente lentement en Alain Bouakkaz, 67 ans, kabyle d'origine par son père, qui combattit dans la 2<sup>e</sup> division blindée française du général Leclerc, rencontré à Sancoins (Cher). « Ils vont faire un mal fou à la société, confie-t-il en parlant des futurs élus du RN. Ils vont supprimer toutes les associations qui leur sont hostiles, mettre la main sur les médias, inciter la police à multiplier des contrôles au faciès, placer les magistrats sous séquestre. » Sa crainte la plus directe : « Les atteintes qu'ils ne manqueront de porter aux libertés individuelles. »

« Je suis plus qu'inquiète, je suis traumatisée », lâche Béatrice Moulin-Martin, professeure des écoles retraitée et première adjointe à la mairie de Beaurepaire (Isère), la poitrine serrée, le visage de Simone Veil fièrement imprimé sur son tee-shirt. Elle voudrait « ne pas connaître » ce dimanche 7 juillet : « Ce qui m'inquiète, c'est le climat de suspicion qui s'installe déjà entre les gens. » Elle a deux garçons, deux belles-filles. Trois sont binationaux.

Pour d'autres, c'est au contraire l'enthousiasme qui grandit au fil des jours. « Non seulement j'ai espoir mais j'attends avec impatience dimanche », lance, fébrile, Christelle (qui n'a pas souhaité donner son nom), infirmière en hôpital croisée dans les rues de Vienne (Isère). Elle vient de serrer dans ses bras la candidate Les Républicains-RN Hanane Mansouri, a pris un selfie tout sourire avec elle et surtout le tract bleu montrant les visages de Jordan Bardella et d'Eric Ciotti. La mère de famille agite le tract comme si elle tenait une revanche. Son espoir, c'est celui qu'« enfin on en finisse avec tous ces flux migratoires », qu'« enfin on arrête de ponctionner les classes moyennes ». Son mari est dans l'informatique, ils ont deux enfants, elle « gagne bien sa vie ». Avant elle votait RPR et UMP, puis a commencé à voter « Marine » sous le quinquennat de François Hollande. « Et puis il

À ORVAULT, MARIE-AGNÈS « VOIT DANS LES REPORTAGES À QUELLE VITESSE LA PAROLE RACISTE SE LIBÈRE » ET CELA « PERTURBE [S]ES NUITS »

y en a marre qu'on associe systématiquement le RN à des racistes. Voyez, ça montre qu'ils ont aussi des gens de couleur », dit-elle en désignant la jeune candidate. « Lâchez rien ! Et même si vous gagnez pas cette fois-là, ce sera la prochaine fois à coup sûr. »

Cette fébrilité qui s'est emparée de la France est palpable jusque dans les consultations des psychologues, où les allusions à « ce qui se passe » sont fréquentes. « Mais quand je leur demande ce que cela leur fait, la plupart disent ne pas être là pour ça. Ils ne sont pas encore prêts à en parler », remarque Joël Mabila, un psychologue qui reçoit étudiants et personnels de l'université de Pau et des Pays-de-l'Adour, dans les Pyrénées-Atlantique. Au contraire, Karine Teepe note chez les patients aux profils variés de son cabinet parisien du quartier des Olympiades « un soulagement de pouvoir dire ce qu'ils ressentent : plutôt de la peur, et une certaine forme de sidération, même si quelques-uns sont passés à l'action, pour aller tracter en faveur d'un candidat, par exemple ».

« INQUIÉTUDE » ET « TRISTESSE »  
L'inquiétude est encore plus vive et concrète pour celles qu'elle reçoit au sein de la Maison des femmes, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), une structure destinée aux plus défavorisées : « Celles qui sont étrangères se demandent si elles pourront renouveler leur titre de séjour. Elles perçoivent déjà une recrudescence des actes racistes. Elles ont peur pour leurs enfants ». « Il y a chez beaucoup de l'inquiétude pour l'avenir du pays, et de la tristesse devant la non-tolérance des uns et des autres », perçoit aussi Gladys Mondière, présidente de la Fédération française des psychologues et de psychologie, qui exerce en libéral à Lille.  
Mattéo Mulas, 19 ans, militant du RN croisé sur le marché de Gisors (Eure), n'a aucun doute, et la fougue de son jeune âge : « J'ai pris ma carte il y a à peine quelques mois. Je me suis décidé à sauter le pas car le parti me paraît aujourd'hui prêt à gouverner. Nous nous

renouvelons avec Jordan Bardella, alors que la gauche s'est déchiré lors des européennes. » Jérôme Delamare, retraité et sympathisant RN rencontré sur le même marché, se montre plus circonspect : « Pour moi, Marine Le Pen et Jordan Bardella se complètent, même si j'ai tendance à penser que 28 ans, c'est peut-être un peu jeune pour être premier ministre. » Mais il en faudrait plus pour le faire vaciller dans ses



## En Isère, le tourment des électeurs s'apprêtant à faire barrage au RN

En 2022, seule une circonscription avait basculé Rassemblement national. Deux ans plus tard, le parti pourrait en gagner davantage

BEAUREPAIRE, CHASSE-SUR-RHÔNE, VIENNE (ISÈRE) - envoyée spéciale

D'ordinaire, les mercredis sont paisibles sur la place du marché de Beaurepaire, 4 800 habitants, en Isère. On papote entre les étals, on boit un café. Mais mercredi 3 juillet, le fond de l'air est âcre. « Avant, jamais on les aurait laissés tracter ici ! », s'agace David Dubois, sapeur-pompier, « socialiste depuis toujours » et rugbyman « génération black-blanc-beur » : « Là regardez-les, ils se sentent à l'aise, pas gênés de propager leurs idées. Ça me tend. »

« Ils », c'est l'extrême droite. Le porte-parole du Rassemblement national (RN), Sébastien Chenu, est descendu de Paris pour soutenir son candidat et ancien assistant parlementaire. Les habitants ne sont pas nombreux à identifier ce dernier parmi le bataillon de blazers : Benoît Auguste, 44 ans, est directeur d'école « en disponibilité » et conseiller régional d'opposition. « Un parachuté de Lyon qui a pris un meublé dans le coin y a trois semaines », s'agace-t-on en face.

« La 7<sup>e</sup> » de l'Isère fait partie des circonscriptions serrées que le RN espère ajouter à son tableau de chasse : il y a fait 42,1 % au premier tour, contre 27,6 % pour le député Les Républicains (LR) sortant, Yannick Neuder. Troisième,

la candidate du Nouveau Front populaire - Parti communiste français (NFP-PCF) s'est désistée en sa faveur.

Combien, sur les dix circonscriptions du département, éliront un député RN dimanche 7 juillet ? En 2022, seule la 6<sup>e</sup> avait basculé – le candidat sortant y a une grosse avance. Deux ans plus tard, le RN semble en bonne position pour en gagner davantage. Une situation qui préoccupe nombre d'électeurs, de droite comme de gauche, tourmentés de devoir voter pour l'autre bord au nom du barrage.

A Beaurepaire, terre auparavant socialiste, des élus locaux de tous bords sont venus serrer les rangs autour de M. Neuder. Ils sont 110 à lui apporter leur soutien républicain dans les pages du *Dauphiné libéré*. Conseiller régional LR et

À BEAUREPAIRE, TERRE AUPARAVANT SOCIALISTE, DES ÉLUS LOCAUX DE TOUS BORDS SONT VENUS SERRER LES RANGS AUTOUR DU DÉPUTÉ SORTANT LR

président des LR d'Isère, ce cardiologue a voté pour l'exclusion du président contesté du parti, Eric Ciotti.

« Il est de droite, mais c'est avant tout un élu engagé, humaniste, qui accompagne des projets structurants », salue André Mondange, maire PCF de Péage-de-Roussillon. Tous s'inquiètent qu'un « parachuté » puisse « prendre en otage le territoire ». M. Neuder est, quant à lui, conscient du tiraillement des électeurs à gauche à l'idée de voter à droite : « Mais c'est notre socle de valeurs communes qui est en jeu. »

Ouvrière en maroquinerie, électrice écologiste, Anna J. (qui, comme d'autres, souhaite conserver l'anonymat), 30 ans, se sent « désespérée et apeurée ». Désespérée de constater que les collègues, les copains, ne se « bougent pas » davantage. De devoir « encore faire barrage » : « Je passe par des phases où je me dis que je ne vais pas y aller. Mais on n'a pas le choix. »

Marie-Noëlle Sabre a les nerfs en pelote. D'autant plus quand elle en voit faire des selfies avec M. Chenu. L'ex-« éducsépé », gauche tendance « PCF - [Arlette] Laguillier » rembarbe les militants du RN : « Avec vous, c'est le fascisme qui arrive ! Vous votez toutes les mesures antisociales. Les gens ne se rendent pas compte. » Droits dans leurs blazers, MM. Auguste et Chenu font bonne figure. Di-

manche 7 juillet ? La septuagénaire a la gorge qui se noue. « Je voterai à droite pour la première fois de ma vie. » Pour Jacques Chirac et Emmanuel Macron, elle n'avait « pas pu ». Mais là, « est-ce qu'elle a le choix » ?

« On se retrouve toujours accablés, se désole Virginie Charbonnier, qui tracte, elle, pour son spectacle de danse. Voter pour la droite de [Laurent] Wauquiez, c'est pas non plus de gaieté de cœur. » Derrière son étal de gâteaux orientaux, Jafar Kouidri a bien vu qu'« ils » (le RN) ont hésité avant de lui tendre leur tract. De gauche, lui aussi votera pour M. Neuder : « Déjà que je galère pour bouffer, déjà qu'on est mal vu, et vas-y les bicots. Alors si eux passent, on est foutus. »

Espérer déjouer l'arithmétique  
Direction la 8<sup>e</sup> circonscription, plus au nord. Un territoire périurbain dans le couloir rhodanien de la chimie. Ici aussi la bataille est serrée. Ici aussi les élus font corps autour d'une candidate, celle du NFP cette fois, Cécile Michel, 43 ans, co-présidente des Verts au conseil régional. Ils appellent à faire barrage à l'extrême droite, incarnée par une LR ralliée au RN, Hanane Mansouri, 23 ans, étudiante en droit à Grenoble, ex-présidente des Jeunes Républicains 38. La candidate Renaissance s'est désistée.

Il reste deux jours pour toquer, tracter et espérer déjouer l'arithmétique. Chaque voix compte. Des centristes, des abstentionnistes, de la droite républicaine... « Je comprends leurs tiraillements, je les ai vécus, dit Cécile Michel. Je me sentirai encore plus redevable à tous. »

Quartiers HLM de Chasse-sur-Rhône. « Je n'y suis pas allé dimanche dernier et j'ai regretté », s'excuse Farid Chabi, maçon de 44 ans. Les tractations sont plus rudes dans le centre-ville de Vienne. Une femme balaie le tract vert : « Je vote RN ! » Cécile Michel discute avec un jeune barman, Sylvain N., bras tatoués, « du côté de [Jordan] Bardella normalement ». Mais « la dame » l'a « convaincu sur plein de choses ».

« Quelle est la position de Thierry [Kovacs] ? », s'enquiert un patron de PME à propos du maire LR de Vienne : il a condamné l'alliance LR-RN. Le chef d'entreprise, tendance droite républicaine, ne donnera donc pas sa voix à M<sup>me</sup> Mansouri, qui a « vendu son âme au diable ». De là à voter à gauche ? Il hésite avec blanc. Cette question, encore une fois : « Est-ce qu'on a le choix ? »

Voilà justement la candidate, taillonnée par sa jeune garde masculine. Des étudiants en institut d'études politiques, un responsable de syndicat étudiant de droite, un conseiller municipal Recon-

quête. M<sup>me</sup> Mansouri ne se départit pas de son sourire lorsqu'elle s'entend dire par des passants : « Mais vous n'avez pas honte ? », « J'espère pour vous, Mademoiselle, que vous n'aurez pas besoin d'avorter. »

Quand Eric Ciotti a proposé à Hanane Mansouri de rallier le RN, elle a « tout de suite dit oui, favorable à l'union des droites ». Les attaques racistes en ligne dont elle affirme avoir fait l'objet – les imputant à la gauche – et dont elle s'est émue au micro de Cyril Hanouna sur Europe 1 ? « Ça me motive encore plus. » Elle balaie les procès en racisme et misogynie faits au RN. « Je pense être assez bien placée ». Elle fait valoir « l'assimilation » de sa famille immigrée du Maroc, son milieu populaire... Et la « fausse bienveillance gauchiste » dont lui aurait témoigné le système scolaire.

La passante qui l'avait interpellée sur l'interruption volontaire de grossesse tente de s'expliquer « ce mystère » : « Pour cette génération, c'est un parti comme les autres. La Waffen SS, ils ne font pas le lien. » Un écho à David Dubois, le pompier de Beaurepaire, qui confiait sa « honte » pour le pays. Et sa tristesse de voir des jeunes du coin se faire « manipuler par l'extrême droite », notamment après le drame de Crépel (Drôme), situé à 30 kilomètres. ■

CAMILLE BORDENET





**A Dives-sur-Mer (Calvados), mercredi 3 juillet.**  
FLORENCE BROCHIRE  
POUR « LE MONDE »

convictions : « *Cela fait des années que je vote pour le Rassemblement national. La raison ? L'immigration.* » L'immigration, un leitmotiv, une obsession.

C'est elle aussi qui motive le vote de Thierry et Bénédicte (les prénoms ont été changés), venus de l'Allier pour écouter le candidat RN Pierre Gentillet, qui tient une réunion publique à Saint-Amand-Montrond (Cher), dont Maurice Papon avait été le maire entre 1971 et 1983, avant sa condamnation, en 1998, pour complicité de crimes contre l'humanité. Ils l'admirent depuis ses prises de paroles hostiles à la vaccination contre le Covid-19 sur CNews. Lui, 52 ans, est agriculteur et elle, 49 ans, gérante d'entreprise. Ils avancent des gages de tolérance vis-à-vis des étrangers, invoquant ici « *un grand-père italien* », là une « *employée marocaine irréprochable sur le plan du travail* », plus loin « *la parfaite intégration des immigrés portugais venus travailler dans le bâtiment* ».

Mais une majorité absolue du RN à l'Assemblée nationale permettrait de juguler l'immigration et ce qu'ils décrivent comme un phénomène de lente substitution de l'identité française, proche de la – fausse, mais omniprésente – théorie du grand remplacement. « *Notre pays accueille beaucoup d'étrangers. Il ne faudrait pas, à la longue, qu'ils transforment ce que nous sommes. C'est à eux de s'adapter à notre culture, et non l'inverse* », estime Thierry. Leur fille a récemment passé un examen d'entrée en faculté de médecine : « *On lui a demandé d'attacher ses cheveux afin de ne pas cacher une oreillette qui lui aurait permis de tricher. Mais les candidates voilées, en revanche, peuvent garder leur voile. Ce sont ces inégalités qui nous sont insupportables.* » Jordan Bardella à Matignon ? Ils y croient de moins en moins depuis la mise en place du front républicain.

Au collège Oum-Kalthoum de Montreuil (Seine-Saint-Denis), qui compte parmi les 10 % les plus défavorisés du pays, niché sur les hauteurs de la ville entre les cités du Bel Air et celle des Grands Pêcheurs, l'éventualité d'une victoire du RN affole. Au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale, Benjamin Marol, professeur d'histoire-géographie depuis plus de vingt ans, a retrouvé des adolescents « *paniqués* ». « *Comme en 2002, ils m'ont dit : "Ils vont nous renvoyer d'où on vient"* », rapporte cet enseignant dont l'immense majorité des élèves est issue de l'immigration.

« *Nos élèves seraient la cible d'un potentiel gouvernement d'extrême droite* », s'alarme-t-il, effaré par les propositions visant les binationaux ou les étrangers autant que par celles vi-

sant à mettre fin au collège unique et à conférer à l'éducation prioritaire une mission d'« *assimilation* » des élèves.

« *On en parle beaucoup avec les collègues depuis trois semaines, on sait que l'école serait une tête de pont politique pour le RN et on se dit qu'on va morfler* », souffle l'enseignant. Dans la salle des professeurs – dont plusieurs sont binationaux –, la pétition signée par plus de 3000 cadres de l'éducation nationale affirmant qu'ils « *n'obéiront pas* » à des politiques « *en opposition avec les valeurs républicaines qui fondent nos métiers et justifient nos engagements* » a été imprimée et placardée au mur.

A la veille du second tour, il partage avec plusieurs de ses collègues la sensation de « *subir* » : « *J'ai face à moi des élèves qui ne votent pas, je suis dans une circonscription acquise à la gauche. Je me sens inutile* », souffle-t-il. Quant au scénario alternatif d'une majorité introuvable, il l'inquiète à peine moins : « *Vu l'état de l'éducation nationale et d'autres services publics aujourd'hui, on ne peut pas se payer le luxe de l'inaction.* »

**COMPRENDRE LA VAGUE RN**

Mercredi 3 juillet au soir, des Maliens se réunissaient dans un local de Bobigny pour parler élections, surtout celles au Haut Conseil des Maliens de France, instance représentative de la diaspora, qui ont eu lieu le dimanche 30 juin. Mais le sujet du RN émerge. « *Ça m'étonnerait que le RN ait la majorité*, relate Karamoko Dembele, ingénieur informaticien de 35 ans, naturalisé en 2019. *Leur programme est irréaliste. Peut-être que les gens vont davantage assumer leur phobie des étrangers, mais la France est un Etat de droit et on ne va pas se mettre de côté.* » « *Les immigrés ne doivent pas s'inquiéter* », renchérit Kounady Sakiliba, une Franco-Malienne de 70 ans, qui a vu le « *racisme* » envers les immigrés supplanter les sentiments de « *solidarité* » et de « *pitié* » qui prévalaient, selon elle, à son arrivée en France en 1967. Pour autant, quand son mari lui assure qu'il faudra « *plier bagage* » en cas de victoire du RN, elle n'y croit pas.

Fille d'un réfugié politique espagnol, militante Parti socialiste séduite par Emmanuel Macron, Isabelle Soirat est la maire de Marolles, commune rurale de plus de 730 habitants du Loir-et-Cher : « *Mon médecin traitant roumain, une femme formidable, m'a appelé l'autre jour pour savoir ce qui allait se passer pour elle et ses enfants si le RN arrivait au pouvoir ! Elle semblait vraiment inquiète. J'ai voulu la rassurer : on manque tellement de médecins en Loir-et-Cher que l'extrême droite n'arrivera jamais à la fiche dehors.* » Le

village est entouré des champs de quatre agriculteurs céréaliers. Blois est à 10 kilomètres à peine. Le bus ne circule pas dans Marolles en dehors du ramassage scolaire. « *Quand je me dis qu'un votant sur trois dans ma commune a choisi le RN, ça me fait tout bizarre* », avoue Isabelle Soirat.

Depuis le premier tour, la maire de Marolles se triture les méninges pour comprendre les raisons d'une telle vague. « *J'ai une commune très calme, avec un seul cambriolage cette année et c'était notre local technique. Je n'ai exploré aucune dégradation, pas même un tag. Nous vivons face à une réserve naturelle classée, nous disposons d'un club d'athlétisme, d'un club de foot, d'un club de yoga et d'une belle école maternelle*, raconte-t-elle. *Il me semble qu'on a deux familles musulmanes, dont une femme voilée. Ces personnes votent et sont parfaitement intégrées, donc je m'interroge.* »

« *En réalité*, poursuit-elle, *on a aussi toute une part de la population, des trentenaires ou quarantenaires, qui ne s'intéressent pas du tout à la vie locale, sont centrés sur eux-mêmes, leurs désirs, se plaignent régulièrement de l'absence de petits commerces. Le dernier restaurant du village a fermé il y a vingt ans et le dernier boulanger, qui avait trois enfants, ne se versait pas un smic [salaire minimum de croissance]. A ces habitants, je dis : "Allez-y, lancez-vous, ouvrez un bar ou un restaurant et on vous soutiendra !" Mais ils ne font rien et attendent ce gouvernement prophétique qui réglera tout. L'avenir nous le dira.* »

Derrière le comptoir de son café, dans un quartier sensible de Béziers (Hérault), Katia (le prénom a été modifié) fronce les sourcils dès qu'on lui parle politique. Elle ne veut pas donner son identité ni être prise en photo, « *de peur des représailles* ». Elle n'a pas voté aux européennes mais s'est déplacée pour les législatives. « *Forcément à gauche* », en tant que « *Maghrébine et musulmane* ». « *Faut voter Bardella !* », lui lance un client franco-turc. Katia lui fait les gros yeux comme on gronde un enfant puis l'envoie gentiment balader d'un « *t'es bête* ». Il a en réalité voté La France insoumise « *par dépit* ».

Les deux se rejoignent sur leur ras-le-bol des propos antimusulmans. Katia serre les dents quand elle entend les propos racistes de certains clients. « *On me dit : "Oui mais vous, c'est pas pareil." J'ai entendu ça toute ma vie. Ça fait toujours aussi mal* », témoigne-t-elle. La serveuse trouve que la situation empire ces derniers temps. La faute, selon elle, « *au lavage de cerveau avec les médias* ». L'après-midi, la télé du café diffuse habituellement les courses hippiques mais le patron

oblige ses équipes à mettre BFM-TV le matin et le soir. Katia fait parfois de la résistance : « *Le matin, je mets souvent des dessins animés. Je préfère.* »

Un autre café, à Nîmes, dans le Gard. En fin de soirée, Stéphane, serveur dans une prestigieuse brasserie du centre-ville, raconte ses envies de partir pour Perpignan, « *se rapprocher de la mer* ». Puis le jeune homme, qui vit en couple avec son compagnon, se livre peu à peu sur son vote résolu en faveur de Jordan Bardella, le signe que « *le RN a changé* » et que le parti est surtout « *le seul qu'on n'a pas essayé* », le seul aussi à « *pouvoir remettre de l'ordre* » face à une France « *qui part en ville* » : dictature des minorités, gauchisme omniprésent dans les médias et à l'Assemblée nationale, immigration incontrôlée, justice laxiste, criminalité qui explose... Stéphane récite une à une les obsessions de CNews, « *la seule chaîne qui n'est pas totalement infestée par la gauche* ». Il regarde la chaîne contrôlée par le milliardaire Vincent Bolloré plusieurs heures par jour, au point d'interdire à son compagnon de toucher à la télécommande pour mettre autre chose, un sujet fréquent de querelles dans leur couple.

Rencontré au centre LGBTQIA+ de Paris et d'Ile-de-France, un lieu d'accueil et d'information situé dans le quartier du Marais de la capitale, Maxime, 34 ans, est inquiet, surtout « *pour les autres* ». Dans sa famille et son entourage d'origine, beaucoup votent RN. « *Depuis le mariage pour tous, les homosexuels dérangent moins. Mais une petite musique est en train de monter sur les personnes transgenres, et l'éducation à la sexualité à l'école* », observe-t-il. « *Les gens mélangent beaucoup de choses* », se désole ce cadre en entreprise.

Il voit monter autour de lui « *une demande d'ordre, d'autorité* », mais note aussi « *des ambivalences* » qui le rassurent, et le laissent « *persuadé que même si le RN passe, ils n'auront pas le mandat pour déconstruire tout ce que notre histoire a construit* ». Une petite dizaine de personnes patiente dans la salle d'attente du centre ; les uns attendent d'être reçus par une assistante sociale qui tient une permanence tous les jeudis, d'autres sont venus pour boire un café, partager un moment dans ce lieu d'accueil inconditionnel.

**REVANCHE CONTRE LES ÉLITES**

Ce grand ébranlement à venir renvoie chaque Français, quelles que soient ses convictions politiques, ses engagements ou ses fonctions précédentes, même les plus hautes, à une introspection. A Meymac (Corrèze), le candidat François Hollande s'est isolé à un bout de la place de l'église après avoir passé une heure à serrer des mains sur un marché. « *C'est une campagne douloureuse parce que l'extrême droite est là, mais vous ne la voyez pas*, dit l'ex-président de la République en montrant la foule. *Parmi tous ces gens, il y en a un tiers qui a voté pour l'extrême droite. Dans certaines zones où je pouvais faire 70 % au premier tour par le passé, on voit parfois le RN à 40 %.* » François Hollande se fait d'un coup songeur, et médite à voix haute : « *Je me demande : quand est-ce qu'un pays bascule ? A quel moment un changement s'opère ? A quel moment on se dit : "Ce n'est plus possible d'avoir ouvert nos portes, et de vivre avec des gens différents" ? A quel moment on accepte de se donner, comme ça, à une autorité brutale ? Avant, on votait pour un candidat qui faisait une bonne campagne, ou qui avait un bon bilan si c'était le candidat sortant* ».

Il y a dans l'air comme un air de revanche contre les élites, ceux qui décident de tout depuis Paris. Nathalie et Valérie sont attablées à la terrasse de La K'Bane, petit restaurant de Donzenac (Corrèze), quand débarque Francis Dubois, député (LR) sortant de la 1<sup>re</sup> circonscription de Corrèze qui s'est pris une claque au premier tour : troisième derrière François Hollande et une candidate RN inconnue qui n'a même pas fait campagne. « *J'aimerais comprendre...* », interroge-t-il. Nathalie : « *Bah... Les gens se servent de cette élection pour faire passer un message, comme aux européennes quoi. Ils expriment un ras-le-bol.* » Valérie, un peu gênée, ne dit pas un mot. On comprend pourquoi une fois Francis Dubois parti : elle avait voté pour lui en 2022, elle a voté RN cette fois. « *Déception généralisée* », « *faut essayer* », bredouille cette retoucheuse de 54 ans, avant de se carapater dans sa boutique pour ne plus avoir à nous répondre. Matthieu, 37 ans, rencontré dans le quartier populaire de la Morlande, à Avallon, résume cela d'une formule à la Coluche : « *On aimerait remuer la merde en bas pour que ceux d'en haut la sentent un peu.* » ■

CHRISTOPHE AYAD, CAMILLE BORDENET, SO-  
LÈNE CORDIER, BÉATRICE JÉRÔME, FRANCK JO-  
HANNÈS, SAMUEL LAURENT, ELÉA POMMIERS,  
FRÉDÉRIC POTET, JORDAN POUILLE (CORRES-  
PONDANT À BLOIS), ROBIN RICHARDOT,  
PASCALE ROBERT-DIARD ET HENRI SECKEL



# Ces « candidats fantômes » de l’extrême droite

Des cadres locaux du RN inciteraient certains aspirants à la députation à ne pas s’exposer sur le terrain

MARSEILLE, RENNES -  
correspondances

De Meymac à Vigeois, de Bugeat à Sainte-Féréole, les électeurs interrogés dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Corrèze se creusent la tête. En vain. Maïtey Pouget ? « *Jamais vue* », répondent-ils. Faire campagne n’était manifestement pas nécessaire pour cette retraitée de 69 ans qui n’habite pas dans la circonscription qu’elle brigue (30,9 % au premier tour), mais dans celle d’à côté, à Brive-la-Gaillarde. Pas de profession de foi sur ses tracts, mais une photo et un petit texte de Jordan Bardella, « *comme si c’est lui qui allait devenir député ici* », dit en soupirant l’ancien président de la République et candidat dans la même circonscription, François Hollande (37,6 %).

La « *candidate fantôme* », comme l’appelle le député (Les Républicains, LR) sortant, Francis Dubois, arrivé troisième au premier tour, n’a pas de réseaux sociaux ni d’équipe de campagne, elle est simplement épaulée par Valéry Elophe, candidat du Rassemblement national (RN) – autrement aguerri – de la 2<sup>e</sup> circonscription de Corrèze, qui vole à son secours quand il faut.

Avant le débat télévisé du premier tour face à M. Hollande et M. Dubois, M<sup>me</sup> Pouget s’est fait porter pâle – M. Elophe l’a remplacée. Ce dernier lui a rédigé des réponses toutes faites à lire lors du débat de l’entre-deux tours, qui a largement souligné les limites de cette candidate qui s’est signalée, pendant la campagne, en expliquant que les villes de Corrèze commençaient à être « *envahies* » par les immigrés.

Si le RN a marqué l’entre-deux tours de ces législatives par ses dizaines de candidats racistes, antisémites, homophobes, xénophobes, anciens membres d’organisations nationalistes violentes ou condamnés par la justice, le parti d’extrême droite s’est aussi distingué, à l’inverse, par l’anonymat de plusieurs dizaines d’autres de ses représentants. Des aspirants députés absents parfois physiquement de leurs propres affiches, fuyant la moindre exposition ou expression publique. Point d’or-



Le candidat RN Antoine Oliviero, à Pontivy (Morbihan), le 24 juin. JULIETTE PAW/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

**QUARANTE-DEUX  
REPRÉSENTANTS  
DE L’ALLIANCE RN-CIOTTI  
ONT ANNULÉ LEUR  
VENUE SUR LES CHÂÎNES  
RÉGIONALES DE BFM,  
35 SUR LE RÉSEAU  
DE FRANCE BLEU**

gue de cet évitement : un nombre inédit de candidats d’extrême droite ont balayé cette année les invitations à débattre face à leurs adversaires.

Les radios du réseau France Bleu ont dû composer avec l’absence de trente-cinq candidats venus du RN et de son allié ciottiste, contre cinq d’un autre camp. Consigne de Matthieu Mondoloni, directeur de l’information du réseau France Bleu, à

ses équipes face aux annulations ? Transformer le débat en entretiens des candidats présents, pour éviter la « *confiscation du débat démocratique* ». Une trace écrite du refus est consignée et transmise à l’Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, chargée de vérifier l’équité du temps de parole.

#### « Manque de temps »

La télévision a elle aussi subi sa valse de « candidats fantômes » : quarante-deux représentants de l’alliance RN-Ciotti ont annulé leur venue sur les chaînes régionales de BFM. « *Les consignes ne sont jamais écrites, c’est toujours oralement, de manière informelle, à la volée*, rapporte Camille Langlade, directrice des rédactions BFM Régions. *En Alsace, l’un des candidats sollicités a cependant expliqué à notre journaliste que le siège du RN avait invité à ne pas trop s’exposer, afin d’éviter tout risque.* »

La Bretagne n’a pas échappé au

réflexe frontiste de désertion des plateaux. Christel Hénaff, arrivée en troisième position dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Finistère (23,7 %) a refusé de participer au débat programmé, mardi 2 juillet, avec l’écologiste Grégory Lebert et Annaïg Le Meur, députée sortante (Renaissance). « *Le plus stupéfiant, c’est que l’on a une candidate que l’on n’a jamais vue, sur le terrain, sur les affiches. Et qui refuse de débattre. Le RN est antiparlementariste* », a tancé la candidate, sur le plateau de Tébéo. Dans la 1<sup>re</sup> circonscription d’Ille-et-Vilaine, Jeanne Rey du Boissieu (RN), troisième le 30 juin (17,7 %), a décliné l’invitation de TVR Bretagne, pour cause de « *déménagement* », selon les organisateurs.

Officiellement, le refus de participer aux débats ne relève pas d’une consigne édictée par l’état-major du RN. Des cadres locaux auraient cependant incité leurs candidats à ne pas s’exposer. Au risque de révéler, comme à cha-

que élection, les lacunes ou la radicalité de nombreux concurrents, et l’incapacité du parti à faire émerger son « *élite populaire* ».

Cette année encore, des candidats du RN (volontaires pour débattre) ont produit leur lot de séquences gênantes, susceptibles parfois de tomber sous le coup de la loi. Dans le Haut-Rhin, Laurent Gnaedig a plusieurs fois nié le caractère antisémite des déclarations de Jean-Marie Le Pen sur le « point de détail » des chambres à gaz, pourtant condamnées par la justice : « *C’était une grave erreur de communication et surtout de compréhension du camp adverse*. » Dans les Côtes-d’Armor, Jean-Yves Le Boulanger s’est défendu à sa manière de ne pas être « facho », le 18 juin, à l’antenne de Bretagne 5 : « *Pas plus tard que dimanche, je suis allé à un rassemblement de motards, il y a eu une bénédiction, et c’est un curé de couleur qui m’a béni. Vous voyez, eh bien, je ne l’ai pas écrasé avec ma moto.* »

Mercredi 3 juillet, quatre heures avant le rendez-vous prévu par France 3 Provence-Alpes-Côte d’Azur pour enregistrer le débat entre les trois candidats encore en lice dans la 14<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, Daniel Ielli, rédacteur en chef de l’antenne, a reçu un SMS lapidaire de Gérauld Verny, le candidat RN-LR. « *Bonjour, je suis navré, mais je suis contraint d’annuler le débat* », écrit le candidat d’extrême droite, qui, la veille, avait validé sa participation par un « *je serai présent, merci* » tout aussi concis. Le chef d’entreprise, qui vient de se lancer en politique à Aix-en-Provence, n’a plus été joignable. Obligeant la chaîne à annuler l’émission.

Dans les Bouches-du-Rhône, la communication est l’affaire du secrétaire départemental, Franck Allisio, qui a justifié cette stratégie de non-participation aux débats télévisés, à France 3 et sur l’antenne locale de BFM, « *par un manque de temps* » dans une campagne raccourcie à trois semaines. En 2022, déjà, malgré des conditions électorales classiques, les représentants du RN avaient déjà tenté d’éviter la presse et les confrontations avec les autres candidats. Une stratégie d’invisibilité payante pour Gisèle Lelouis, 72 ans, qui avait été élue dans la 3<sup>e</sup> circonscription et est à nouveau en tête cette fois (42,8 %).

Investie par le RN dans l’est de Marseille, Monique Grisetti, tante de Franck Allisio, y a gagné un surnom : « *Casper* ». « *Parce que c’est un fantôme. Personne ne la voit jamais* », explique la secrétaire d’Etat à la ville, Sabrina Agresti-Roubache, qui a popularisé l’appellation. Aux abonnées absentes pour la plupart des médias – dont *Le Monde* –, la candidate du RN accepte parfois des entretiens télévisés sur le terrain. Mais son neveu n’est jamais très loin, quand il ne répond pas à sa place. Une stratégie efficace : la cheffe d’entreprise marseillaise de 63 ans, qui a obtenu 45,5 % des voix au premier tour, a largement devancé la très médiatique membre du gouvernement, arrivée en troisième position et qui s’est désistée au nom du front républicain. ■

**BENJAMIN KELTZ, BRICE LAEMLE, CORENTIN LÉSUEUR, GILLES ROF ET HENRI SECKEL**

## En Corse, des candidats RN inconnus, mais présents au second tour

L’extrême droite s’est qualifiée dans les quatre circonscriptions de l’île, malgré la faible implantation de ses candidats

AJACCIO - correspondant

Mercredi 26 juin, 10 h 30, à l’hôtel Campo dell’Oro, à Ajaccio. Le Rassemblement national (RN) présente enfin à la presse, devant une salle vide, ses quatre prétendants aux élections législatives. A la tribune, François Filoni, vieux routard de la politique, candidat dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Corse-du-Sud et représentant régional du parti d’extrême droite, déroule ses éléments de langage : pouvoir d’achat, énergie, décentralisation – et non autonomie –, autorité. Le candidat déploie un programme lissé mais laisse échapper un dérapage ou deux, avec une remarque sur notre société où « *on n’échange pas une femme avec un chameau* ».

A ses côtés, trois illustres inconnus, les trois autres candidats RN dans l’île, qui, cois pendant cette présentation, s’apprêtent à enchaîner, un tantinet stressés, les interviews devant les médias lo-

caux. Ariane Quarena, 66 ans, évoque d’une voix chevrotante son engagement dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Corse-du-Sud. En 2022, elle avait découvert la politique comme suppléante de Nathaly Antona, la candidate RN morte subitement, le 18 juin, après son élection au Parlement européen.

« *Je ne veux pas que l’on parle de moi, mais je veux travailler pour la France* », insiste cette retraitée, mère de trois enfants qui s’est installée en 2021 à Ajaccio avec son mari, originaire de l’île. C’est en parcourant un tract du RN posté dans sa boîte aux lettres qu’elle dit avoir rejoint ses rangs. Presque par hasard. « *L’insécurité et le pouvoir d’achat me préoccupaient* », maintient-elle. « *Oui, je ne suis pas native de la Corse, cela ne m’empêche pas de l’aimer* », se justifie auprès du *Monde* cette « *fillette d’un immigré italien qui a choisi de devenir français après son service militaire* ». L’un de ses adversaires, le candidat nationa-

liste Romain Colonna (Femu a Corsica), lui a reproché de ne pas parler la langue corse lors d’un débat sur France 3 Corse Via Stella, le 27 juin. « *La Corse, c’est la France* », lui a-t-elle répondu timidement.

#### Visage absent des affiches

Le soir du premier tour, c’est pourtant Ariane Quarena qui est sortie en tête du scrutin (31,2 %), battant même de 167 voix le très implanté Laurent Marcangeli (Horizons), qu’elle affronte dans un duel au second tour. Ses trois autres compagnons de route ont fait de même, qualifiant pour la première fois dans les quatre circonscriptions insulaires le parti d’extrême droite. Du jamais-vu.

Un séisme politique qui a fait tardivement sortir le président de l’exécutif, Gilles Simeoni, de sa torpeur, en appelant au barrage contre le RN au lendemain du premier tour. Les secousses telluriques n’ont pas épargné Bastia et la 1<sup>re</sup> circonscription de Haute-Corse,

où un autre parachuté, Jean-Michel Marchal (28,8 %), 65 ans, a bousculé le sortant, le siméoniste Michel Castellani (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires, LIOT, 31,7 %). Elu municipal sur la liste Front national à Marseille, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, de 2014 à 2020, M. Marchal, ingénieur à la retraite, est venu s’installer dans l’île « *avec [s]on amie il y a cinq ans sur la commune de Lucciana* », au sud de Bastia. « *D’accord, je ne suis pas né en Corse, mais je m’investis, se défend le candidat. Pour moi, le parachutage, c’est dans le film Le Jour le plus long [1962]*. » Face à la presse, le quasi-néophyte se perd dans la lecture de ses fiches, récitant le catéchisme « *RNiste* », loin de la politique insulaire.

Chez tous ces candidats dont le visage n’est pas même apparu sur les affiches, la même antienne : « *Les Français votent pour placer Jordan Bardella à Matignon*. » « *Un choix de société* », appuie M. Filoni : cet Ajaccien de 66 ans bien im-

planté est en ballottage favorable (35,1 %) face au sortant, le nationaliste Paul-André Colombani (LIOT, 26,5 %) dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Corse-du-Sud. C’est lui qui a géré le casting dans l’urgence.

« *J’ai reçu un appel au lendemain de la dissolution : à la base, je devais être suppléante, mais finalement j’ai été candidate, je me suis dit : “Pourquoi pas ?”* », narre Sylvie Jouard-Fernandez, 58 ans, le verbe haut, elle aussi pressée de justifier au *Monde* son lien avec l’île : « *Je suis une Corse de cœur installée à Ajaccio depuis vingt ans*. » Cette commerçante reconnaît pourtant avoir découvert la 2<sup>e</sup> circonscription de Haute-Corse, où elle a été catapultée, pendant la campagne. Contre toute attente, elle y a réalisé 25,4 % des voix, en troisième position dans une triangulaire improbable, derrière le sortant, le nationaliste Jean-Félix Acquaviva (LIOT, 28,6 %), et François Xavier Ceccoli (divers droite, 34,1 %). Elle ne verra pourtant pas la fin du

match. « *J’ai reçu après le premier tour un communiqué de la part de François [Filoni] m’indiquant que je me retirais* », fulmine M<sup>me</sup> Jouard-Fernandez, ne cachant pas sa « *déception et sa colère* » : « *C’est une décision du parti, pas la mienne, j’ai eu l’impression de baisser mon froc et ce n’est pas moi !* »

Ce retrait a été officiellement justifié par M. Filoni pour « *faire barrage à Jean-Félix Acquaviva, qui avait donné son parrainage à Jean-Luc Mélenchon pendant la présidentielle* ». Une mesure faisant de la candidate un pion dans un échiquier politique plus vaste. « *Ils auraient pu mettre n’importe qui, cela aurait été pareil, peu importe les candidats* », ironise un militant autonomiste préférant garder l’anonymat, constatant que le RN est désormais « *le premier parti corse* » face à l’hégémonie nationaliste, alors même qu’il ne dispose d’aucun élu local : « *Pas encore*. » ■

**PAUL ORTOLI**







# Gouvernement technique : l'expérience italienne

Le modèle atypique de résolution de crises transalpin pourrait être une source d'inspiration

Lorsque les luttes de factions étaient trop fortes, au point de mettre en danger la survie même de l'Etat, les cités italiennes de la fin du Moyen Âge avaient coutume de recourir à une forme originale de gouvernement : l'appel à un podestat. Etranger aux querelles de la cité et investi des pleins pouvoirs, ce magistrat indépendant était désigné de façon consensuelle, pour une durée limitée (six mois à un an). Une fois les réformes nécessaires décidées, les affaires remises en ordre et la concorde à peu près rétablie, celui-ci était renvoyé et la société, pouvait retourner à ses vieilles querelles, jusqu'à la prochaine crise.

L'Etat italien s'est retrouvé à plusieurs reprises face à des configurations similaires depuis le début des années 1990, lorsque sa stabilité et son image internationale étaient en danger. Il y a répondu d'une façon très comparable en confiant le pouvoir à des gouvernements techniques. Ce modèle atypique de résolution des crises serait-il importable en France, à l'heure où beaucoup craignent une situation de blocage institutionnel au sortir du second tour des élections législatives ? Rien n'est moins sûr.

La première fois qu'une telle configuration s'est présentée, en avril 1993, le président italien Oscar Luigi Scalfaro a confié les rênes du pouvoir au gouverneur de la Banque d'Italie, Carlo Azeglio Ciampi (1920-2016). Confrontée aux remous infinis du scandale « *Tangentopoli* » (appelé opération « Mains propres » en français), qui avait balayé toute une classe dirigeante issue de la démocratie chrétienne et du Parti socialiste, l'Italie était en panne de direction : il importait de conduire le pays jusqu'à de nouvelles élections, prévu en mars 1994.

En janvier 1995, le pays se retrouve de nouveau bloqué, après l'explosion en vol du premier gouvernement Berlusconi. C'est à un autre dirigeant de la Banque d'Italie, le directeur général Lamberto Dini, qu'il est fait appel. Durant seize mois, celui-ci, à la tête d'un gouvernement formé de techniciens, assure la conduite du pays,

## LA FAIBLESSE DE LA LÉGITIMITÉ DÉMOCRATIQUE DE CES GOUVERNEMENTS LES CONDAMNE À L'ÉPHÉMÈRE

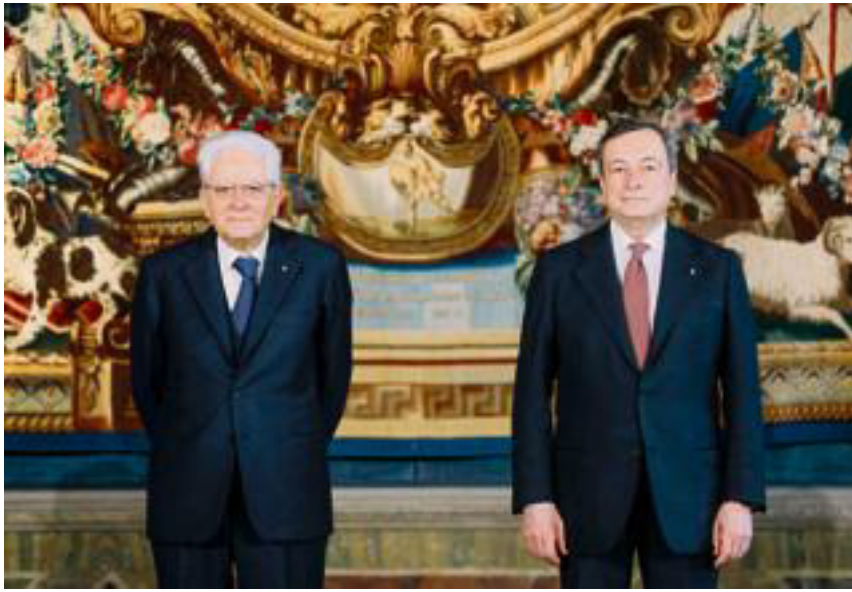
évitant la dérive des comptes publics jusqu'à de nouvelles législatures, qui verront l'arrivée aux affaires du centre gauche.

Quinze ans plus tard, en novembre 2011, c'est dans des conditions tout aussi dramatiques que le président Giorgio Napolitano (1925-2023) appelle au secours l'économiste et ancien commissaire européen Mario Monti, pour sauver le pays de la banqueroute.

Discrédité à Bruxelles, le gouvernement de Silvio Berlusconi n'est plus en situation d'assurer la stabilité financière du pays, confronté aux secousses de la crise de l'euro. Le *spread* (« écart de taux » en français) avec l'Allemagne s'envole, les entreprises italiennes n'arrivent plus à s'endetter sur les marchés... Il est urgent de restaurer la confiance des investisseurs, et de prendre les mesures nécessaires pour cela. C'est ce que fera M. Monti, entouré d'un gouvernement de techniciens, jusqu'aux élections parlementaires de 2013. La tempête se calme mais la cure d'austérité imposée au pays est drastique : l'Italie ne sortira de récession qu'en 2014.

### Large rassemblement

Les conditions dans lesquelles le président Sergio Mattarella fera appel au plus politique des « techniciens » italiens, l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, en février 2021, sont tout autres. Privé de majorité, le gouvernement Giuseppe Conte (coalition de la gauche et du Mouvement 5 étoiles, antisystème) vit ses dernières heures, alors que le pays est plongé au cœur de la deuxième vague de la pandémie de Covid-19, et que se profile une occasion historique : un plan de relance européen adopté après le déclenche-



**En haut :** le président Giorgio Napolitano et le premier ministre Mario Monti, à Rome, en 2011. HANDOUT/GETTY IMAGES VIA AFP  
**A gauche :** le président, Sergio Mattarella, et le premier ministre Mario Draghi, à Rome, en 2021. GUGLIELMO MANGIAPANE/AFP

ment de la crise liée au Covid-19, qui alloue plus de 200 milliards d'euros à l'Italie.

Alors que les précédents gouvernements techniques avaient dû faire des économies, l'exécutif atypique dirigé par Mario Draghi, composé à la fois de politiques et de techniciens, est chargé cette fois-ci de bien dépenser. L'expérience fera long feu, poussant Sergio Mattarella, en juillet 2022, à

constater l'impossibilité de continuer sur cette voie, et à convoquer de nouvelles élections législatives.

Pour dissemblables qu'elles puissent être, ces quatre expériences ont certains points communs. D'abord, elles présupposent un large accord entre les formations politiques, qui choisissent de soutenir l'expérience : à défaut de légitimité démocratique incontestable, le chef de gouvernement doit

avoir autour de lui le rassemblement le plus large possible. A l'automne 2011, Mario Monti obtiendra ainsi le soutien de 556 députés sur 630 et de 281 sénateurs sur 315, et le gouvernement Draghi pourra se targuer, lui aussi, de réunir une majorité comparable.

Cette convergence – même éphémère – suppose la formulation d'une mission claire, sur laquelle les partis ont pu se mettre

d'accord : M. Ciampi et M. Dini avaient pour objectif de permettre la qualification de l'Italie dans l'euro, M. Monti devait l'y maintenir à tout prix, tandis que M. Draghi était chargé d'offrir toutes les garanties de sérieux aux bailleurs de l'Italie, dans la perspective du plan de relance européen.

Ainsi les chefs de gouvernements techniques font-ils bien plus qu'expédier les affaires courantes : ils sont amenés à prendre des décisions fortes, au risque de l'impopularité – risque que les politiques « de métier » sont d'ordinaire peu disposés à courir.

### Position d'arbitre

L'expérience suppose un fonctionnement institutionnel particulier, dans lequel le président de la République joue un rôle subtil mais décisif, à mille lieues de la pratique de la V<sup>e</sup> République française. Elu par le Parlement en Italie et placé au-dessus des querelles de partis, il se retrouve alors en position d'arbitre, ce qui rend ses décisions incontestables – du moins en public. C'est lui seul qui mène les consultations à chaque changement de gouvernement. Ainsi est-il le seul à pouvoir, par un savant mélange d'autorité et d'art du compromis, faire émerger une solution consensuelle.

Enfin, la faiblesse de la légitimité démocratique de ces gouvernements les condamne à l'éphémère. Elle nourrit à la fois la rhétorique antiélites, l'impression d'un pouvoir « confisqué » par les experts et le discrédit d'une classe politique jugée incapable, par manque de courage, de résoudre les problèmes structurels du pays. Ainsi l'arrivée aux affaires de M. Monti, fin 2011, a-t-elle permis l'irruption spectaculaire du Mouvement 5 étoiles, qui lui-même servira de marchepied à Matteo Salvini (Ligue, extrême droite). De même l'expérience Draghi a-t-elle favorisé l'émergence de sa principale opposante, Giorgia Meloni, qui était à la tête du seul groupe parlementaire ayant refusé de lui voter la confiance en février 2021, et qui tient aujourd'hui solidement les rênes de la troisième économie de la zone euro. ■

JÉRÔME GAUTHERET

## Cinq questions sur l'après-législatives et le nouveau gouvernement

Le vote des Français, dimanche 7 juillet, aboutira probablement à une configuration politique inédite sous la V<sup>e</sup> République

La majorité absolue ou pas de majorité claire pour l'extrême droite à l'Assemblée nationale : tels semblent être les deux scénarios les plus probables de l'issue du second tour des élections législatives, dimanche 7 juillet, au regard du nombre de candidats maintenus par chaque camp. Dans les deux cas, la France se trouverait dans une configuration inédite sous la V<sup>e</sup> République. Quelles sont les prochaines étapes attendues dans la foulée du scrutin ? Le pays peut-il se diriger vers un blocage institutionnel ? Éléments de réponse.

**Quand un nouveau gouvernement doit-il être nommé ?** La défaite du camp présidentiel semble inéluctable : la majorité absolue des sièges est hors de portée pour Ensemble, faute de maintenir un nombre suffisant de candidats au second tour des législatives. Cette perspective n'impose toutefois pas au premier ministre, Gabriel Attal, de quitter son poste dans

l'immédiat. « *Le fait qu'un gouvernement démissionne après les élections législatives est une convention* », note Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à l'université Paris-Panthéon-Assas.

Aucun calendrier ne s'impose donc formellement à Emmanuel Macron, ni pour demander au gouvernement actuel de démissionner ni pour en nommer un nouveau. Le chef de l'Etat ne peut en revanche pas ignorer complètement la nouvelle donne politique issue du scrutin. Un gouvernement mis en minorité à l'Assemblée nationale est en effet exposé au vote d'une motion de censure, qui pourrait être déposée à partir de la première réunion de la future Assemblée nationale. L'article 12 de la Constitution fixe celle-ci au deuxième jeudi qui suit l'élection, soit le 18 juillet.

**Comment un nouveau gouvernement peut-il être formé ?** Si un camp politique réunit une majorité absolue de députés (soit

au moins 289 sur les 577 de l'hémicycle), la nomination d'un premier ministre issu de ses rangs s'impose en principe. Au vu des résultats du premier tour du scrutin, une telle majorité ne peut aujourd'hui émerger que du Rassemblement national (RN) et de ses alliés, ou du Nouveau front populaire.

Dans une telle situation de cohabitation, le pouvoir de nomination du premier ministre revient certes au président de la République. Cependant, la logique institutionnelle ne lui permet pas d'outrepasser l'avis de la majorité des députés, puisqu'un gouvernement qui irait à leur encontre pourrait faire l'objet d'une motion de censure.

La logique veut donc que le chef de l'Etat choisisse le candidat du camp majoritaire. C'est ainsi que François Mitterrand, en 1986 et en 1993, ainsi que Jacques Chirac, en 1997, ont nommé des premiers ministres qui leur étaient opposés politiquement.

**Que se passe-t-il en l'absence de majorité absolue ?** L'affaire se complique si aucun camp politique ne réunit de majorité absolue. En 2022, le camp présidentiel d'Emmanuel Macron a obtenu 246 sièges de députés, ce qui en faisait de loin le premier groupe de l'Assemblée nationale, mais le plaçait en position de majorité relative.

Cette situation inédite et compliquée ne l'a toutefois pas empêché de former un gouvernement et de le maintenir en place pendant deux ans, car les oppositions de droite, de gauche et d'extrême droite n'ont jamais joint leurs forces pour le renverser.

Ce risque pourrait en revanche guetter l'extrême droite si elle devenait le premier groupe de l'Assemblée nationale, sans réussir à réunir la majorité absolue : l'extrême droite pourrait se retrouver face à un front républicain majoritaire, à même de renverser un éventuel gouvernement à tout moment.

Le chef de file du RN, Jordan Bardella, l'a déjà anticipé : il a affirmé à plusieurs reprises depuis le 9 juin qu'il refuserait d'être premier ministre si son parti ne remportait pas la majorité absolue des sièges.

### Que se passe-t-il si aucun gouvernement durable n'émerge ?

Faute de majorité claire sur les bancs du Palais-Bourbon, le risque d'un blocage institutionnel est réel. Les institutions n'imposent aucun calendrier pour former un gouvernement, mais aucun texte législatif ni réglementaire ne peut être adopté en son absence.

La classe politique a évoqué plusieurs hypothèses ces derniers jours pour remédier à une telle poursuite de crise : la formation d'un « gouvernement d'union nationale » appuyé par une coalition qui rassemble au-delà des camps politiques ; la nomination d'un gouvernement « technique » pour gérer le pays, avec des minis-

tres sans affiliation partisane, sur le modèle de celui dirigé par Mario Draghi en Italie de 2021 à 2022 ; un gouvernement minoritaire à l'Assemblée nationale, mais qui chercherait des compromis pour faire voter des lois au cas par cas.

Une certitude : faute de majorité claire et stable, un gouvernement de ce type vivrait sous la menace d'une censure à l'Assemblée nationale, ce qui pourrait aboutir à la succession rapide de plusieurs gouvernements.

### Peut-il y avoir une nouvelle dissolution prochainement ?

L'hypothèse d'un nouveau retour aux urnes pour clarifier la situation politique est en principe exclue dans l'immédiat. Selon l'article 12 de la Constitution, « *il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections* ». La future Assemblée nationale devrait donc siéger au moins jusqu'à l'été 2025. ■

ADRIEN SÉNÉCAT









# Les jeunes ont-ils cédé aux sirènes de la radicalité ?

**QUESTIONS DE CAMPAGNE** Les moins de 25 ans, dont l’inclination politique est scrutée de près, se tournent majoritairement vers l’abstention

Des jeunes qui soutiennent le Rassemblement national (RN) de Jordan Bardella, d’autres favorables à La France insoumise (LFI) et à Jean-Luc Mélenchon, et surtout, des jeunes qui ne votent pas. Observer le comportement politique de la catégorie des 18-24 ans revient souvent à empiler les clichés, au risque d’en créer une image un peu « partielle », voire « caricaturale », font observer les chercheurs et sociologues qui étudient l’attitude de cette tranche d’âge face aux urnes. Et qui, reprenant à leur compte la formule de Pierre Bourdieu (1930-2002), « *la jeunesse n’est qu’un mot* », dressent préalablement à toute analyse un

même constat : il n’y a pas « une » mais « des » jeunesses. Si l’attention collective se porte, dans cet entre-deux-tours des élections législatives, sur la part de jeunes sensibles aux sirènes de l’extrême droite, les moins de 25 ans demeurent, d’un scrutin à l’autre, plus nombreux à voter à gauche. Selon l’enquête électorale menée par l’institut Ipsos pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le centre de recherches politiques de Sciences Po, l’Institut Montaigne, Radio France et France Télévisions, réalisée à partir d’un panel représentatif de 11 820 personnes et diffusée le 27 juin, les intentions de vote des 18-24 ans allaient à 45 % pour les candidats du Nouveau Front populaire (16 points de

plus que la moyenne des Français) et à 31 % pour ceux du Rassemblement national (légèrement en deçà du reste de la population). En creux, ces résultats disent aussi l’effondrement de l’électorat jeune pour les candidatures Ensemble, soutiens d’Emmanuel Macron : seuls 10 % des 18-24 ans faisaient ce choix, deux fois moins que la moyenne tous âges confondus. Surtout, 49 % des 18-24 ans n’avaient pas l’intention de se rendre aux urnes le 30 juin, 12 points de plus que la moyenne des Français. « *Le premier parti des jeunes, c’est celui de l’abstention* », acte le sociologue Olivier Galland, directeur de recherche émérite au CNRS, évoquant un

« mouvement de fond d’éloignement de la politique d’une grande partie de la jeunesse ». Dans l’enquête qu’il a codirigée, en 2021 avec l’historien Marc Lazar pour l’Institut Montaigne, plus de la moitié (55 %) des jeunes sondés ne pouvaient donner de préférence partisane, soit parce qu’ils ne connaissaient pas assez les partis, soit parce qu’aucun ne correspondait à leur choix.

**Eloignement de la politique** « C’est une réalité déjà ancienne », observe Laurent Lardeux, chargé de recherche à l’Institut national de la jeunesse et de l’éducation populaire. Ce sociologue insiste toutefois sur un changement à l’œuvre parmi les jeunes absten-

**SI L’ATTENTION COLLECTIVE SE PORTE SUR LA PART DE JEUNES SENSIBLES À L’EXTRÊME DROITE, ILS DEMEURENT PLUS NOMBREUX À VOTER À GAUCHE**

tionnistes, avec une part plus importante, en leur sein, de jeunes diplômés. Ceux-ci ne se désintéressent pas toujours de la politique : au contraire, ils comprennent le jeu politique, mais ils estiment aussi que la politique les tient à l’écart. « Certains jeunes ne votent pas, car ils considèrent que le vote est inutile par rapport aux questions qui les concernent, comme l’accès au logement, l’accès à l’autonomie, la santé mentale, l’urgence climatique... », explique encore Laurent Lardeux. D’autres formes d’engagements – des manifestes, des pétitions, des boycotts, des occupations... – s’y substituent parfois. Ou pas. Que dit alors, chez la « minorité » qui vote, cette polarisation plus forte, à gauche et à l’extrême droite ? Est-elle le reflet d’une radicalité à la hausse ? Là encore, le constat mérite d’être nuancé : « Lors de la présidentielle de 2022, les jeunes votants avaient déjà nettement donné l’avantage à Jean-Luc Mélenchon, avec Marine Le Pen juste derrière et le bloc central d’Emmanuel Macron clairement en dessous », rappelle le directeur de l’IFOP, Frédéric Dabi.

« Les votes des jeunes sont radicaux en ce qu’ils aspirent à changer profondément les choses : », explique Anne Muxel, politologue et directrice déléguée du Cevipof. « La demande d’un changement radical, notamment de régime politique, augmente depuis vingt ans dans toute la société, rappelle aussi Camille Peugny, professeur de sociologie à l’université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Mais plus encore dans la jeunesse. »

Des jeunes électeurs bien souvent animés par un « sentiment d’urgence » et même une « envie d’en découdre », selon Laurent Lardeux : « Ils sont amenés à porter leurs voix vers des partis qui précisément se positionnent sur ce créneau de l’urgence », observe-t-il. Très tournée vers le soutien au peuple palestinien de Gaza, la stratégie de LFI a trouvé un écho parti-

culier auprès des jeunes, qu’ils soient diplômés, originaires des quartiers populaires... A l’extrême droite, le RN a pu bénéficier d’un processus d’identification à Jordan Bardella, très actif sur les réseaux sociaux. « Alors que le vote des jeunes pour LFI est structuré autour d’une idéologie forte, celui pour le RN relève davantage d’un sentiment de proximité », estime Olivier Galland. Les chercheurs interrogent aussi l’impact d’une campagne qui, pour ce public, s’est beaucoup jouée sur les réseaux sociaux, avec son format et ses règles particuliers – des spots de quelques secondes, des messages clivants, des « coups de gueule », des selfies... « Cela engendre une perte de nuances dans les messages politiques, dans la complexité des idées », souligne M. Lardeux. Tout en laissant à l’arrière-plan le passé et les racines xénophobes de la formation d’extrême droite.

**Contexte de précarisation** A rebours des représentations collectives d’une jeunesse « ouverte », « tolérante », qui « emmerde » l’extrême droite et ses valeurs, le RN a percé, comme dans toutes les catégories de la population, aussi chez les jeunes diplômés : lors du premier tour des législatives, le 30 juin, selon une sociologie des électorsats dressée par l’institut Ipsos Talan pour France Télévisions, Radio France et Public Sénat, le parti d’extrême droite a attiré 22 % des bac + 3 et plus, soit autant que la coalition présidentielle. Néanmoins, c’est parmi les moins diplômés que le RN réalise son meilleur score, avec 49 % d’électeurs n’ayant pas le bac. « Si ce positionnement à l’extrême droite surprend, c’est probablement parce que notre représentation des jeunes est biaisée, dominée par celle d’une jeunesse étudiante, visible, audible, reprend Camille Peugny. Or, ce n’est pas en son sein que l’on trouve le gros des bataillons des soutiens au RN, mais parmi des jeunes moins ou pas diplômés, dont l’insertion professionnelle est compliquée, qui peuvent se sentir laissés de côté. » Un sentiment encore plus vif dans un contexte où la précarisation sur le marché du travail les touche de plein fouet. La colère n’explique pas tout, ajoute-t-il toutefois : « Voter pour le RN, aujourd’hui, c’est aussi l’affirmation d’une identité ou de valeurs vécues comme positives, et auxquelles des jeunes adhèrent. » Comme toute une frange de leurs aînés. ■

**MATEA BATTAGLIA ET SOAZIG LE NEVÉ**

## A Trappes, les étudiants politisés courtisent la jeunesse abstentionniste

Des militants arpentent les rues de la ville et tentent d’« apporter la politique » à ceux qui sont peu convaincus de l’intérêt de voter

Le 30 juin, le rebond de participation a été fort, ici comme ailleurs. A Trappes (Yvelines), 62,3 % des inscrits ont voté lors du premier tour des élections législatives. Ils étaient seulement 40 % aux européennes, trois semaines plus tôt. Dans cette ville à l’électorat populaire, le vote s’est massivement porté sur le candidat La France insoumise (LFI) du Nouveau Front populaire, William Martinet (73 %), arrivé également en tête dans la 11<sup>e</sup> circonscription des Yvelines, dont dépend Trappes, avec 43,4 % des voix. La victoire semblait promise à la gauche. Mais le retrait de la candidate du Rassemblement national (RN), arrivée troisième dans la circonscription, derrière le candidat soutenu par Les Républicains, Laurent Mazaury (UDI), est venu rendre la situation moins prévisible. A Trappes comme ailleurs, une réserve de voix est convoitée : celle des jeunes, dont 43 % ont boudé les urnes dans le pays le

30 juin, selon une sociologie des électorsats dressée par l’institut Ipsos Talan pour France Télévisions, Radio France et Public Sénat. Pour les européennes, leur proportion s’élevait à plus de 60 %. Depuis la dissolution de l’Assemblée nationale, au soir du 9 juin, l’Union étudiante, premier syndicat d’étudiants, déploie ses émissaires dans les gares RER, devant les stades et au pied des immeubles de Trappes pour parler à une jeunesse que les militants ne croisent pas sur les bancs de la fac, et tenter de les convaincre de voter, de préférence pour le Nouveau Front populaire. « Trop de jeunes sont désabusés, on aimerait (...) qu’ils dépassent ce fatalisme et qu’ils s’engagent, explique Eléonore Schmitt, porte-parole du syndicat. On veut qu’ils continuent à croire dans la politique. » Les opérations de porte-à-porte sont, pour elle, un moyen d’« apporter la politique » à ceux qui s’abstiennent. « La jeunesse qui

vote est une jeunesse politisée. A Trappes, tout le monde ne peut pas se permettre de faire des études et de développer cette sensibilité », explique Yanis Jaillet, étudiant en sciences humaines, qui a grandi ici. Parler à des jeunes n’est pas si simple. Dans cet immeuble du square Albert-Camus, ce sont surtout des mères de famille qui ont ouvert leurs portes ; les étudiants ont manqué leur cible.

**« Ça ne changera rien »** Si une partie de la jeunesse des quartiers populaires s’abstient, c’est parce qu’elle doute de l’utilité de son vote. « Pour ces jeunes, jamais rien ne change, les politiques menées ne les touchent jamais directement, analyse Eléonore Schmitt. Ils en viennent à dissocier la politique de leur vie quotidienne. Pourtant, l’inflation des prix de l’alimentaire et de l’énergie, les difficultés de transports et de logements... Tout cela dépend de politiques publiques ! »

A Trappes, les jeunes que *Le Monde* a rencontrés restent divisés sur la question du vote. Anna (les personnes citées par leur prénom ont requis l’anonymat), 19 ans, s’intéresse peu à la politique. « Un vote de plus ou de moins, ça ne changera rien », justifie-t-elle. Arthur, encore lycéen, se dit déjà « découragé » et « fatigué » par les débats, il ne compte pas aller voter. Pour Léna, les lignes se sont brouillées à l’âge de 18 ans. Originaire de Mayotte, la jeune fille, passée par Sciences Po, s’est construite en opposition avec son entourage. « J’ai grandi dans un élan d’extrême droite porté par ma famille et mes amis qui se sont toujours affichés “fiers d’être français” », relate-t-elle. Un choix qu’elle explique par un « sentiment d’insécurité que les gens en métropole n’éprouvent pas ». Arrivée en région parisienne, elle dit avoir été confrontée pour la première fois au racisme. « J’ai compris que j’avais grandi dans le

mensonge, relate Léna. On m’avait toujours dit que j’étais française, sauf qu’ici on n’est français que sur les papiers. Les gens ne me voient que à travers ma couleur de peau... C’est aussi pour ça que je voterai pour faire barrage à l’extrême droite. » Téó, 24 ans, salarié dans la restauration, n’a pas voté depuis l’élection présidentielle de 2022. « Les candidats sont des politiciens qui font semblant de demander notre avis, mais je sais très bien qu’ils s’en foutent des jeunes. » Ce sentiment de lassitude, de ras-le-bol, est partagé par de nombreux abstentionnistes. « Les politiques à destination des jeunes ? On les cherche encore, hormis le service national universel, tacle Eléonore Schmitt. Emmanuel Macron n’a eu qu’une ambition : mettre la jeunesse au pas au lieu de lui permettre d’être autonome et de s’émanciper. » Le 14 juin, l’influenceur Squeezie a publié un message sur Insta-

gram appelant à ne pas voter pour le RN, un parti « qui prône la haine, la discrimination et la peur ». Cela a été déterminant pour décider Jérémy, lycéen de 18 ans : « Le fait qu’il parle des élections, c’est que l’heure est grave. » Son copain Max partage le même avis, convaincu d’avoir désormais « le destin du pays entre [ses] mains ». La bataille se joue aussi sur les réseaux sociaux. Conscients de l’enjeu, des députés du Nouveau Front populaire ont multiplié les petites vidéos bourrées d’effets spéciaux, appelées « édits », diffusées massivement sur TikTok, réseau privilégié des plus jeunes. « Cela permet à ces candidats d’entrer dans des algorithmes où ils ne seraient jamais entrés auparavant, et donc d’amener d’autres jeunes à la politique », affirme Eléonore Schmitt. Qui déplore que le RN dispose d’une « large avance » sur ce terrain. ■

**S. L. N. ET CAMILLE TAVITIAN**



# L'OTAN donne des gages de soutien à Kiev

Réservée quant à l'adhésion de l'Ukraine, l'Alliance est déterminée à renforcer la défense antiaérienne du pays

WASHINGTON - correspondant

Faut-il promettre à l'Ukraine un « pont » ou bien « un chemin irréversible » ? Les alliés cherchent encore les mots justes avant le sommet de l'OTAN prévu à Washington du 9 au 11 juillet. Il s'agira d'abord de célébrer un anniversaire historique : les 75 ans de l'Alliance, dans un contexte politique américain électrique. La menace d'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2025 obère l'avenir. Mais le cœur des préoccupations immédiates, pour les 32 membres, consiste à s'entendre sur les termes de leur engagement aux côtés de l'Ukraine, toujours en guerre défensive contre la Russie.

Selon un haut responsable américain, il s'agit d'« *institutionnaliser à long terme la trajectoire* » de l'Ukraine, en aidant son armée, en renforçant sa défense antiaérienne et en favorisant le développement de sa base militaro-industrielle. Objectif : faire en sorte que l'Ukraine soit prête à entrer dans l'OTAN dès le « *premier jour* », lorsqu'il y aura « *consensus* » sur le sujet entre membres.

Vendredi 5 juillet, le secrétaire général, Jens Stoltenberg, a rappelé que les membres de l'Alliance dépensaient 43 milliards de dollars (40 milliards d'euros) par an, depuis le début de la guerre, en aide militaire à l'Ukraine. Un effort qui se poursuivra en 2025, espèrent les soutiens de ce pays. Donald Trump, lui, a promis, en cas de victoire électorale, d'imposer une paix éclair au cours de la période de transition, soit avant même son entrée à la Maison Blanche.

Au sommet de Washington, une mission de long terme de l'OTAN devrait être mise en place pour coordonner l'ensemble de cette aide à Kiev. Elle organisera notamment les livraisons d'armement et les missions de formation. Mais cette initiative relève davantage de la logistique que de la géopolitique. L'opposition américaine demeure réelle à une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, à court ou moyen terme, ainsi qu'à toute forme de calendrier contraignant.

## UN PONT SANS FIN

« Joe Biden fait clairement un blocage sur l'adhésion, ce qui n'est pas une position partagée par tous dans son administration », souligne Tara Varma, experte à la Brookings Institution, un groupe de réflexion américain. Le président voit la réalité sous un prisme marqué par la guerre froide, mais il ne s'agit pas de la guerre froide. En réalité, plusieurs guerres froides s'enchevêtrent aujourd'hui et la peur de l'escalade, chez les Américains, ne concerne pas seulement la Russie. Il y a celle entre les Etats-Unis et la Chine, entre les Européens et la Russie. A cela s'ajoute

« JOE BIDEN  
FAIT UN BLOCAGE  
SUR L'ADHÉSION, CE  
QUI N'EST PAS UNE  
POSITION PARTAGÉE  
PAR TOUS DANS SON  
ADMINISTRATION »

TARA VARMA  
experte à la  
Brookings Institution



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lors d'une visite dans une zone d'entraînement militaire en Allemagne, le 11 juin. JENS BUTTNER/AFP

le fait que Moscou travaille avec la Corée du Nord et l'Iran, tout en bénéficiant de l'appui de Pékin. »

A l'été 2023, la Maison Blanche avait été prise de court par la pression publique inédite en faveur d'une adhésion de l'Ukraine exercée par les pays baltes, en particulier la Lituanie, à la veille du sommet de l'Alliance à Vilnius. Habitue à ce que ces nations du front oriental s'alignent sur les positions américaines, se tournant toujours vers Washington pour leur sécurité, l'administration avait manifesté son exaspération. Une exaspération redoublée, lorsque le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait qualifié d'« absurde » la formule retenue dans le communiqué final au sujet de l'adhésion de son pays : « *lorsque les alliés seront d'accord et que les conditions seront réunies* ».

Cette fois, l'administration Biden a tenté de prévenir ce qui pourrait gâcher l'impression d'unité et la célébration de l'Alliance. Andriy Yermak, plus proche collaborateur de Zelensky, a été reçu, le 2 juillet, par Jake Sullivan, le conseiller américain à la sécurité nationale, son interlocuteur privilégié depuis le début du conflit. Les Ukrainiens eux-mêmes, confrontés à l'épuisement de la société et au prix infiniment élevé de la guerre, saisissent la fragilité du moment et les limites de leur pression publique sur les Occidentaux.

L'administration Biden emploie depuis plusieurs mois un mot qui laisse songeur bien des experts sur son contenu réel : celui de pont. « *Nous nous assurons que le pont de l'Ukraine vers l'OTAN est fort et bien éclairé* », affirmait, par exemple, le secrétaire d'Etat, Antony Blinken, le 14 mai, lors d'un discours devant les étudiants de l'Institut polytechnique, à Kiev. Mais quel est l'intérêt d'un pont sans fin, sans rive opposée visible ?

## L'ALLIANCE VOUDRAIT PROFITER DE CE RENDEZ-VOUS POUR ANNONCER L'ENVOI DE PLUSIEURS BATTERIES DE MISSILES PATRIOT VERS L'UKRAINE

Les alliés continuaient cette semaine à discuter des formulations finales à retenir. S'exprimant en avril devant la Rada, le Parlement ukrainien, le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, trouvait d'autres mots qu'à Washington : « *Je ne peux dire quand l'Ukraine entrera. Mais le travail que nous faisons ensemble à présent, notamment les réformes et la lutte contre la corruption, vous place sur un chemin irréversible vers l'Alliance.* »

## ENGAGEMENT DE PRINCIPE

Le mot « irréversible » est essentiel. C'est lui qui se trouve au cœur des négociations. Le Royaume-Uni et la France poussent en faveur de son emploi, afin de signifier clairement à la Russie qu'aucun retour à la situation d'avant-guerre n'est possible. En somme, l'adhésion de l'Ukraine relèverait dorénavant de la sécurité de l'Europe, et ne pourrait être un jeton sur la table des négociations.

Les Etats-Unis, eux, préfèrent s'en tenir à un engagement de principe. « *Les différences entre les positions américaines et celles de la Grande-Bretagne et de la France sont de peu de conséquence par rapport à l'écart qui sépare ces pays de ceux opposés à toute entrée de l'Ukraine dans l'OTAN* », rappelle Daniel Fried, ancien diplomate américain et ex-

pert au cercle de réflexion Atlantic Council. Je pense ici au monde trumpiste et à des experts en dehors de lui. Dans l'OTAN, c'est aussi la Hongrie et, dans une certaine mesure, l'Allemagne. »

Qualifiant Joe Biden de « prudent » sur la question, M. Fried estime que « *si l'aide à l'Ukraine améliore la situation militaire, la route devient plus aisée. L'adhésion à l'OTAN pourrait faire partie d'un règlement, sans rétablissement total de la souveraineté ukrainienne sur ses territoires, mais avec un cessez-le-feu provisoire, qui offrirait une sécurité plus durable à une Ukraine libre qu'une zone grise ou bien la situation qui existait avant 2014 avec le mémorandum de Budapest* [signé en 1994 et censé garantir l'intégrité territoriale de l'Ukraine] ». L'administration Biden compte bien apporter d'autres gages à l'Ukraine, après la signature d'un accord bilatéral de sécurité, il y a un mois, en marge du sommet du G7 en Italie. Ces accords bilatéraux, signés par une vingtaine de pays, forment une sorte de tamis serré, mais ils n'ont pas la valeur de l'article 5, qui impose une solidarité entre membres de l'OTAN si l'un d'eux est attaqué.

Lors d'une conférence donnée à la Brookings Institution, le 1<sup>er</sup> juillet, Antony Blinken, a été interrogé sur les contours du succès pour le pays envahi par la Russie. Il n'a pas lié sa réponse à une question territoriale. « *C'est une Ukraine qui est un pays fort, avec des succès, de plus en plus intégrée à l'Occident, un pays qui peut se tenir sur ses propres jambes d'un point de vue militaire, économique, démocratique.* »

Le chef de la diplomatie américaine a voulu se projeter au-delà de la guerre en cours, pour insister sur la capacité de Kiev à dissuader toute future agression et à pouvoir, le cas échéant, y répondre. Le pont vers cet avenir souverain, M. Blinken l'a établi en insistant sur un équipement précis. Selon lui, « *il faut s'assurer que vous avez la défense antiaérienne en place pour essayer de protéger les zones dans lesquelles vous faites des investissements* ». Avant de promettre, sans précision, des annonces au moment du sommet de l'OTAN.

Le pont vers cet avenir souverain, M. Blinken l'a établi en insistant sur un équipement précis. Selon lui, « *il faut s'assurer que vous avez la défense antiaérienne en place pour essayer de protéger les zones dans lesquelles vous faites des investissements* ». Avant de promettre, sans précision, des annonces au moment du sommet de l'OTAN.

## CONTRER LES MISSILES RUSSES

Selon nos informations, l'Alliance veut profiter de ce grand rendez-vous pour annoncer l'envoi de plusieurs batteries de missiles Patriot vers l'Ukraine. De tels équipements sont cruciaux pour contrer les missiles adverses visant, par exemple, des structures vitales ou des zones densément peuplées. Washington pourrait ainsi envoyer au moins une batterie actuellement déployée en Israël. Ce pays a déjà confirmé en avril qu'il comptait remplacer les Patriot américains par des systèmes plus récents, fabriqués par l'Etat hébreu. Sur fond de guerre à Gaza et de livraisons d'armes ininterrompues en provenance des Etats-Unis, les négociations bilatérales se poursuivaient pour convenir du sort des Patriot vétustes.

Au cours du sommet de l'OTAN, Joe Biden veut insister sur la solidité de l'Alliance, démontrée par son extension à deux nouveaux

membres : la Finlande, puis la Suède. En outre, la Russie n'a pas obtenu de gains significatifs sur le terrain, malgré le pessimisme qui dominait chez les observateurs, au moment de l'adoption très tardive au Congrès, fin avril, du nouveau paquet d'aides militaires à l'Ukraine.

Mais, au-delà de ces points, les Etats-Unis comptent souligner le lien entre les théâtres de crise, de la guerre en Europe à celle, éventuelle, à Taïwan, en cas d'invasion chinoise. Washington essaie de convaincre ses alliés – avec un succès inégal – que les graves perturbations sur le marché des céréales, causées par l'invasion russe, ne sont rien par rapport aux conséquences éventuelles d'une interruption de la circulation maritime dans le détroit de Taïwan, due à une attaque chinoise, et un bouleversement de la production de microprocesseurs.

Selon certaines sources américaines, la Chine serait en train de développer un drone kamikaze inspiré largement du modèle iranien, le Shahed 136. Une collaboration russo-chinoise dans ce domaine marquerait un changement de nature dans l'aide apportée par Pékin à Moscou.

Mais, à ce jour, les Etats-Unis n'ont pas trouvé la preuve déterminante d'un soutien militaire direct au bénéfice de la Russie, comme c'est le cas pour l'Iran, grand pourvoyeur de drones d'attaque. En revanche, depuis plusieurs mois, les officiels américains insistent sur le rôle déterminant de l'aide chinoise pour faire tourner le complexe militaro-industriel russe et accroître ses capacités. Selon Antony Blinken, Pékin est le principal pourvoyeur de pièces mécaniques (70 %) et de microprocesseurs (90 %) de la Russie. ■

PIOTR SMOLAR

LES ETATS-UNIS  
COMPTENT SOULIGNER  
LE LIEN ENTRE  
LES THÉÂTRES DE  
CRISE, DE LA GUERRE  
EN EUROPE À CELLE,  
ÉVENTUELLE, À TAÏWAN



## GUERRE EN UKRAINE

## Moscou veut empêcher le transfert de F-16 à Kiev

La Russie multiplie les frappes contre les bases aériennes ukrainiennes. Six avions de chasse ont été détruits

À quelques jours du sommet de l'OTAN, qui doit avoir lieu à Washington du 9 au 11 juillet, la Russie accentue fortement la pression militaire sur Kiev, en multipliant les frappes contre ses bases aériennes. Une pression en grande partie liée, selon les analystes, à l'imminence du transfert officiel des premiers avions de chasse F-16, promis depuis de longs mois à l'Ukraine par les Occidentaux.

En quelques jours, plusieurs frappes d'ampleur ont en effet atteint des bases ukrainiennes, selon des informations corroborées côté russe comme occidental. D'abord à Myrhorod, dans la région de Poltava, dans le centre de l'Ukraine, les 1<sup>er</sup> et 2 juillet, puis sur l'aérodrome de Dolgintsevo, dans le secteur de Dnipro, à 80 kilomètres de la ligne de front, a déclaré le ministère russe de la défense le 4 juillet. Au moins six avions de chasse auraient été détruits, d'après Moscou. Des pertes que n'ont pas démenties les Ukrainiens, même s'ils ont cherché à les minimiser.

Ce n'est pas la première fois que les Russes visent des bases aériennes ukrainiennes. Mais ces derniers mois, leurs campagnes s'étaient concentrées sur les infrastructures énergétiques, au point que les Ukrainiens s'inquiètent déjà de l'hiver, avec un accès au chauffage et à l'électricité encore plus limité que les années précédentes. Les récentes frappes dénotent le souhait de « *montrer les muscles pour faire douter les Ukrainiens et leurs soutiens à un moment charnière* », juge une source militaire occidentale.

## 95 appareils attendus

Evoqué depuis début 2023, l'envoi de F-16 à l'Ukraine est en effet censé devenir une réalité opérationnelle cet été, du moins pour les premiers appareils. Quelque 95 de ces appareils de fabrication américaine ont été promis à Kiev par les alliés, d'ici à 2028 : trente en provenance de Belgique, vingt-quatre des Pays-Bas, vingt-deux de Norvège et dix-neuf du Danemark. La Suède s'est aussi engagée, fin mai, à envoyer un avion de type Awacs, indispensable pour l'acquisition du



Un pilote ukrainien dans un simulateur de vol, sur une base du sud-ouest de la France, le 14 juin. ADRIEN VAUTIER/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

### LE TRANSFERT DES F-16 DEMEURE SUSPENDU À LA CRÉATION DE « BULLES » DE DÉFENSE ANTIAÉRIENNES POUR PROTÉGER LES AÉRODROMES

renseignement et la coordination d'éventuelles opérations avec des F-16.

La pression russe survient aussi alors que plusieurs pays ont confirmé, ces dernières semaines, l'arrivée de premiers F-16 en Roumanie, riveraine de la mer Noire et frontalière de l'Ukraine. C'est dans ce pays qu'a ouvert, fin 2023, un centre de formation pour les Ukrainiens où les futurs pilotes doivent s'entraîner à la

prise en main des F-16 après plusieurs mois de formation plus théorique, encadrés par les alliés.

Or, le calendrier d'entraînement de ces jeunes recrues arrive dans sa phase finale, selon les déclarations convergentes de plusieurs états-majors occidentaux. A commencer par les Etats-Unis qui, le 23 mai, ont annoncé la certification de leur première promotion. Côté maintenance, une équipe de dix militaires ukrainiens a achevé sa formation en mai aux Pays-Bas.

Jusqu'à présent, ni Kiev ni les alliés n'ont toutefois confirmé l'arrivée de F-16 sur le sol ukrainien. Et ce, malgré les affirmations de plusieurs blogueurs occidentaux, le 29 juin, assurant qu'une première frappe avait été réalisée par un de ces appareils. « *Un transfert d'avion de la Roumanie vers l'Ukraine ne prendrait pas beaucoup de temps*, reprend la même source militaire occidentale. *Mais ce qui est long à mettre en place, c'est la construc-*

*tion de la capacité, faire venir des pièces détachées, etc.* »

Le transfert des F-16 demeure en réalité suspendu à la création de « bulles » de défense antiaériennes pour protéger les aérodromes et les hangars. Selon les analystes, l'Ukraine manque cruellement de ces systèmes composés de radars et de lanceurs de missiles capables de détruire en vol d'autres missiles ou des aéronefs visant son territoire. Sophistiqués et onéreux, ces équipements peuvent, comme le Patriot américain, coûter plus de 1 milliard de dollars (920 millions d'euros), sans compter les missiles (1 million de dollars l'unité).

Or, les alliés ne délivrent à Kiev des batteries antiaériennes qu'au compte-gouttes. Berlin a annoncé, vendredi 5 juillet, l'envoi d'un troisième Patriot sur les douze promis. Mais il a fallu attendre juin pour que les Etats-Unis en cèdent un second et que la Roumanie s'en départe d'un. La France, quant à

elle, qui ne dispose que de huit systèmes de ce type – appelé Mamba – en a livré un en 2023. Les Ukrainiens estiment qu'il leur faudrait au moins quatre autres équipements de ce type pour constituer une bulle plus étanche.

« *Le gros problème des Ukrainiens est qu'ils n'ont pas de profondeur stratégique : aucune partie de leur territoire n'est sanctuarisée* », souligne Vincent Tourret, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Le manque de système de défense antiaérienne se double d'un autre problème devenu majeur pour Kiev : la multiplication des attaques russes au moyen de « bombes planantes ». Généralement issues des vieux stocks de l'époque soviétique, celles-ci ont été modernisées par milliers ces derniers mois à l'aide de « kits » de guidage qui leur permettent d'atteindre leur cible avec une meilleure précision. Difficiles à détecter, elles sont

larguées par des avions hors de portée des défenses ukrainiennes.

« *Il est presque impossible de les contrer, sauf à pouvoir repousser les avions qui les lâchent* », note Yohann Michel, chercheur à l'Institut d'études de stratégie et de défense, à Lyon. L'ensemble des missiles de longue portée livrés ces derniers mois par les Occidentaux, comme les Scalp français, leur équivalent britannique les Storm Shadow, ou les ATACMS américains, ne permettent que des frappes au sol, rappelle le chercheur.

## Nombre insuffisant

Les F-16 pourraient permettre de limiter ces attaques, « *mais les avions qui doivent être envoyés aux Ukrainiens ne sont pas les plus modernes* », reprend M. Tourret, de la FRS, soulignant les enjeux liés à la performance des radars. L'efficacité de l'avion dépendra aussi du système d'arme livré avec. « *Cela va se jouer sur le type de missiles fournis. Le F-16 peut être équipé de dizaines de modèles différents* », souligne Isabelle Dufour, directrice des études stratégiques à Eurocrise.

Face à une flotte russe relativement intacte, le nombre d'avions promis semble par ailleurs insuffisant. Selon les données compilées par l'International Institute for Strategic Studies, les Ukrainiens ne disposaient, début 2024, que de soixante-cinq appareils de combat, soit trois escadrons de combat. Les 95 avions F-16 promis par les alliés représentent cinq escadrons supplémentaires. Or, le Center for Strategic and International Studies, un centre de réflexion américain, estime, lui, qu'il en faudrait douze pour être efficace. Mi-mai, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, réclamait cent vingt à cent trente avions.

« *Au sommet de l'OTAN, les Ukrainiens attendent des déclarations fortes, avec un coup d'accélérateur sur la coalition F-16* », reprend Yohann Michel. Tant que Kiev ne parviendra pas à une meilleure défense antiaérienne, l'Ukraine ne pourra pas, notamment, développer son industrie de défense, selon lui. « *Sans protection aérienne, rien ne suit* », ajoute-t-il. ■

CHLOÉ HOORMAN  
ET ÉLISE VINCENT

## La « mission de paix » d'Orban à Moscou suscite un tollé en Europe

Le premier ministre hongrois a provoqué l'ire des dirigeants européens en s'entretenant avec Vladimir Poutine de la guerre en Ukraine

BRUXELLES - bureau européen

Arrivé à l'improviste vendredi 5 juillet à Moscou pour des entretiens avec le président Vladimir Poutine au sujet de la guerre en Ukraine, le premier ministre hongrois, Viktor Orban, était confiant. Celui qui occupe pour six mois la présidence tournante de l'Union européenne (UE) se sentait particulièrement bien placé pour jouer les médiateurs. « *La Hongrie est en train de devenir le seul pays d'Europe capable de parler à tout le monde* », s'est-il vanté avant d'être reçu au Kremlin.

Après trois heures d'échanges, son discours a changé. « *Les positions sont très éloignées* », a-t-il affirmé aux journalistes, soulignant néanmoins qu'un « *pas important* » avait été franchi et qu'il poursuivrait ses efforts. « *Nous avons eu une conversation franche et utile* », a déclaré pour sa part Vladimir Poutine, dont les exigences n'ont pas varié.

La paix est envisageable seulement si l'Ukraine retire ses troupes... d'Ukraine ; ainsi le président russe exige « *le retrait total de tous les soldats ukrainiens des républiques populaires de Donetsk et Louhansk et des régions de Zaporijia et Kherson* » que son armée ne contrôle pas complètement, le renoncement de l'Ukraine à l'adhésion à l'OTAN ainsi que la levée des sanctions. Une position inacceptable, tant pour Kiev que pour les Européens, qui n'avaient pas été prévenus de la « mission de paix » du Hongrois. Ce dernier est très proche du maître du Kremlin puisqu'il s'agit de son cinquième séjour à Moscou depuis le début de la guerre en février 2022.

## Un geste « irresponsable »

Très médiatisée côté russe, sa visite a suscité un tollé en Europe. La provocation a beau être la marque de fabrique de M. Orban, son initiative a heurté, deux jours après sa rencontre avec Volodymyr Zelensky, à Kiev.

Sur le réseau social X, les chefs de gouvernement ont dénoncé un geste « *irresponsable et déloyal* », comme l'a écrit le premier ministre suédois, Ulf Kristersson.

Pour son homologue estonienne, Kaja Kallas, M. Orban « *exploite la position de la présidence de l'UE pour semer la confusion. L'UE est unie, clairement derrière l'Ukraine et contre l'agression russe* ». « *Le Conseil européen est représenté en politique étrangère par [le président du Conseil européen] Charles Michel, a pour sa part souligné le chancelier allemand, Olaf Scholz. La position de l'UE est très claire : nous condamnons la guerre d'agression russe. L'Ukraine peut compter sur notre soutien* ». Jeudi, M. Michel avait déjà rappelé cette règle alors que la rumeur de ce voyage commençait à se répandre. Seul Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, a confirmé avoir été tenu au courant.

Face à cet émoi, le premier ministre hongrois ne s'est pas démonté. « *On ne peut pas faire la*

### LA PROPAGANDE RUSSE A MIS À PROFIT CETTE VISITE, POUTINE ÉVOQUANT ORBAN COMME REPRÉSENTANT DE L'UE

paix dans un fauteuil confortable à Bruxelles, a-t-il rappelé vendredi, peu avant d'atterrir à Moscou, toujours sur X. *Même si la présidence tournante de l'UE n'a pas de mandat pour négocier au nom de l'UE, nous ne pouvons pas rester les bras croisés et attendre que la guerre se termine miraculeusement. Nous servirons d'outil important pour faire les premiers pas vers la paix. C'est l'objet de notre mission de paix.* »

Ce positionnement, totalement hétérodoxe par rapport aux vingt-six autres Etats membres de l'UE, saxe l'unité qu'ils cherchent à maintenir depuis plusieurs an-

nées. Pis, la propagande russe a mis à profit cette visite, M. Poutine évoquant M. Orban comme représentant de l'UE. « *L'apaisement n'arrêtera pas Poutine*, rappelait vendredi Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission. *Seules l'unité et la détermination ouvriront la voie à une paix globale, juste et durable en Ukraine.* »

A Budapest, où le gouvernement hongrois avait convié une cinquantaine de journalistes pour évoquer la présidence européenne semestrielle, divers ministres du gouvernement de M. Orban ont mis en valeur une « *présidence normale* ».

Jeudi, le ministre des affaires européennes assurait que la Hongrie « *considère que son rôle est de faciliter la compréhension et la clarification des positions* » des parties en Ukraine. « *En tant que président du Conseil, la Hongrie n'a pas de mandat pour négocier sur la paix*, a convenu Zoltan Kovacs, le porte-parole du gouvernement. *Nous n'avons pas d'intention de*

*présenter un plan de paix ou des conférences de paix, mais de faciliter les négociations en cours. Le premier ministre est un facilitateur.* »

Pour ce fidèle de M. Orban, ni la Hongrie ni l'UE n'auront une voix décisive pour mettre un terme à ce conflit. « *Ce seront les Etats-Unis et la Russie qui s'en chargeront*, assure-t-il. *L'UE sera laissée de côté.* » M. Orban n'a pas fait mystère qu'il espérait l'élection de Trump en novembre pour mettre fin à ce conflit. Le candidat républicain, dans le cas d'un retour à la Maison Blanche, affirme régulièrement qu'une fois réélu il mettrait fin aux combats.

A Budapest, aucun responsable officiel hongrois n'a su définir ce que la Hongrie entendait par « *faire la paix* » en Ukraine. « *Lorsque des pourparlers de paix auront lieu, la ligne de front ne sera pas nécessairement la future frontière* », a simplement dit un responsable officiel, qui a requis l'anonymat. ■

PHILIPPE JACQUÉ  
ET MARIE JÉGO



# En Iran, victoire du candidat réformateur

## Masoud Pezeshkian a remporté la présidentielle, loin devant l'ultraconservateur Saïd Jalili

Le réformateur Masoud Pezeshkian a remporté l'élection présidentielle anticipée, vendredi 5 juillet, en obtenant 16384403 voix et 53,6 % des suffrages exprimés, devançant de près de 3 millions de voix son rival ultraconservateur, Saïd Jalili (13538179 voix), lors d'un second tour qui a connu un rebond de participation à 50 % des inscrits, selon les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur. Le vote avait été organisé en urgence après la mort de l'ancien président ultraconservateur Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère, en mai.

« Nous tendrons la main de l'amitié à tout le monde, nous sommes tous des habitants de ce pays, nous devrions utiliser tout le monde pour le progrès du pays », a déclaré M. Pezeshkian, lors de sa première prise de parole depuis sa victoire, samedi. Ce spécialiste en chirurgie générale et en chirurgie cardiaque de 69 ans a été ministre de la santé sous le deuxième mandat de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami, entre

2001 et 2005. Une fonction qu'il a volontiers mise en avant face à son adversaire.

Plus de 61 millions d'Iraniens étaient appelés à participer. Le premier tour a été marqué par une abstention record : 60 % des électeurs avaient boudé les urnes le 28 juin. « J'ai entendu dire que l'enthousiasme et l'intérêt du peuple [au scrutin] étaient plus grands qu'auparavant. Je prie Dieu pour qu'il en soit ainsi », espérait le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, en votant vendredi matin à Téhéran. Les bureaux de vote, qui devaient fermer à 18 heures, ont été maintenus ouverts jusqu'à minuit dans l'espoir d'un regain de participation.

L'afflux de quelque 7 millions d'électeurs supplémentaires par rapport au premier tour aura fait définitivement pencher la balance en faveur du candidat soutenu par le camp réformateur, Masoud Pezeshkian. Son adversaire, Saïd Jalili, qui accusait un million de voix de retard le 28 juin, comptait récupérer une partie de l'électorat de Mohamad Bagher Ghalibaf, l'ancien

maire conservateur de la capitale éliminé au premier tour. En vain.

Zeinab (qui témoigne sous pseudonyme), une habitante de Téhéran de 41 ans employée dans une organisation non gouvernementale, a voté pour le candidat réformateur vendredi, alors qu'elle avait boudé les urnes au premier tour. « J'ai une fille de 6 ans qui va à l'école, explique-t-elle. Pour nous, ce qui va se passer dans le court terme a de l'importance, surtout dans le système éducatif des filles. Je me suis dit que, si je me levais le matin et que je voyais que Saïd Jalili avait été élu, j'aurais une très mauvaise conscience. » Ces derniers jours, le candidat ultraconservateur, homme rigide et très religieux, avait été traité de « *taliban* » par certains partisans des réformateurs dans le but de mobiliser les abstentionnistes.

**Peu de marge de manœuvre**

En Iran, une hausse de la participation a souvent bénéficié au camp réformateur. Mais remobiliser les électeurs n'avait rien d'évident pour M. Pezeshkian alors que les blessures provoquées par la répression violente du mouvement de protestation Femme, vie, liberté, né après la mort en garde à vue de la jeune Mahsa (Jina) Amini en septembre 2022, restent vives. « Mon gouvernement s'opposera à la police des mœurs. Et je m'oppose ferme-

ment à toute forme de coercition à l'encontre d'un être humain. Nous n'avons pas le droit de contraindre les femmes et les jeunes filles, et j'ai honte de ces comportements à leur égard », a-t-il promis lors de la campagne, semblant vouloir donner des gages à celles et ceux qui ont contesté le régime dans les rues et alors que les forces de l'ordre se remettent à cibler les femmes non ou « mal » voilées.

Masoud Pezeshkian est pourtant attendu au tournant. Alors que la justice et le Parlement sont aux mains des plus durs, comme tous les autres centres du pouvoir, dont les gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), le nouveau président n'a que très peu de marge de manœuvre. Tous ses prédécesseurs qui n'ont pas appartenu à l'aile dure – le réformateur Mohammad Khatami (1997-2005) et Hassan Rohani (2013-2021) – ont été entravés dans leurs politiques internes et externes.

« A l'intérieur, Masoud Pezeshkian peut négocier avec le noyau dur du pouvoir certaines revendications de la population qui ne sont pas considérées comme des lignes rouges, touchant aux libertés sociales, explique au Monde Meysam Sharifi, membre de la campagne électorale du président élu, relativement optimiste. Sans être radical, il a la capacité d'interagir avec le pouvoir et de se faire entendre. »

Dérèglement climatique, corruption, inflation, chômage des jeunes, répression de toute voix dissidente... les défis qui attendent le nouvel élu sont immenses. Alors que son adversaire ultraconservateur cultivait une position d'isolationnisme économique pour atteindre l'hypothétique objectif d'une croissance de 8 % par an, défini par le Parlement après des mois de négociations houleuses avec la précédente administra-

**L'élection de l'ancien ministre de la santé laisse espérer une reprise des négociations sur le nucléaire**

tion, Masoud Pezeshkian lie tout espoir d'une embellie avec la sortie du pays de son isolement.

« Il n'est pas possible d'atteindre un taux de croissance de 8 % sans ouvrir nos frontières et communiquer avec les Etats et gouvernements de la région et du monde, a-t-il affirmé lors d'un débat télévisé. Pour atteindre cet objectif, nous aurions besoin de 200 milliards de dollars [184 milliards d'euros] par an, ce qui est impossible dans les conditions actuelles. Il est donc essentiel de résoudre nos problèmes de relations internationales. » Ses mots ont d'autant plus porté que Saïd Jalili, ancien négociateur sur le nucléaire entre 2007 et 2013, n'avait pas fait avancer les négociations sur ce dossier entre Téhéran et les grandes puissances.

**Un accord comateux**

Masoud Pezeshkian a aussi nommé l'ex-ministre des affaires étrangères Mohammad Javad Zarif conseiller diplomatique. Ce dernier a été l'un des architectes de l'accord sur le nucléaire conclu en 2015 avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine. Alors que le « deal » est dans un état comateux depuis 2018 et la sortie unilatérale des Etats-Unis de Donald Trump, l'élection de Masoud Pezeshkian laisse espérer une reprise des négociations.

« Bien que les politiques stratégiques, dont celles qui touchent au dossier du nucléaire, soient définies par le Guide suprême Ali Khamenei, les tactiques et la manière dont ces dernières sont mises en place dépendent des compétences et de la volonté des gens au sein du gouvernement, explique Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut de recherche Stiftung Wissenschaft und Politik à Berlin. Sous Ebrahim Raïssi, une équipe incompétente a été à l'œuvre, qui ne comprenait guère la diplomatie et les négociations. Elle n'obtenait rien. La personne qui est à la manœuvre au ministère des affaires étrangères a de l'importance. »

Le président et son équipe siègent aussi au sein du Conseil suprême de la sécurité nationale, qui définit les grandes lignes stratégiques. « Ali Khamenei prend ses décisions en fonction de ce qui lui est transmis par ce conseil et de ce que lui disent ses propres conseillers, ajoute Hamidreza Azizi. En 2021, Ebrahim Raïssi avait nommé Ahmad Vahidi chef de ce conseil, un gardien de la révolution pur et dur. Pour son équipe, l'Occident était affaibli par la guerre en Ukraine et cela allait s'accroître avec l'attaque du Hamas contre Israël. Il a donc été jugé préférable de remettre à plus tard les négociations. »

« Personne en Iran n'est pressé d'aller négocier, y compris le Guide », ajoute cependant le chercheur. La perspective d'un retour au pouvoir de Donald Trump devrait ainsi inciter Téhéran à temporiser jusqu'à l'élection américaine. Et Ali Khamenei pourra toujours imputer un échec des négociations au nouveau président, de surcroît réformateur. ■

GHAZAL GOLSHIRI  
ET MADJID ZERROUKY

# Bonnes adresses

Tarifs 01/01/24  
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC  
Autres formats : nous consulter  
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Reproduction interdite

**LE PLUS GRAND ESPACE ARMOIRES LITS À PARIS**  
Nos armoires lits sont installées par des professionnels qualifiés.



**Arlitec, Celio, Clei, Duebi Italia**  
Lit relevable seul, 2 en 1 avec canapé ou bureau, couchage simple ou double... une solution pour chacun !



**EspaceTopper®**  
Maison familiale depuis 1926

Armoires lits et aussi consoles et tables basses extensibles, bibliothèques, dressings, tables de repas... :

**147 rue Saint-Charles Paris 15 • 7J/7**  
01 45 75 02 81, M° Charles Michels

Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : nos adresses sur [www.topper.fr](http://www.topper.fr)

**MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE**



La maison recherche également bien d'autres produits  
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France  
Expertises gratuites & paiement immédiat  
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement  
**par téléphone au 06 19 89 55 28**  
email : [antique.charles@gmail.com](mailto:antique.charles@gmail.com) / [maisoncharles-antique.fr](http://maisoncharles-antique.fr)

**Lit coffre Topper 790€**  
En 140 x 190



**5 coloris bois au choix. Structure MDF.**  
Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse.  
Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

**EspaceTopper®**  
Maison familiale depuis 1926

66 rue de la Convention **Paris 15** • 01 40 59 02 10  
37 rue du Commerce **Paris 15** • 01 45 75 29 98  
56-60 cours de Vincennes **Paris 12** • 01 43 41 80 93

**Emma DELUXE**

La marque multiprimée aux 5 millions de dormeurs



**Le confort absolu au meilleur prix**



**Emma | EspaceTopper®**  
Maison familiale depuis 1926

**DÉCOUVREZ LA COLLECTION EMMA DELUXE DANS LE PLUS GRAND ESPACE LITERIE À PARIS**

**Paris 12 • 7J/7** : 56-60 cours de Vincennes, 01 43 41 80 93, M° Nation  
**Paris 15 • 7J/7** : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10, M° Charles Michels

**ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES**  
Participant à Affaire conclue.

« ART D'ASIE » : CHINE, VIETNAM ET MOYEN-ORIENT  
**06 07 55 42 30 - P. MORCOS**

EXPERT : COMPAGNIE NATIONALE DES EXPERTS

★ Porcelaines et Bronzes ★ Cristal de Roche ★ Corail et Ivoires Anc.  
★ Jade blanc et couleurs ★ Cornes et Laques  
★ Peintures et Tissus anc. ★ Peintures et panneaux laqués du Vietnam

**DÉPLACEMENTS PARIS - PROVINCE - morcospatrick@orange.fr**



**INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

Offrez une chanson personnalisée à ceux que vous aimez.

Voix, paroles & musique par Intelligence Artificielle.

Anniversaire, mariage, succès...

Un cadeau surprenant et original.

**IACHANSON.COM**



# Des ministres britanniques aux origines sociales diverses

Plusieurs membres du nouveau gouvernement de Keir Starmer sont issus d'un milieu modeste

LONDRES - *correspondante*

Les trottoirs bordés de supporters tout sourire brandissant des Union Jack, le vrombissement incessant des hélicoptères dans le ciel pluvieux de Londres, le mur des caméras de télévision du monde entier braquées sur l'entrée du 10 Downing Street... Vendredi 5 juillet à midi, pour son premier discours à la nation devant cette adresse mythique à laquelle il a dû rêver ces derniers mois, Keir Starmer, le 58<sup>e</sup> premier ministre du Royaume-Uni, a été accueilli par la chorégraphie classique des changements de gouvernement britannique. Avec cette excitation supplémentaire liée au fait que les travaillistes retournent au pouvoir, après quatorze longues années dans l'opposition, grâce à une victoire historique, qui leur a donné une majorité parlementaire presque aussi massive que celle de Tony Blair en 1997.

« Pendant trop longtemps, nous avons ignoré les personnes qui se comportaient en bons citoyens, qui travaillaient dur tous les jours. Je veux dire très clairement à ces personnes [qu'avec moi] elles ne seront plus ignorées. Notre mission de renouveau national est urgente et nous commençons aujourd'hui », a déclaré Keir Starmer, 61 ans, de ce ton ferme et sérieux auquel il a habitué les Britanniques. Après avoir transformé le Parti travailliste, l'avoir discipliné et unifié au centre

pour conquérir le pouvoir, cet avocat, spécialiste des droits civiques entré en politique il y a seulement neuf ans, veut montrer qu'il entend immédiatement se mettre au travail pour ne pas décevoir la confiance des électeurs.

Au Royaume-Uni, les gouvernements sont opérationnels dans les heures qui suivent la confirmation officielle de leur chef par le monarque. M. Starmer a rendu visite au roi Charles III, au palais de Buckingham, à la mi-journée. Les premières nominations dans son cabinet ont commencé à tomber un peu avant 15 heures. Il faut dire que, pour les postes-clés – affaires étrangères, intérieur, finances, santé –, Keir Starmer s'est contenté de confirmer à leurs postes les ministres de son cabinet fantôme qui travaillaient depuis des mois leurs dossiers. Cet exécutif dont, pour la première fois de l'histoire du Royaume-Uni, la ministre des finances est une femme, Rachel Reeves, se caractérise par l'origine sociale modeste d'un nombre inhabituel de ses membres.

## Une rupture avec les tories

Angela Rayner, 44 ans, la vice-première ministre, a connu une enfance compliquée, prenant soin de sa mère, qui traversait de graves épisodes dépressifs. Elle a quitté l'école à 16 ans, enceinte et sans diplôme. Cette femme charismatique, située à la gauche du Labour, a d'abord été assistante sociale pour le conseil municipal de sa ville, dans la banlieue de Manches-

ter, avant de gravir tous les échelons syndicaux, puis d'être élue à la Chambre des communes. M<sup>me</sup> Rayner est également chargée du logement et l'une des rares ministres à ce poste ayant vraiment vécu dans un logement social.

Keir Starmer répète à l'envi que son père était ouvrier et sa mère infirmière. Ses grands-parents étaient conducteur de bus, femme au foyer ou mécanicien. Il est le premier de sa famille à être allé à l'université. Bridget Phillipson, 40 ans, confirmée ministre de l'éducation, a été élevée par une mère célibataire à Washington, une de ces villes du nord-est de l'Angleterre ravagées par la fermeture des mines de charbon à partir des années 1980. Enfant, elle bénéficiait de repas gratuits à l'école, réservés aux plus nécessiteux et souvent stigmatisants.

Wes Streeting, 41 ans, le nouveau ministre de la santé, a, lui aussi, grandi dans une famille pauvre, dans le sud de Londres. Ses grands-parents maternels ont tous les deux fait de la prison pour vol. On

lui a diagnostiqué un cancer du rein en 2021, mais, depuis, il a été déclaré guéri. Il peut témoigner des forces mais aussi des grandes faiblesses du NHS, le système de santé publique du pays, dépassé par les besoins d'une population vieillissante. David Lammy, 51 ans, nouveau ministre des affaires étrangères, a été élevé par une mère célibataire, originaire du Guyana, dans le quartier populaire londonien de Tottenham et, comme ses collègues, il doit à son excellence scolaire une remarquable carrière d'avocat puis d'élu.

Leur collectif représente une rupture avec les cabinets conservateurs qui se sont succédé depuis 2010. Le cabinet Starmer est à 88 % constitué de députés passés par des *state schools* (écoles publiques) ou des *grammar schools* (établissements d'enseignement secondaire), des écoles publiques gratuites, selon le Sutton Trust, une organisation caritative promouvant la mobilité sociale. Par comparaison, celui que présida Rishi Sunak à partir d'octo-

**Le cabinet Starmer est à 88 % constitué de députés passés par des écoles publiques gratuites**

bre 2022 était à 61 % constitué de ministres et de secrétaires d'Etat passés par des écoles privées (*public schools*) et pas moins de 45 % étaient diplômés d'Oxbridge, un mot-valise signifiant qu'ils ont étudié à Oxford ou à Cambridge, les deux universités les plus prestigieuses du pays. En 2020, les membres du gouvernement de Boris Johnson étaient à 65 % passés par des écoles privées et 50 % étaient diplômés d'Oxbridge.

Nombre d'articles et de livres ont été consacrés aux rapports, supposés ou réels, entre l'éducation élitiste du personnel politi-

que conservateur et la médiocrité de ses actions au gouvernement. Élevés dans un même moule ultraprivilégié, ces élus auraient cultivé le sentiment d'appartenir de droit à une classe de dirigeants, et leur éducation les aurait déconnectés du commun des Britanniques : moins de 7 % des écoliers du pays sont inscrits dans le privé.

David Cameron et Boris Johnson symbolisent cette génération de tories à l'assurance bluffante mais à l'héritage très contesté, le premier pour avoir autorisé le référendum sur le Brexit, le second pour son mode de gouvernement chaotique et son rapport très lâche à la vérité. Les deux ex-dirigeants sont des anciens du très sélect collège d'Eton et ils sont diplômés d'Oxford. Une photographie datant des années 1980, passée à la postérité, les présente parmi d'autres membres du Bullingdon, un club d'étudiants parmi les plus riches d'Oxford, réputés pour leurs coûteux costumes et leurs mauvaises manières. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX



Le nouveau premier ministre britannique, Keir Starmer, devant la presse et ses sympathisants, à Londres, le 5 juillet. VADIM GHIRDA/AP

# Joe Biden ne rassure pas le camp démocrate

Le président américain a fermé la porte à tout retrait de la course à la Maison Blanche

WASHINGTON - *correspondant*

Opération sauvetage. Après une semaine de flottement à la Maison Blanche et de panique dans les rangs démocrates, Joe Biden a tenté, vendredi 5 juillet, de mettre un terme aux inquiétudes causées par sa prestation désastreuse lors du débat, fin juin, face à Donald Trump. Une stratégie destinée à interrompre les spéculations qui menacent d'emporter sa candidature. Ce fut d'abord un message sur le réseau X. « Laissez-moi le dire aussi clairement que possible : je suis le président en fonctions des États-Unis. Je suis le candidat désigné du Parti démocrate. Je reste dans la course. » Puis ce fut une réunion publique à Madison (Wisconsin), l'un des États les plus disputés. Et enfin, un entretien sur la chaîne ABC, devenu au fil de la semaine de crise ouverte un test de vitalité, de motivation et de compétence cognitive.

Un test ne levant guère les doutes. Vingt-deux minutes sans coupes, un président à la voix définitivement fanée, enfermé dans un château de cartes psychologique et politique menaçant de s'effondrer au prochain souffle contraire. « Avez-vous regardé à nouveau le débat ? », demanda le journaliste George Stephanopoulos. « Je ne

crois pas, non. » Était-ce juste un débat raté ? « J'étais épuisé. Je n'ai pas écouté mon instinct, en matière de préparation. J'ai eu une mauvaise soirée. » Joe Biden endosse toute la responsabilité de l'échec, mais en ajoutant : « J'étais malade, je me sentais très mal. » Le président prétend aussi avoir été « distrait » par le fait que Donald Trump, « menteur pathologique », continuait à parler, le micro coupé.

## « Un test cognitif chaque jour »

Êtes-vous le même homme qu'il y a trois ans ? lui demanda le journaliste. Joe Biden répondit en citant ses succès, c'est-à-dire en ne répondant pas. Il tenta, contrairement au débat, de parler de l'avenir, de crèches et de couverture médicale pour tout le monde. Il refusa surtout d'accepter l'idée de se soumettre à une évaluation neurologique, dont les résultats seraient publiés. « J'ai un test cognitif chaque jour », rétorqua Joe Biden, au sujet de son travail. Mais le plus frappant dans la performance du président américain fut l'épaisseur du déni dans lequel il était séquestré. Déni des sondages contraires, de la contestation au sein du Parti démocrate, de sa propre dégradation physique et cognitive. « Personne n'est plus qualifié que moi pour être président ou gagner cette élection », a-t-il martelé.

À la descente de l'avion à Madison, Joe Biden a fait mine d'accélérer sa foulée sur deux mètres avant d'entrer dans la voiture. Il y avait dans ce geste pour les caméras quelque chose de surjoué et d'inutile. Dans la salle, un jeune homme déroula rapidement une affiche dans le dos de l'orateur. « Transmets la flamme, Joe. » Au cours de son discours, Joe Biden a invoqué la légitimité du vote lors des primaires démocrates, et défendu la force de son bilan. Il a expliqué qu'il n'allait pas « laisser un débat de quatre-vingt-dix minutes effacer trois ans et demi de travail ».

Le voici seul, avec son cercle d'intimes, contre les sondeurs, les experts, les cadres démocrates et les journalistes. « Vous avez eu tort sur tout jusqu'à présent », a lancé Biden à ces derniers sur le tarmac, lui l'outsider, toujours sous-estimé.

A six semaines de la convention démocrate qui doit se tenir à Chicago du 19 au 22 août, la contestation interne ne fait que débiter, à fleurets mouchetés. La gouverneure du Massachusetts, Maura Healey, a appelé Joe Biden à « évaluer avec attention s'il doit rester [le] meilleur espoir de battre Donald Trump ». Le représentant de l'Illinois Mike Quigley l'a supplié sur MSNBC de se retirer, pour « cimenter » son héritage et « éviter une catastrophe totale ». Selon le

Washington Post, Mark Warner, sénateur de Virginie, tenterait de réunir un groupe d'élus au Congrès pour peser en faveur d'une sortie de Joe Biden digne mais ferme. Nombre d'experts et cadres démocrates se sont lancés dans une réévaluation des chances de Kamala Harris, considérée comme l'alternative la plus logique.

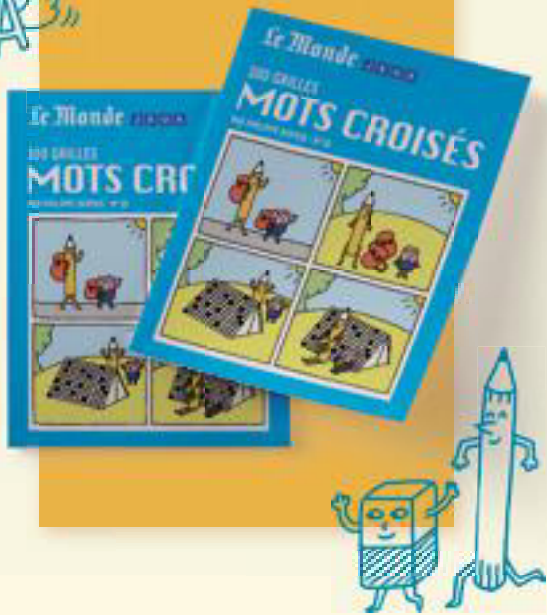
Depuis une semaine, la communication de la Maison Blanche a été une catastrophe. Dès le soir du débat, il y eut la thèse du « rhume ». Puis vint le décalage horaire, en raison de deux voyages transatlantiques début juin, et ce alors que Joe Biden était déjà rentré aux États-Unis depuis douze jours au moment de sa confrontation avec Donald Trump. Enfin, accueillant les gouverneurs démocrates dans la soirée du 3 juillet, le président a expliqué qu'il devait se garder de travailler au-delà de 20 heures.

Ces explications successives créent une atmosphère intenable. Le 4 juillet, pour la fête de l'indépendance à la Maison Blanche, une fois son allocution achevée, Joe Biden eut le plaisir d'entendre quelqu'un, dans l'assistance, lancer : « On a besoin de vous ! » Le président répondit du tac au tac : « Je ne vais nulle part. » Une phrase spontanée qui ressemble à un lapsus. Il est dans une impasse. ■

PIOTR SMOLAR

Le Monde

## À la croisée des mots



Pour les passionnés de mots croisés, Le Monde a réuni 100 grilles de Philippe Dupuis. Amusez-vous de ses définitions espiègles et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](https://lemonde.fr/boutique) - 7,50 € - 120 pages.



# Des maladies infectieuses en forte résurgence

Depuis deux ans, les épidémies de grippe, bronchiolite, rougeole ou coqueluche se multiplient en France

Et si nous étions plus malades depuis la pandémie de Covid-19 ? Grippe, bronchiolite, mais aussi rougeole, tuberculose et polio : depuis deux ans, les épidémies de maladies infectieuses se multiplient en France et dans le monde entier. Dernière alerte en date, la coqueluche, cette infection bactérienne provoquant une toux très intense, est en recrudescence dans toute l'Europe depuis le début de l'année.

De là à conclure que le Covid-19, en plus de trois ans de pandémie, a rendu la population mondiale plus vulnérable aux maladies infectieuses, il y a un pas que les scientifiques refusent de franchir. « Il n'y a pas un phénomène unique qui sous-tend la hausse de toutes ces maladies récurrentes », prévient Jean-Daniel Lelièvre, chef du service d'immunologie clinique et des maladies infectieuses à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne).

De son côté, Brigitte Autran, immunologiste et présidente du comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars), appelle à la prudence : « Il n'y a pas de données qui permettent de dire de façon précise que toutes ces résurgences sont les conséquences directes du Covid et des mesures barrières. » Pour autant, un certain nombre de tendances se dégagent des dernières résurgences épidémiques.

## Le masque comme frein

La première est simple comme une addition. Il s'agit du phénomène de rattrapage notamment observé avec la bronchiolite dès octobre 2022. Pendant deux ans et demi, la circulation du SARS-CoV-2 a été en partie bloquée par des confinements et le port du masque. Mais, avec lui, de nombreux virus respiratoires ont également été freinés, comme le syncytial, responsable de la grande majorité des bronchiolites, ou les virus influenza, qui provoquent des épidémies de grippe tous les ans. Les enfants nés entre 2020 et 2022 ne sont donc pour la plupart pas entrés en contact avec ces virus qui touchent particulièrement les plus jeunes d'entre eux.

Mais, une fois les restrictions sanitaires levées, au printemps 2022, ces virus ont de nouveau circulé, infectant ainsi une population beaucoup plus importante qu'à l'accoutumée d'enfants non immunisés. Pour résumer, plusieurs générations d'enfants se sont retrouvées en même temps à l'hôpital, saturant des services déjà affaiblis.



Dans un centre de vaccination de Nice, le 9 octobre 2023. SYSPHO/SIPA

« Aujourd'hui, il y a une absence d'immunité collective face à ces maladies qui ont peu circulé pendant le Covid. Quand elles arrivent sur un terrain non préparé, elles ont tendance à se disséminer plus rapidement et à créer des formes plus sévères », explique Stéphane Paul, professeur d'immunologie et membre de la commission technique des vaccinations de la Haute Autorité de santé.

Un effet rebond qui devrait sûrement durer encore deux ans, selon l'immunologiste, le temps que les souches virales aient suffisamment circulé de nouveau dans la population. D'autant plus que sont concernées toutes les infections avec des virus respiratoires qui n'induisent pas une immunité au long cours, comme les rhinovirus ou les coronavirus banals croisés tous les hivers. « Mais cela ne doit pas remettre en cause rétrospectivement les mesures barrières ou les confinements, tout est une question de balance bénéfice/risque au plus fort de l'épidémie », avertit Brigitte Autran, rappelant que l'urgence en 2020 était de protéger toute la population du SARS-CoV-2.

Attention, toutefois, à ne pas confondre ce phénomène quasi mécanique avec la théorie de la

« dette immunitaire » popularisée dans le monde au moment de la résurgence de la bronchiolite. Cette expression recouvre à la fois le phénomène de déficit d'immunité décrit ci-dessus et l'idée, non démontrée scientifiquement, selon laquelle le système immunitaire de la population a été affaibli par le manque d'exposition aux agents pathogènes pendant les confinements. « Le système immunitaire reste performant, même s'il n'a pas été sollicité pendant un certain temps par différents agents infectieux, il est très dynamique », souligne Olivier Schwartz, responsable de l'unité virus et immunité à l'Institut Pasteur à Paris.

La deuxième tendance de fond est le manque de vaccination pendant la pandémie, particulièrement chez les enfants. Du fait du peu d'accès aux médecins et des coupures scolaires, le cycle vaccinal des enfants a été perturbé par le retard dans les rappels. C'est notamment le cas pour la coqueluche, qui a longtemps été l'une des principales causes de mortalité infantile. A noter toutefois qu'il ne s'agit pas de la cause unique puisque la maladie est connue pour donner lieu à des reprises épidémiques tous les

trois-cinq ans, la dernière datant de 2017-2018.

L'exemple de la résurgence de la rougeole illustre bien la complexité et l'importance d'une stratégie vaccinale appropriée. Depuis le mois de septembre 2023, 150 cas ont été déclarés en Auvergne-Rhône-Alpes, contre un seul en 2021 et un autre en 2022.

## Recul de la vaccination infantile

A l'origine de cette flambée épidémique, trois foyers principaux ont été identifiés, chaque fois à partir d'une personne non vaccinée revenue récemment d'un voyage à l'étranger. Le taux de reproduction de cette maladie est très élevé puisqu'un seul malade peut contaminer jusqu'à vingt personnes. Pour s'en prémunir, depuis 2018, une première injection de vaccin est obligatoire à l'âge de 12 mois et la deuxième entre 16 et 18 mois.

Fait étrange, en Ardèche, une très large part des malades avaient été vaccinés. Les experts de l'agence régionale de santé se sont rendu compte que les collégiens concernés par un foyer épidémique à Guilherand-Granges avaient en commun de s'être fait vacciner avant l'âge de 12 mois,

mesure de protection d'urgence lors de l'épidémie de 2008-2011. Or, la réponse immunitaire contre la rougeole est beaucoup moins efficace, et donc moins protectrice sur le long terme, si le vaccin est administré avant le premier anniversaire. « Se pose donc aujourd'hui la question de savoir s'il faut administrer une troisième dose à ces adolescents », avance Stéphane Paul.

En France métropolitaine, en 2023, 83,7 % des personnes interrogées par Santé publique France (SPF) déclaraient être favorables à la vaccination en général, soit un niveau supérieur à celui observé avant le Covid-19, entre 2010 et 2019. Toutefois, une étude de quatre experts de SPF publiée en 2023 montre que l'adhésion vaccinale n'a plus jamais atteint les niveaux d'avant 2010, marquée par l'échec de la campagne de vaccination contre la grippe H1N1 ; de plus, l'écart s'est accru entre les personnes ayant les plus bas revenus et les plus aisées.

Au niveau mondial, la vaccination des enfants a connu son recul le plus important de ces trente dernières années. « Le recul de la vaccination va mettre du temps à se résorber, parce qu'il va falloir réfléchir aux meilleures

« Aujourd'hui, il y a une absence d'immunité collective face à ces maladies qui ont peu circulé pendant le Covid »

STÉPHANE PAUL  
professeur d'immunologie

stratégies au cas par cas, et composer avec un public assez défavorable », conclut Stéphane Paul.

Enfin, une troisième cause est à aller chercher dans le nivellement des saisons provoqué par le dérèglement climatique, qui a plongé la France dans une sorte d'automne perpétuel depuis janvier. « L'humidité très présente dans l'air favorise la circulation des virus respiratoires par le biais des gouttelettes d'eau », explique Stéphane Paul. Ce à quoi il faut sans doute ajouter le facteur du froid, qui rend les muqueuses nasales plus vulnérables face à une attaque virale.

Le frein estival, qui ralentit la circulation des virus respiratoires, n'a pas joué son rôle habituel cette année. « La recirculation actuelle du Covid-19 illustre le fait que ce n'est pas encore une maladie saisonnière, mais elle est également due au fait que notre printemps ressemble beaucoup actuellement à des conditions météorologiques automnales », souligne de son côté Brigitte Autran. Au niveau mondial, le réchauffement climatique joue aussi un rôle important dans la résurgence du choléra et des arbovirus, ces maladies transmises par les moustiques, comme la dengue, ou par les tiques.

Alors, après le Covid-19, tous malades ? En tout état de cause, les scientifiques ne disposent pas pour le moment d'éléments suffisants pour prouver qu'une infection au SARS-CoV-2 abîme le système immunitaire, comme cela peut être le cas avec d'autres virus comme le VIH ou la rougeole, connue pour provoquer une amnésie immunitaire globale. Mais, avec l'urgence sanitaire de la pandémie, beaucoup d'autres pathologies n'ont pas été prises en charge au moment adéquat, entraînant une augmentation de la vulnérabilité de la population. Un poids sanitaire qui devra se mesurer dans les années à venir. ■

DELPHINE ROUCAUTE

## Forte flambée épidémique de coqueluche en France depuis janvier

Dix-sept personnes, dont douze nourrissons, sont mortes cette année des suites de cette infection respiratoire très contagieuse

La coqueluche est de retour en France et il s'agit d'une des flambées épidémiques les plus fortes des trente dernières années. Dix-sept personnes en sont mortes depuis le 1<sup>er</sup> janvier, dont treize enfants. Douze d'entre eux avaient moins de 2 mois, et l'un était âgé de 4 ans, selon des données de Santé publique France publiées vendredi 28 juin. SOS Médecins signalait toujours, lundi, une augmentation des actes due à des cas de coqueluche dans toutes les classes d'âge (+ 18 %).

La maladie, une infection respiratoire très contagieuse causée principalement par la bactérie *Bordetella pertussis*, n'avait en réalité jamais disparu puisqu'elle est endémique en France, mais de tels niveaux de mortalité

n'avaient pas été observés depuis plusieurs dizaines d'années.

« On a l'impression que le taux de décès est très élevé », relève Julie Toubiana, responsable adjointe du CNR de la coqueluche et autres bordetelloses, tout en soulignant que des biais de notification existent, la maladie n'étant pas à déclaration obligatoire. A titre de comparaison, des chercheurs français estimaient en 2015 que 37 enfants étaient morts entre 1996 et 2012 de la coqueluche. Le pic de l'épidémie de 2012 est déjà dépassé.

## Effet rebond post-Covid-19

Comment expliquer une telle flambée ? Un effet rebond post-Covid-19 lié aux confinements et au port du masque s'associe au cycle habituel de la maladie, qui provoque des épidémies de

manière cyclique tous les trois à cinq ans. Les deux phénomènes conjugués s'abattaient sur une population insuffisamment vaccinée.

« On sait qu'aucune des mères des nourrissons décédés n'avait été vaccinée pendant sa grossesse », avertit François Vié Le Sage, pédiatre à Aix-les-Bains (Savoie) et responsable du groupe de vaccination au sein de l'Association française de pédiatrie ambulatoire. L'enfant de 4 ans n'avait pas non plus reçu les injections pourtant obligatoires depuis 2018.

La vaccination maternelle est actuellement la seule manière de protéger les nouveau-nés : la mère produit des anticorps, qu'elle peut transmettre à son fœtus par le biais du placenta à partir du cinquième mois de gros-

La vaccination maternelle est actuellement la seule manière de protéger les nouveau-nés

sesse. Le bébé naît même avec un taux d'anticorps – qui le protégeront ainsi pendant six mois – supérieur à celui de sa mère.

Ce legs d'anticorps est capital, puisque les bébés ne peuvent pas être vaccinés avant leurs 2 mois, leur système immunitaire étant encore très immature. « Et l'enfant n'est réellement protégé que quinze jours après la deuxième

dose de vaccin, injectée à ses 4 mois », ajoute François Vié Le Sage. La vaccination des femmes enceintes contre la coqueluche n'est recommandée que depuis 2022 et reste trop peu utilisée par les médecins.

Dans une alerte envoyée lundi, le centre de crises sanitaires du ministère de la santé insiste sur le fait que le vaccin permet, « pour les nourrissons de moins de 3 mois, de diviser par quatre le risque de coqueluche, de réduire de moitié le nombre d'hospitalisations et de réduire de 95 % le nombre de décès ».

En cas d'infection, il faut privilégier, selon des recommandations récentes de la Haute Autorité de santé (HAS), la prise d'antibiotiques de la famille des macrolides, la clarithromycine ou l'azithromycine, dont les formes pédiatri-

ques font l'objet de ruptures d'approvisionnement dans les officines de pharmacie. « L'antibiothérapie est recommandée pour réduire le portage et la contagiosité, mais n'a pas d'effet sur l'évolution de la maladie d'autant plus que le diagnostic est tardif », précise par ailleurs la HAS. La toux, très rauque, peut persister des semaines.

« Le problème, c'est avant tout l'entourage des enfants », ajoute M. Vié Le Sage. Il est important de faire une mise à jour vaccinale dans toute la famille pour empêcher la contagion. Des rappels sont nécessaires à 11 mois, 6 ans, entre 11 et 13 ans, puis à 25 ans. Une injection supplémentaire peut être faite à tout l'entourage avant ou après la naissance de l'enfant. ■

D. RO.



# A trois semaines des JO, 5 000 policiers en renfort

Un premier contingent a gagné la région parisienne, avant une montée en puissance progressive

Cinq mille fonctionnaires de police ont gagné ces derniers jours la région parisienne, dans le cadre des opérations de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris (JOP). Venu notamment de casernes de CRS et de commissariats de Meurthe-et-Moselle, de Charente, de Dordogne, des Landes, du Var et des Bouches-du-Rhône, ce premier contingent est appelé à monter en puissance et à fournir la plus grande part des effectifs qui assureront la sécurité de la cérémonie d'ouverture, toujours annoncée, en dépit des incertitudes liées à la situation politique du pays, pour le vendredi 26 juillet.

Plus de la moitié de ces policiers – 2700 environ – sont des CRS, spécialisés dans le maintien de l'ordre, mais aussi des patrouilles nautiques et même des unités de montagne, employées au décrochage de banderoles. Les premiers renforts des gendarmes territoriaux, eux, arriveront à compter du 15 juillet.

Lundi 8 et mardi 9 juillet, les élèves de la 270<sup>e</sup> promotion des gardiens de la paix gagneront à leur tour la région parisienne, avant d'être rejoints par d'autres issus des promotions suivantes, encore en formation, qui accompliront leur stage obligatoire à l'occasion des JOP. Ces jeunes fonctionnaires seront affectés quasi exclusivement au « jalonnement » des épreuves sur route, qui consomment beaucoup d'effectifs.

Une fois sur place, ces effectifs sont organisés en « compagnies de marche » de 75 fonctionnaires commandés par 3 officiers ; un commissaire dirige 4 compagnies. Pour faire face à un regain d'activité judiciaire, 420 officiers de police judiciaire sont également attendus en renfort. Les policiers effectueront des rotations de quinze à vingt et un jours en « régime forcé », soit cinq jours de travail pour une durée horaire quotidienne de douze heures et huit minutes et une journée de repos. *« L'intensité de cet engagement est notre souci principal, avance Jérôme Moisan, secrétaire général adjoint du syndicat*



Devant le palais omnisports de Paris-Bercy, jeudi 4 juillet. BENOIT TESSIER/REUTERS

Unité. Certains vont être confrontés à des grosses séquences de travail répétées jusqu'à quatre fois d'affilée parfois. Le service de certains nuiteux [les policiers travaillant la nuit] s'étale de 18 heures à 8 heures, sachant que certains seront logés à une heure trente de route. Ils seront de retour dans leur logement à 9 h 30, pour en repartir à 16 h 30. »

Les fonctionnaires français recevront en outre le renfort de 1700 policiers étrangers en provenance de quarante-quatre Etats, voisins pour certains (Espagnols, Britanniques, Allemands, Belges), mais aussi des Indiens, des Américains, des Qataris ou des Brésiliens. Trois cent cinquante chiens accompagneront ces policiers étrangers, en raison des besoins considérables en recherche et en détection d'explosifs imposés par

le nombre de sites olympiques à visiter. Pour le seul village olympique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), les opérations pourraient mobiliser plusieurs dizaines d'animaux pendant au moins une semaine. En revanche, s'ils sont autorisés à porter leurs propres armes de service – il a fallu négocier des accords bilatéraux en sus d'un protocole existant déjà entre la France et plusieurs pays européens –, les « collègues » étrangers seront écartés des missions de maintien de l'ordre ou relevant de la police judiciaire.

Rarement un train logistique, préparé de longue date au sein du cabinet du directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, aura mobilisé autant de moyens. Au total, un million de nuitées ont été réservées sur quelque 220 sites d'hébergements – un

peu plus en comptant les villes d'épreuves comme Châteauroux, Lille ou Marseille – dans des établissements hôteliers, mais aussi des résidences étudiantes ou des internats d'école ou de lycée qui n'hésitent pas, selon une source Place Beauvau, à « négocier à priori » les tarifs.

**« Ça se passe correctement »**  
Profitant de l'aubaine, les responsables de certains sites retenus pour loger des policiers n'ont pas hésité à réclamer des tarifs élevés ou à marchander au prix fort toute prestation supplémentaire, comme 1 000 euros pour la mise à disposition d'une simple salle de repos, un montant finalement négocié à la baisse. La facture totale pour l'hébergement de policiers affectés aux Jeux olympiques, encore inconnue, pourrait

avoisiner les 200 millions d'euros, selon plusieurs sources Place Beauvau.

*« L'idée, avance-t-on au ministère de l'intérieur, consiste à aplanir d'emblée toutes les difficultés d'ordre logistique pour que les fonctionnaires n'aient plus qu'à se soucier des missions qui leur seront confiées. »* La logistique va jusqu'au détail, avec la distribution de cartes restaurant précréditées (20 euros par repas, 5 euros pour le petit déjeuner), la mise en place d'un numéro 0800 d'appel unique pour les problèmes liés au quotidien – *« mais après épuisement de la voie hiérarchique »*, précise la Place Beauvau –, la dotation de plusieurs uniformes *« pour éviter d'avoir une lessive à faire par jour en cas de grandes chaleurs »*, la création d'une foire aux questions sur

**Les fonctionnaires recevront le renfort de 1700 policiers étrangers en provenance de 44 Etats**

l'intranet de la police pour les précisions d'ordre pratique.

*« Jusque-là, il faut être honnête, ça se passe correctement, estime Thierry Clair, patron du syndicat UNSA-Police. Nos délégués sont au contact des renforts déjà déployés et ont dû intervenir sur des petits sujets comme des organisations de relèves, mais tout s'arrange assez vite. »*

D'après les chiffres fournis par le ministère de l'intérieur, ce mouvement d'ampleur ne devrait pas avoir d'impact sur les forces en présence dans les commissariats dégraisés par l'envoi de « renforts JO ». Le dispositif envisagé, après négocié par les organisations professionnelles tout au long de l'hiver, a incité les policiers à renoncer à leurs congés estivaux durant la période des Jeux olympiques contre le versement de généreuses primes, pouvant aller jusqu'à près de 2 000 euros. Aussi, assure la Place Beauvau, alors que le taux moyen de présence dans les commissariats en été devrait rarement les 50 %, il devrait être, au cours de la période des Jeux, de l'ordre de 80 % à 100 %.

Si les opérations de sécurisation des sites et les effectifs de voie publique demeurent l'une des clés du bon déroulement des JOP, la menace terroriste reste le point d'attention principal des pouvoirs publics. Sur BFM-TV, vendredi 5 juillet, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, a indiqué que le plan Vigipirate, niveau « urgence attentat », devait être maintenu jusqu'à la fin des JOP, soit mi-septembre. ■

ANTOINE ALBERTINI  
ET ARTHUR CARPENTIER

## Soupçons d'espionnage : des « barbouzeries » autour du PSG

Le président qatari du Paris Saint-Germain, Nasser Al-Khelaïfi, a été auditionné en mai par les juges d'instruction comme partie civile

Je ne suis pas si souvent aux bureaux du PSG. (...) Je ne peux pas faire du management quotidien. (...) J'ai tellement de choses à gérer (...) J'ai entre 550 et 600 employés au PSG. Durant plusieurs heures, face aux juges d'instruction Serge Tournaire et Vincent Lemonier, Nasser Al-Khelaïfi, dit « NAK », a tenté de broser un autoportrait qui l'arrange : celui d'un dirigeant en surplomb, prétendant éloigné des scandales judiciaires qui ternissent l'image de « son » club.

Le 13 mai, le président qatari du Paris Saint-Germain (PSG) et du groupe BeIN Media a été entendu pour la première fois « en qualité de victime » dans le cadre du dossier d'espionnage à tiroirs qui ébranle l'équipe de la capitale depuis l'ouverture d'une information judiciaire par le parquet de Paris, en septembre 2022. Une affaire de « barbouzeries » dans laquelle l'ex-directeur de la communication du PSG et homme de confiance de « NAK », Jean-Martial Ribes, a été mis en examen pour « corruption et trafic d'influence », à l'instar de l'ex-policier antiterroriste de la direction générale de la sécurité intérieure et ancien « référent supporteurs du

PSG », Malik Nait-Liman, et du lobbyiste franco-algérien Tayeb Benabderrahmane.

*« Ce sont de sales affaires », « beaucoup de mensonges, des cachotteries, des subterfuges. Toutes ces sales choses que je n'aurais jamais imaginées ».* Devant les juges, « NAK » s'est beaucoup défaussé. Notamment concernant le recrutement au PSG de Malik Nait-Liman, en 2018, malgré la supposée mise en garde reçue par le club du « ministère de l'intérieur ». M. Al-Khelaïfi a renvoyé la responsabilité de cette embauche vers son ex-bras droit et directeur général délégué Jean-Claude Blanc (lequel n'a pas répondu à nos sollicitations), qui « avait tous les pouvoirs » et lui « rendait compte mais pas de tout ».

Le président du club parisien soupçonne Tayeb Benabderrahmane et son « beau-frère » d'avoir participé, en 2018, à une opération d'espionnage à son domicile parisien, avenue de Malakoff, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. Il dénonce des enregistrements, à son insu, de scènes intimes avec sa maîtresse dans sa chambre, retrouvés par les enquêteurs sur les supports numériques de MM. Nait-Liman et Benabderrahmane.

« NAK » dit être « persuadé » que c'est son ex-majordome marocain, Hicham Karmoussi, qui « a mis la caméra » dans son appartement parisien, car il y avait « accès », ainsi qu'au « coffre-fort ». Le Qatari a vivement contesté la version de M. Karmoussi, selon laquelle il aurait été à l'initiative de l'installation de ce système de vidéosurveillance pour « voir et contrôler sa maîtresse ».

*« J'ai été trahi par cette personne »,* a-t-il fulminé, se défendant d'avoir « maltraité » M. Karmoussi, alors qu'une plainte de son ex-majordome lui vaut de faire l'objet d'une enquête préliminaire du parquet de Paris pour « travail dissimulé et exploitation de personne vulnérable ».

**Un « appel » d'Arnaud Lagardère**  
Devant les juges, M. Al-Khelaïfi a également évoqué « l'appel » reçu de l'homme d'affaires Arnaud Lagardère en « 2018-2019 ». A cette époque, son interlocuteur voulait lui « montrer » des photos de lui et sa maîtresse prises « dans la rue » et « proposées à l'achat » à Paris Match, alors propriété de M. Lagardère. Elles n'ont pas été publiées. *« Hicham m'a dit qu'on devait acheter les photos pour*

**Le président soupçonne un ancien cadre du club de l'avoir espionné à son domicile parisien, en 2018**

50 000 euros pour éviter qu'elles sortent », a déclaré M. Al-Khelaïfi aux juges. *J'ai refusé en disant que c'était du chantage. (...) En voyant le dossier, je pense que c'est Karmoussi et le même groupe criminel qui [sont] derrière ça. »*

Les juges lui ont fait remarquer que, d'après des éléments judiciaires qataris, c'est la « femme d'affaires » Michèle, dite « Mimi », Marchand, proche des couples Macron et Sarkozy, qui « aurait vendu ces photos au groupe Lagardère (Paris Match) ». M. Benabderrahmane a été rémunéré, en 2021, par M<sup>me</sup> Marchand à hauteur de 15 000 euros, ont souligné les juges.

*« Pour cette somme, c'est que ce n'était pas des photos importantes »,* a rétorqué « NAK ». « Les paiements de M<sup>me</sup> Marchand consti-

tuent un simple remboursement lié à une prestation fournie par un journaliste, qui s'en est très clairement expliqué devant les juges d'instruction », réagit M<sup>e</sup> Ruiz.

Le président du PSG a été, par ailleurs, confronté par les magistrats instructeurs aux graves accusations de M. Karmoussi. L'ex-majordome a notamment relaté aux enquêteurs deux opérations de « nettoyage » auxquelles son patron l'aurait sommé de participer, en 2016 et 2017, afin de détruire d'éventuelles preuves d'infractions et les dissimuler à la justice.

M. Karmoussi a ainsi raconté avoir aidé M. Al-Khelaïfi à « brûler » des « dossiers » dans une « baignoire », au domicile parisien du patron du PSG, provoquant à cette occasion un départ d'incendie « jusqu'au plafond » de l'appartement. *« C'est un film hollywoodien. Je suis donc brûlé et je ne vais pas à l'hôpital, je n'appelle pas les pompiers... Tout ça, c'est n'importe quoi. Si j'avais des documents importants, je les aurais laissés dans l'appartement ? »,* a balayé l'homme d'affaires qatari.

Il a également démenti les dires de son ex-majordome concernant une « clé USB », qu'il aurait confiée à M. Karmoussi pour

*« s'en débarrasser »* et qui aurait contenu des « notes » sur l'ex-numéro deux de la Fédération internationale de football, Jérôme Valcke, « sa villa en Sardaigne » et le Mondial de football au Qatar de 2022. *« Si je devais détruire quelque chose, je l'aurais fait moi-même. (...) Je n'ai rien à cacher. »*

En mai, M. Al-Khelaïfi a également déposé une plainte contre X auprès du parquet de Paris, pour « tentative de chantage » et « escroquerie ». Dans son collimateur : MM. Benabderrahmane, Karmoussi et Nait-Liman. « Ces gens veulent endommager l'image du club, mon image, ma famille, mon pays », a-t-il dit aux juges.

Ciblé par ailleurs par plusieurs procédures pénales en France, M. Al-Khelaïfi a profité de son interrogatoire pour exprimer, devant les juges, son mécontentement concernant la perquisition dont il a fait l'objet, le 5 juillet 2023, à l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis).

*« Parfois, on se dit que la vie n'est pas juste. (...) Les policiers sont venus à la descente [de l'avion], a soupiré le patron du club parisien. La police m'a stoppé. Méritons-nous cela ? »* ■

RÉMI DUPRÉ





Dans l'usine  
Eco Green Energy  
de Nantong  
(Chine),  
le 4 juillet.  
RAUL ARIANO  
POUR « LE MONDE »

# La Chine a raflé la mise des panneaux solaires

Pour Pékin, ce secteur est stratégique. Le pays maîtrise toute la chaîne de valeur et a laminé les Occidentaux

## REPORTAGE

NANTONG - envoyé spécial

Les machines s'activent sous le regard d'employés soucieux d'identifier le moindre défaut. La production se fait couche par couche. Les cellules photovoltaïques, livrées par un fournisseur situé à seulement quelques dizaines de kilomètres, sont sorties des cartons avec précaution. Elles sont connectées ensemble par des fils métalliques conducteurs. Il faut les souder, poser ensuite une plaque de verre spécial, une autre de matériau encapsulant les cellules, disposer les cellules elles-mêmes, encore du matériau protecteur et encore du verre. Et finalement, une feuille qui, une fois fondue sur le produit dans une pièce à la chaleur écrasante, sera le dos du panneau. La production est largement automatisée, sur des machines elles aussi faites en Chine, mais il convient de la vérifier minutieusement, c'est là que se joue la qualité. La trentaine de travailleurs sur les lignes d'Eco Green Energy, quarante-cinq lorsqu'il y a des pics de production, contrôle chaque étape, à l'œil nu ou au scanner.

L'usine, implantée dans un parc industriel de Nantong, en face de Shanghai sur l'immense estuaire du fleuve Yangzi, est l'un des nombreux sites du secteur dans la région : la production de panneaux solaires se déroule désormais pour l'essentiel en Chine. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), en 2021 les trois quarts des emplois de cette industrie y étaient situés. Les entreprises chinoises ont par ailleurs délocalisé une partie de la production finale en Asie du Sud-Est pour échapper aux barrières érigées par Washington contre les importations venues de Chine, de sorte que le reste de l'Asie récupère 14 % des emplois restants. N'en laissant à l'Europe que 3 % et

aux Etats-Unis 1 %, alors que l'énergie solaire est présentée comme une des clés de la transition énergétique, et donc du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette victoire chinoise suscite de vives tensions. La quasi-extinction de la production en Europe a marqué la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui s'en sert régulièrement pour appeler au sursaut industriel de l'Europe. « *Nous n'avons pas oublié comment les pratiques commerciales inéquitables de la Chine ont affecté notre industrie solaire* », lançait-elle en septembre 2023. Le sujet revient aussi régulièrement dans le discours politique américain.

Pendant ce temps-là, la Chine produit. Chez Eco Green Energy, un entrepôt illustre l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement en flux tendu : la salle de stockage des matériaux, qui reste toujours vide. Et pour cause. Le fondateur de l'entreprise, Dalibor Nikolovski, explique que ses fournisseurs livrent les matériaux – cellules photovoltaïques, qui représentent 60 % de la valeur du produit, barres d'aluminium anodisées, plaques d'un verre spécifique, etc. – dans l'après-midi s'ils sont commandés le matin, le lendemain sinon. « *En Europe, puisque les cellules viendraient malgré tout de Chine, il nous faudrait deux mois rien qu'avec le transport* », remar-

**Terrains à bas coût, proximité des autoroutes et ports, démarches simplifiées... Les parcs industriels de Nantong font tout pour attirer les entreprises**

que ce Français installé en Chine depuis dix-sept ans.

M. Nikolovski et le cofondateur chinois du groupe, Alex Zhang, qui ont inauguré leur usine fin 2022, témoignent de la volonté chinoise de tout mettre en œuvre pour développer cette industrie. Les différents parcs industriels de Nantong se font concurrence pour attirer les entreprises : terrains à bas coût, proximité des autoroutes et ports, démarches administratives simplifiées... En six mois, ils avaient un site à eux, l'usine construite, les machines livrées, les employés au travail.

### « Une concurrence féroce »

En France, l'Institut national pour l'énergie solaire, qui est chargé de développer la filière, l'a contacté pour l'inciter à ouvrir un site dans l'Hexagone. Il a refusé poliment, arguant que ce n'était pas rationnel d'un point de vue économique. « *C'était il y a quinze ans qu'il fallait se démener pour développer la filière en Europe, aujourd'hui c'est tardif. L'écart s'est creusé, les matériaux sont en Chine, les dernières générations de produits sont développées ici* », constate M. Nikolovski.

Cette domination absolue de la production chinoise était particulièrement frappante lors de la Shanghai New Energy Conference (SNEC), l'une des plus grandes foires de l'industrie, qui se tenait mi-juin, dans un centre d'exposition de l'est de la capitale économique chinoise. Dans des halls innombrables, aux allées sans fin, s'enchaînaient les stands de marques chinoises : Longi, Chint, Dahi, Q-Sun, Yingli, Sunflower... « *Quasiment tout se passe en Chine, et la concurrence y est chaque jour un peu plus féroce* », constate Chris Cheng, la responsable commerciale d'un grossiste de Nankin, Morego Solar, venue faire le tour des innovations.

C'est d'abord sa dépendance au charbon qui a donné à la Chine

**Il ne reste plus à l'Europe que 3 % des emplois dans le secteur des panneaux et 1 % aux Etats-Unis**

son avantage initial dans l'industrie des panneaux. Si elle est promue partout comme indispensable à la sortie des énergies fossiles, la production de panneaux solaires en dépend largement.

Le matériau de base, le silicium, utilisé pour ses propriétés de semi-conducteur, est disponible en quantité dans la croûte terrestre, mais il doit être chauffé à très haute température pour être raffiné et transformé en blocs utilisables pour créer ensuite des cellules photovoltaïques. L'électricité représente 40 % du coût de ce matériau quand il entre dans la chaîne de production. Le charbon étant peu onéreux, il donne un avantage implacable. Le raffinage du silicium se fait en Chine à environ 75 dollars (69 euros) par mégawattheure, 30 % en deçà de la moyenne des coûts industriels mondiaux.

La Chine couvrira ainsi 95 % de la production de polysilicium de qualité solaire en 2025, essentiellement dans deux territoires, la province du Jiangsu (est), mais surtout la région du Xinjiang, dans l'extrême nord-ouest chinois. Les ONG pointent ainsi que 40 % de la production mondiale de ce matériau indispensable pour installer des panneaux solaires est réalisée dans la région où la population ouïgoure est soumise à du travail forcé.

La République populaire a ensuite su attirer toute la chaîne de valeur. Les machines d'assemblage utilisées chez Eco Green

Energy proviennent ainsi d'un fabricant nommé Autowell, dont le siège est à Wuxi, à moins de 100 kilomètres du site. Un temps dépassées par les machines de qualité allemande, elles ont ensuite rivalisé avec elles pour finalement les remplacer, pour moins cher. Un facteur décisif dans cette industrie, dont les technologies évoluent très rapidement.

### « Trop de concurrence »

De nouveaux procédés, capables de produire plus d'énergie pour un panneau de même surface, apparaissent en moyenne tous les deux ans et, chaque fois, il faut changer les machines des lignes de production. Chez Eco Green Energy, il y en a huit, à environ 150 000 dollars pièce. Malgré leur taille massive, d'un peu moins d'une dizaine de mètres, les machines sont livrées sous un mois, installées sur site, avec une maintenance très réactive. Le facteur coût de la main-d'œuvre chinoise joue aussi, mais presque de manière secondaire, d'autant que les salaires dans des régions développées comme le Jiangsu sont parfois supérieurs à ceux de pays d'Europe de l'Est.

Cet écosystème rend la Chine difficile à battre désormais. Selon l'AIE, les coûts en Chine sur l'ensemble de la chaîne photovoltaïque sont 10 % moins chers qu'en Inde, 20 % moins qu'aux Etats-Unis et 35 % inférieurs à ceux en Europe. Mais la menace pour l'industrie vient aussi de Chine.

Son système de planification économique appelle des vagues de surinvestissement dans les secteurs présentés comme prioritaires, qui cassent les prix et laminer les acteurs. « *Il y a trop de monde sur le marché, trop de concurrence, pour vendre il faut en permanence casser les coûts, les profits sont trop faibles* », confie sur son stand Jackson Gu, responsable des ventes de Shuangliang, un producteur de panneaux solai-

res de la région de Mongolie-Intérieure. En mars, Longi, le premier producteur mondial de panneaux solaires, a déjà reconnu qu'il se séparerait de 5 % de sa main-d'œuvre.

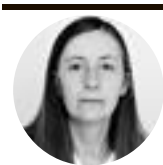
Au début des années 2010, déjà, l'intérêt chinois pour l'industrie de la transition énergétique avait créé un tsunami du panneau solaire. Les villes et les provinces voulaient toutes leur usine, elles donnaient aux entrepreneurs locaux terrains à bas coût et crédits faciles. Un groupe chinois, Suntech, se hissait au premier rang mondial, tandis que les acteurs allemands disparaissaient. Puis Suntech à son tour a déposé le bilan. A partir de 2013 et durant cinq ans, l'Union européenne a imposé des quotas et des prix planchers aux panneaux chinois pour tenter de sauver sa propre industrie. Mais, durant ce laps de temps, les pays européens n'ont pas pour autant développé leur propre industrie.

D'autres acteurs ont alors émergé en Chine, où le pouvoir central considère la transition comme une source d'emplois majeure pour l'avenir, autant qu'un élément de la guerre des nouveaux savoir-faire face à l'Occident. Depuis décembre 2023, le président chinois, Xi Jinping, ne cesse de répéter l'importance à ses yeux des « *nouvelles forces productives* ». La presse d'Etat loue en particulier les « *trois nouveautés* », le photovoltaïque, les batteries, les véhicules électriques, en opposition aux « *trois vieilleries* », l'habillement, les meubles, l'électroménager bas de gamme.

Le pays accélère l'installation de champs de panneaux solaires sur son territoire à un rythme inégalé, tant pour se sortir de la dépendance au charbon que pour absorber sa production : en 2023, la Chine a mis en place 216 gigawatts de panneaux photovoltaïques, soit plus que l'ensemble de la capacité installée aux Etats-Unis. ■

HAROLD THIBAUT





## MATIÈRES PREMIÈRES

PAR LAURENCE GIRARD

# Les arboriculteurs se refont la cerise

Le temps des cerises, c'est maintenant. Les petites boules rouges ont déboulé dans les supermarchés début mai et devraient prolonger leur séjour jusqu'à fin juillet. Mais pour s'offrir ces pendants d'oreille, encore faut-il avoir de l'oseille. Bénéficiaire de ce plaisir fruité revient à déboursier près de 10 à 12 euros le kilogramme. Le fruit précieux est souvent acheté à la livre ou à la poignée pour ne pas trop dépenser. La « shrinkflation » s'invite au rayon fruits de saison de la distribution.

Selon le ministère de l'agriculture, le cours de la cerise était, en mai, aussi élevé qu'un an plus tôt. En 2023, il a oscillé entre 9 et 12 euros le kilogramme dans les magasins au fil de la campagne, en progression de 20 % par rapport à la moyenne quinquennale. Et n'a pas été écrabouillé par les 8 000 tonnes de fruits importées, d'Espagne surtout, mais aussi de Belgique. Sachant que le consommateur paye le double du prix versé au producteur. A ce tarif, les arboriculteurs se refont la cerise. Même si tout n'est pas rose au pays du fruit rouge.

Le ministère, qui tente l'exercice d'équilibrisme de la prévision de récolte, tablait, début juin, sur une production française en rebond de 10 % sur un an, à 37 000 tonnes. Une perspective corrigée par Jean-Christophe Neyron, producteur à Malemort-du-Comtat (Vaucluse) et président de l'Association d'orga-

nisation des producteurs de cerises de France. « *Nous avons eu une météo compliquée avec du gel tardif, des chutes de fruits et des maturités étalées sur les arbres qui ont compliqué la cueillette en début de saison* », explique-t-il avant de pronostiquer un volume de production stable sur un an.

### Des dérogations

Les surfaces des vergers de cerisiers français sont, quant à elles, plutôt stabilisées. En tout cas, elles n'ont pas été ratiboisées. Et pourtant, souvenez-vous, il y a peu de temps encore, alors que la colère agricole éclatait, certains n'hésitaient pas à agiter, une nouvelle fois, le chiffon rouge de leur disparition en France. Condamnée, disaient-ils par la suppression de pesticides jugés dangereux pour la santé, comme le diméthoate puis le phosmet, interdit par l'Union européenne en 2022. Les cerises ont été noyautées. Érigées en symbole des filières annoncées en danger, face au couperet de l'interdiction de produits phytosanitaires.

Cette année, le gouvernement a donné des dérogations de 120 jours pour l'usage d'autres insecticides, comme Exirel et Success4, pulvérisés sur les fruits. L'enjeu : lutter contre la mouche asiatique *Drosophila suzukii*, véritable bête noire des arboriculteurs depuis une quinzaine d'années. ■

# Les Allemands boudent la voiture électrique

Les ventes chutent, les industriels revoient leurs plans d'investissement

BERLIN - *correspondance*

Le ralentissement des ventes de véhicules électriques en Allemagne, premier marché automobile du continent, est-il en train de mettre en péril la filière européenne de la batterie ? L'inquiétude monte au sein du syndicat allemand de l'industrie. IG Metall redoute un décrochage dans cette technologie-clé pour l'avenir de l'automobile.

Depuis le début de l'année 2024, les ventes de véhicules à batterie ont fortement ralenti outre-Rhin (- 16,4 % par rapport au premier semestre 2023), ce qui a enrâyé la dynamique qui s'était enclenchée depuis 2020. Si la tendance se poursuit, moins de 400 000 voitures électriques pourraient être mises en circulation en 2024, outre-Rhin, contre 524 000 en 2023.

Pour Stefan Bratzel, directeur du Center of Automotive Management de Bergisch Gladbach, l'Allemagne est un cas à part dans une Europe qui connaît plutôt une progression des ventes. « *La montée en puissance de la mobilité électrique ralentit surtout en Allemagne. Dans les autres pays européens, la situation des cinq premiers mois de l'année 2024 est différente. Les immatriculations de ces véhicules progressent de 22,9 % en France, de 9,7 % au Royaume-Uni et de 47 % en Belgi-*

*que.* » L'origine de ce déclin est directement liée à la suppression de la prime à l'achat décidée par Berlin en 2023. Acculé par des problèmes budgétaires, le gouvernement avait coupé tour à tour la prime pour les véhicules électriques professionnels, puis celle pour les particuliers. Aussitôt ces mesures entrées en vigueur, la demande s'est effondrée.

### Signal désastreux

D'autres éléments plus culturels pourraient entrer en ligne de compte, comme la peur de la désindustrialisation, dans un pays qui a largement construit sa prospérité sur l'amélioration des performances du moteur thermique. Pour beaucoup de sous-traitants spécialistes de cette motorisation, souvent des entreprises de taille moyenne réparties sur le territoire, la transition vers l'électrique a été largement perdante, avec de nombreuses faillites et délocalisations vers l'Europe de l'Est. A tel point que le premier parti d'opposition, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), fait campagne contre la fin des ventes de véhicules thermiques en 2035 votée par l'Union européenne en 2023, en plaidant pour le maintien des « *moteurs thermiques neutres pour le climat* ».

Or, l'effondrement de la demande et ces hésitations politiques ont une influence majeure

sur les décisions d'investissements dans la filière électrique des grands constructeurs automobiles. Début juin, les groupes Mercedes-Benz et Stellantis ont ainsi annoncé une « *pause* » dans la construction de l'usine de batteries prévue sur le site Opel de Kaiserslautern, en Rhénanie-Palatinat, ainsi que d'une autre en Italie. L'entreprise ACC, formée par les deux constructeurs et le groupe Total, a argué du changement dans les conditions de marché et le coût élevé des matières premières.

ACC précise certes que ces projets ne sont pas abandonnés. Reste que le signal donné par l'industrie est désastreux. Il survient en même temps que l'annulation par BMW d'une commande de 2 milliards d'euros à Northvolt, le fabricant suédois de batteries, qui construit aussi une usine en Allemagne. Invoquant les problèmes de qualité, BMW a préféré pour l'instant passer commande... au chinois CATL et au coréen Samsung.

Le patron de Mercedes, Ola Källenius, a même remis en cause la stratégie du groupe, qui visait le 100 % électrique en 2030, et a relancé les investissements dans le moteur thermique et hybride. Il reconnaît ainsi que le groupe investit à nouveau bien plus largement dans le thermique que ce qui avait été prévu jus-

qu'ici. Autant d'atermoissements qui compliquent encore les calculs de rentabilité des sous-traitants et ralentissent la transition électrique de l'automobile allemande et européenne.

Ces signaux ont provoqué la colère de Michael Brecht, le président du comité des salariés de Daimler Truck, membre influent du syndicat IG Metall et une des grandes voix pour la défense des investissements en Allemagne face à la pression des actionnaires. Il s'alarme des reports de projets d'usines de cellules de batteries, alors que la concurrence asiatique et américaine, elle, augmente ses capacités.

« *Nous avons besoin d'une solution européenne pour les cellules de batteries. Il est inacceptable que nous soyons à la traîne dans une technologie aussi importante* », a-t-il déclaré au quotidien économique *Handelsblatt*, le 27 juin. « *En tant que représentant des travailleurs, la dépendance de l'industrie vis-à-vis d'un petit nombre de fournisseurs, principalement chinois, m'irrite énormément. Nous nous rendons vulnérables, au lieu de développer nos propres compétences et nos propres emplois* », s'est ému le représentant du syndicat, qui rappelle régulièrement que 40 % de la valeur d'un véhicule électrique se trouve dans ses batteries. ■

CÉCILE BOUTELET

# Le champion suédois des batteries Northvolt en difficulté

Son patron reconnaît que sa stratégie d'expansion a été trop rapide

MALMÖ (SUÈDE) - *correspondante régionale*

Accidents en série, morts inexplicables, commandes annulées... Rien ne va plus chez Northvolt. Fondé en 2016, le fabricant suédois de batteries électriques a depuis connu une croissance exponentielle, parvenant à lever 13,8 milliards d'euros, auprès notamment des constructeurs BMW, Audi, Scania et Volvo, avec des usines en Pologne, en Allemagne et à Montréal, au Canada.

Mais au vu des déboires qui s'enchaînent, son PDG, Peter Carlsson, a évoqué, mardi 2 juillet, un recentrage des activités du groupe sur le site de Skelleftea, dans le nord de la Suède, admettant que le développement de la compagnie avait peut-être été « *un peu trop agressif* ».

Des doutes sont apparus fin 2023. Alors que les commandes s'accumulaient et que la première ligne de production de l'usine de Skelleftea était enfin achevée, le quotidien économique *Dagens Industri* a révélé, le 19 décembre, que Northvolt n'avait livré au cours des neuf premiers mois de l'année qu'une infime partie de ce qui était prévu. En octobre déjà, le patron de Scania, Christian Levin, avait fait part de son agacement : « *Nous avons au moins un an de retard dans la montée en puissance de nos véhicules électriques à batterie* », confiait-il à *Dagens Industri*, critiquant les retards de livraison de Northvolt.

Début 2024, l'espoir revient : à Skelleftea, la production s'envole. « *Alors que nous fabriquions, l'an dernier, quelques centaines ou milliers de cellules de batteries par semaine, nous sommes désormais à plusieurs dizai-*

**BMW vient d'annuler une commande, mettant en cause la qualité des batteries et les retards de livraison**

*nes de milliers, chaque semaine* », annonce, au *Monde*, le directeur de la communication du groupe, Matti Kajala, en mars. Quelques jours plus tard, le chantier de la nouvelle giga-usine de Heide, en Allemagne, est inauguré.

### Série noire

Mais, depuis le mois de juin, la série noire a repris. Le 17, un incendie – le deuxième, cette année – se déclare sur le site de recherche et développement du groupe, à Västerås, à l'ouest de Stockholm. Deux jours plus tard, *Dagens Industri* indique que Northvolt renonce à son projet d'ouvrir une troisième usine dans le centre de la Suède. Le 20 juin, le mensuel allemand *Manager Magazin* signale que BMW vient d'annuler une commande d'une valeur de 22 milliards de couronnes (près de 2 milliards d'euros), soit 4 % du carnet de commandes de Northvolt. En cause, la qualité des batteries et les retards de livraison.

Les déboires du fabricant suédois ne s'arrêtent pas là. Le 21 juin, le journal local *Norran* évoque le décès soudain d'un employé de l'usine de Skelleftea. L'homme de 59 ans, qui venait de rentrer du travail, s'est effondré, sans vie, sur son balcon. Il n'est pas le premier. En janvier, un salarié de l'usine,

âgé de 33 ans et père de trois enfants, en bonne santé, est mort dans son lit. Un mois plus tard, un homme de 19 ans est décédé dans des circonstances similaires. La police, qui avait alors ouvert une enquête et conclu qu'aucun acte criminel ne semblait avoir été commis, décide de reprendre ses investigations.

Poussé par des constructeurs pressés et des investisseurs impatients, le suédois aurait-il voulu aller trop vite ? C'est en tout cas le sentiment que donnent des salariés de Skelleftea, qui commentent à s'épancher dans les médias du royaume. Le quotidien *Dagens Nyheter* découvre qu'au moins vingt-six accidents graves s'y sont produits depuis 2019. Deux salariés sont morts. Plusieurs ont eu des membres tranchés. D'autres ont inhalé des gaz dangereux.

Mardi, le PDG de Northvolt est donc sorti du silence. Dans une interview à *Dagens Industri*, Peter Carlsson a déclaré que le site était « *sûr et sécurisé* ». « *D'un point de vue industriel, nos statistiques en matière d'incidents ne sont pas mauvaises* », assure-t-il, tout en se montrant rassurant sur les livraisons. Mais il fait aussi son mea culpa. Northvolt a peut-être été « *un peu trop ambitieux* ».

Il souligne la responsabilité des clients qui « *ont exercé une pression énorme* ». Et annonce un recentrage. « *Nous cherchons à nous concentrer davantage sur le cœur de notre activité. Pour aller de l'avant en Allemagne et à Montréal, il est fondamental que Skelleftea soit l'usine mère sur laquelle repose le plan.* » Pour consolider ses finances, la compagnie envisage une nouvelle levée de fonds, après une perte de 12,5 milliards de couronnes en 2023. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT



Depuis l'opération terroriste du 7 octobre 2023, alors que la guerre à Gaza semble sans issue, ce parcours cartographié du conflit, éclairé par une série d'entretiens, a pour objectif de remettre le problème israélo-palestinien sur la table de la raison.

## 40 CARTES POUR COMPRENDRE LE CONFLIT ISRAËL-PALESTINE

Un hors-série du « Monde »  
116 pages - 12,50 €  
Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](https://lemonde.fr/boutique)



**L**a cadence, la cadence, la cadence. Tout est millimétré. » En commençant sa journée de travail trois heures avant l'ouverture de l'un des 316 supermarchés Grand Frais de France, Antoine – son prénom a été changé –, employé du rayon des fruits et légumes, sait à quoi s'attendre. Ce trentenaire commence toujours par « *bien faire le tri, tailler toutes les croûtes noircies des salades, enlever les premières feuilles des choux...* », avant de disposer l'arrivage du matin dans les rayons « *selon une technique précise à respecter* ».

Pas question de « *retourner les cagettes pour les vider dans le rayon* », ni de « *monter les pommes goldens, trop fragiles, sur deux éta- ges* », il doit « *placer une par une les bottes de radis* », bien aligner les concombres « *en quince* »... Faut de quoi, il risque de faire baisser sa note mensuelle – résultant de son travail et de son comportement –, qui améliore ses fins de mois d'une prime pouvant aller jusqu'à 150 euros brut.

Avant que les premiers clients poussent les portes de son supermarché, tout doit être « *bien rangé à plat pour avoir le maximum d'impact visuel* », précise-t-il. Mais aussi après, quand les rayons se vident. Entre tous ses « *va-et-vient avec la réserve* », à porter parfois des « *colis de bananes de 20 kilogrammes* » pour réajuster les étals au fil des ventes, Antoine marche « *entre 8 et 9 kilomètres par jour* ». Ce rythme-là, d'ailleurs, lui a déclenché une dorsalgie il y a quelques mois, quand certains de ses collègues en sont à porter discrètement des ceintures dorsales sous leurs vêtements.

Bienvenue chez Grand Frais, enseigne en pleine croissance (130 magasins il y a dix ans, 316 aujourd'hui), mais système implacable, avec son aspect extérieur attirant et ses rouages complexes. Côté face, ce sont des magasins inspirés des halles alimentaires de Paris, avec des étals de fruits et légumes brillants comme s'ils venaient d'être récoltés et rangés aussi esthétiquement que sur une photo publiée sur Instagram, qui donnent aux clients l'envie de tout acheter, et aux concurrents de les imiter. Côté pile, une galaxie composée de plusieurs centaines de sociétés et un savant découpage de microentreprises qui étouffe le dialogue social.

#### CHACQUE MAGASIN EST UN GIE

Fondé en 1992 à Givors (Rhône) par Denis Dumont, grossiste et quatorzième personnalité française la plus riche de Suisse en 2022, selon le magazine *Bilan*, le concept Grand Frais se décline avec trois marques : les supermarchés Grand Frais, dont le 316<sup>e</sup> a ouvert le 3 juillet à Marseille, et leurs 1 000 mètres carrés dans des zones commerciales ; l'enseigne Fresh, au logo vert et blanc, et ses 52 supermarchés de moins de 500 mètres carrés qui se développent dans des petites villes de province ou leur périphérie ; et, enfin, Mon-marché.fr, un service de commande en ligne sur Paris et sa proche banlieue, lancé en mars 2020, dont le premier magasin a ouvert le 27 mars dans Paris.

Deuxième enseigne d'« *alimentation spécialisée* » préférée des Français en 2024, derrière Picard, dans le classement EY-Parthenon, Grand Frais attire un panel très large de consommateurs.

De quoi réaliser « *plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires* » par an, confiait, en janvier, au magazine LSA Hervé Vallat, l'ancien président du directoire de Prosol, à la fois fournisseur et maison mère de Grand Frais. M. Vallat a cédé sa place, le 15 avril, à Jean-Paul Mochet, ancien patron de Franprix et de Monoprix. La part de marché de Grand Frais établie par Kantar, atteint 4,6 % en volume sur le segment des produits frais traditionnels.

Dans un secteur aux mains de quelques grands acteurs, cette percée laisse admiratifs les connaisseurs du métier, d'autant qu'elle cache une complexité ca-

pitalistique unique dans la grande distribution. Chaque magasin est une société à part entière, construite sous forme de GIE (groupement d'intérêt économique). Il y a par exemple le « *GIE Grand-Quevilly* » pour le Grand Frais de cette commune près de Rouen, le « *GIE de Pontivy* » pour celui de la ville du Morbihan...

Chaque GIE est partagé entre ses membres, des partenaires qui interviennent dans ses rayons. La société Despi, propriétaire de la famille Despinasse, gère la boucherie de la plupart des Grand Frais. Euro Ethnic Foods (ex-Agida), fondé par la famille Bahadourian, s'occupe de la partie épicerie. Enfin, Prosol gère tout le reste avec deux sociétés (Prosol Exploitation pour les fruits et légumes et la poissonnerie, et Crèmerie Exploitation pour la crèmerie).

Chaque prestataire récupère le chiffre d'affaires qu'il réalise dans le magasin, et les dépenses communes (encaissement, parking, déchets...) sont, à la manière d'un immeuble en copropriété, réparties entre les intervenants. « *Grand Frais, c'est juste une enseigne, pas une société* », résume Frédéric Leschiera, membre du bureau du syndicat SUD-Commerces et Services pour la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Tous les salariés d'un magasin Grand Frais ont ainsi le même lieu de travail, mais pas le même employeur. « *Officiellement, on n'est pas collègues sur le papier* », confirme Antoine, salarié de la microentreprise qui gère les fruits et légumes de son magasin, différente de celle du Grand Frais situé à moins de 10 kilomètres du

sien. Pour chaque supermarché, la galaxie Grand Frais crée de nouvelles sociétés. « *Le potager de Clermont Cristal* » et « *Le fromager de Clermont Cristal* » sont nés le 18 avril 2023 pour alimenter le Grand Frais de la rue Ernest-Cristal, à Clermont-Ferrand, qui a ouvert le 15 novembre 2023.

Dans chaque supermarché (qui peut employer au total entre quarante et cinquante salariés), « *aucune de ces sociétés ne dépasse les onze salariés* », le seuil déclenchant des obligations sociales et les cotisations qui en découlent, « *et il n'est plus possible d'avoir des délégués de site par magasin depuis qu'ils ont été supprimés par les ordonnances Macron de 2017* », explique M. Leschiera.

**« CELUI QUI VOTAIT, C'ÉTAIT FINI »** De fait, avec un tel morcellement de structures, il est presque impossible pour les organisations syndicales de faire entendre leur voix, « *sauf à aller devant les tribunaux* », constate Sylvie Vachoux, secrétaire fédérale de la CGT-Commerce. « *Ils ne veulent pas de syndicats, poursuit-elle. Le montage est fait pour qu'il n'y en ait pas. Ce n'est pas le même concept qu'Intermarché ou Leclerc [deux réseaux dont les magasins sont aux mains de petits patrons], où les salariés sont, malgré tout, régis par une même convention collective sur la surface de vente.* »

Chez Grand Frais, certains dépendent de la convention du commerce de détail alimentaire spécialisé ; d'autres, comme les bouchers, sont régis par celle du commerce et de l'artisanat. En janvier 2023, le tribunal judiciaire

de Lyon a néanmoins reconnu l'existence d'une seule unité économique et sociale transversale sur les magasins de Rillieux-la-Pape, Bron et Pierre-Bénite, et ordonné la tenue d'élections pour la mise en place d'un CSE (comité social et économique). Prosol a fait appel et la procédure a été renvoyée à septembre 2025.

Mais, entre-temps, les élections se sont tenues. « *Et ils ont mis le paquet pour qu'on ne les remporte pas*, se souvient M. Leschiera. M. Vallat, qui réside en Suisse et que les salariés n'avaient jamais vu, est même venu en personne, se positionnant à l'entrée du bureau de vote pour faire comprendre à celui qui votait au premier tour que c'était fini pour lui. »

Résultat, seulement trois votants pour une liste SUD qui a connu beaucoup de désistements de salariés, et un second tour remporté par des « *candidats maison* ». « *Ce genre de méthodes, on les connaît dans le milieu du déchet habituellement, mais dans le commerce, c'est plus rare* », souligne Dany Faribeault, du syndicat SUD-Commerces et Services Auvergne-Rhône-Alpes.

Interrogée sur une quelconque volonté de brider la représentativité du personnel en multipliant les microentreprises, la maison mère de Grand Frais s'en défend. « *Nous maintenons un dialogue social permanent avec nos équipes et mettons tout en œuvre pour répondre à leurs attentes* », indique une porte-parole de Prosol, préférant mettre en avant qu'avec « *son organisation autour de métiers différents, on est plus proche du compagnonnage que d'une en-*



Dans un supermarché Grand Frais aux Sables-d'Olonne (Vendée), le 24 avril. MAGALI COHEN

## PLEIN CADRE

# Chez Grand Frais, il fait bon être client, employé moins

Cette halle alimentaire de zone commerciale connaît une forte croissance. Elle a mis en place un système, qui s'appuie sur une myriade de microsociétés, pour priver les salariés de leurs droits

**« Ils ne veulent pas de syndicats. Le montage est fait pour qu'il n'y en ait pas »**

**SYLVIE VACHOUX**  
secrétaire fédérale  
de la CGT-Commerce

*entreprise classique. Nous sommes des spécialistes, plusieurs commerçants indépendants. Chaque rayon a ses propres spécificités, et les équipes sont donc expertes des produits présentés.*

Autant dire qu'avec une telle organisation le mouvement de grève qui a commencé le 10 juin 2023 au magasin Grand Frais de Saint-Priest-en-Jarez (Loire) avait des allures d'événement. Soutenus par la CGT, une petite vingtaine d'hôtes et hôtesse de caisse – salariés, eux, du GIE de leur magasin – réclamaient « *des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail* », distribuant des tracts et faisant signer des pétitions aux clients.

Face au mouvement qui menaçait de s'étendre comme une traînée de poudre à d'autres magasins Grand Frais, la direction a fini par consentir à quelques améliorations : « *Une augmentation de 5 % de la prime de fin d'année qui tient lieu de treizième mois ; un samedi de repos tous les deux mois ; le travail du dimanche sur la base du volontariat...* », résumait à la fin du conflit la CGT, pour laquelle, « *après quatre semaines de grève et d'après négo-*

*cations, la principale revendication d'augmentation de salaire n'a pas été satisfaite* ». Mais l'incendie a été éteint.

Difficile d'espérer une amélioration des conditions de travail d'après Jérémie (son prénom a été modifié à sa demande), qui, plusieurs mois après avoir quitté l'entreprise, se souvient encore d'un quotidien bien différent de chez Carrefour, son précédent employeur. « *Beaucoup de pression, analyse-t-il avec le recul. Des journées débutant à 10 heures et se finissant à 20 heures, avec une pause de seulement quinze minutes... qui pouvait monter à vingt-cinq minutes si on était bien vu par le directeur.* » Antoine, toujours en poste, dénonce aussi ce système de « *vingt minutes de pause seulement pour six heures de travail en continu* », mais « *qui restent vingt minutes, que l'on travaille six ou neuf heures* ».

#### « JOURNÉES DE DIX HEURES »

Sur les sites de recherche d'emploi en ligne, des salariés ne mâchent pas leurs mots : « *Des journées de dix heures avec une petite demi-heure de pause* » ; « *Pas de "tickets resto", pas de CE* » ; « *Travail intense, port de charges lourdes* » ; « *Rarement deux jours de repos dans une semaine* » ; « *Tousjours en sous-effectif, donc bien souvent à quarante-huit heures par semaine.* (...) *Faut tenir physiquement et psychologiquement, les douleurs, le moral...* »

Antoine a lui aussi « *l'impression de travailler en usine* ». Et pourtant, il ne souhaite pas quitter son emploi, tant il aime « *les beaux produits et réaliser des mises en scène dans les rayons* ». Ni demander une mobilité géographique. Quoi qu'il en soit, avec cette jungle de sociétés, il ne le pourrait même pas. Il lui faudrait d'abord « *démisionner. Et redémarrer un nouveau contrat de travail avec un autre magasin* ». ■

CÉCILE PRUDHOMME



# Les Bleus reçus cinq sur cinq « en demies »

Après une séance de tirs au but parfaite, la France a laborieusement battu le Portugal, vendredi, à Hambourg

HAMBOURG (ALLEMAGNE) -  
envoyé spécial

Il est un peu plus de 23 h 30 à Hambourg (Allemagne), la France et le Portugal s'apprêtent à se départager aux tirs au but, après un quart de finale de l'Euro 2024 dans lequel aucune équipe n'a fait céder l'autre (0-0). En bord de terrain, les joueurs français sont réunis autour de leur sélectionneur. Paroles brèves, échanges de regards. L'inconnue des états de forme après cent vingt minutes de jeu, des sensations, du trouillomètre. Il faut désigner cinq tireurs. Qui se sent ?

L'arbitre anglais, Michael Oliver, annonce que la séance se tiendra devant le virage occupé par les supporters portugais : les Français vont tirer en leur faisant face. Ils devront affronter, aussi, le gardien portugais Diogo Costa, épouvantail de l'épreuve : au tour précédent, face à la Slovénie, il a arrêté trois tirs au but consécutifs, une performance sans précédent dans un Euro. Dernier défi pour les Bleus : vaincre leurs propres démons, eux qui restent sur deux séances douloureusement perdues, face à la Suisse en huitièmes de finale de l'Euro 2021, et contre l'Argentine, en finale de la Coupe du monde 2022.

Et puis tout va très vite. Ousmane Dembélé se propose pour tirer le premier et s'avance. A peine a-t-on le temps de comprendre que la séance commence qu'il propulse un ballon assuré, prenant Costa à contre-pied. Suivent quatre autres tirs français, bien placés et dosés, exécutés avec une confiance étonnante par des joueurs inattendus : le milieu Youssouf Fofana, entré pour la prolongation ; le défenseur Jules Koundé et le jeune attaquant Bradley Barcola, 21 ans, qui n'avaient tiré aucun penalty de leur carrière ; enfin, le défenseur Théo Hernandez, dont le tir réussi, combiné à l'échec du Portugais Joao Félix, qualifie la France pour une demi-finale, mardi 9 juillet à Munich, face à l'Espagne.

Cela faisait vingt-six ans, et une certaine frappe de l'Italien Luigi Di Biagio sur la barre transversale, un soir de juillet 1998 au Stade de France, que les Bleus n'avaient pas remporté une séance de tirs au but. Et, avant les échecs de 2021 et 2022, une autre finale de Coupe du monde avait été perdue au bout d'une frappe manquée, en 2006 contre l'Italie. Une série noire pour le football français assortie, depuis 2022, du soupçon d'une incapacité de Di-

#### Les joueurs français

**Théo Hernandez et Mike Maignan célèbrent la victoire face aux Portugais, vendredi 5 juillet, au Volksparkstadion d'Hambourg (Allemagne).**

ANDREEA  
ALEXANDRU/AP



dier Deschamps et de son staff à préparer les joueurs à cet exercice si particulier, qui oblige à retrouver de la lucidité après être allé au bout de ses forces.

Ce sujet a même provoqué un affrontement interne à la Fédération française de football, en début d'année. Le directeur technique national, Hubert Fournier, a proposé la mise en place d'un « plan tirs au but », destiné à faire progresser les équipes de France. Initiative rejetée par Deschamps, pas pressé qu'on vienne mettre son nez dans ses séances.

**« Ceux qui ont tiré ont bien tiré »** Cette querelle de territoires recouvrait une divergence plus profonde. Pour le sélectionneur français, il n'est pas vraiment possible de se préparer aux tirs au but, car on ne peut recréer à l'entraînement la tension d'une fin de match à enjeu. D'autres sélections, dont s'inspirait Fournier, ont à l'inverse mis en place des protocoles d'entraînement et travaillé la capacité des joueurs à résister à la pression.

Mais Didier Deschamps reste un pragmatique. Et de fait, les tirs au but ont été travaillés lors des dernières semaines, côté tireurs (ils l'étaient déjà côté gardiens). Notamment avant le huitième de finale contre la Belgique.

Est-ce ce travail qui a aidé ce groupe de frappeurs peu expérimenté, mais impressionnant de confiance, à surmonter un quart de siècle d'échec français ? *« On ne savait pas que ça remontait à si loin, rigole Dembélé. On avait très confiance avant de les tirer. On s'est entraînés un peu à l'entraînement, la finale perdue de la Coupe du monde [2022] nous a aussi*

**Cela faisait vingt-six ans, et un soir de juillet 1998, que la France n'avait pas gagné une séance de tirs au but**

*servi. »* Autre avantage : même si Diogo Costa avait étudié les tireurs français potentiels, il ne pouvait pas avoir d'information sur ceux qui n'avaient aucun historique dans l'exercice. *« Ceux qui ont tiré ont bien tiré, savoure Deschamps. Comme quoi... C'est un geste technique dans un moment particulier, un rapport de force. Le plus important, c'est la tranquillité, c'est ce que Kylian Mbappé a dit à l'ensemble des joueurs. »*

#### Curiosité statistique

Depuis le banc de touche, s'entend. Car le capitaine des Bleus a été remplacé en cours de prolongation par Barcola, après une nouvelle prestation inquiétante. A la peine physiquement, peu inspiré, maladroit : celui qui était attendu comme l'une des stars de l'Euro le traverse, avec l'embarras d'un masque, en étant globalement inoffensif. *« Il n'est pas au mieux de sa forme, il le sait bien »,* admet désormais le sélectionneur.

Sans son arme numéro un, et avec un Antoine Griezmann encore quelconque, l'animation of-

fensive française reste laborieuse. Certes, les Bleus ont cadré cinq frappes, et Eduardo Camavinga, puis Ousmane Dembélé ont effleuré les montants portugais. Mais les initiatives tranchantes manquent : peu de dribbles, de passes en profondeur, de fluidité, de présence dans la surface adverse. Cela devient même une curiosité statistique, puisque la France est la première nation à n'avoir inscrit elle-même aucun but dans le jeu après cinq rencontres de championnat d'Europe. *« On est en demi-finales sans marquer, c'est historique, s'amuse le milieu Aurélien Tchouaméni. Il va falloir qu'on mette des buts quand même. »*

Comme lors des autres matchs, cette stérilité a été compensée par un engagement défensif de tous les instants, face à une équipe beaucoup plus dangereuse que les précédents adversaires. La menace numéro un ne s'appelait pas Cristiano Ronaldo mais Rafael Leao, l'ailier de l'AC Milan, qui a maintenu la défense française sous pression.

Au tableau d'honneur des sauvetages, on mentionnera Eduardo Camavinga, qui a arrêté en extremis un raid de Leao ; Théo Hernandez, décisif à deux reprises en prolongation ; et l'incrotable gardien Mike Maignan, qui a arrêté une frappe de Bruno Fernandes, puis détourné un tir de Vitorinha avant d'intervenir devant Ronaldo, signant un quatrième *clean sheet* (match sans prendre de but) en cinq rencontres.

Les joueurs vantent cette âme défensive, cette mentalité de soldats, cet art de faire échouer l'adversaire. Mais le spectacle d'un collectif qui, malgré ses limites, repousse de match en match la perspective d'une défaite, peut laisser froids ceux qui attendent, dans un match de football, une émotion venue du jeu, la magie d'un geste ou la grâce d'un mouvement collectif. Eternel débat dans lequel ces Bleus ont choisi leur camp, comme le résume Ousmane Dembélé : *« On joue comme ça, on est en demi-finales. Ceux qui n'aiment pas ça, c'est leur problème. »* ■

ALEXIS DELCAMPRE

## La stratégie gagnante de Didier Deschamps, seul contre tous

Insensible aux critiques, le sélectionneur a rempli son objectif en ralliant le dernier carré du tournoi, où il affrontera l'Espagne, mardi

HAMBOURG (ALLEMAGNE) -  
envoyé spécial

Au bord du terrain, Didier Deschamps peut exulter, congratuler son staff pendant que ses joueurs, joyeux lurons libérés par leur qualification pour les demi-finales acquises contre le Portugal (0-0, 5-3 t.a.b.), gambadent sur la pelouse du Volksparkstadion. Le sélectionneur de l'équipe de France n'a plus les jambes de ses 20 ans, alors il savoure en marchant, un sourire qui va d'une oreille à l'autre. Il enlace Kylian Mbappé qui passe par-là, puis salue les 8 200 supporters tricolores qui ont fait le déplacement à Hambourg.

Ces célébrations sont à la hauteur de l'instant, puisque les Bleus viennent de vaincre la malédiction des tirs au but qui les hante

depuis vingt-six ans, et d'atteindre l'objectif fixé par Philippe Diallo pour cet Euro, que le président de la Fédération française de football (FFF) détaillait au *Monde* fin mai : *« Lorsqu'on regarde les forces en présence, notre effectif, son expérience, celle de Didier et de son staff, on se dit que nous pouvons et nous devons aller au moins en demi-finales. »*

Le contrat est rempli et cette qualification pour le dernier carré repousse aux calendes grecques les discussions sur l'avenir du sélectionneur. Chaque tournoi réserve son lot de contestations à propos de l'intéressé, comme après l'élimination en huitièmes de finale de l'Euro 2021 contre la Suisse lors de laquelle le Basque n'avait pas été épargné.

Au retour de la Coupe du monde 2022 au Qatar, Deschamps avait

pourtant prolongé de quatre ans son contrat à la tête de l'équipe de France, jusqu'au Mondial 2026. Un acte validé par Noël Le Graët, proche du Bayonnais, alors sur le départ de la présidence de la FFF. L'extension du bail d'un technicien déjà présent depuis 2012 avait alors été perçue par certains observateurs comme une prise en otage de l'équipe de France. Les mêmes n'ont pas manqué l'occasion de tancer de nouveau Deschamps depuis le début de l'Euro 2024.

#### Navigation à vue

Après des années d'union, les contrariétés irritent plus vite que lors des débuts et elles sont nombreuses depuis le premier match de ce tournoi remporté contre l'Autriche (1-0). Le jeu pratiqué par les Bleus n'est pas de nature à enthousiasmer les foules et le match

contre le Portugal n'a pas réglé cette question. Pour la première fois depuis soixante ans, l'équipe de France vient d'enchaîner un sixième match sans marquer elle-même le moindre but dans le jeu.

Depuis le début de la compétition, Deschamps navigue à vue sur le plan tactique. Contre le Portugal, il a opté pour un 4-4-2 en losange, nouveau système surprise alors que le 4-3-3 choisi face à la Belgique semblait avoir donné satisfaction. Inévitablement, les interrogations ont ressurgi. *« Je sais que certains d'entre vous ont posé beaucoup de questions à mon président, a indiqué Deschamps après le match contre la Seleçao. Mais je sais qu'il a confiance en moi. Le plus important pour moi, c'est qu'il ne se pose pas de questions sur moi. »*

Pour la quatrième fois sur les cinq dernières grandes compéti-

tions, l'équipe de France est dans le dernier carré et peu importe pour le sélectionneur que certains soient dans le parcours à l'Euro 2024 la réapparition opportune de « la chatte à Dédé » : l'expression peu élégante pour décrire la chance qui accompagne régulièrement le Basque depuis son arrivée sur le banc des Bleus. *« Les critiques ont toujours fait partie de mon quotidien. Aujourd'hui, ça ne m'empêche pas de très bien vivre, sereinement et tranquillement »,* assureait Deschamps à la veille du quart de finale.

Malgré tout, le sélectionneur voit et entend ce qui se dit et s'écrit sur son équipe, et se fait parfois un malin plaisir d'y répondre, comme vendredi soir, lorsqu'il ironisait sur le fait *« qu'[il] ne fait jouer [son] équipe que pour défendre »*. Les Bleus

avancent, seuls contre tous, et les joueurs adhèrent à cette rhétorique. *« Mérité ou pas, l'important c'est de gagner »,* assume Aurélien Tchouaméni.

Critiqué ou non, Deschamps disputera vraisemblablement la Coupe du monde 2026. Mais, avant, il entend bien remporter l'Euro, le seul trophée qui manque à son palmarès de sélectionneur. *« Pour les superstitieux, j'ai attendu mon troisième Euro en tant que joueur pour le remporter, alors est-ce qu'il fallait que j'attende mon troisième comme sélectionneur ? »,* s'interrogeait-il fin juin dans *L'Equipe*. Contre le Portugal, il a fait un pas de plus vers cet objectif ultime. Il en reste désormais deux, à commencer, mardi 9 juillet à Munich, par la demi-finale contre l'Espagne. ■

DENIS MÉNÉTRIÉR



**Le Monde** en vente actuellement

📖 En kiosque

**Le Monde**  
HORS-SÉRIE  
40 CARTES  
POUR COMPRENDRE LE CONFLIT  
ISRAËL  
PALESTINE

Hors-série

**Le Monde**  
L'EAU DANS LA VILLE  
L'EAU, ÉLÉMENT DE LA CIVILISATION MODERNE

Hors-série

**Le Monde**  
L'HISTOIRE DU SPORT  
DE L'ANTIQUITÉ À NOS JOURS

Hors-série

**Le Monde**  
HORS-SÉRIE  
300 QUESTIONS  
DE CULTURE GÉNÉRALE

Hors-série

**Le Monde**  
HORS-SÉRIE  
UNE VIE, UNE ŒUVRE  
Franz Kafka  
L'Inimitable

Hors-série

**Le Monde**  
LES ANNÉES  
cabu  
LE GRAND DUDUCHE

Hors-série

**Le Monde**  
100 GRILLES  
MOTS CROISÉS  
PAR PHILIPPE GONNET - 10 €

Magazine

## Nos services

### Lecteurs

📖 Abonnements  
Sur [abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)  
Par tél. au 03 28 25 71 71  
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

📖 Le Carnet du Monde  
[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)

**Le Monde**  
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes**

**soit par e-mail :**  
**carnet@mpublicite.fr**  
*(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)*

**soit sur le site :**  
**<https://carnet.lemonde.fr>**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

✉ **[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)**  
**<https://carnet.lemonde.fr>**

**AU CARNET DU «MONDE»**

**Décès**

Barthold Bierens de Haan, son mari,  
Fanny Moreau-Choisy, sa fille,  
Juliette Choukri-Moreau, sa petite-fille,  
Arnaud Choisy, son gendre,  
Jacqueline, Anne, François et Danièle,  
ses sœurs, son frère et sa belle-sœur,  
Valérie, Camille, Donatella, Jack et Amélie,  
ses belles-sœurs et son beau-frère,  
Les familles Bierens de Haan, Moreau, Desjours, Joffre et Choisy,  
ont le grand chagrin de faire part du décès de

**Monique BIERENS de HAAN-DESJOURS,**

survenu le mercredi 3 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingts ans, des suites d'une longue maladie supportée avec un grand courage.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 juillet, à 10 h 30, au temple de l'Eglise protestante unie de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris 16<sup>e</sup>.

La crémation aura lieu le samedi 13 juillet, à 11 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 55, rue des Rondeaux, Paris 20<sup>e</sup>.

[fannymoreau.pro@gmail.com](mailto:fannymoreau.pro@gmail.com)  
[bartholdbdh@yahoo.fr](mailto:bartholdbdh@yahoo.fr)

Emmanuel Kasarhérou,  
président du musée du quai Branly-  
Jacques Chirac  
Ainsi que l'ensemble du personnel  
du musée,

ont appris avec une profonde émotion et une grande tristesse la disparition de

**Roger BOULAY,**  
ethnologue,  
commissaire de nombreuses  
expositions présentées au musée

et s'associent au deuil de la famille.

Troyes.

Marie-Claude Daubigny,  
son épouse,  
Cécile et Jérôme, Pierre et Emilie,  
Jean-Baptiste et Sandra, Benjamin et Aurélie,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Paul, Alix, Clémence, Roman,  
Ludmila, Zélie, June, Sixtine, Judikaël,  
Livia, Soren,  
ses petits-enfants,  
Mireille,  
sa filleule,

ont l'immense douleur de faire part de la disparition de

**M. Jean DAUBIGNY,**  
commandeur  
de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'ordre national du Mérite,  
ancien préfet de région,  
ENA 1974, promotion « Guernica »,

survenue le mardi 2 juillet 2024, à l'âge de soixante-seize ans.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 9 juillet, à 11 h 30, en la basilique Saint-Urbain de Troyes.

Ni fleurs ni couronnes.

Pompes funèbres générales,  
45, avenue du Major Général  
Georges-Vanier,  
10000 Troyes.

Françoise,  
son épouse,  
Marc, Nicolas, Alain et Anne,  
ses enfants  
ainsi que leurs conjointes,  
Sophie, Lise, Pauline, Louis, Arthur,  
Edgar, Margaux, Benjamin et Juliette,  
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part  
du décès de

**François  
de GAUDEMONT  
de la MONTFORIERE,**

survenu le 20 juin 2024,  
à Bures-sur-Yvette (Essonne),  
dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Une cérémonie religieuse a eu lieu  
à Arâches-la-Frasse (Haute-Savoie),  
le 28 juin, en l'église Saint-Michel  
et a été suivie de l'inhumation dans  
le cimetière du village.

francoise.degaudemont@gmail.com

Le Centre international de  
recherche sur l'imagerie politique  
(CIRIP)

a la douleur de faire part du décès de  
son président fondateur,

**Alain GESGON,**  
commandeur  
dans l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 1<sup>er</sup> juillet 2024, à l'âge de  
quatre-vingt-quatre ans, à son domicile  
parisien.

La cérémonie d'adieu aura lieu  
le jeudi 11 juillet, au cimetière de  
Gentilly, 5, rue Sainte-Hélène,  
Paris 13<sup>e</sup>, à 14 h 45.

contact@cirip.net

Thomas, Pauline et Nicolas,  
ses enfants et son gendre,  
Alice, Juliette, Aurèle et Salomon,  
ses petits-enfants,  
Thierry et Naty,  
son frère et sa belle-sœur,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**Alain LECOURIEUX,**

survenu le 24 juin 2024.

Ses obsèques auront lieu  
à crématorium du cimetière du Père-  
Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>, le lundi 8 juillet,  
à 10 h 30.

Pauline et Nicolas Tremblay,  
61, rue des Martyrs,  
75009 Paris.

Pierre-Arthur,  
son fils  
et sa compagne,  
Ses neveux,  
Ses belles-sœurs,  
Ses filleules et filleuls,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**M<sup>me</sup> Michèle MOREAU,**  
née GUILLAUME,

épouse de  
**Jean-François MOREAU,**

survenu le 28 juin 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le 8 juillet, à 10 h 30, en  
l'église Notre-Dame-des-Champs,  
Paris 6<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation  
au cimetière du Montparnasse,  
Paris 14<sup>e</sup>, à 12 h 15.

Eric et Isabelle,  
son frère et sa sœur,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**Philippe MORISSEAU,**

survenu le 23 juin 2024,  
à Rochefort (Charente-Maritime).

Paul Netter,  
son fils,  
Dominique Ancelet-Netter,  
sa belle-fille,  
Sarah Netter et Léo Netter,  
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès,  
survenu dans sa centième année, le  
28 juin 2024, de

**Francis NETTER,**  
ancien élève de l'ENS-Ulm,  
physicien au CEA-Saclay.

La cérémonie a eu lieu dans  
l'intimité familiale.

francisnetter1924@gmail.com

Paris.

Anouk, Hadrien et Gabriel Pélissier, ses enfants,

ont la douleur de faire part de la disparition de

**M. Gérard PÉLISSIER,**

survenue le 1<sup>er</sup> juillet 2024,  
à Manneville-la-Pipard (Calvados),  
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Une cérémonie aura lieu le lundi 8 juillet, à 16 h 30, au cimetière du Montparnasse, Paris 14<sup>e</sup>, entrée principale.

Ribaute-les-Tavernes (Gard).

Nous faisons part du décès de

**M<sup>me</sup> Colette RAIBAUD,**  
née LILLE,

survenu le 1<sup>er</sup> juillet 2024,  
à l'âge de cent ans.

Bernard Ismael,  
son époux,

a la douleur et le chagrin de faire part du décès de

**Christian ROY DESCURE,**

survenu le 2 juillet 2024, à Paris, des suites d'un cancer, dans sa soixante-deuxième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 10 juillet, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marguerite, Paris 11<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes. Un don peut être fait au profit de l'Ancre, association pour soutenir l'unité de soins palliatifs du groupe hospitalier Diaconesses Croix-Saint-Simon, Paris 20<sup>e</sup>.

« *C'est la nuit qu'il est beau de croire à la lumière.* »  
Edmond Rostand, *Chantecler*.

32, rue Basfroi,  
75011 Paris.  
bernard.ismael@wanadoo.fr

**Le Monde**

**Abonnement**

**Quotidien**

**+ numéri**

603,20 € (prix de vente au numéro)

**169 €** pour

✓ Le journal et ses suppléments

✓ Tous les contenus numériques



Abonnez-vous en li

**A compléter et à**

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + num**  
pendant 6 mois pour **169 €** au lieu de €

➤ 6 quotidiens + « M le magazine du Mo  
+ tous les contenus numériques sur le s  
+ les archives du Monde depuis 1944  
+ l'application La Matinale + plus de 200

**Je règle par :**

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société

☐ Carte bancaire (paiement sécurisé)  
en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un

**IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ**

☐ Maison individuelle

☐ Immeuble

☐ DigiCode N° \_\_\_\_\_

☐ Bac

☐ Boî

☐ Nor

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67689, AVENUE PIERRE-MENDOT  
métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Les CGV applicables à l'abonnem  
communication de vos données personnelles doivent être faites avec  
données personnelles pour les besoins de votre commande, de la re  
nos promotions et sollicitations par voie postale, cocher cette case  
Conformément à la loi Informatique et Libertés du 06/01/1978 mod  
des traitements, que vous pouvez exercer auprès de la Délégué à  
<https://dpo.lemonde.fr/contact>. Pour plus d'informations, consultez a

**Aniversaire de décès**

## Jérôme FOURQUIN,

12 janvier 1957 - 7 juillet 2020.

Quatre ans déjà, mais toujours ta lumière dans nos cœurs.

Laurence, Ulysse, Mady  
Et tous ceux qui t'aiment.

**Communication diverse**

# S.O.S

## Amitié

**Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !**

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent par téléphone et/ou par internet ceux qui souffrent de solitude, de mal-être et peuvent avoir des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants bénévoles sur toute la France.  
L'écoute peut sauver des vies et enrichir la vôtre !  
Choix des heures d'écoute, formation assurée.

En IdF RDV sur [www.sosamitieidf.asso.fr](http://www.sosamitieidf.asso.fr)

En région RDV sur [www.sos-amitie.com](http://www.sos-amitie.com)

---

Société editrice du « Monde » SA

Président du directoire, directeur de la publication : **Jean-François HENRI**

Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication : **Philippe GARNIER**

Directrice de la rédaction Caroline Monnot

Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Marie-Pierre LAFITE

Directrice éditoriale Sylvie Kaufmann

Directrice déléguée au développement des services : **Christine BARRON**

Redaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel David

Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe de service)

Direction artistique Emmanuel Laparra

Infographie Delphine Papin

Directrice des ressources humaines du groupe Emilie

Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganiot

Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente



# que



# mois

s chez vous

le site et les applications

ne sur : [abo.lemonde.fr/quotidien](http://abo.lemonde.fr/quotidien)

---

## BULLETIN D'ABONNEMENT

**à envoyer à :** Le Monde - Service Abonnements - AT100 - 10 rue de Valenciennes - 75013 Paris

**Le Monde**

(prix de vente au numéro).

et les applications

grilles de jeux en ligne.

ditrice du Monde

pel local)

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

@ \_\_\_\_\_

J'accepte de recevoir de vos parters

Tél. : \_\_\_\_\_

**RECEVEZ VOUS PAR PORTEUR**

Vigik : ☐ oui ☒ non

lres lettres :

tative ☐ Collective

☐ Dépôt chez l'abonné

☐ Bat. N° \_\_\_\_\_

☐ Escalier N° \_\_\_\_\_

RANCE - 75017 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 000 €

d'accord de votre représentant légal. En retournant ce formulaire, vous acceptez que vos données soient traitées pour des fins marketing et commerciales.

nous ne souhaiter pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires tiers.

at au RGPD du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données du Monde en écrivant à l'adresse suivante : 6785, avenue de la République - 75013 Paris.

Politique de confidentialité sur le site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ou sur le site de La Caisse d'Allocations Familiales : [www.caf.fr](http://www.caf.fr).

[illegible]

# Le Monde

Abonnement

## Quotidien + numérique

603,20 € (prix de vente  
au numéro)

# 169 €

pour 6 mois

- ✓ Le journal et ses suppléments livrés chez vous
- ✓ Tous les contenus numériques sur le site et les applications

Abonnez-vous en ligne sur : [abo.lemonde.fr/quotidien6M](https://abo.lemonde.fr/quotidien6M)

## BULLETIN D'ABONNEMENT

231EMQAD6M

**A compléter et à renvoyer à :** Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du Monde pendant 6 mois pour **169 €** au lieu de 603,20 € (prix de vente au numéro).

- 6 quotidiens + « M le magazine du Monde »
- + tous les contenus numériques sur le site et les applications
- + les archives du Monde depuis 1944
- + l'application La Matinale + plus de 2000 grilles de jeux en ligne.

### Je règle par :

- ☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde
- ☐ Carte bancaire (paiement sécurisé) en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local)

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

@ \_\_\_\_\_

J'accepte de recevoir des offres du Monde ou de ses partenaires ☐ OUI ☐ NON ☐ OUI ☐ NON

Tél. : \_\_\_\_\_

### IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR

Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse

<input type="checkbox"/> Maison individuelle	<input type="checkbox"/> Badge Vigik : <input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non	<input type="checkbox"/> Dépôt chez le gardien/accueil	<input type="checkbox"/> Dépôt spécifique le week-end
<input type="checkbox"/> Immeuble	<input type="checkbox"/> Boîte aux lettres :	<input type="checkbox"/> Bât. N° _____	
<input type="checkbox"/> Digidoc N° _____	<input type="checkbox"/> Nominative <input type="checkbox"/> Collective	<input type="checkbox"/> Escalier N° _____	

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67/69, AVENUE PIERRE-MENDES-FRANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70 €. Offre réservée aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Les CGV applicables à l'abonnement souscrit sont consultables et téléchargeables au lien suivant : <https://moncompte.lemonde.fr/cgv>. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la communication de vos données personnelles doivent être faites avec l'accord de votre représentant légal. En retournant ce formulaire, vous acceptez que la Société Editrice du Monde, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et, en fonction de vos choix, d'actions marketing pour ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations par voie postale, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements, que vous pouvez exercer auprès de la Déléguée à la protection des données du Monde en écrivant à l'adresse suivante : 67/69, avenue Pierre-Mendes-France - 75707 Paris Cedex 13 ou via le lien suivant : <https://dpo.lemonde.fr/contact>. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de confidentialité sur le site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ou sur le site de la CNIL [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).



**Des soldates polonaises participent, le 4 mars, à Korzeniewo, en Pologne, à l'exercice militaire « Dragon 24 », dans le cadre de l'opération « Steadfast Defender 24 », la plus grande démonstration de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide.** PHOTOS : LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »



C'est un mouvement lent, progressif, mais toujours plus visible. Deux ans après le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, le renforcement militaire du flanc est désormais une réalité de plus en plus tangible, des latitudes arctiques de la Finlande aux rives de la mer Noire, en Bulgarie.

Les grandes heures de la guerre froide, où plusieurs centaines de milliers de soldats, notamment américains, étaient massés aux frontières orientales de l'Europe, face aux forces soviétiques, sont encore loin. Plus de 350 000 soldats américains étaient déployés en Europe à cette époque, contre 100 000 aujourd'hui. Mais les renforts de troupes, les constructions de bases militaires et de terrains d'entraînement, ou encore le prépositionnement de systèmes de défense antiaériens donnent déjà lieu à un va-et-vient quotidien le long des 2 500 kilomètres de frontières entre l'Alliance atlantique et la Russie.

Ce renforcement militaire du flanc est de l'OTAN ne date pas d'hier. Il a débuté en 2014, après l'annexion de la Crimée par la Russie. Mais l'accélération du processus a été actée lors du sommet annuel de l'OTAN, à Madrid, en juin 2022, et devrait connaître une nouvelle impulsion avec celui prévu à Washington, du 9 au 11 juillet. Alors que l'Alliance célébrera ses 75 ans, une nouvelle organisation du haut commandement militaire devrait notamment être finalisée, afin de coordonner l'ensemble des forces.

La conviction que la Russie tentera, à terme, de pousser son expansionnisme à l'ouest de l'Ukraine est désormais partagée au sein de l'OTAN. « Pour l'instant, il n'y a pas vraiment de face-à-face avec les Russes. Presque toutes leurs forces terrestres sont mobilisées en Ukraine », explique Joris Van Bladel, spécialiste des affaires militaires russes et associé senior à l'Institut Egmont, l'Institut royal des relations internationales, en Belgique. « Mais dès que Moscou en aura les moyens, probablement d'ici deux à cinq ans, le temps que son industrie de défense se réorganise, il poussera l'offensive. Ce à quoi l'on assiste actuellement, sur le flanc est, c'est en réalité une course contre la montre », ajoute M. Van Bladel.

#### COURSE AU RÉARMEMENT

« Une nouvelle ère a commencé : l'ère de l'avant-guerre. Je n'exagère pas », avait confié, en mars, lors d'une interview, le premier ministre polonais, Donald Tusk. Dans cette course au réarmement, la Pologne est le pays où le processus est le plus significatif. En plus d'un réinvestissement massif dans son outil de défense – 4,1 % de son PIB en 2024, soit un quadruplement des dépenses depuis 2014 –, Varsovie a autorisé le déploiement de troupes de l'OTAN sur pas moins de huit sites sur son territoire. De 2 800 militaires alliés mobilisables par l'OTAN en mars 2018, le pays est passé à un total de 12 000 aujourd'hui, dont une bonne part d'Américains.

Un village comme celui de Bemowo Piskie, dans le nord-est de la Pologne, situé à 100 kilomètres de la Russie et à 250 kilomètres du corridor de Suwalki – cette étroite bande de terre qui sépare l'enclave russe de Kaliningrad de la Biélorussie –, compte désormais plus de 1 000 soldats pour 1 100 habitants, selon un reportage du site d'information *Wirtualna Polska*, publié le 19 juin. Des soldats américains, britanniques, croates ou encore roumains y sont déployés, avec tous les équipements lourds possibles : chars, obusiers ou encore systèmes antiaériens.

En Pologne, à la présence des forces sous commandement de l'OTAN s'ajoutent les militaires américains, répartis sur une dizaine de sites. Ils sont aujourd'hui autour de 10 000, contre 4 500 juste avant le début de la guerre, en 2022, selon l'agence de presse polonaise PAP. Depuis l'été 2022, les Etats-Unis

ont, de fait, établi une première garnison permanente à Poznan, dans le centre-ouest de la Pologne, où est désormais installé le commandement du 5<sup>e</sup> corps de l'US Army, qui a la responsabilité de toutes les forces américaines en Europe. A 30 kilomètres des rives de la Baltique, à Redzikowo, les Américains pilotent aussi un des sites-clés du bouclier antimissile de l'OTAN, opérationnel depuis fin 2023. Depuis le mois de mai, les forces spéciales américaines ont, en outre, ouvert une base à Cracovie, avec environ 200 personnels.

La remilitarisation du flanc est constituée également une préoccupation majeure chez les nouveaux membres de l'OTAN que sont la Suède et la Finlande. Mais, à l'inverse de la Pologne, il n'y a pas, pour l'heure, de base de l'Alliance atlantique dans ces deux pays, bien que la Finlande partage 1 300 kilomètres de frontière avec la Russie. Les Finlandais demeurent divisés sur la création éventuelle d'un « bataillon OTAN » (*battle group*, selon la nomenclature otanienne) permanent, comme c'est le cas depuis 2022 dans les huit autres pays du flanc est (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie).

Stockholm et Helsinki bénéficient toutefois, depuis deux ans, d'une multiplication des patrouilles maritimes, notamment de la part de bâtiments français, ainsi que d'un très net renforcement des exercices militaires d'ampleur autour de leur territoire : près d'une vingtaine depuis février 2022, ce qui a rendu la présence de forces otaniennes presque constante. « Nous avons proposé un modèle [de base militaire] sur mesure pour la Finlande, qui permettrait d'augmenter la présence de l'OTAN en fonction de la situation », s'est prudemment avancé, le 14 juin, le ministre de la défense, Antti Häkkinen.

Dans les pays baltes, où le niveau d'inquiétude face à la Russie est l'un des plus élevés d'Europe, la militarisation passe beaucoup, depuis deux ans, par l'agrandissement de terrains d'entraînement et le renforcement des bases existantes, avec, en sus, l'envoi de nouveaux matériels. Même si des renforts de quelques centaines d'hommes ont pu être observés ici ou là, le déploiement des principaux contingents alliés remonte surtout à 2014. L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie avaient alors été les premiers Etats à bénéficier de l'installation sur leur sol de bataillons permanents de l'OTAN, composés de 1 000 à 2 000 militaires en rotation.

En Estonie, par exemple, où 1 500 soldats alliés – dont plusieurs centaines de Français – sont déployés, une quatrième série de baraquements est en construction sur la base de Tapa, à l'est de la capitale, Tallinn. De même,

**« DÈS QUE MOSCOU EN AURA LES MOYENS, POSSIBLEMENT D'ICI DEUX À CINQ ANS (...), IL POUSSERA L'OFFENSIVE »**

JORIS VAN BLADEL  
de l'Institut Egmont,  
en Belgique

# OTAN A l'Est, de nouveau

L'invasion de l'Ukraine, en février 2022, a accéléré la remilitarisation du flanc oriental de l'OTAN. Renforts de troupes, déploiement d'équipements lourds... L'Alliance atlantique, qui célèbre à Washington ses 75 ans, du 9 au 11 juillet, se prépare à une possible attaque russe

la piste de la seule base aérienne militaire du pays, située à Amari, au sud-ouest de Tallinn, d'où partent les avions de chasse effectuant la surveillance de l'espace aérien de cette zone de l'OTAN, est en train d'être rénovée pour accueillir des F-35, envoyés par les Pays-Bas. Enfin, dans l'extrême sud-est du pays, un vaste camp d'entraînement autrefois utilisé par l'armée de l'air soviétique, baptisé Nursipalu, va voir sa surface tripler dans les prochains mois, pour atteindre 9 000 hectares. Ce camp est situé non loin de Taara, une base réinvestie il y a un an par quelques centaines de soldats américains issus de la 101<sup>e</sup> division aéroportée dont c'est le premier retour en Europe depuis la bataille de Normandie, en juin 1944.

#### 5 000 SOLDATS ALLEMANDS EN LITUANIE

En Lituanie, c'est l'arrivée programmée d'une brigade de 5 000 soldats allemands, d'ici à 2027, qui entraîne d'importants travaux. Le site retenu pour ces militaires est, une fois encore, une ancienne base soviétique. Baptisée Rudninkai, cette emprise doit, à terme, occuper une surface de près de 25 000 hectares au sud de Vilnius, près de la frontière biélorusse. Mais tout reste à construire et le coût risque d'être élevé. La Lituanie va se charger des travaux, évalués à environ 800 millions d'euros, tandis que l'Allemagne paiera l'entretien et les équipements

militaires, dont l'enveloppe totale pourrait atteindre entre 6 et 9 milliards d'euros, selon les autorités allemandes.

La Lettonie, de son côté, est le premier pays d'Europe à avoir réintroduit le service militaire pour les jeunes de 18 à 27 ans depuis la guerre en Ukraine. Une première promotion de conscrits a terminé ses classes en mai.

Que ce soit au sein des pays baltes, de la Finlande ou de la Pologne, le renforcement des frontières avec la Russie et la Biélorussie constitue une grande préoccupation depuis plusieurs mois. Une frontière de plus en plus instrumentalisée par Moscou, qui, selon les autorités de ces Etats, réoriente certains flux migratoires vers leur territoire. Tous ces pays ont ainsi des projets de barrières antimigrants. Tous redoutent, par ailleurs, à plus ou moins long terme, une offensive militaire terrestre russe. En janvier, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont ainsi fait savoir qu'elles souhaitaient bâtir, dès 2025, une « ligne de défense baltique » avec la construction de nombreux bunkers – 600 rien qu'en Estonie – le long de leur frontière avec la Russie. Depuis septembre 2023, près d'une vingtaine de sites de stockage de matériel antifranchissement, destiné à entraver l'éventuelle avancée de forces russes, ont aussi commencé à être installés en Lettonie. Projet qui sera suivi, dans ce pays, de la construction de quelque 3 000 abris antiaériens à partir de 2025.





**Ci-contre : des soldats français du génie du 7<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins participent à l'exercice militaire « Nordic Response 24 », dans le cadre général de « Steadfast Defender 24 ». A Masi, en Norvège, le 6 mars.**

**Ci-dessous : un soldat français manœuvre un EFA (engin de franchissement de l'avant) dans le cadre de l'exercice « Dragon 24 », qui vise notamment à faire traverser la Vistule, le plus grand fleuve polonais, par des blindés. A Korzeniewo, le 4 mars.**

Un certain nombre de pays du flanc est sont toutefois très en retrait par rapport à ce processus de remilitarisation. Parmi eux, la Hongrie et la Slovaquie, qui ont à leur tête des dirigeants affichant régulièrement des positions prorusses. La Hongrie, où Viktor Orban est au pouvoir depuis 2010, a accepté, au lendemain du début de la guerre en Ukraine, d'accueillir un bataillon de troupes de l'OTAN. Composé de troupes croates, italiennes, turques et américaines, il est toutefois, et de loin, le plus modeste de l'Alliance, avec 900 soldats déployés.

En Slovaquie, la position de l'exécutif est aussi très ambivalente. Depuis l'automne 2023, Robert Fico, le chef du gouvernement, a mis fin avec fracas aux cessions d'armes à l'Ukraine, mais plusieurs joint-ventures entre les industries de l'armement slovaques et ukrainiennes ont été créés.

De son côté, la Bulgarie, bien que plus modérée dans ses positions de politique étrangère, est l'un des pays de l'Alliance qui investit le moins dans la modernisation de son appareil de défense. Sofia cherche à limiter la confrontation avec la Russie.

#### LA FRANCE MOBILISÉE

Tous ces renforts de troupes et d'installations militaires sur le flanc est percutent les derniers traités, qui permettaient un semblant de maîtrise des armements en Europe. A commencer par l'Acte fondateur, signé par l'OTAN et la Russie, en 1997. A la sortie de la guerre froide, ce texte avait été conçu comme un premier geste de coopération entre les deux blocs. Il visait à empêcher, notamment, le renforcement de troupes « permanentes » en Europe, en limitant tout déploiement militaire au-dessus de la brigade – soit environ 3 000 à 5 000 hommes. Un engagement respecté jusqu'à l'annexion de la Crimée, en 2014.

Depuis, les Occidentaux s'en détachent progressivement. « Il a fallu deux ans pour faire émerger une réponse militaire qui soit acceptée par les alliés comme conforme à l'esprit de l'Acte fondateur », rappelle Elie Tenenbaum, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et auteur d'une note sur la défense du flanc est de l'Europe, publiée début juin. Tout a volé en éclats avec l'offensive russe lancée sur l'Ukraine en février 2022. « Aujourd'hui, il n'y a plus personne qui s'accroche trop fort à ce traité, même si la France fait partie des pays qui n'ont pas acté, officiellement, le fait qu'il était caduc », relève M. Tenenbaum.

Après avoir longtemps hésité à s'engager à l'Est, notamment à cause de l'ampleur de ses effectifs mobilisés au Sahel jusqu'en novembre 2022 dans le cadre de l'opération

« Barkhane » (environ 5 000 soldats), la France fait finalement partie des pays les plus mobilisés le long de la frontière avec la Russie. Présente en Estonie depuis 2017, avec environ 300 soldats dans le cadre d'une mission baptisée « Lynx », elle est aussi désormais particulièrement investie en Roumanie, avec une mission dénommée « Aigle », où la militarisation est la plus forte et la plus rapide depuis 2022. Le bataillon OTAN piloté par la France compte ainsi 1 500 soldats – dont 400 Belges et Luxembourgeois – auxquels devrait s'ajouter un détachement de 250 militaires espagnols à l'automne.

L'ensemble de ces militaires sont aujourd'hui regroupés à Cincu, au cœur des Carpates roumaines. Toutefois, deux ans après leur premier déploiement, ils vivent encore dans un gigantesque chantier, en constante évolution. Ici, chars et blindés partagent le terrain avec les pelleuses et les camions, à pied d'œuvre pour réaliser les aménagements indispensables. Début juin, plusieurs zones étaient encore tout juste terrassées, dans l'attente de la construction de bases de vie, de hangars, de zones de stockage, ou encore d'ateliers de réparation, avec l'objectif d'accueillir jusqu'à 2 000 soldats d'ici à la fin de l'année.

En Roumanie, la France a obtenu le statut de « nation cadre », c'est-à-dire un rôle de coordination des opérations pour l'ensemble des alliés, confié par l'OTAN aux principales armées du continent. Les Britanniques ont ce rôle en Estonie, les Allemands en Lituanie, les Américains en Pologne. Une responsabilité importante pour Paris, alors que la Roumanie partage avec la Moldavie une frontière très exposée aux secousses du conflit en Ukraine. Vue de Bucarest, la Moldavie (qui n'est pas membre de l'OTAN) fait d'ailleurs figure de dernier rempart face à l'expansionnisme de la Russie, alors qu'un nombre indéterminé de soldats russes est installé en Transnistrie, une enclave séparatiste frontalière de l'Ukraine. « Moscou continue de faire pression sur la République de Moldavie, (...) y compris par un chantage énergétique et un travail de désinformation », déplorait, en octobre 2023, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg.

Or, l'armée roumaine souffre aujourd'hui de plusieurs décennies de sous-investissements : impossible pour elle de faire face à la menace sans le soutien de puissants alliés. « L'armée de l'air, qui compte une seule flotte de 17 avions F-16 achetés au Portugal [en 2016], pas tous opérationnels, n'est pas en mesure d'assurer la sécurité du ciel », souligne un observateur. L'armée de terre et la marine ne sont guère mieux loties : la première est dotée de chars TR-85 vieillissants, tandis que

**LES ÉTATS BALTES ONT FAIT SAVOIR QU'ILS SOUHAITENT BÂTIR, DÈS 2025, UNE « LIGNE DE DÉFENSE BALTIQUE » AVEC LA CONSTRUCTION DE NOMBREUX BUNKERS – 600 RIEN QU'EN ESTONIE**

la seconde ne compte que trois frégates, créées dans le port de Constanta. Des investissements importants ont toutefois été relancés à partir de 2018, afin de doter les forces de plus de 200 blindés de dernière génération.

En parallèle de la montée en puissance de l'OTAN, les Américains ont, eux, renforcé leur présence militaire sur les rives de la mer Noire. « Ils ont leurs terrains, leurs moyens, leurs hommes et leurs plans », souligne un militaire français. Sur cette immense base de 3 000 hectares, dénommée Mihail Kogalniceanu (MK), l'armée américaine développe, depuis 2022, l'équivalent de l'emprise dont elle dispose en Allemagne, à Ramstein. Cette dernière est aujourd'hui la gare de triage pour tous les équipements envoyés en Ukraine et la plus grande base des Etats-Unis en Europe, soit plus de 10 000 personnels. MK est destinée à abriter, dans les prochains mois, un escadron de F-16 acquis par la Roumanie auprès de la Norvège, ainsi que des drones de combat.

#### « UNE TÂCHE MONUMENTALE »

Plus largement, en réponse à la pression russe, les Américains multiplient les accords bilatéraux de coopération et de défense avec des pays du flanc est. En 2023, l'Estonie, la Suède, la Finlande et le Danemark ont tous signé des accords qui doivent permettre aux Etats-Unis d'accéder à un vaste réseau de bases militaires dans ces pays. L'armée américaine pourra notamment y stocker des équipements, des armes et des munitions.

« Toute décision de l'OTAN peut prendre beaucoup de temps et il n'y a finalement aucune garantie que l'article 5 fonctionne. Avec cet accord, nous devrions être en mesure d'obtenir rapidement des renforts des Etats-Unis dans notre région », justifie Joakim Paasikivi, expert auprès de l'Université suédoise de la défense, en référence à l'article du traité de l'OTAN, qui définit la solidarité entre alliés en cas d'attaque contre l'un d'entre eux. « Les Américains construisent une force de déploiement rapide, pour se laisser la possibilité d'intervenir seuls », précise Elie Tenenbaum, de l'IFRI, en rappelant que le commandant des forces des Etats-Unis en Europe (United States European Command ou Eucom, en anglais) est aussi le commandant des forces de l'OTAN en Europe (Saceur).

Toute cette remilitarisation du flanc est demeure toutefois un casse-tête pour les alliés. Les armées se heurtent à de nombreuses limites techniques ou administratives. « Il n'y a pas d'espace Schengen pour les militaires, s'exaspère un gradé français. Pour chaque train qui part, il faut des dizaines d'autorisations et, à chaque frontière, fournir des mètres cubes de documentation pour que le matériel puisse passer. » Idem pour l'acheminement des soldats, qui ne sont pas déployés officiellement dans le cadre d'une opération extérieure et doivent se plier à de nombreuses formalités.

La plupart des ponts roumains, par exemple, ne peuvent supporter le passage des porte-chars français. En Allemagne, à l'automne 2022, ces mêmes porte-chars se sont vu refuser l'accès aux autoroutes, en raison de limites administratives de tonnage, contraignant l'armée à les acheminer par train. Récemment, les Français se sont aussi heurtés au manque de disponibilité des avions-cargos militaires, envoyés d'urgence en Nouvelle-Calédonie. L'expédition du matériel par voie maritime n'offre guère plus de garanties, les ports grecs voisins étant déjà très utilisés par les alliés.

« Le redéploiement sur le flanc oriental de l'OTAN est une tâche monumentale », confiait récemment au Monde un ancien diplomate américain de l'Alliance. En janvier, la Commission européenne a ainsi fini par débloquer une enveloppe de 807 millions d'euros pour financer une quarantaine de projets de « mobilité militaire », notamment la rénova-

tion d'installations ferroviaires. De même, fin janvier, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Pologne ont signé un accord pour créer un « corridor militaire » et faciliter les déplacements de troupes et de matériel à partir des ports en eau profonde de la mer du Nord jusqu'aux frontières orientales de l'Europe. Le sujet devrait faire l'objet de nouvelles discussions au sommet de l'OTAN à Washington.

Pour contourner cet écueil, certains pays alliés ont entrepris de prépositionner des véhicules et des stocks plus à l'ouest, en Europe centrale. En France, cette piste est actuellement explorée par le nouvel état-major des armées chargé des opérations en Europe, basé à Lille. Comme d'autres gouvernements occidentaux, Paris fait le choix de limiter le nombre de soldats déployés à l'est, mais s'est engagé auprès de l'OTAN à y envoyer jusqu'à 4 000 soldats, dans des délais très courts, si les circonstances l'exigeaient.

Pour atteindre ce niveau « brigade », la France envisage notamment de s'appuyer sur un avant-poste logistique roumain situé à Lugoj, à trois heures et demie de route à l'ouest de Cincu, près des axes routiers hongrois. Même chose à Caslav, en République tchèque, qui est aujourd'hui un nœud logistique en matière aérienne pour les missions de réassurance du flanc est vers l'Estonie, dont les opérations « Lynx » et « Aigle » font partie. « La France s'est engagée à pouvoir monter en puissance rapidement en cas de besoin, mais ne souhaite pas fixer ses forces sur un seul point », reprend M. Tenenbaum.

Dans ce domaine, les plus avancés sont cependant les Américains. Leur armée de terre dispose déjà de relais logistiques en Allemagne, en Pologne, en Belgique et aux Pays-Bas, tandis que leur marine bénéficie de points d'appui en Norvège. D'autres sites sont en cours de construction ou d'extension en Pologne, avec de nouvelles livraisons de chars, de blindés, de matériels d'artillerie et d'équipements divers pour les soldats. Objectif pour les Etats-Unis : être en mesure de déployer, sans délai si nécessaire, deux brigades complètes sur le sol européen. Pour la seule année 2023, près de 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros) ont été consacrés à cet effort.

Pour garder ses frontières, l'Alliance ne compte toutefois pas uniquement sur cette présence terrestre de plus en plus visible. Elle a aussi complété son dispositif de patrouilles maritimes, avec quatre groupements permanents : deux dans l'Atlantique nord et dans la Baltique, deux en Méditerranée. Chacun est composé de plusieurs frégates et destroyers, issus des différentes marines européennes. L'OTAN a également renforcé ses patrouilles aériennes le long de la frontière avec la Russie. Alors qu'avant la guerre en Ukraine, les alliés ne se précipitaient pas toujours pour assurer leur tour de garde, le roulement est désormais méthodiquement organisé.

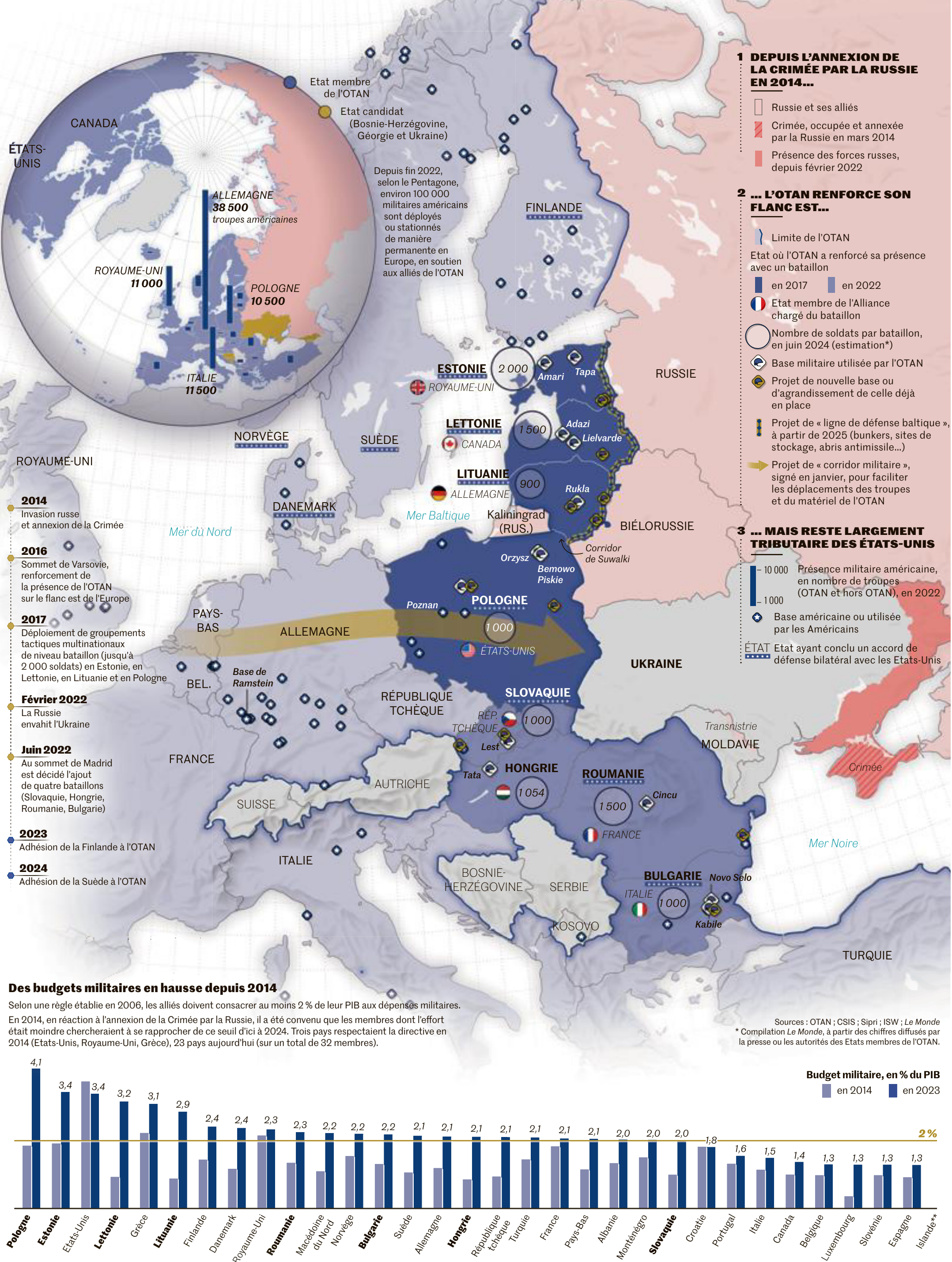
Tous ces renforcements militaires n'empêchent pas la Russie d'intensifier, depuis de longs mois, une forme de guerre hybride envers les Occidentaux, que ce soit par le biais d'incendies ciblés contre des sites commerciaux et des entrepôts utilisés à des fins militaires ou d'opérations de désinformation afin de réveiller la fibre patriote chez la population russophone ou les opinions russophiles au sein de l'Europe. « Ces opérations sont plutôt le signe d'une faiblesse dans le champ conventionnel, une façon pour Moscou d'occuper le terrain pendant que ses efforts sont concentrés sur l'Ukraine, reprend M. Van Bladel. Ce n'est pas encore une guerre de destruction, mais c'est très clairement une phase de préparation de celle-ci. » ■

**HÉLÈNE BIENVENU (À VARSOVIE), ANNE-FRANÇOISE HIVERT (À MALMÖ, EN SUÈDE), CHLOÉ HOORMAN, PHILIPPE JACQUÉ (À BRUXELLES) ET ÉLISE VINCENT**

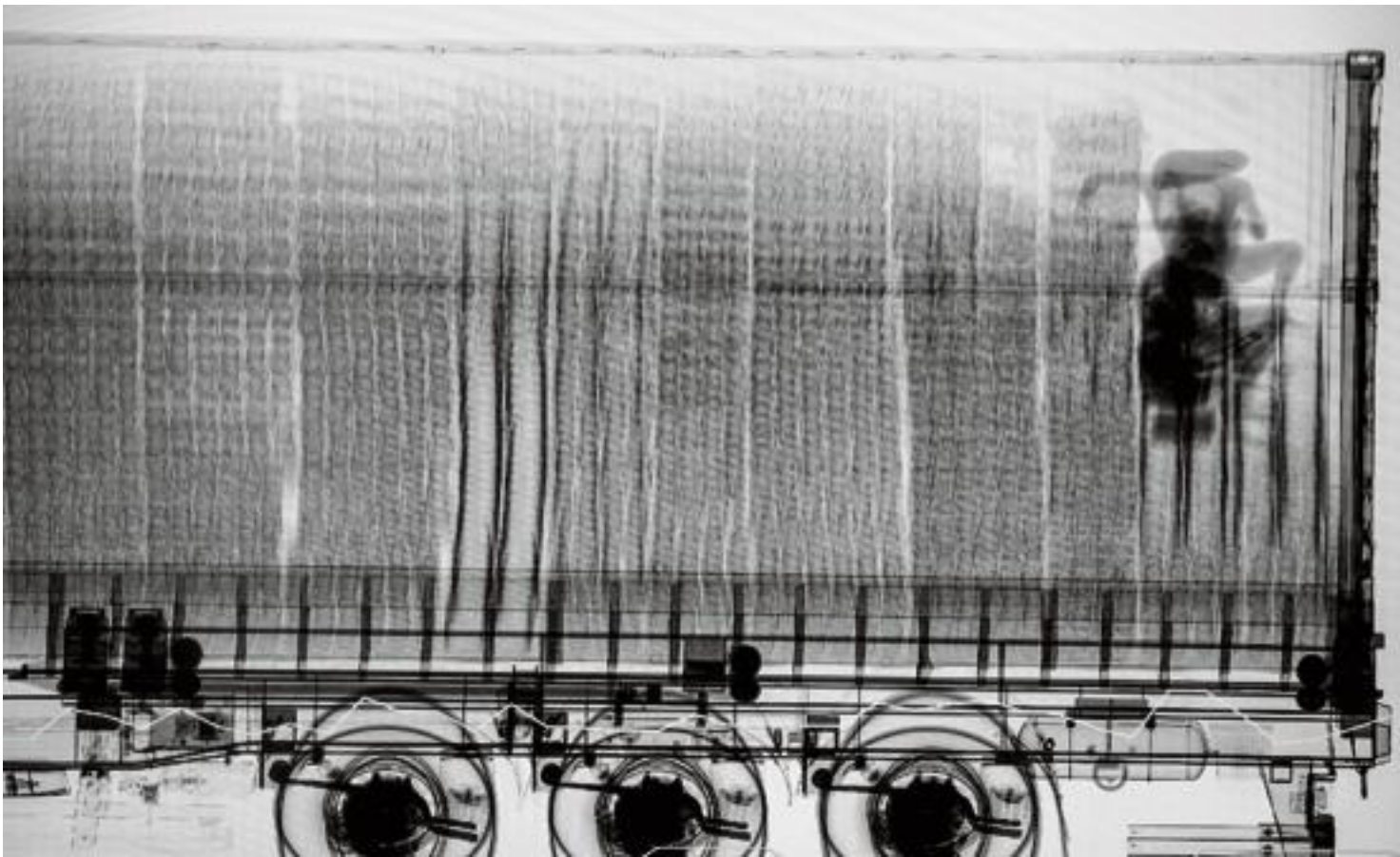


# Un bouclier oriental à l'accent américain

Au-delà de leur apport majeur à l'OTAN, les Etats-Unis tissent leur propre réseau en Europe centrale







Dans le cadre d'une enquête du « Monde » sur la hausse du trafic de cocaïne au Havre (février 2022), le photographe Olivier Laban-Mattei a réalisé une série de clichés sur les douanes du port, et photographié les écrans d'un scanner permettant de voir l'intérieur des camions en transit. Sur cette photo apparaissent les silhouettes de personnes cachées parmi les marchandises et suspectées d'être des passeurs de drogue.  
OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP  
POUR « LE MONDE »

**Olivier Laban-Mattei**, né en 1977 à Paris, est photojournaliste depuis 1999 et membre de l'agence MYOP. Après une décennie passée à couvrir l'actualité pour l'AFP, il s'engage depuis 2010 dans des projets au long cours, qui interrogent les causes (guerres, avidité, changement climatique, etc.) de la déstructuration des sociétés.

## ENTRETIEN

BRUXELLES - correspondant

Alexis Goosdeel est le directeur de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA), qui vient de se substituer à l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies. Depuis le 2 juillet, les compétences et les moyens de cette institution basée à Lisbonne ont été accrus pour affronter un phénomène de plus en plus massif et complexe. Le responsable belge analyse l'évolution récente des trafics et la vague de violence qu'ils entraînent.

### Quelles sont les dernières tendances du trafic de drogue dans l'Union européenne (UE) ?

Les drogues sont partout et n'ont jamais été aussi disponibles. Les distinctions traditionnelles entre drogues dures ou douces, illicites ou non, d'origine végétale ou synthétique ne suffisent plus pour décrire la variété des produits qui circulent. Il existe désormais, sur le marché, des substances dont personne n'imaginait qu'un humain pourrait les consommer ou en devenir dépendant, or c'est le cas.

### D'où proviennent essentiellement celles qui circulent en Europe ?

La cocaïne provient de Colombie, du Pérou et de Bolivie. L'héroïne d'Afghanistan, via la « route des Balkans », mais aussi, de plus en plus, via la « route du Sud », au départ des côtes iraniennes et pakistanaïses, avec un transit en Afrique de l'Est et australe et dans la péninsule Arabique, les Emirats arabes unis en particulier. L'herbe de cannabis est essentiellement produite en Europe, mais on constate une progression du trafic en provenance d'Amérique du Nord, dont le Canada. Le haschisch vient surtout du Maroc, mais la production intra-européenne semble augmenter. On constate aussi un trafic croissant d'extraits à forte teneur en THC, ainsi que de substances semi-synthétiques en provenance d'Amérique du Nord. Les amphétamines sont essentiellement produites aux Pays-Bas, en Belgique et en Pologne, les méthamphétamines aux Pays-Bas, en Belgique, en République tchèque et en Slovaquie. L'ecstasy vient des Pays-Bas, de Belgique, et un grand laboratoire vient d'être découvert en Espagne. A ce jour, quelque 950 nouveaux produits de synthèse ont été détectés sur le marché européen de la drogue, dont beaucoup sont des cathinones et des cannabinoïdes synthétiques. Ils proviennent principalement de Chine et, plus récemment, d'Inde. Ces dernières années, la production de cathinones synthétiques a également été détectée en Pologne et aux Pays-Bas.

### Les Emirats arabes unis sont un havre pour les trafiquants européens, qui s'y enrichissent. On cite aussi souvent le cas de la Turquie. Que peut faire l'Europe ?

Ce n'est pas qu'une question de pression. Les Etats membres de l'UE entretiennent un réseau complexe d'interactions et d'interdépendances avec ces pays. Et l'affirmation des grands principes doit parfois s'effacer au profit de considérations liées à la géopolitique ou à la géostratégie. La Turquie est, en tout cas, un partenaire important de l'UE et un membre de notre agence. Elle accomplit un travail considérable, qui se reflète notamment dans

l'importance des saisies de drogues à destination de l'Europe. Certaines arrestations ont eu lieu récemment à Dubaï. On pourrait sans doute espérer des progrès plus rapides, mais l'important est de renforcer la coopération et l'échange d'informations, et de développer des actions concrètes. Pas nécessairement de faire de grandes déclarations.

### Partagez-vous le diagnostic de certains responsables sur la naissance de « narco-Etats » en Europe ?

Un narco-Etat est celui qui est incapable d'assumer ses fonctions régaliennes et de faire respecter l'Etat de droit. En Europe, il n'y en a pas, mais les risques sont réels. J'utilise peut-être d'autres termes pour décrire la situation, mais la question de la sécurité est clairement posée. Quand un journaliste et un avocat se font tuer dans la rue aux Pays-Bas, quand un rappeur se fait assassiner en Suède, ou quand des agents pénitentiaires sont abattus à un péage en France pour faciliter l'évasion d'un trafiquant, les menaces pour la démocratie sont évidentes. Et elles font le lit de certains discours politiques que l'on n'entendait plus depuis longtemps, alors que nous avons besoin de tout, sauf de radicaliser cette discussion. Car, si l'on n'y prend garde, on risque de perdre les bénéfices de l'approche basée sur les droits fondamentaux que nous avons développée dans l'UE depuis trente ans.

### Y a-t-il une réelle prise de conscience de l'ampleur du problème par les politiques ?

Il y a une accélération de la prise de conscience, mais l'enjeu est désormais d'établir un diagnostic global et de proposer des mesures structurelles. L'essentiel des compétences en matière de drogue relève des Etats membres. C'est donc ensemble qu'ils ont progressivement construit une politique commune depuis 1990, avec l'appui et la coordination de la Commission européenne. Etant donné l'évolution rapide de la situation, celle-ci a publié en 2023 des actions complémentaires à son plan d'action 2021-2025. De nouvelles coopérations ont, par exemple, vu le jour entre les grands ports européens, et entre

# Alexis Goosdeel « Les risques d'avoir un narco-Etat en Europe sont réels »

Le directeur de la nouvelle Agence de l'Union européenne sur les drogues s'inquiète des défis inédits posés par les narcotrafiquants aux autorités. Cet ancien psychanalyste estime plus efficace d'aider les usagers de substances illicites que de les punir

ceux-ci et certains ports latino-américains. Une alliance européenne public-privé a été lancée au début de l'année. Une conférence sur la violence liée au trafic de drogue se tiendra en novembre, à Bruxelles, et des accords de coopération sont, ou seront bientôt, signés avec des pays d'Amérique latine.

### La mise au jour des réseaux cryptés EncroChat et Sky ECC a illustré, outre la violence des gangs, la manière dont ils ont corrompu des acteurs des services de sécurité, des douanes, du milieu des avocats, etc. Les Etats sont-ils dépassés ?

Ils ne sont sans doute pas encore suffisamment outillés pour combattre la corruption et le blanchiment, d'autant que ceux-ci ne sont pas uniquement liés au trafic de drogue, mais inhérents à un système financier international qui favorise la recherche du gain à tout prix et qui promeut l'évasion fiscale. Un développement tout récent est la création de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux, qui a été décidée sous la présidence belge de l'Union [qui a pris fin le 30 juin]. En réalité, les trafiquants de drogue exploitent depuis une dizaine d'années tous les mécanismes, les outils et les rouages du capitalisme le plus effréné et font souvent preuve d'une souplesse ainsi que d'une capacité d'anticipation et d'innovation supérieures à celles d'Etats incapables, pour des raisons budgétaires notamment, de suivre tous les développements technologiques. C'est dans ce cadre que se situe la création, par Europol, d'un nouveau « hub de l'innovation », dans le but d'aider les polices nationales à mieux rivaliser avec le crime organisé.

### Certains estiment que ce crime organisé est aussi, voire plus menaçant que le terrorisme pour nos sociétés. Est-ce exact ?

Les priorités sécuritaires ont, logiquement, été modifiées au cours des dix ou vingt dernières années, et l'on a sans doute négligé involontairement le problème du trafic de stupéfiants, à cause du problème majeur posé par les attentats terroristes. Le marché de la drogue était en pleine mutation, donc beau-

coup moins visible qu'aujourd'hui, tandis que les attentats, bien visibles, exigeaient l'attention de toutes les forces de l'ordre. La leçon la plus intéressante des épisodes EncroChat et Sky ECC est la mise au jour de réalités jusque-là invisibles, comme la découverte de laboratoires clandestins un peu partout, l'ampleur du trafic d'armes, ou l'arrivée de dizaines de tonnes de cocaïne sur le continent.

### Pour réduire l'offre, certains suggèrent une répression accrue, avec des mesures comme la saisie de biens, la suppression d'allocations aux parents de jeunes impliqués dans des activités de deal, etc. Qu'en pensez-vous ?

Notre agence et de nombreux professionnels déconseillent toute mesure aboutissant à augmenter la vulnérabilité de populations déjà fragilisées. Le modèle européen n'est pas celui du Mexique ou des Etats-Unis, où l'on constate les effets dommageables de la « guerre aux usagers ». Le respect des droits fondamentaux doit leur être garanti, sans qu'on les diabolise mais, aussi, sans considérer qu'ils ne font pas partie du problème. Dans la pratique, il s'agit bien d'aider au lieu de punir. Enfin, au niveau local en particulier, il faut intégrer la violence dans notre analyse, et plus uniquement les aspects socio-économiques ou les problèmes liés à l'usage. Notre défi est à la fois de venir en aide aux usagers de drogues aussi bien qu'au reste de la population, en faisant cesser cette violence.

### Quelle est votre position quant à une légalisation de certaines drogues, dont certains affirment qu'elle permettrait d'endiguer la violence ?

Nous évoquons fréquemment la politique intégrée appliquée par le Portugal, qui engrange de très bons résultats. L'un des éléments de celle-ci est la décriminalisation, qui vise à ne plus considérer comme un crime l'usage de quelque substance que ce soit. La loi votée il y a vingt-deux ans visait aussi à définir clairement les modes d'action contre le trafic et des mesures précises en matière de santé publique. Le nombre des décès par overdose et des contaminations, notamment par le VIH, a baissé. Et la police a pu concentrer ses efforts sur la lutte contre les trafiquants et les groupes organisés.

### Est-ce le modèle à suivre ?

Je ne recommande aucun modèle, je constate seulement que, contrairement à ce qui a été dit, la décriminalisation n'a entraîné aucune augmentation de l'usage au Portugal. Elle est d'ailleurs considérée officiellement, depuis 2016, comme absolument compatible avec les conventions de l'ONU par l'International Narcotics Control Board, l'organe international de contrôle des stupéfiants. C'est également le cas pour les salles de consommation supervisée, ainsi que pour les programmes d'analyse des substances dans un but de santé publique, de prévention et de réduction des risques. Ces programmes contribuent à la détection précoce des dangers, à sauver des vies, et ne consistent absolument pas à légaliser l'usage de drogues. Ils ne constituent pas, en revanche, une finalité en soi. Ils s'inscrivent dans un dispositif plus vaste, dont l'objectif à terme est d'aider les gens à s'en sortir, de prévenir l'usage et la dépendance. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
JEAN-PIERRE STROOBANTS



ARCHIVE EMCDDA



# Le « Samson » kamikaze de Claus Guth

A Aix-en-Provence, le metteur en scène propose une inventive création de la tragédie de Rameau et Voltaire

## OPÉRA

AIX-EN-PROVENCE (BOUCHES-DU-RHÔNE) - envoyée spéciale

Le temple de Dagon, dieu des Philistins, est déjà détruit lorsque débute *Samson*, l'opéra perdu de Jean-Philippe Rameau et de Voltaire, dont le metteur en scène Claus Guth et le chef d'orchestre Raphaël Pichon présentaient, jeudi 4 juillet, au Théâtre de l'Archevêché d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) la « libre recreation mondiale ».

Un décor d'Archevêché aixois dont les ruines grandioses – murs éventrés, plafonds défoncés, gravas (ne subsiste que l'escalier d'apparat) – ne tiennent plus que par la sécurisation d'experts en bâtiment coiffés de casques de chantier. Au centre, une vieille femme, seule, survivante véhémement et fragile, qui veut comprendre pourquoi son fils unique, ce nazir élu de Dieu, a provoqué le premier attentat-suicide de l'histoire, générant une tuerie de masse.

Dans l'air, les sons planent et tournoient comme des oiseaux de mauvais augure, infrabasses et tintements légers de bambous éoliens déployés par le sound designer Mathis Nitschke. Le chœur des Spartiates, « *Que tout gémisse* », extrait de la tragédie *Castor et Pollux*, s'y enlève avec un grand naturel. Car la tragédie lyrique et biblique, inspirée du *Livre des Juges* (Ancien Testament), qui, en 1733, accouple Rameau, l'un des plus grands génies lyriques de la musique française, alors auréolé du succès de son premier opéra, *Hippolyte et Aricie*, et son sulfureux librettiste Voltaire, ne verra jamais le jour, expirant en 1734 puis en 1736 sous le double coup d'une censure sorbonnarde entachée de cabale janséniste.

### Effets spéciaux façon Marvel

On loue la qualité de la partition, mais on craint les vers de l'auteur des *Lettres philosophiques*, multi-embastillé, convaincu d'anticléricalisme et d'impiété, contempteur du fanatisme religieux. S'il reste une version édulcorée du livret, remanié par Voltaire afin qu'il puisse figurer dans l'anthologie de ses œuvres publiée au soir de sa vie, la partition de Rameau a été éparpillée façon puzzle dans des ouvrages ultérieurs, principalement *Les Indes galantes* (Les Incas du Pérou), *Les Fêtes d'Hébé*, *Zoroastre*, *Castor et Pollux*, ainsi que, également abreuvés à l'encre voltairienne, *La Princesse de Navarre* et *Le Temple de la gloire*.

La version de 2024 n'a rien d'une restitution muséale ou archéologique. Claus Guth a imaginé un nouveau scénario qui ajoute aux protagonistes le rôle parlé de la mère, celui d'Elon, ami de Samson passé à l'ennemi, un Ange annonciateur et la jeune Timna, symbole des multiples conquêtes d'un héros sexuellement attiré par les femmes de ses ennemis. Parmi elles, Dalila assurera le dénouement tragique, dépouillant le colosse de la force surhumaine dont le secret réside dans sa longue chevelure.

Une partie du livret a été adaptée et réécrite par les soins d'Eddy Geraudel sous le contrôle de la dramaturge Yvonne Gebauer, tandis que Raphaël Pichon constituait une partition non seulement à partir des pièces recyclées, mais aussi d'extraits d'autres opéras de Rameau, au terme d'une patiente auscultation de deux années.

Rythmée par des citations bibliques incrustées au fronton d'une

énorme poutre, l'histoire de l'Hébreu Samson, dont le peuple, en expiation de ses fautes, vit sous le joug des Philistins, se déroule dans l'actuelle Gaza. Grâce soit rendue à Claus Guth de nous avoir épargné les actualisations trop faciles : on n'en attendait pas moins de l'homme qui a envoyé Puccini et sa *Bohème* dans la Lune en 2017 à l'Opéra Bastille, à Paris.

Le public a d'ailleurs adoré les effets spéciaux façon Marvel qui il-

**Une direction d'acteurs puissante, un son et lumière spectaculaire : le récit visuel fonctionne sans temps morts**

lustrent les exploits herculéens du héros, rayons laser balayant scène et public, fulgurances lumineuses saturées zébrant l'espace pour mieux dévoiler de somptueuses scènes picturales épiques et post-traumatiques sur une bande-son d'Apocalypse lestée d'effets percussifs et de déflagrations.

Rien ne nous sera épargné du martyre de Samson captif dans une mare de sang, de ses yeux crevés à son chemin de croix christique avant l'heure, battu, entravé, puis raillé à la table d'une Cène parodique. Non plus que de la scène érotique qui dévoile une Dalila en soutien-gorge et tanga de dentelle noire, rampant fesses quasi nues sous le poids du remords qui la poussera au suicide.

Une direction d'acteurs puissante, efficace (les scènes de liesse ou de carnage dégagent une énergie et une rage magnifiquement réglée par les chorégraphies acrobatiques de Sommer Ulrickson),

un son et lumière aux effets spectaculaires : le récit visuel fonctionne sans rupture ni temps morts. Reste la musique de Rameau, dont les beautés ravissent, affligent, enthousiasment. A la tête de son ensemble Pygmalion (complété de chœurs aguerris, plus remarquables encore dans l'élégie que dans la colère), Raphaël Pichon déploie avec amour (la contrepartie en serait-elle des tempos parfois trop lents ?) les sortilèges d'une orchestration riche, prodigue en sonorités charnelles et en contrastes dramaturgiques.

Sur le plateau, le Samson de Jarrett Ott affiche une vocalité musculeuse, qu'affecte tour à tour fureur et naïveté. Fidèle à elle-même, Lea Desandre dessine à la pointe fine une Timna touchante, gracieuse incarnation de l'amour, dont les lignes souples se teintent alternativement de joie ou de pleurs. On attendait une Dalila vocalement plus extravertie et

charnelle que la séductrice un rien atone incarnée par une Jacquelyn Stucker tout en retenue et reptations.

Des qualificatifs qu'on ne peut appliquer au ténébreux chef des Philistins, Nahuel Di Pierro, empli de ruse et de vengeance. L'Ange de Julie Roset a la clarté duveteuse des messagers du ciel, tandis qu'Andréa Ferréol campe une ambivalente *mater dolorosa*, entre douleur et condamnation. ■

MARIE-AUDE ROUX

*Samson*, de Rameau, mise en scène de Claus Guth. Chœur et Orchestre Pygmalion, sous la direction de Raphaël Pichon. Théâtre de l'Archevêché, Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Jusqu'au 18 juillet. Festival-aix.com Diffusion le 8 juillet à 20 heures sur France Musique, le 12 juillet en direct sur Arte.tv, puis en ligne jusqu'au 12 juillet 2025.

## Lola Arias fait entendre les voix d'anciennes détenues argentines

Avec « Los dias afuera », la metteuse en scène déroule de manière un peu trop méthodique les témoignages de femmes aux vies accidentées

## THÉÂTRE

AVIGNON - envoyée spéciale

Elles sont en liberté depuis 859, 1006 ou 1513 jours (le record) : les chiffres sont égrenés par une rangée de six interprètes, des femmes cisgenres et des personnes transgenres. Quatre portent des robes, deux des costumes, toutes sont en noir et font face au public devant le rideau fermé. Elles chantent en espagnol : « *On ne choisit pas son destin*. » Et puis elles dansent, elles ne sont des pros ni du jeu, ni du chant, ni de la danse. Il y a 859, 1006, 1513 jours, elles étaient encore enfermées dans la prison pour femmes d'Ezeiza, à Buenos Aires, en Argentine, souvent en lien avec le trafic de drogue.

C'est là que les a rencontrées, en 2019, la metteuse en scène argentine Lola Arias, à l'occasion d'ateliers de théâtre et de cinéma qui ont accouché d'un documentaire, *REAS*, lui-même prolongé par ce second volet musico-théâtral présenté au Festival d'Avignon : *Los dias afuera*. Traduit, le titre espagnol signifie « les jours dehors » (en dehors ou à l'extérieur). Yoseli, Paulita, Carla, Estefania, Noelia et Ignacio viennent imposer dans l'enceinte close de l'Opéra Grand Avignon la puissance d'une parole venue du dehors (de la rue, de la contrainte, de l'exclusion ou de la précarité) et qui jure avec l'esthétique soignée, chic et dorée de la salle.

Le rideau finit par s'ouvrir, appo-

sant à l'espace sage de l'institution, celui sauvage de la vie vraie. Celle rude et brutale devant laquelle aucun des protagonistes n'a plié en dépit d'expériences traumatisantes. La rage de s'en sortir et de reprendre pied, la résilience : ces ingrédients sont là et ils impressionnent. De bout en bout, le public, dopé par les pulsations musicales (cumbia et music-hall) autant que par l'explicite message émis depuis la scène (il ne faut jamais rien lâcher) applaudira les performances auxquelles il assiste, avant de se lever d'un bond, à l'issue de la représentation, pour un salut enthousiaste.

Il y avait beaucoup de jeunes à l'Opéra Grand Avignon, et même un bébé de quelques mois, brandi à bout de bras par sa mère. Une toute petite fille dont les yeux

étaient fixés sur un plateau urbain. Un échafaudage métallique avec, à jardin, surgissant des coulisses les décors éphémères convoqués par la pièce (dortoirs pénitentiaires, piscine ou appartement en vrac) et, à cour, une voiture rouge qui héberge des scènes intimistes, filmées et projetées sur les aplats de la structure.

### Mises au ban de la société

Prises de parole et vidéos/textes, chansons et danses : Lola Arias a tricoté d'une maille serrée, méthodique et trop systématique, l'enchaînement des témoignages. Sans doute parce qu'il lui fallait contenir dans une architecture dramaturgique et scénique invariable les désordres dont ces récits sont les passeurs. Pas de place

donc au flottement et à l'imprévu pour dérouler ce tumulte de vies accidentées. On découvre, l'un après l'autre, articulés avec une régularité de métronome, les événements qui ont forgé (et forgent encore) le quotidien des interprètes : la pauvreté, la solitude, les violences subies, le sauve-qui-peut en milieu carcéral, la drogue, les mises au ban de la société, la peur des flics, les rejets permanents, parce que trans ou parce qu'ex-détenu. Parce que, en Argentine, il est dangereux de ne pas être dans la norme.

Mais on prend aussi acte, avec une même évidence, des solidarités, des fraternités, des sororités, de l'amour fou pour les enfants, des désirs de bonheur que rien n'a su altérer, des moyens mis en

œuvre pour s'inventer une plénitude et rêver à un futur souriant. Une interprète montre ses tatouages à la caméra. En gros plan, on peut lire sur sa peau, *REAS*, le titre du documentaire tourné par Lola Arias. C'est dire à quel point, pour cette actrice et ses camarades, l'art n'est pas un vain mot mais une sortie de secours. Cette certitude, on la reçoit cinq sur cinq. Elle permet de passer outre le hiatus soulevé par un spectacle qui, à mesure qu'il libère la parole, l'enferme dans le cadenas d'une esthétique théâtrale plus verrouillée qu'elle n'en a l'air. ■

JOËLLE GAYOT

*Los dias afuera*, création de Lola Arias. Opéra Grand Avignon, jusqu'au 10 juillet.



# Boris Charmatz fait danser le stade à Avignon

Le chorégraphe reprend en plein air sa pièce « Liberté Cathédrale » créée en 2023 dans une église

## SPECTACLE

AVIGNON - envoyée spéciale

Quelle chance de pouvoir présenter un spectacle dans des lieux aux antipodes ! En à peine un an, Boris Charmatz, directeur depuis 2022 du Tanztheater Wuppertal – la compagnie emblématique de Pina Bausch (1940-2009), installée en Allemagne – et artiste-complice de cette 78<sup>e</sup> édition du Festival d'Avignon, a ainsi implanté sa pièce *Liberté Cathédrale* dans trois espaces aussi insolites que fastueux. Lors de sa création en 2023, cette production avec vingt-six danseurs a vu le jour sous les voûtes hautes et brutalistes de l'église Mariendom de Neviges, à Wuppertal. En avril, elle s'est disséminée dans une incroyable reconfiguration spécialement conçue pour elle au Théâtre du Châtelet, à Paris : le plateau, beau comme une patinoire dorée, couvrait tout le parterre, doublant la surface habituelle de la scène pour atteindre 644 mètres carrés. Enfin, vendredi 5 juillet, la voilâ en plein air – une saveur chère à Boris Charmatz –, dans le stade de Bagatelle à Avignon. Il est 21 h 30, le ciel glisse au rose fuchsia tandis que la fraîcheur tombe avec la nuit.

Deux points communs rassemblent ces trois spots magiques qui dévoient sec du circuit de diffusion ordinaire. D'abord, une grandiloquence dans le format et une atmosphère qui charge la pièce en l'auréolant de solennité. Ensuite, et à chaque fois, le public encercle les interprètes et se trouve inclus dans la vision globale de l'œuvre : une immersion à la mode que Charmatz apprécie pour échapper au frontal de la boîte noire du théâtre en pariant sur l'utopie de la communauté danseurs-spectateurs. Ces facteurs, très positifs pour la réception et la couleur du spectacle, notamment au Châtelet, qui a beaucoup fait parler tant le dispositif visuel était somptueux, n'empêchent pas de

La frénésie créatrice fascinante des interprètes flirte avec la démonstration de savoir-faire

se poser quelques questions. Déplacer un spectacle en le changeant de contexte en modifie-t-il en profondeur la substance ? La valeur ajoutée d'un décor, qui opère aussi telle une diversion, suffit-elle à optimiser le contenu ? Ces interrogations planent au-dessus de nos têtes en pénétrant sur le stade de foot. C'est la troisième fois que Charmatz, épris de monumental, choisit de jouer une pièce ici. En 2011, il s'agissait de *Levée des conflits*. Il y a seulement une semaine, *Cercles* entraînait 175 amateurs dans ses ondes énergétiques. Pour *Liberté Cathédrale*, le chorégraphe a limité sa zone de danse dans un coin du terrain circonscrit d'immenses néons blancs. Il n'empêche que le soir même où le résultat du match de l'Euro France-Portugal embrase de joie les rues d'Avignon, l'impact de l'endroit est tout sauf anodin, chaud bouillant de projections et de mythologies contemporaines. Le débat du populaire dans l'art rejoint ici celui du collectif et ses forces antagonistes : ses capacités de ralliement et de séparation, de chaleur et de violence, ses excès souvent lorsque la compétition enflamme la pelouse.

### Fresque massive

Au ras du gazon, *Liberté Cathédrale*, engoncé dans ses références religieuses et spirituelles plutôt opaques au demeurant, se risque à une confrontation moins céleste. Impressionnante au premier abord, par son attaque en trombe, son sens de l'irruption typiques de Charmatz, cette fresque massive, qui a intégré dans sa fibre la dureté du béton de l'église Mariendom, s'adoucit légèrement et ça lui fait du bien. Les courses, les regroupements de danseurs aux accents de « packs » de rugby, les portés s'offrent une aura sportive. Cette tonalité souligne le côté performatif des interprètes, ultra-talentueux, qui dégagent des enchaînements de pas plus inventifs et épatants les uns les autres comme pour en découdre avec eux-mêmes. Sauf que leur frénésie créatrice fascinante semble être l'enjeu principal du propos et flirte avec la démonstration de savoir-faire.

La liturgie de *Liberté Cathédrale* se découpe en cinq actes inégaux, scandés par des passages au noir un peu longs qui laissent le public en plan. Une bande-son variée ramasse l'ensemble. Des vocalises façon « lalala » revisitent le deuxième mouvement de l'opus



Une représentation de « Liberté Cathédrale », de Boris Charmatz, en septembre 2023, en Allemagne. UWE STRATMANN

111 de Beethoven que les danseurs chantent intégralement *a cappella* en se jetant par terre pour gigoter et repartir à fond. Des cloches et de l'orgue, notamment, complètent le programme. Ce parti pris, qui résonne curieusement dans le stade, se révèle intéressant – à condition d'aimer ce registre –, mais chaque tableau insiste trop longuement sur une seule idée. Celui des cloches, par exemple, où les interprètes s'évertuent à réinventer, fort bien par ailleurs, des balancements pendulaires, s'épuise à force de volées dans toutes les directions. Franchement moins convaincante, la séquence « bouche ouverte » en silence évoque-t-elle la sidération ? Quant à celle des « fuck fuck fuck the pain » hurleurs, au milieu des spectateurs, elle déploie une outrance inconfortable.

On reconnaît la signature de Boris Charmatz : voracité chorégraphique, effets de meute, accumulation de mouvements qui se dégorgent les uns les autres comme dans *Levée des conflits* (2010), *10 000 gestes* (2017) ou *La Ruée* (2018)... Le goût du chaos et du fouillis revendiqué par celui qui aime la dépense physique a cependant des limites et ne l'exonère pas de chorégrapier. Eparpillée dans l'espace ou tournant en cercle, la véhémence finit par turbiner dans le vide et être monocorde. Au-delà, le répertoire de *Liberté Cathédrale*, entre constructions humaines et magma explosé au sol, renvoie à un catalogue contemporain repéré où la gesticulation, aussi inspirée soit-elle, tient lieu d'écriture.

L'adresse au public, devenue également une banalité dans nombre de spectacles, rend perplexe. Loin de l'audace piquante et surprenante de celles régulièrement mises en scène par Pina Bausch, elle témoigne ici d'une rudesse déstabilisante. A Wuppertal,

un interprète a fait toucher sa sueur à une femme qui a quitté la salle dans la foulée. Au même registre « tendance », en mode plus calme, l'intégration des spectateurs dans l'action occasionne la formation d'une ronde.

Un danseur lance une phrase d'un beau poème de l'auteur anglais John Donne (1572-1631) : « Nul homme n'est une île, entière en elle-même » à laquelle répond un chœur de voix disant : « Tout homme est un morceau du continent. » Et ainsi de suite. « La mort

L'adresse au public, devenue une banalité dans nombre de spectacles, rend perplexe

de tout homme me diminue, parce que je fais partie du genre humain, et en conséquence n'envoie jamais demander pour qui sonne le glas ; il sonne pour toi. » L'esprit œcuménique de ce dialogue, pas loin du cantique et un brin donneur de leçon, rappelle que *Liberté Cathédrale* est bien né dans une église. ■

ROSITA BOISSEAU

*Liberté Cathédrale*, de Boris Charmatz. Festival d'Avignon, stade de Bagatelle. Jusqu'au 9 juillet.



L'arbre dans la ville  
Parcours artistique,  
événements, expositions...

Pinus pinea en l'an 2252

Yuhsin U Chang, *Un Pinus pinea en l'an 2252*. Esquisse © Yuhsin U Chang et Franck Tomps / LVAN

### CINÉMA

#### La France amende son mode de sélection pour le meilleur film étranger aux Oscars

Le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) a annoncé, vendredi 5 juillet, une modification de sa commission chargée de sélectionner le long-métrage concourant au prix du meilleur film étranger aux Oscars, quelques mois après une polémique liée à son choix pour l'édition 2024. De sept membres, elle passe à onze, « afin de favoriser la collégialité des débats, la diversité des points de vue et le caractère secret du vote », a expliqué l'établissement public de promotion du septième art. Cette com-

mission sera nommée pour deux ans, au lieu d'une année jusque-là. Plutôt que de choisir *Anatomie d'une chute*, de Justine Triet, succès mondial auréolé d'une Palme d'or au Festival de Cannes, la France avait proposé à l'Académie des Oscars *La Passion de Dodin Bouffant*, de Tran Anh Hung. Ce dernier n'avait finalement pas été retenu par l'académie parmi les œuvres nommées à l'Oscar du meilleur film étranger. – (AFP)

### MUSIQUE

**Chrysoline Dupont future directrice de l'Opéra national du Rhin**  
Chrysoline Dupont prendra la suite d'Alain Perroux à la tête de l'Opéra national du

Rhin (ONR) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2026, a déclaré, vendredi 5 juillet, l'institution alsacienne. « Le comité syndical de l'ONR se réjouit d'accueillir Chrysoline Dupont, deuxième femme à accéder à la fonction de directrice générale dans l'histoire de l'Opéra national du Rhin », indique le communiqué. M<sup>me</sup> Dupont, 45 ans, est directrice artistique de l'Opéra-Comique depuis janvier 2022. Elle a auparavant dirigé la programmation de l'Orchestre de chambre de Paris, durant sept ans, où elle s'est notamment engagée sur la question de la parité, avec, par exemple, la création d'académies réservées aux jeunes compositrices. – (AFP)



www.levoyageanantes.fr







Janelle Monae, lors du Festival de Glastonbury, en Angleterre, le 30 juin. OLI SCARFF/AFP

# Janelle Monae : « La musique de Fela parle à mon âme »

La chanteuse américaine sera en concert dimanche 7 juillet à La Seine musicale pour défendre son dernier album, « The Age of Pleasure »

## ENTRETIEN

La chanteuse et actrice américaine Janelle Monae n'avait pas donné de concert en France depuis 2019. Après avoir ouvert pour Coldplay à Lyon les 22, 23 et 25 juin, elle sera à La Seine musicale de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) le 7 juillet pour présenter

son dernier album, *The Age of Pleasure*, une ode à la joie, aux plaisirs sexuels, aux droits et à la liberté des personnes LGBT+ sur une musique qui emprunte aussi bien à l'afrobeat nigérian qu'au dancehall jamaïcain. Engagée dans ses disques, la chanteuse originaire de Kansas City l'est aussi dans le choix de ses rôles au cinéma. Elle a interprété notam-

ment la mathématicienne afro-américaine Mary Jackson dans *Les Figures de l'ombre*, de Theodore Melfi (2016), et la femme d'un dealer qui prend soin d'un garçon homosexuel délaissé par sa mère dans *Moonlight*, de Barry Jenkins (Oscar du meilleur film 2017), et s'apprête à incarner Joséphine Baker à la télévision.

Comment allez-vous retracer l'ambiance de « The Age of Pleasure » sur cette scène ?

Sur ce disque, j'ai travaillé avec le fils de Fela, Seun Kutí, et son groupe, Egypt 80. Ils ont fait beaucoup d'arrangements incroyables de cuivres. J'ai également travaillé avec une formation d'Atlanta, en Géorgie. Je voulais que cet album soit super diasporique, qu'il ait toutes les belles tonalités de l'Afrique à la Jamaïque, en passant par Atlanta, les Caraïbes. Sur scène, j'aurai un groupe complet avec moi et nous allons faire de notre mieux pour nous amuser et recréer les chansons en live.

Dans quelle circonstance avez-vous découvert l'afrobeat ?

Je connaissais la musique de Fela. En fait, Seun Kutí, son fils, est venu jouer au Hollywood Bowl à Los Angeles, et j'étais programmée le même soir, alors nous nous sommes rencontrés sur scène. Avant cela, j'ai beaucoup écouté les albums de son père, *Water No Get Enemy*, *Expensive Shit*... Et beaucoup de choses m'ont parlé. Et puis j'ai entendu dire que lui et James Brown étaient inspirés l'un par l'autre. J'ai adoré la façon dont ces deux artistes se parlaient musicalement. La musique de Fela parle à mon âme depuis de nombreuses lunes.

Sur cet album, vous invitez Grace Jones et une chanson s'intitule « The French 75 ». Avez-vous un lien particulier avec la France ?

Eh bien, Claude Monet, qui était un peintre français, porte mon nom ! Monae est donc un nom très français. Je trouve que votre langue est belle. Et aussi mon héroïne, Joséphine Baker, a démé-

« Claude Monet, qui était un peintre français, porte mon nom ! Monae est donc un nom très français »

nagé en France. Les Français l'ont acceptée à une époque où son propre pays ne l'acceptait pas. Donc je les remercie de lui avoir permis de devenir une légende, de se produire et de vraiment prospérer.

Vous l'incarne dans la série télévisée « De la Résistance ». Quand sera-t-elle diffusée ?

Oui, je suis très honorée d'avoir pu l'incarner. L'une des choses que les gens ne savent pas, c'est qu'elle a travaillé pour la Résistance française. Elle espionnait les nazis lorsqu'ils occupaient la France. Elle a aidé beaucoup de personnes terrorisées par Hitler pendant la seconde guerre mondiale. Nous voulons montrer à quel point elle est une héroïne. Concernant la date de sortie, je ne peux pas vous en dire plus.

Comment avez-vous fait en tant qu'artiste engagée, pour poursuivre vos combats pendant la présidence de Donald Trump ?

J'ai travaillé, j'ai continué de dénoncer les politiques qui cherchent à opprimer les gens que j'aime, ces personnes jugées à la marge et qui me tiennent à cœur. Nous n'avons pas arrêté de nous battre, jusqu'à ce que nous le repoussions hors de la Maison Blanche. Et nous devons continuer à le faire. Il n'est pas ce que devrait être l'Amérique. En tant qu'artiste, je continuerai de créer de la musique sur laquelle les gens pourront continuer de protester, de faire l'amour, et de rester joyeux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE BINET

Janelle Monae, *The Age of Pleasure* (Warner Music).

## SÉLECTION ALBUMS



**Cecil Taylor Unit**  
**Live at Fat Tuesday's**  
Compagnie phonographique suisse, Ezz-thetics reprend le titre d'un album historique de George Russell avec Eric Dolphy et Don Ellis (1961). Programme : enregistrements de concerts et inédits, traités selon les nouveaux moyens. Ici, une soirée de feu du pianiste, compositeur de l'instant et danseur Cecil Taylor avec Jimmy Lyons (saxophone alto), Ramsay Ameen (violon), Alan Silva (basse), les batteurs Jerome Cooper et Sunny Murray. Ce fut le 9 février 1980, au club Fat Tuesday's, à New York. « Ce fut » parce que l'étincelle est perdue. Déflagration, combustion spontanée... Très vite, sidération, la musique joue d'elle-même. Utopie, joyeux bordel, imaginations incandescentes, le secret perdu, c'est l'époque. Tous les acteurs de cette nuit-là sont des musiciens accomplis. Ils osent ça. Phénoménal. Inimitable, mais très stimulant. ■ FRANCIS MARMANDE Ezz-thetics/Distrijazz.



**Neil Young with Crazy Horse**  
**Early Daze**  
Depuis son dernier album de compositions originales, *World Record* (novembre 2022), Neil Young a réenregistré en version acoustique d'anciennes chansons de diverses périodes, réunies dans *Before and After* (décembre 2023), et a recréé, dans *Fuckin' Up*, publié fin avril, avec l'actuelle formation de son groupe Crazy Horse celles du disque *Ragged Glory* de 1990. Pour nous, des exercices de style un peu vains. Avec *Early Daze*, ce sont dix chansons enregistrées entre janvier et octobre 1969 par Young et la première incarnation de Crazy Horse, le guitariste et chanteur Danny Whitten (1943-1972), le bassiste Billy Talbot, le pianiste Jack Nitzsche (1937-2000) et le batteur Ralph Molina. Pas d'inédits au sens propre, mais des raretés (mixage mono du 45-tours *Cinnamon Girl*, stéréo de *Birds...*) et des versions différentes de chansons que l'on retrouvera par la suite dans divers albums. Intéressant pour les fans du musicien. Mais avec ces trois parutions successives, Neil Young semble être dans une phase de retour sur lui-même. ■ SYLVAIN SICLIER Reprise Records/Warner Music.



**NxWorries**  
**Why Lawd?**  
NxWorries (prononcer « no worries ») est le duo qui réunit le batteur et chanteur Anderson.Paak et le producteur hip-hop Knxwledge. Leur premier album, *Yes Lawd!*, date de 2016. Ce deuxième, qui a été publié courant juin, était donc plutôt attendu. Pendant ces huit dernières années, Anderson.Paak n'a pas chômé, entre ses albums solos, *Malibu* (2016), *Oxnard* (2018), *Ventura* (2019), du nom des villes californiennes où il a résidé, et ses collaborations avec, notamment, Bruno Mars et leur très réussi *An Evening With Silk Sonic* (2021). Ce *Why Lawd?* semble, en comparaison, sans relief. Mis à part *KeepHer* avec le bassiste Thundercat, le larmoyant et sexiste *FromHere* avec Snoop Dogg et October London, l'album peine à décoller, même avec la chanteuse H.E.R. pour *Where I Go*, ou le NVR.RMX avec l'ancien du groupe funk The Gap, Charlie Wilson. C'est finalement quand il abandonne son casting de luxe que le duo est à son meilleur, pour les très soul *FallThru* et *SheUsed*. ■ STÉPHANIE BINET Stones Throw Records.



**Massilia Sound System**  
**Anniversari**  
« Ce qui m'intéresse, chez eux, c'est le swing. Le ragga, c'est du be-bop », lançait un jour, à propos des membres de Massilia Sound System, le Gascon musicien Bernard Lubat. Bien vu. Le groupe a l'art et la manière d'assouplir la scansion saccadée du raggamuffin, un style jamaïcain né dans les années 1980, qu'ils se sont appropriés pour poser leurs rimes en occitan et en français, dès le début de leur aventure. Une histoire qui a commencé lors d'un concert cours Julien, à Marseille, le 20 mai 1984. Quarante ans plus tard, ils sont toujours là, pas usés, pas fatigués, combattifs et joyeux comme au premier jour. Ils le prouvent actuellement en tournée (dont un concert gratuit prévu sur le Vieux-Port, à Marseille, leur fief, le 19 juillet) et dans cet album réunissant dix de leurs succès réenregistrés, dont *Pas d'arrangement*, qui résonne avec l'actualité. Quatre titres originaux y ont été ajoutés en cadeau. ■ PATRICK LABESSE Manivette Records/Baco Distrib.



**Simon Pasiëka**  
**Galerie Romero Paprocki**  
La peinture de Simon Pasiëka est une machine à faire circuler dans le temps. Elle projette vers un futur, dont on ne sait s'il serait édenique ou glacial, dans lequel des femmes et des hommes nus vivraient dans une nature nordique et lumineuse. Leurs corps minces seraient denses comme du métal ou translucides. Leurs gestes seraient lents et leurs visages ne trahiraient aucune émotion. A moins que ce ne soit vers un passé que l'on glisse : un temps où les humains peignaient sur les rochers des signes ou modelaient leurs effigies dans la glaise, que ces bas-reliefs soient funéraires ou magiques. Figures, végétations, pierres sont à la fois vraisemblables et extravagantes. Sans doute Pasiëka a-t-il souvent regardé le symbolisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le surréalisme, mais il ne relève ni vraiment de l'un ou de l'autre. C'est plutôt du côté du cinéma qu'on lui trouverait des connivences, avec Ridley Scott au temps de *Blade Runner* (1982) et Lars von Trier de *Melancholia* (2011). Comme eux, il sait inventer des images qui s'inscrivent longuement dans la mémoire. ■ PHILIPPE DAGEN « Tas Mental », galerie Romero Paprocki, 8, rue Saint-Claude, Paris 3<sup>e</sup>. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 juillet.

ROCK en SEINE

DOMAINE NATIONAL DE SAINT-CLOUD

AUX PORTES DE PARIS

DU 21 AU 25 AOÛT 2024

LANA DEL REY  
FRED AGAIN.. LCD SOUNDSYSTEM  
MÅNESKIN · MASSIVE ATTACK  
PJ HARVEY · THE OFFSPRING  
THE SMILE

2MANYDJS LIVE · BAXTER DURY · BLONDE REDHEAD  
FRANK CARTER & THE RATTLESNAKES · GHINZU  
GLASS BEAMS · GOSSIP · INHALER · JUNGLE  
KASABIAN · LOYLE CARNER · OLIVIA DEAN · POMME  
RÓISÍN MURPHY · SAMPHA · SOULWAX  
THE HIVES · THE KILLS · THE LAST DINNER PARTY  
YVES TUMOR · ZAHO DE SAGAZAN  
ET DE NOMBREUX AUTRES ARTISTES

INFORMATIONS ET RESERVATIONS  
WWW.ROCKENSEINE.COM







# Jeanne Balibar « J'ai un sentiment accru de la fragilité de l'existence »

## ENTRETIEN

Théâtre, cinéma, danse, chant... Depuis ses débuts à la Comédie-Française, en 1993, Jeanne Balibar a tout fait. César de la meilleure actrice pour *Barbara*, de Mathieu Amalric, elle fut l'égérie du cinéma d'auteur des années 1990. Au théâtre, elle a joué notamment sous la direction de Frank Castorf, à Berlin, tout en enregistrant plusieurs disques. Jusqu'au 20 juillet, elle joue *Quichotte* à Avignon, dans une mise en scène de Gwenaël Morin.

**Je ne serais pas arrivée là si...**

... Si, quand j'avais 8 ans, ma mère ne m'avait pas emmenée voir *Arlequin serviteur de deux maîtres*, de Goldoni, au Théâtre de l'Odéon. Un spectacle iconique, en italien et sans sous-titres. Mais, grâce au jeu des acteurs, aux scènes de commedia dell'arte, je comprenais ce qui se racontait. C'était joué, dansé, festif, burlesque... Cette représentation a décidé de quelque chose dans ma vie. Plus tard, ma mère m'a d'ailleurs cousu, losange par losange, un costume d'Arlequin. Je viens d'une lignée de femmes qui cousent.

**C'est-à-dire ?**

Ma grand-mère maternelle, qui était issue d'un milieu d'agriculteurs de Charente, aimait coudre. Elle était très élégante, avait le goût de la mode. Comme ma mère, qui me l'a transmis à son tour. Si je n'avais pas été actrice, je serais devenue costumière. Mon père, lui, vient d'une famille d'ouvriers du Creusot [*Saône-et-Loire*]. Les hommes allaient à l'usine, les femmes étaient brodeuses pour une maison de lingerie.

**Votre famille paternelle vient d'Ukraine...**

Oui, des juifs d'Ukraine arrivés en France en 1912, pour fuir les pogroms. Pendant la guerre, mon arrière-grand-père a été pris dans la rafle du Vél' d'Hiv, il est mort à Auschwitz. Mon grand-père me disait souvent : « Mon père était un homme d'honneur. » Lui est resté caché dans le Sud, pendant une partie de la guerre. Sa mère avait pu passer en zone libre, cachée dans le coffre d'une voiture.

**Quelle influence cette histoire familiale a-t-elle eue sur vous ?**

Je savais que, si mes grands-parents avaient acheté une maison à Gordes [*Vaucluse*] en 1946, c'était parce que la famille qui avait caché mon grand-père pendant la guerre y habitait. Mais, pour l'essentiel, ce qui s'est déroulé était passé sous silence, comme dans beaucoup de familles juives. Je connais donc peu de choses. De ce passé, je dirais que j'ai sans doute hérité une hyperémotivité inexpiquée et un profond intérêt pour la question de l'ailleurs et de l'accueil des étrangers.

**Votre père, Etienne Balibar, est un célèbre philosophe marxiste. Votre mère, Françoise, est physicienne et historienne des sciences. Comment étaient-ils avec vous, leur fille unique ?**

J'ai grandi entourée d'adultes. Mes parents étaient deux personnalités... incompréhensibles, à tous les niveaux. Je ne comprenais pas pourquoi ils faisaient telle chose à un moment, telle autre chose à un autre. Je ne comprenais pas non plus ce qu'ils disaient. Mon père était drôle, taquin. Il racontait des blagues. Même s'il ne faisait aucun cas de la judéité, c'était clairement des blagues juives. Ça allégeait beaucoup la vie. Sinon, il pouvait être très...

**... impressionnant ?**

Oui. Mes deux parents étaient impressionnants. Physiquement, ils étaient grands. Ma mère sillonnait Paris avec sa 4L, en tailleur Saint Laurent. Elle avait un sens de l'humour sidérant. Ce n'était pas du luxe, car ils étaient « durailles », prisonniers de l'excellence scolaire. Je devais être première de la classe, ce n'était pas discutable. Il fallait tout le temps être héroïque. Une psy à qui j'avais un jour confié que j'étais fatiguée m'avait répondu : « Oui, les héros sont fatigués... »

**Quel genre d'enfant étiez-vous ?**

Je fuyais, j'allais tout le temps dormir chez des copines. Je suis quelqu'un qui s'en va... Sinon, je lisais. La littérature, pour moi, est le lieu de la fuite hors du présent. J'avais un compte dans une librairie. Je lisais tout ce qui me tombait sous la main : des livres *girly* comme *La Petite Maison dans la prairie* ou bien *Moi, Christiane F., 13 ans, droguée, pros-*



Lors du 3<sup>e</sup> Festival Sœurs jumelles, à Rochefort (Charente-Maritime), le 28 juin 2023.  
AURORE MARÉCHAL/ABACA

**JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI...** Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. L'actrice aux multiples facettes revient sur sa lignée de « personnalités incompréhensibles »

*tituée...*, que tout le monde lisait à ce moment-là. Je voulais être une fille de mon époque. Mes parents m'incitaient à avaler des kilomètres d'« écritures saintes », venues d'en haut, de Balzac à Brontë. Ils m'emmenaient aussi au théâtre et au cinéma. La grande culture dans laquelle je baignais me coupait de ma génération. Je m'y raccrochais par la musique, en écoutant Christophe, Abba ou Madness... Aujourd'hui, je me sens parfois anachronique.

**Quels étaient vos aspirations, vos rêves ?**

Je voulais être danseuse. Mon grand-père était un très bon pianiste, mais il a choisi les mathématiques plutôt que le piano. Sans doute en partie pour des raisons liées à la xénophobie et à l'antisémitisme. Il m'a raconté qu'on lui disait : « Balibar, votre style n'est pas assez français ! » La danse, pour moi, c'était une façon de courir après la musique. Littéralement : courir, sauter, tourner... Dans mon jeu, il y a toujours la nostalgie de la musique, ou son impossibilité. J'avais obtenu d'aller au lycée à mi-temps, je dansais six heures par jour. A 17 ans, j'ai dû arrêter pour entrer en prépa et travailler comme une dingue. Etre « héroïque », toujours.

**Vous avez intégré Normale-Sup, puis choisi finalement le théâtre. Pourquoi ?**

Après Normale-Sup, je suis partie vivre en Angleterre avec mon amoureux. En rentrant, j'ai appris qu'il y avait un âge limite pour le Conservatoire. Je me suis dit que si je n'es-sayais pas je le regretterais toute ma vie. Je me suis inscrite à un stage d'été au Cours Florent, en cachette. A la seconde où j'ai mis le pied sur la scène, j'ai su que c'était ça. Le professeur m'a fait jouer du Feydeau, tout le monde riait. La jouissance maximale. C'était possible, drôle, euphorisant... Et je pouvais tout y mettre : les mouvements, les pensées,

les sensations, les sentiments. Il n'y avait plus aucune raison d'aller voir ailleurs.

**Au Conservatoire, vous travaillez avec une professeure singulière, Madeleine Marion, fille du collaborateur Jacques Doriot. Que vous a-t-elle appris ?**

Madeleine avait 15 ans à la mort de son père, en 1945. Elle me racontait que les gens leur crachaient dessus dans la rue. Elle a reçu tous les premiers prix au Conservatoire, mais la Comédie-Française n'a pas voulu intégrer une « fille de collabo ». Toute sa vie, elle a été mise face à ça. C'était une pédagogue extraordinaire ! Elle est à l'origine de l'actrice que je suis. Elle nous emmenait à un endroit de liberté et de justesse, un point de singularité absolue, où il n'y avait plus une feuille de papier entre ce que l'on était en train de dire et ce que l'on ressentait. Elle nous faisait travailler les textes sans le moindre conformisme ni cliché.

**Après trois mois de Conservatoire, vous êtes recrutée par la Comédie-Française, que vous quittez très vite. Pourquoi ?**

Ce premier engagement, pour jouer *Elvire* dans la cour d'honneur du Palais des papes à Avignon, ne pouvait pas se refuser. Je n'oublierai jamais ces moments : l'attente avant d'entrer en scène, le cri des étour-neaux, le vent... C'était magique ! Mais je n'aimais pas cet endroit, la manière d'y travailler, voir tout le temps les mêmes gens, comme à l'internat. Ce que je voulais, c'est ce que je faisais avec Madeleine.

**Avec le cinéma, vous avez eu des moments fastes, d'autres, moins.**

**Comment jugez-vous votre carrière ?**

Frustrante. J'aime tellement le cinéma, être sur un plateau. C'est presque dangereux pour moi : je suis comme en apesanteur, en euphorie totale. J'ai rencontré le « kif » absolu, c'est le mot, avec [*Jacques*] Rivette. Après *Va savoir*, en 2001, je me suis dit : c'est bon, je peux arrêter, c'était exactement ce que je voulais faire. J'ai tourné un deuxième film avec lui, en 2007, *Ne touchez pas à la hache*. A chaque fois, j'ai atteint un degré inouï de liberté, d'invention, de subtilité... Ce sont aussi des films qui ont été vus. Pouvoir concilier la joie artistique et le succès (le fait que les films existent), ça ne m'arrive plus assez souvent à mon goût.

**En 2017, bien avant l'affaire Weinstein, vous avez évoqué le harcèlement dont vous avez été victime. Comment vous situez-vous, aujourd'hui, par rapport à l'évolution du mouvement #metoo ?**

Grâce à ce mouvement, nous avons pu mettre des mots sur ce qui nous est arrivé. Auparavant, on ne le pouvait pas. Une libération. Aujourd'hui, ces mots sont omniprésents et je n'ai plus envie de parler du sujet. Ou, plutôt, j'estime qu'il y a suffisamment de gens qui en parlent dans la presse pour se dire qu'on peut continuer à y réfléchir autrement, sans médiatisation. J'ajoute que supprimer des points aveugles de violence – ce qui fait un bien fou ! – ne supprime pas la violence. Il faut rester vigilant sur d'autres endroits où elle pourrait s'exercer.

**Vous parlez souvent de ce chagrin qui vous habite et que vous parvenez à transcender par le jeu. A quoi faites-vous allusion ?**

Il y a très peu d'années dans ma vie où je ne me suis pas levée le matin en me demandant à quelle heure ça allait venir... Vouloir mourir, tous les jours. J'ai l'impression de briser un tabou terrible en disant cela, alors qu'une part importante de l'humanité tente de s'en sortir. C'est le sujet de la littérature, de la médecine, de la psychanalyse, du sport aussi, sans doute. C'est une lutte quotidienne. Au fond, c'est ça que j'ai trouvé le jour où je suis montée sur une scène. Pas forcément l'antidote, mais le lieu où je pouvais à la fois transformer ce chagrin et l'oublier. Quand Bérénice [*de Racine*] dit : « Dans un mois, dans un an, comment souffrirons-nous, Seigneur, que tant de mers me séparent de vous ? », c'est un cri. Si l'on n'a pas quelque chose à hurler, une colère, une douleur insupportable, il faut faire un autre métier.

**Comment appréhendez-vous le temps qui passe ?**

Certains disent : « Je me sens plus libre que jamais. » Ce n'est pas mon cas. J'ai plutôt un sentiment accru de la fragilité de l'existence. En 2021, je me suis exprimée, à la 46<sup>e</sup> cérémonie des Césars, sur les actrices qui, passé un certain âge, sont mises au rancart. On nous propose des choses moins intéressantes, qui ne sont pas à la hauteur de nos compétences.

**Quelle est votre définition d'une vie réussie ?**

Avoir beaucoup d'amis autour de soi au moment de mourir. L'amour – aimer et être aimé – est la seule chose qui fasse agir et supporter la vie.

**Vous avez vécu dans une famille très politisée, marquée à gauche. Quels souvenirs gardez-vous de cette socialisation politique précoce, et qu'en reste-t-il aujourd'hui ?**

Pour moi, c'était associé à la fête : les manifestations, la Fête de *L'Humanité*, celles du PCF dans le Sud, où, tous les ans, il y avait un méchoui... La politique était une activité joyeuse, collective et, croyions-nous alors, efficace, utile. Mais cela fait cinquante ans que j'entends parler de révolution, et il ne se passe rien. J'ai même l'impression que tout a empiré. Au cours des vingt-cinq dernières années, les milliardaires sont devenus vingt fois plus riches : à quoi ça leur sert ? Il y a deux guerres, à Gaza et en Ukraine, et on ne peut rien faire... La destruction de la planète s'accélère. L'an dernier, on a manifesté une dizaine de fois contre la réforme des retraites. Et quoi ? Rien. Ce sentiment d'impuissance, je ne l'ai jamais connu comme maintenant.

**Et l'extrême droite, après la dissolution de l'Assemblée nationale, se trouve aux portes du pouvoir...**

Cette dissolution est une infamie. Comment Emmanuel Macron a-t-il pu obéir à Jordan Bardella [*qui avait réclamé la tenue d'élections législatives anticipées après les européennes, le 9 juin*] ? Dissoudre l'Assemblée dans ce contexte revenait à faire la courte échelle à l'extrême droite. La campagne des macronistes, qui ont entretenu la confusion entre le Rassemblement national [*RN*] et le Nouveau Front populaire, a été indigne. L'histoire jugera. Que faire, maintenant ? L'histoire du théâtre et du cinéma à laquelle j'appartiens, née dans le sillage du Conseil national de la Résistance et des « jours heureux », s'est constituée en réaction à la barbarie. Si le RN arrive au pouvoir, ces valeurs – l'éducation populaire, l'humanisme – vont être remises en cause. Il va falloir s'organiser pour essayer de protéger le plus possible tous ceux qui, dans tous les domaines, vont être attaqués. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
SOLENN DE ROYER



C'est à Dreux, lors des élections municipales de 1983, que le Front national a réalisé sa première percée électorale. L'extrême droite n'aime pas qu'on la ramène à son passé : dépositaire autoproclamée de l'héritage national, elle se targue pourtant de n'être l'héritière de rien ni de personne. Jouons pour cette fois le jeu de l'amnésie relative aux événements les plus compromettants de son histoire. Oublions les années 1930 et Vichy pour nous situer bien plus tard, il n'y a pas si longtemps, à l'origine des succès de ce parti. Ce rappel éclaire moins sur la nature de l'extrême droite que sur ce qui a été manqué au moment de son émergence électorale et dont il est urgent de se souvenir maintenant qu'elle se trouve dans l'antichambre du pouvoir.

Dreux en 1983, donc. Un documentaire, réalisé à l'époque par Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot pour FR3, montre les débuts de cette nuit politique dont nous craignons aujourd'hui le dénouement. Le film s'intitule *Les immigrés sont-ils toxiques ?*, situant l'enjeu au niveau exact où l'avait placé le Front national. C'est Jean-Pierre Stirbois, numéro deux du FN, qui mène la liste du parti et il n'y va pas par quatre chemins. La campagne menée à Dreux par un commando dépêché de Paris exploite tous les ressorts de la peur : mise en cause nominative d'immigrés algériens, instrumentalisation mensongère des faits divers, déversement ininterrompu de fausses nouvelles.

Rumeur et mensonges

En quelques semaines, Dreux devient le laboratoire d'une guerre civile fomentée par le Front national afin qu'il puisse ensuite prétendre en constituer le seul rempart. Ni les chaînes idéologiques d'information continue ni les réseaux sociaux n'existent, mais la rumeur fait déjà office de pourvoyeuse de vérités alternatives. Dans les bistrots, la maire socialiste est accusée d'avoir eu clandestinement un enfant avec un Maghrébin. D'après le récit forgé par l'extrême droite, c'est la seule explication plausible à la politique immigrationniste de la mairie.

La gauche finira par être battue par une coalition entre le RPR et le FN. Fran-

# Michael Fœssel Dreux, 1983 : une lueur au commencement de la nuit

Le Front national a accédé au pouvoir municipal pour la première fois, il y a quelque quarante ans, dans la ville d'Eure-et-Loir. Le philosophe revient sur cette déflagration et les paroles alors clairvoyantes de l'ancienne maire PS

çoise Gaspard témoigne dans le documentaire. On demande à l'ancienne maire si, après tant de blessures et de mensonges, elle n'a pas honte de ses concitoyens. D'une voix qui marque une extraordinaire obstination dans la douceur, elle répond qu'elle n'a honte de personne sinon des notables qui ont légitimé les pulsions racistes suscitées par la misère sociale. Elle en veut aussi au ministre de l'intérieur (Gaston Defferre) qui, au nom du réalisme de la gauche de gouvernement, n'a rien trouvé à répliquer à ses nouveaux adversaires sinon que *« les socialistes expulsent plus d'immigrés que la droite »*.

Après l'ouragan de Dreux, Françoise Gaspard deviendra sociologue. Son parti pris en faveur des sciences sociales explique peut-être sa préconisation : *« Il faut parler, il faut expliquer (...) Quand on explique, les gens comprennent. »* La classe politique a beaucoup parlé de l'extrême droite et de l'immigration depuis Dreux. Mais elle n'a pas expliqué, désespérant peut-être que les gens comprennent.

Expliquer quoi au juste ? Par la voix de Françoise Gaspard, et alors que personne n' imagine que Dreux marquera le commencement de la nuit, une lueur apparaîtrait. *« Vous savez pourquoi il y a un problème maintenant ? Parce que 70 % des étrangers en France sont là depuis plus de onze ans. (...) On sent bien qu'ils vont rester, que dans une génération ils seront français. C'est l'ultime refus. Ce sont les avant-derniers intégrés qui refusent que les autres arrivent. »*

Hier à Dreux comme aujourd'hui dans presque toute la France, « l'ultime refus »

désigne le dernier privilège de ceux qui craignaient de perdre et qui, par l'effet du déclassement social, ont effectivement beaucoup perdu. Dès l'origine, l'essentiel est dit de cette logique où l'affirmation tonitruante (*« On est chez nous ! »*) est le revers impuissant d'une négation (*« Nous ne voulons pas que vous le soyez ! »*). Et où cette négation provient d'une angoisse à l'idée que d'autres puissent devenir français alors qu'être français est tout ce qu'il reste en matière d'estime de soi-même.

En 1983, Françoise Gaspard savait déjà ce qu'il fallait expliquer : *« Il faut le dire aux Français : les étrangers sont venus, ils sont là, ils vont rester. »* Elle savait aussi que, pour pouvoir dire cela sans risquer que la nuit de Dreux ne s'abatte sur tout le pays, il fallait ôter tout prestige à « l'ultime refus » dont se nourrit

ON DEMANDE À FRANÇOISE GASPARD, BATTUE, SI ELLE N'A PAS HONTE DE SES CONCITOYENS. ELLE RÉPOND QU'ELLE N'A HONTE DE PERSONNE, SINON DES NOTABLES

le racisme. Il aurait fallu expliquer inlassablement que le droit que l'on refuse aux autres ne devient pas un bien pour soi-même. Beaucoup plus important encore, il aurait fallu engager des politiques publiques qui ne fassent pas de la qualité d'être français le dernier bien désirable à condition qu'il demeure exclusif.

« On saura qu'ils sont français »

Aujourd'hui, 11 millions d'électeurs sont convaincus, parce qu'ils ont désespérément besoin de le croire, que les enfants et les petits-enfants des immigrés de Dreux ne sont pas vraiment français. « L'ultime refus » s'est prolongé jusqu'à nos jours parce que le fait de leur accorder pleinement ce titre est vécu comme une perte qui n'a été compensée par aucun progrès social. Sur ce point, Françoise Gaspard était peut-être trop optimiste : *« Dans deux générations, on saura qu'ils sont français. »* En 1983, la gauche amorce à peine le tournant de la rigueur. Personne n' imagine que ce tournant sera irréversible et que rien d'autre ne sera offert aux Français susceptibles de voter pour l'extrême droite que le privilège de leur nationalité.

Pourtant la lueur persiste. Si elle s'est trompée sur la France, Françoise Gaspard n'a pas eu tort sur sa ville. En 1983, le Front national réalisait une percée spectaculaire en deux endroits : Dreux et le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où Jean-Marie Le Pen s'était présenté en personne. Quarante ans plus tard, et alors que le RN est devenu de loin le premier parti de

France, il pèse deux fois moins que la gauche à Dreux et n'existe pour ainsi dire plus dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. L'extrême droite aura une explication toute prête pour cet étrange phénomène : dans ces territoires, le « grand remplacement » a déjà eu lieu.

A la lumière de la lueur de 1983, on dira plutôt que, dans ces endroits, on a fini par *« savoir qu'ils sont français »* et que cela ne suscite plus qu'une terreur résiduelle. Ceux qui craignent par-dessus tout de le savoir sont partis depuis longtemps à la périphérie de ces villes, d'où ils font entendre plus fortement que jamais leur refus. Ils habitent des espaces abandonnés par les services publics, subissent des trajectoires sociales qui les placent au bord du précipice et ne disposent plus que de la certitude d'être les seuls à être français pour ne pas sombrer complètement. Plus que jamais, c'est à eux qu' *« il faut parler »*, qu'il *« faut expliquer »*. En leur donnant enfin les moyens concrets, politiques et sociaux de se soustraire à « l'ultime refus » que l'extrême droite leur promet en guise d'avenir. ■

Michael Fœssel est professeur de philosophie à l'Ecole polytechnique. Il a notamment publié aux Presses universitaires de France « Récidive. 1938 » (2019) et « Quartier rouge. Le plaisir et la gauche » (2022)

# Eric Charmes Proposons d'autres lectures de la France périphérique

L'urbaniste revient sur l'implantation électorale du vote RN, très faible dans les grandes métropoles et leurs banlieues populaires, mais très forte dans les villes petites et moyennes, dans le périurbain et les campagnes, où l'on se sent délaissé

Il y a déjà plus de vingt ans, l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle révélait une fracture politique entre les cœurs des métropoles et leurs confins périurbains. A l'époque, les périphéries pavillonnaires apparaissaient particulièrement séduites par le Front national (FN).

Depuis, ce qui est devenu le Rassemblement national (RN) a largement étendu son emprise. Les centres des grandes métropoles et leurs banlieues populaires demeurent cependant relati-

vement imperméables à cette poussée. Pourquoi cette géographie électorale ?

Notons d'abord que la situation actuelle n'est pas propre à la France. On la retrouve dans de nombreux autres pays d'une richesse comparable. Ensuite, la géographie n'est qu'une des clés de compréhension d'un vote qui relève avant tout d'évolutions structurelles de l'économie et de la société. Enfin, l'opposition entre les métropoles et le reste de la France masque une grande diversité de situations locales, et la

prudence est de mise pour passer des analyses macros aux interprétations locales.

Ces remarques préalables étant faites, deux grandes explications circulent. La première, et la plus ancienne, souligne que l'on vote plus pour le RN quand on vit à distance des métropoles parce qu'on y est moins exposé à l'altérité. Cette thèse a connu un grand succès dans les années 2000. Et elle reste très présente dans les débats publics, même si sa pertinence a été fortement mise en cause par les recherches en géographie sociale. Les résultats de ces travaux sont clairs : habiter un pavillon périurbain n'implique pas nécessairement que l'on vote à droite ou à l'extrême droite.

Déclin des petits centres-villes

A partir du début des années 2010, une autre explication s'est imposée, centrée sur les conséquences de la mondialisation et de la métropolisation. Deux grandes évolutions apparaissent essentielles. La première est que les cadres et professions intellectuelles se sont progressivement concentrés dans les cœurs des grandes villes. Or, cet électorat est le plus opposé au RN, en particulier la frange qualifiée de « bobo ». Les accédants à la propriété des classes moyennes et populaires, plus réceptifs aux thèses du RN, ont été parallèlement poussés vers les couronnes pavillonnaires périurbaines.

Seconde évolution, les investissements publics se sont concentrés dans les grandes métropoles, notamment à partir de la présidence de Nicolas Sarkozy. L'idée

s'était alors imposée que seules les métropoles de rang international produisent de la richesse et que les autres territoires vivent de la circulation de cette richesse.

L'impact de cette conception a été renforcé par la révision de la dépense publique. A distance des métropoles, on a fermé de nombreuses maternités, trésoreries, écoles, bureaux de poste ou tribunaux. Même si, en comparaison d'autres pays, la puissance publique reste très présente en France, la dynamique a été négative et le sentiment d'un délaissement s'est diffusé, particulièrement dans les territoires qui souffraient déjà de la désindustrialisation.

Au-delà de ces grandes tendances présentes dans de nombreux pays, beaucoup de villes petites et moyennes ont, en France plus qu'ailleurs, vu leurs centres décliner. Leurs magasins ont été incapables de lutter contre la concurrence des zones commerciales qui ont proliféré autour des nœuds du réseau routier. Ce dé-

HABITER UN PAVILLON PÉRIURBAIN N'IMPLIQUE PAS NÉCESSAIREMENT QUE L'ON VOTE À DROITE OU À L'EXTRÊME DROITE

clin a été d'autant plus violent que les ménages qui en avaient les moyens sont partis occuper des maisons individuelles dans les villages alentour. Alors que, dans les plus grandes métropoles, les débats sur la gentrification battaient leur plein, les autres villes voyaient plutôt la pauvreté se concentrer dans des rues commerçantes désolées. Ces dynamiques ont redoublé les répercussions du retrait des services et équipements publics dans les préfectures, sous-préfectures et chefs-lieux de canton.

Tournant en 2014

La prise de conscience politique de ces problèmes remonte au milieu des années 2010. Un tournant a été la révision, en 2014, des critères d'éligibilité à la politique de la ville, pour mieux prendre en compte la situation des villes petites et moyennes. Peu après, la loi NOTRe créait, en 2015, ce qui est devenu les France Services, des points d'assistance dans l'accès aux services publics. Fin 2017 encore, l'Etat lançait le plan Action cœur de ville, visant à revitaliser les centres des villes en difficulté. Ce tournant a été conforté par le mouvement des « gilets jaunes », fin 2018. Les politiques menées jusqu'ici n'ont toutefois pas été en mesure d'inverser la tectonique des plaques politiques.

C'est que la question se joue aussi idéologiquement. La notion de « France périphérique » imprègne fortement les débats. Une caricature s'est imposée : des métropoles dépeintes en réserves de bobos méprisant des Blancs modestes réfugiés dans les campa-

gnes pour fuir les banlieues populaires et leurs concentrations d'immigrés. Ces banlieues ont en outre été présentées comme les bénéficiaires privilégiées des mannes du programme national de rénovation urbaine, au détriment des autres territoires. Face à une extrême droite qui a efficacement exploité ce tableau, l'avenir des autres forces politiques dépendra de leur capacité à imposer une lecture différente.

La mission est loin d'être impossible. Les « gilets jaunes » ont montré les limites de l'opposition entre une France périphérique blanche et des banlieues qui ne le sont pas. De fait, le mouvement n'a pas convergé vers des questions identitaires. Et le parti de Marine Le Pen n'est pas parvenu à en prendre le contrôle. Les revendications des « gilets jaunes » ont surtout porté sur la vie démocratique (avec le référendum d'initiative citoyenne) et la justice sociale (autour du partage de la charge des politiques écologiques). Des demandes qui devraient parler à la gauche. Celle-ci aura évidemment du mal à combler son retard sur le RN hors des centres et des banlieues des grandes villes. Mais, à terme, la bataille n'est pas jouée. ■

Eric Charmes est géographe et urbaniste à l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat. Spécialiste des études urbaines, il a notamment publié en 2019 « La Revanche des villages » (Seuil)



# François Chimits L'Europe peut-elle se sevrer des importations chinoises ?

L'économiste au Mercator Institute for China Studies, à Berlin, détaille, en cartes et en chiffres, la dépendance de l'Union européenne aux importations chinoises, à l'heure où les échanges commerciaux deviennent une arme de la rivalité géopolitique

## MÉTHODOLOGIE

La base de données sur les dépendances commerciales établie par le Mercator Institute for China Studies (Merics), la Merics Trade Dependency Database, permet d'établir pour chaque pays ou zone commerciale dans le monde la liste des produits importés pour lesquels ce pays (ou cette zone) est dépendant d'autres pays (ou zones), ainsi que l'évolution de cette liste entre 2000 et 2022. Trois critères de « dépendance » ont été appliqués aux 5 113 catégories de biens recensées de façon harmonisée par les douanes du monde entier depuis 1996. Un pays est dit « dépendant » d'un autre pays pour un bien donné si, premièrement, les importations de ce pays sont deux fois supérieures aux exportations vers le pays d'où il est importé; deuxièmement, si le pays fournisseur représente une part supérieure à 30 % du total de ses importations du produit considéré; troisièmement, si le nombre de pays tiers aptes à fournir ce produit est faible, c'est-à-dire lorsque l'« indice de concentration de marché Herfindahl-Hirschman », établi à partir du nombre d'entreprises fournissant un bien ou un service, est supérieur à 0,25. Enfin, afin de lisser les éventuels soubresauts des flux commerciaux, cette méthodologie est appliquée aux données agrégées des deux dernières années de commerce.

Après des décennies d'approvisionnement sans accroc, les Européens ont connu, en quatre ans, une succession de difficultés à pourvoir des besoins pourtant jugés relativement basiques dans les économies avancées. Après les masques sanitaires, ce furent les produits électroniques puis les matériaux de construction, suivis de certains produits alimentaires, avant, plus récemment, quelques médicaments. Dans le même temps, le continent européen a vu la Russie et la Chine sciemment restreindre leur accès à des intrants essentiels, le gaz dans le premier cas et certains minéraux critiques dans le second. Autant d'événements qui, dans un environnement de tensions géopolitiques accrues aux airs de nouvelle normalité, ont remis la question des dépendances commerciales sur le devant de la scène.

Forte de sa puissance exportatrice sans comparaison, la Chine occupe une place centrale dans ces inquiétudes. Sa tendance singulière à mobiliser les interdépendances économiques internationales pour sanctionner les partenaires contrevenant à ses intérêts géopolitiques, aussi appelée « arsenalisation », renforce cette centralité. La ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, a souligné, le 5 mai, lors d'une visite en Australie, l'importance d'éviter de renouveler avec les biens provenant de Chine l'erreur commise avec la dépendance au gaz russe, réitérant des craintes évoquées dès 2022 par son collègue chargé de l'économie, Robert Habeck. Emmanuel Macron parlait, à la même époque, de « prise de conscience » à l'égard des dépendances aux produits étrangers.

Au-delà des fantasmes et des craintes, que disent les chiffres ? Pour apporter de premiers éléments de réponse, le Mercator Institute for China Studies (Merics) de Berlin a développé une base de données annuelle des dépendances bilatérales à l'importation, couvrant la période de 2000 à 2022.

Pour chaque pays ou zone commerciale, les données de commerce fournies par les douanes ont été passées au crible. Un pays est dit « dépendant » d'un autre pays pour un bien donné si le déficit vis-à-vis de ce pays sur ce bien est important, si cet autre pays est un fournisseur majeur de ce bien pour le pays importateur, et si le nombre de fournisseurs alternatifs pour ce bien est limité.

Sur la base de cette méthodologie, la dépendance de l'Europe est clairement devenue, en deux décennies, un sujet principalement chinois. En 2002, les produits chinois représentaient 28 % des importations pour lesquelles l'Union européenne (UE) était dépendante – et 15 % de la valeur de ces importations. Vingt ans plus tard, ils en représentaient 60 % en nombre et 75 % en valeur. Pour 421 produits représentant un montant d'importations de 271 milliards de dollars (250 milliards d'euros), les Européens ont un besoin essentiel de produits chinois.

### Dynamiques divergentes

Si l'on met de côté le textile, qui est largement surreprésenté dans les listes de produits recensés par les douanes, cette dépendance à la Chine recouvrait encore 275 produits et 229 milliards de dollars d'importation, soit 7 % du total des importations de l'UE et un tiers de celles provenant de Chine. La Chine est ainsi responsable à elle seule de l'accroissement en vingt ans de la dépendance de l'UE aux produits importés, qui, en 2022, concernaient 12 % des importations de l'Union en valeur et 14 % en nombre de biens, contre respectivement 7 % et 9 % en 2000.

A l'inverse, dans le même temps, la dépendance de la Chine à l'égard des importations depuis l'UE a diminué. Au début des années 2000, l'UE était l'origine de 33 % des biens pour l'importation desquels la Chine était dépendante (27 % en valeur); en 2022, ce n'était plus le cas que pour 27 % des biens importés (9 % en valeur), soit 120 produits pour 28 milliards



## LE VIRAGE PRIS CES DERNIÈRES ANNÉES PAR L'UE POUR MIEUX SÉCURISER LES ÉCONOMIES EUROPÉENNES DOIT ÊTRE APPROFONDI

de dollars. En équilibre relatif au début du siècle, la balance des interdépendances entre les deux géants commerciaux affiche donc un déficit européen d'environ 200 milliards de dollars.

Il faut dire que la Chine a connu une croissance plutôt mesurée du nombre de produits importés dont elle est dépendante ces vingt dernières années, faisant figure d'exception parmi les grands acteurs commerciaux mondiaux, qui ont vu au contraire ce nombre s'envoler. Pékin a su diversifier les origines géographiques de ses importations, au détriment des Européens. Les produits techniques, issus des économies avancées, ont été pour partie remplacés par des matières premières issues de l'hémisphère Sud. L'UE reste toutefois le pourvoyeur du plus grand nombre de biens dont la Chine est dépendante, et de loin: les Etats-Unis, en deuxième position, n'en fournissent que 57, contre 120 pour l'UE.

En outre, les interdépendances respectives entre les deux grands partenaires commerciaux ne touchent pas aux mêmes types de produits. La dépendance des Européens vis-à-vis de la Chine porte principalement sur des biens de grande consommation: au-delà du textile, il s'agit surtout de mobilier, d'appareils ménagers et d'équipements électroniques. A l'inverse, la Chine continue de dépendre de l'UE dans des secteurs plus en amont dans les chaînes de valeur. En dépit d'une légère montée en puissance de biens de consommation de luxe, les machines-outils et le matériel médical restent les principaux vecteurs de cette dépendance. Mais, même dans ces domaines, la balance reste défavorable aux Européens, en nombre de produits et plus nettement en valeur. Si ces dynamiques divergentes et les volumes concernés vont bien dans le sens d'une vulnérabilité croissante de l'UE, les risques que représente ce déficit doivent être toutefois relativisés.

Tout d'abord, cette « sinisation » des dépendances commerciales n'est pas spécifique aux Européens. Les trois quarts des produits importés dont dépendent l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est (considérées ici comme des zones commerciales) émanent de Chine. Aux Etats-Unis, si l'aggravation de la dépendance à la Chine a été légèrement plus limitée, elle concerne encore plus de produits (22 % des biens importés, contre 14 % pour l'UE et 7 % pour la Chine) en raison de la désindustrialisation plus prononcée de l'Amérique et de son déficit extérieur structurel du fait du rôle international du dollar.

Ensuite, cette prévalence de la Chine et l'ampleur du déséquilibre ne sont pas nouvelles. La majeure partie de cette montée en puissance a eu lieu au cours des années 2000. Alimentée par des afflux massifs d'investissements étrangers et bénéficiant à plein de son intégration dans l'Organisation mondiale du commerce en 2001, la Chine affiche alors

des performances commerciales exceptionnelles. En une décennie, elle est devenue, et de loin, le premier exportateur de biens manufacturés, à des niveaux que seuls les Etats-Unis de l'après-guerre avaient pu connaître. Après la période du Covid-19, la dépendance européenne vis-à-vis de son partenaire asiatique est repartie sensiblement à la hausse. Mais la baisse des exportations chinoises depuis dix-huit mois, particulièrement saillante en Europe, peut laisser penser que 2022 aura été un point haut, pour partie conjoncturel.

Par ailleurs, il faut souligner que les importations de biens ne donnent qu'une idée limitée des dépendances extérieures. Elles ne renseignent que sur l'origine de la dernière transformation du produit concerné, ignorant tout aussi bien la nationalité des entreprises impliquées que l'amont de la chaîne de production. Dans une mondialisation reposant sur des chaînes de valeur fortement fragmentées, la dépendance vis-à-vis de la Chine masque probablement une dépendance de la Chine pour des intrants européens, américains ou asiatiques pour les plus avancés, et pour d'autres intrants, plus bénins, en provenance d'Asie du Sud-Est.

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques, les exportations manufacturières de l'UE contiennent 50 % de valeur ajoutée directement domestique de plus que celles de son concurrent chinois. Bien qu'elle ne soit plus du tout une simple destination d'assemblage, la Chine est souvent restée la dernière étape avant la livraison du produit fini, aussi bien vers l'Europe que vers le reste du monde. De plus, nombre d'autres canaux de dépendance existent, que ce soit les échanges de services, les investissements, ou encore les savoirs. Ces trois dernières dimensions sont des points forts traditionnels des économies avancées. L'analyse des seules importations de biens tend donc vraisemblablement à surestimer le déséquilibre de leurs interdépendances vis-à-vis des économies en développement.

### Fourrure de renard et graphite

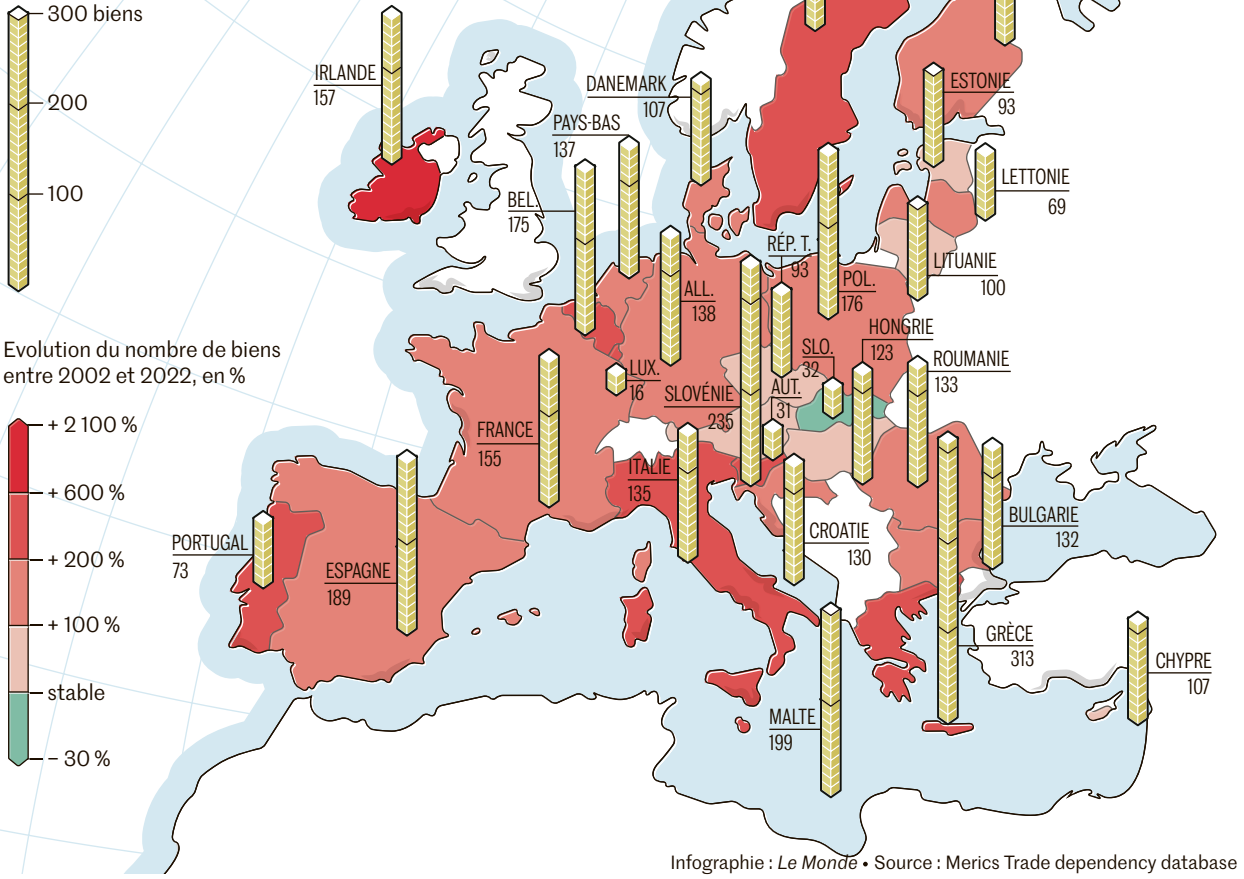
Enfin, le nombre de produits d'importation dont un pays est dépendant et leur valeur ne renseignent qu'imparfaitement sur l'importance stratégique de celles-ci. L'impact potentiel de l'interruption des importations par la Chine de fourrure de renard provenant d'Europe, pour lesquelles l'empire du Milieu est dépendant à hauteur de 28 millions de dollars, serait assurément inférieur à celui des importations européennes de graphite chinois, pourtant d'un montant similaire: ce minéral est notamment essentiel à la fabrication de batteries – pour mémoire, la Chine en avait, de 2020 à 2023, suspendu les exportations vers la Suède sur fond de tensions diplomatiques et de concurrence acharnée dans ce secteur.

C'est d'ailleurs pour cette raison que la plupart des études sur la dépendance aux importations se cantonnent aux seuls produits reconnus comme « critiques ». Mais, en l'absence d'une métrique objective sur le niveau de criticité d'un produit – notion qui peut varier selon les pays et les périodes –, ces listes sont assez largement discrétionnaires. En outre, l'accumulation de dépendances en apparence bénignes peut devenir critique. C'est pourquoi le Merics a choisi, dans un premier temps, de documenter les dépendances sur l'ensemble des produits importés.

En dépit de ces limites, le déséquilibre béant de nos interdépendances commerciales avec la Chine constitue un risque pour la résilience de nos économies et

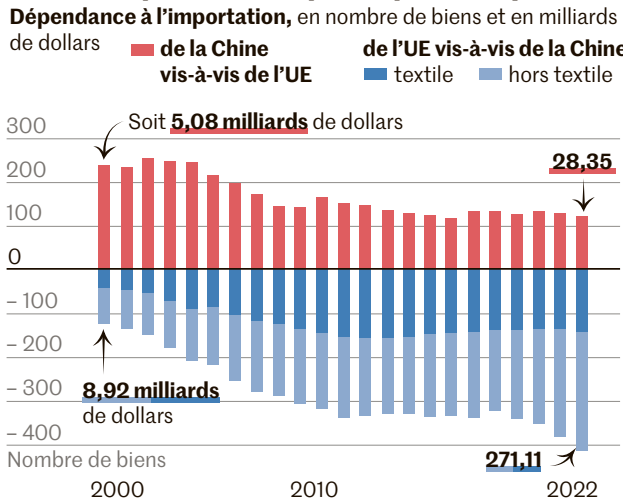
## Une dépendance plus marquée pour certains Etats

Dépendance commerciale des Etats membres de l'Union européenne à la Chine, en nombre de biens, en 2022





Des interdépendances de plus en plus déséquilibrées



pèse géopolitiquement sur notre rapport de force vis-à-vis d'un rival de plus en plus affirmé. Un sursaut européen apparaîtrait donc nécessaire. A cet égard, le virage pris ces dernières années par l'UE pour mieux sécuriser les économies européennes doit être approfondi.

En premier lieu, notre compréhension et notre suivi de nos dépendances extérieures peuvent encore être améliorés. La Commission européenne et les autorités françaises ont été pionnières en la matière. Des rapports ont été publiés dès 2021, selon des méthodes similaires à celle utilisée ici, suivis depuis de mises à jour et d'approfondissements. Ces exercices ne portaient toutefois que sur nos seules dépendances à l'importation et pour une année précise. Leurs évolutions, les autres dimensions évoquées plus haut ou encore les équilibres de nos interdépendances restent encore à intégrer à ces analyses. De plus, émanant de la seule volonté des gouvernements ou de la Commission, ces exercices ne s'inscrivent dans aucun cadre de discussion collective.

Ces efforts de recherche pourraient bénéficier d'enquêtes plus qualitatives auprès des acteurs de terrain. Ces derniers sont mieux à même de renseigner la nature et l'ampleur de ces dépendances tout au long des chaînes de valeur.

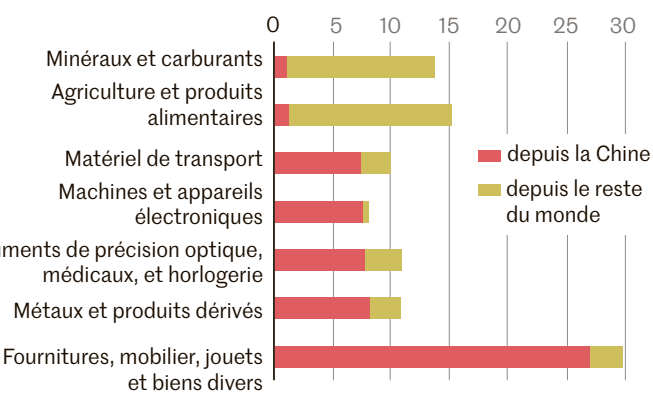
Au-delà de ce suivi, les efforts de réduction des dépendances vis-à-vis de la

Chine devraient être accrus pour les produits et secteurs les plus critiques. En France, ces discussions ont souvent débouché sur un appel à la relocalisation des productions importées. Mais ce moyen reste souvent coûteux, en particulier quand nous ne disposons pas des compétences ou des écosystèmes requis, tout particulièrement dans le cas de l'économie française, parmi les plus désindustrialisées au monde. C'est pourquoi le développement de chaînes de production locales doit s'effectuer au niveau européen. Des efforts en ce sens ont déjà été lancés dans les semi-conducteurs, les batteries et l'hydrogène.

Le temps de la mise à jour

L'autre levier majeur de la réduction de la dépendance européenne à la Chine est celui de la diversification. Moins vendeur politiquement, il est pourtant en général moins coûteux pour le consommateur. Là aussi, de premiers jalons ont été posés, en particulier pour les minéraux critiques, avec une obligation pour les importateurs européens d'éviter les concentrations excessives. De premiers partenariats ont été établis avec une demi-douzaine de pays producteurs de minéraux. Les obligations de stockage stratégiques sont, quant à elles, restées plus limitées, avec toutefois un léger renforcement pour quelques médicaments essentiels.

Part de la dépendance de l'UE, en 2022, en % de biens importés par catégorie



Infographie : Le Monde • Source : Merics Trade dependency database

Enfin, la crédibilité d'une réponse ferme et collective des Européens face à toute activation malveillante de ces dépendances reste l'un des meilleurs outils de prévention des risques qu'elles représentent. A ce titre, l'UE s'est dotée, en 2023, d'un outil anticoercition permettant aux Européens de sanctionner collectivement tout partenaire commercial qui entraverait la liberté de décision d'un Etat membre en matière de choix d'un fournisseur. Il conviendra de l'utiliser sans hésitation le cas échéant.

Les Européens sont en train de mettre à jour leur approche de la mondialisation à l'aune de l'arsenalisation croissante des interdépendances. L'ampleur du déséquilibre avec la Chine plaide pour une amplification de ces efforts. Dans un environnement de ressources financières, humaines et administratives contraintes, ces derniers devront être réalistes, ciblés et inscrits dans la durée. ■

François Chimits est économiste senior au Mercator Institute for China Studies (Merics), un centre de réflexion allemand spécialisé dans l'étude de la Chine, fondé en 2013 à Berlin, qui rassemble une trentaine de chercheurs de toutes nationalités

# Abigaël Vasselier L'Union fait la force

Une France isolée de ses partenaires européens sur le plan économique ne pourrait pas faire face au géant chinois, souligne la chercheuse

A l'heure où la question des dépendances stratégiques et économiques de l'Union européenne (UE) a fait son entrée dans le débat politique, il est essentiel de comprendre que tous les Etats membres ne sont pas égaux en la matière.

Quatre catégories se distinguent. Les petites économies ouvertes situées aux marges de l'UE, telles que la Slovaquie, Malte, la Finlande ou la Grèce, affichent des niveaux de dépendance à la Chine particulièrement élevés, assortis de plus fortes hausses au fil du temps. Les grandes économies les plus désindustrialisées que sont la France et l'Espagne connaissent des dépendances à la Chine légèrement plus modérées, quoique toujours nettement supérieures aux moyennes européennes. Les principales puissances industrielles européennes, notamment l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et les Pays-Bas, affichent des niveaux de dépendance proches de la moyenne européenne, et plus portés sur les intrants industriels.

Viennent enfin les économies de plus petite taille très fortement dépendantes de leurs partenaires européens, et donc relativement moins exposées aux importations chinoises, notamment les pays baltes, le Portugal et l'Autriche. En moyenne, un

Etat membre dépendait, en 2022, de la Chine pour son approvisionnement dans 134 catégories de biens représentant 3,4 % de l'ensemble de ses importations.

Au total, les Etats membres sont dépendants de la Chine pour 620 produits. Les équipements ménagers, le mobilier, les appareils électroniques et le textile restent les principaux facteurs de dépendance, en phase avec les points forts de la Chine à l'exportation. A l'inverse, la Chine ne dépend de chaque Etat membre que pour un ou deux biens en moyenne, soit au total 33 produits représentant 3,6 milliards d'euros d'importations chinoises. Les dépendances ne sont cependant pas toutes négatives tant qu'elles sont maîtrisées.

Confrontée à la montée en puissance industrielle de la Chine au cours de ces deux dernières décennies, l'Allemagne est le pays qui a connu la plus importante chute du nombre de produits dont la Chine est dépendante. Les secteurs des machines-outils et de la chimie ont été les premiers facteurs de cette diminution. Reste que ces secteurs permettent à l'Allemagne de demeurer la principale source européenne de produits dont la Chine est dépendante. La France a mieux résisté, devenant au fil des deux dernières décennies le deuxième plus im-

portant pourvoyeur de produits européens dont la Chine est dépendante. Mais ces produits ont changé de nature: ils se situent moins dans le secteur du transport que dans celui de l'agriculture, tandis que le textile de luxe figure toujours en bonne position.

Paradoxalement, les statistiques indiquent que chaque Etat membre dépend en moyenne moins de la Chine que l'UE prise dans son ensemble, qui importe de Chine 421 produits dont elle est dépendante (contre 134 pour les Etats membres additionnés), représentant 8,9 % de ses importations totales.

La mécanique de la dépendance

Cette moindre dépendance au niveau national est pour partie mécanique. A l'échelon national, chaque Etat membre a pour partenaires commerciaux importants les autres Etats membres de l'UE. Ainsi, la part de la Chine – et de tous les partenaires hors UE – dans leurs importations diminue mécaniquement, entraînant une chute du nombre de produits hors UE dont ils sont dépendants. Par exemple, l'importance des échanges intereuropéens d'intrants industriels engendre une moindre dépendance aux produits chinois des nations européennes dans ce secteur. Si, pour les Etats membres pris individuellement, la Chine est la source presque exclusive de leur dépendance à des biens importés hors d'Europe, ce n'est le cas que de 60 % de ces biens pour l'UE dans son ensemble.

Cet effet positif de l'Union sur le rapport de force commercial

entre la Chine et l'Europe est encore plus visible si l'on s'intéresse aux biens européens dont la Chine dépend. Alors que celui-ci, on l'a vu, dépend de 33 produits en moyenne à l'échelle des Etats membres pris un par un, elle dépendait de l'UE pour 120 produits d'une valeur de 28 milliards de dollars (25,9 milliards d'euros) d'importation en 2022. Dit autrement, la Chine dépend des nations européennes entre quatre et huit fois moins qu'elle ne dépend de leur union.

L'UE peut ainsi faire valoir un rapport de 421 produits chinois dont elle est dépendante contre 120 produits européens dont la Chine dépend, certes déséquilibré, mais tout de même d'ordre plus comparable que ce même rapport pour chaque Etat membre pris de manière isolée.

A l'heure où la souveraineté et le protectionnisme national sont élevés au rang d'argument décisif par la plupart des opposants au projet européen, il est bon d'avoir en tête la réalité de ces rapports de force pour juger des bénéfices et des coûts de l'UE. Aujourd'hui, une France isolée de ses partenaires européens sur le plan économique ne pourrait pas faire face au géant chinois, ne serait-ce que sur le plan de l'indépendance économique. ■

Abigaël Vasselier est directrice des affaires européennes au Mercator Institute for China Studies



## LA CHRONIQUE DE JÉZABEL COUPPEY-SOUBEYRAN

### Le lâche soulagement des marchés

Au lendemain du premier tour des élections législatives en France, qui a vu le Rassemblement national (RN) arriver en tête, la presse financière a fait ses gros titres sur le soulagement des marchés financiers. Alors qu'à la veille du scrutin, la Bourse de Paris terminait sur sa pire performance mensuelle en deux ans, dès lundi matin, le CAC 40 reprenait des couleurs, comparé aux autres indices boursiers européens. Les valeurs les plus « domestiques », comme BNP Paribas ou Vinci, rebondissaient après les attaques qui avaient suivi l'annonce de la dissolution, et l'écart entre les taux des emprunts souverains de la France et de l'Allemagne se resserrait, alors qu'il n'avait cessé de se creuser durant la campagne.

La plupart des commentateurs, dont ceux de Bloomberg, leader de l'information financière, donnaient à lire que les investisseurs s'attendaient à un score plus important du RN et qu'ils voyaient reculer la perspective qu'il obtienne une majorité absolue au second tour. Curieuse lecture d'un score inédit (33,2 % des suffrages avec ses alliés LR, près du double de celui des législatives de 2022) et étrange confiance, alors même que rien, à ce stade, ne permettait d'écarter le scénario d'une majorité absolue.

Il n'est pas interdit de penser que les marchés craignaient bien plus une percée du Nouveau Front populaire (NFP), dont le programme de rétablissement des services publics et d'investissement dans la transition écologique repose sur des hausses d'impôts et davantage de réglementation, que celle du RN, qui n'a pas manqué d'inscrire la « paix fiscale » dans ses éléments de langage. Les acteurs des marchés financiers ont tendance à voir dans l'action fiscale et réglementaire un risque d'incertitude et de manque à gagner, et sont, à l'inverse, rassurés par les offres politiques qui leur garantissent le *business as usual*. Leur soulagement a donc vraisemblablement plus à voir avec la distance qui sépare le score du RN de celui du NFP qu'avec l'absence de raz de marée du RN aux législatives.

De crise en crise

En miroir, il faut se rappeler le vent de panique financière qu'avait enclenché l'élection de François Mitterrand le 10 mai 1981. La cotation des entreprises dans le viseur des nationalisations avait dû être suspendue, car leurs actionnaires voulaient se débarrasser de leurs titres de peur qu'ils ne valent plus rien. La Bourse de Paris, qui opérait encore à la criée autour de la corbeille du Palais Brongniart, avait vu partir en fumée 40 milliards de francs de capitalisation en l'espace de trois séances et perdu près du quart de sa valeur en une semaine. En un mois, les actions françaises avaient chuté de 30 %. Le franc avait été attaqué sur le marché des changes, la Banque de France et la banque centrale ouest-allemande étaient intervenues pour éviter une crise du système monétaire européen.

Les marchés boursiers n'aiment donc pas la gauche. Rétrospectivement, que d'ingratitude ! Car il n'a pas fallu longtemps pour que la France de Mitterrand prenne le virage néolibéral de l'époque et, dans le sillage du big bang financier de Margaret Thatcher au Royaume-Uni, déréglément à son tour les banques et les marchés financiers. Entre libéralisation et modernisation, fini l'encadrement du crédit, fini la corbeille ! Place au libre jeu du marché et à l'informatisation intégrale des échanges boursiers, à la suite de quoi secteur bancaire et marchés financiers ont pris conjointement leur envol. C'est là, au milieu des années 1980, que le monde

#### LES MARCHÉS CRAIGNAIENT PLUS LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE QUE LE RN

a basculé d'un capitalisme industriel à un capitalisme financier globalisé. Plusieurs crises financières sont depuis venues le secouer : celle de 1987, petite crise d'adolescence sans graves répercussions macroéconomiques ; celle de 2007-2008, dont les conséquences économiques et sociales ont été beaucoup plus lourdes et fort inégalement réparties, et qui, en Europe, a débouché sur une crise des dettes souveraines en 2010-2012,

économiquement et socialement coûteuse en particulier pour la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, et où les mesures d'austérité et les réformes structurelles que les autorités européennes ont cru bon de mettre en œuvre ont rendu la vie de millions de citoyens plus difficile. En novembre 2015, les économistes Moritz Schularick, Christoph Trebesch et Manuel Funke avaient examiné les retombées politiques des crises financières dans vingt économies avancées, à partir des résultats de quelque 800 élections entre 1870 et 2014. Ils en concluaient qu'à la différence de récessions classiques qui ponctuent le cycle des affaires, les crises financières ont tendance, dans les démocraties modernes, à faire monter le soutien à l'extrême droite (sans profiter de la même manière à l'extrême gauche). Les crises financières auraient la particularité d'apparaître moins excusables et plus injustes dans leurs résolutions, car très coûteuses en fonds publics, avec, au bout du compte, une forte grogne sociale et des blocages politiques au sein de parlements fractionnés, qui ne feraient qu'accroître la difficulté à les résoudre.

Qu'opposer au risque de révolte grandissant quand, de crise en crise – financière puis sanitaire –, le capitalisme ressort non pas transformé, mais conforté, et encore plus instable ? En 1933, l'économiste marxiste allemand Fritz Sternberg (1895-1963) avait ainsi expliqué la montée du nazisme en Allemagne : face à la montée des mouvements ouvriers révolutionnaires et à l'incapacité de maintenir le contrôle par des moyens démocratiques, les classes dirigeantes capitalistes préféraient se tourner vers des régimes fascistes pour sauvegarder leurs intérêts. Cette thèse ne fait pas l'unanimité chez les historiens, mais le simple fait qu'elles s'en accommodent est déjà un risque pour la démocratie. ■

Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences d'économie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et directrice scientifique de la chaire Energie et prospérité





PLANÈTE | CHRONIQUE  
PAR STÉPHANE FOU CART

## Un inventaire du « en même temps »

Que faire, désormais, sinon le bilan ? Le paysage politique issu de la dissolution de l'Assemblée nationale a rendu irréversible l'extinction du macronisme, et le président de la République a perdu la main sur les affaires intérieures du pays. Avec trois ans d'avance, il devient donc possible de proposer un point d'étape, voire une sorte d'inventaire.

Celui-ci doit être lu au prisme des postures d'Emmanuel Macron, qui a sans doute été le chef de l'Etat qui a le plus investi verbalement la question écologique. Ses actes n'ont pas suivi. On se souvient de son opposition flamboyante à Donald Trump sur le climat, du « *Make our planet great again* », de son titre de « Champion de la Terre » décerné en 2018 par les Nations unies, ou de sa sortie de 2022 : « *Mon mandat sera écologique ou ne sera pas !* » Phrase au demeurant prémonitoire puisque, de fait, son mandat n'aura pas complètement été.

Tout n'a pas été bradé et des choix forts ont été faits. L'abandon de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou du Terminal 4 de Roissy, par exemple. Les émissions de gaz à effet de serre ont, elles, baissé de 5,8 % entre 2022 et 2023, ce qui est inédit. Certes, un tiers au moins de cette baisse est conjoncturel, et l'empreinte carbone des Français (incluant les importations) n'a pas autant chuté, mais le chiffre vaut d'être noté. Tout comme le leasing social (location à bas prix) de véhicules électriques – mesure qui, bien que sous-dimensionnée, a permis d'associer ambitions sociales et environnementales.

De même, la loi « zéro artificialisation nette » (ZAN) compte au nombre des avancées de principe, même si ses décrets d'application en ont réduit la portée. Enfin, et ce sera peut-être le legs majeur du président, la convention citoyenne sur le climat a esquissé de nouveaux modes de délibération démocratique – même si la promesse de reprendre « sans filtre » ses propositions n'a pas été tenue.

### Indicateur défectueux

Sur les autres dossiers, le bilan est moins nuancé. Depuis 2017, les gouvernements successifs ont agi en simples supplétifs de l'agriculture la plus intensive et de l'agro-industrie. Ce constat peut être objectivé simplement : depuis 2019, les forces de l'ordre sont mises au service de certains syndicats agricoles, avec la création d'une cellule ad hoc de la gendarmerie, notamment dévolue à prévenir « *des actions de nature idéologique* » des militants, y compris de « *simples actions symboliques de dénigrement* », selon le ministère de l'intérieur.

Les chiffres sont plus cuisants que tous les adjectifs. Le rythme d'arrachage des haies, déjà catastrophique, a plus que doublé depuis l'arrivée de M. Macron au pouvoir. Il est passé de 10 400 kilomètres par an (km/an) entre 2006 et 2014, à 23 571 km/an entre 2017 et 2021. En 2023, pour la première fois depuis trente ans, les surfaces exploitées en agriculture biologique ont reculé dans

MACRON A ÉTÉ  
LE CHEF DE L'ÉTAT QUI  
A LE PLUS INVESTI  
VERBALEMENT  
LA QUESTION  
ÉCOLOGIQUE. SES ACTES  
N'ONT PAS SUIVI

l'Hexagone. Malgré la promesse présidentielle, le glyphosate a été réautorisé et les pesticides aux effets les plus sévères pour la biodiversité, les néonicotinoides, ont été remis en selle jusqu'à une décision de la justice européenne.

Ce n'est pas tout : l'indicateur d'usage des pesticides en vigueur depuis 2008 a été supprimé. La France n'a donc plus – le fait est inédit depuis quinze ans – d'objectif de réduction d'usage de ces substances, responsables de l'effondrement des populations d'oiseaux et de pollinisateurs, de la contamination des ressources en eau, de maladies graves chez les agriculteurs et les riverains. Le gouvernement communique désormais sur un objectif de réduction des risques fondé sur un indicateur si défectueux que nul ne peut dire précisément ce qu'il mesure.

Au niveau européen, la France a aussi œuvré pour éroder les mesures « vertes » de la politique agricole commune, comme le maintien des jachères. Jusqu'au dernier moment, le gouvernement Attal a voulu ouvrir toutes les digues : le projet de loi d'orientation agricole, encalminé depuis la dissolution, prévoit la simplification des procédures de construction de mégabassines, d'extension des élevages hors-sol, l'affaïssement du régime de sanctions pour la destruction de milieux naturels ou d'espèces menacées, etc.

Sur le dossier des nouveaux OGM, l'expertise collective de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a été bloquée par le ministre de l'agriculture jusqu'à la publication par *Le Monde* de ses conclusions. La France a ainsi soutenu au niveau européen une large dérégulation de ces plantes, à l'inverse des recommandations de sa propre agence d'expertise. La dernière fois qu'un gouvernement a tenté de bloquer une expertise collective remonte à 1997 : c'était le rapport de l'Inserm sur l'amiante.

L'industrie chimique peut aussi remercier le gouvernement, qui s'est opposé (en vain) à la restriction des dangereux « polluants éternels » (ou « PFAS »), qui contaminent pourtant toute la population. La pêche industrielle n'est pas moins satisfaite : la France a opposé une fin de non-recevoir à la volonté de Bruxelles d'interdire le chalutage de fond dans les aires marines protégées (dont on ne sait trop, du coup, de quoi elles sont protégées). Quant aux mesures de renouvellement de la forêt, elles risquent selon les spécialistes de favoriser les coupes rases et les monocultures de résineux, et rendre ainsi les territoires plus vulnérables au réchauffement.

Considérer ce bilan au prisme des postures du passé suggère un parallèle saisissant avec la crise politique actuelle. Alors qu'aucun président ne s'est à ce point érigé en rempart personnel contre l'extrême droite, le Rassemblement national (RN) est aujourd'hui au seuil du pouvoir. Nous n'avons pas fini de réinterpréter, et de méditer, le « en même temps » des sept années qui viennent de s'écouler. ■

## L'AVANCÉE DE LA COLONISATION EN CISJORDANIE DOIT CESSER

### ÉDITORIAL

La poursuite des combats à Gaza et des accrochages entre l'armée israélienne et la milice du Hezbollah libanais, à la frontière nord d'Israël, ne doivent pas éclipser la menace la plus sérieuse qui pèse sur la solution des deux Etats que constituerait la création d'une Palestine indépendante au côté d'Israël. Il s'agit du coup de force territorial en cours, à bas bruit, en Cisjordanie.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition le plus à droite de l'histoire d'Israël et à l'initiative du ministre extrémiste Bezalel Smotrich, ce qu'on ne peut décrire autrement que comme des vols de terres palestiniennes se multiplie. Au cours des six premiers mois de l'année, selon les décomptes de l'irremplaçable organisation pacifiste israé-

lienne La Paix maintenant, 2 370 hectares ont ainsi été déclarés « *terres d'Etat* » par les autorités israéliennes, une manipulation qui leur permet ensuite de les louer exclusivement à des Israéliens. La dernière en date, en juin, concerne 1 270 hectares situés dans la vallée du Jourdain.

Personne ne peut douter des intentions des autorités israéliennes : elles revendent « *un droit exclusif et inaliénable sur toutes les parties de la Terre d'Israël* », qui inclut à leurs yeux la Cisjordanie occupée. Les accaparements de terrains qui s'accumulent prouvent qu'il ne s'agit pas de propos d'estrade, mais d'un plan mûrement réfléchi. La dernière saisie massive va ainsi permettre de relier quatre colonies installées au cœur du territoire palestinien et d'en faire un bloc. Il s'agit bien de rendre la colonisation israélienne irréversible, l'étape ultérieure étant l'enfermement des Palestiniens de Cisjordanie dans des enclaves sous étroit contrôle israélien.

On peine pourtant à trouver la trace de la moindre réaction conséquente parmi les pays qui prétendent défendre la solution des deux Etats, à commencer par les Etats-Unis, qui se portent au secours d'Israël dès que l'Etat hébreu est menacé sans que ce dernier prête la moindre attention à leurs très légers toussotements lorsqu'il s'agit du travail de sape en cours en Cisjordanie.

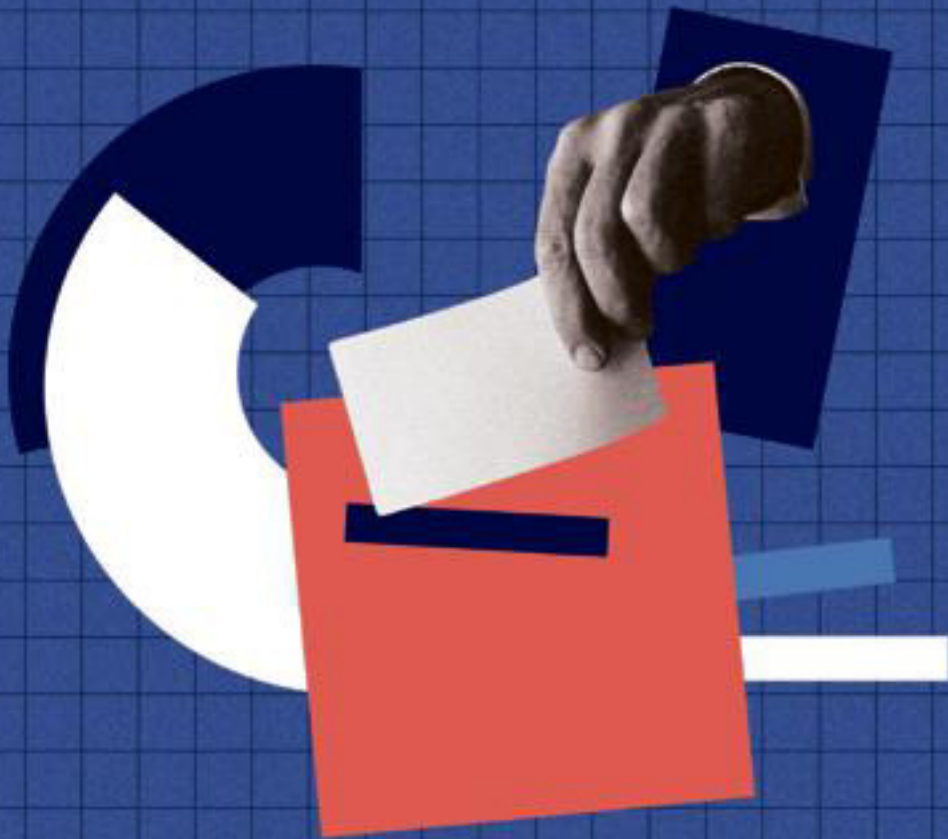
Le secrétaire d'Etat américain, Tony Blinken, s'était ainsi borné à qualifier en mars une saisie de 800 hectares de terre de « *contre-productive pour parvenir à une paix durable* ». La saisie record révélée en juillet témoigne de l'effet peu dissuasif de ces remarques inoffensives, considérées comme telles par le gouvernement de Benyamin Nétanyahou.

Ce gouvernement a annoncé également début juillet la construction de 5 300 nouveaux logements dans les colonies de Cisjordanie, ainsi que la « *légalisation* » de trois colonies sauvages que même le droit israélien ne reconnaissait pas. L'ensemble des colonies implantées dans des territoires conquis par la force sont considérées comme illégales par le droit international.

Les tensions en Cisjordanie, l'activité de groupes armés palestiniens et les raids incessants de l'armée israélienne trouvent leurs sources dans ces avancées territoriales qui enterrent tout espoir de paix. Les colons extrémistes galvanisés multiplient les expéditions punitives dans les villages palestiniens en sachant pouvoir compter sur le soutien des militaires. Des pays ont réagi timidement à cet engrenage en adoptant des sanctions contre ces éléments violents. Cette démarche restera illusoire tant que ses architectes, Benyamin Nétanyahou et ses ministres, resteront impunis. ■

Le Monde

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES TOUS LES RÉSULTATS



Chiffres, commentaires, enquêtes, analyses et cartographies  
avec un cahier spécial résultats de 18 pages.

DÈS LUNDI 8 JUILLET CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR **LEMONDE.FR** POUR SUIVRE TOUTE LA CAMPAGNE DÈS MAINTENANT

DEPUIS 2017,  
LES GOUVERNEMENTS  
SUCCESSIFS ONT AGI  
EN SIMPLES SUPPLÉTIFS  
DE L'AGRICULTURE  
LA PLUS INTENSIVE



# Entendre des voix

A la veille du second tour des élections législatives, des citoyens de tout bord évoquent leur rapport à la politique et au vertige démocratique actuel

*Le Monde*  
**l'époque**





DOROTHÉE RICHARD

TÉMOIGNAGES

## Polyphonie électorale

Eleveuse, retraité, fleuriste, professeure ou maître-nageur... Des citoyens de tous bords politiques, rencontrés partout en France confient les espoirs et les peurs intimes qui les traversent dans cet entre-deux-tours inédit. Car la démocratie est aussi une histoire d'émotions





## « On ne sait plus vivre ensemble. C'est ça qui me fait peur aujourd'hui »

A Rethel, dans les Ardennes, Nicolas Devaux, 41 ans, fleuriste-caviste

« On est tous énervés. On va bientôt se taper dessus parce que l'un a mis son chapeau de travers, parce que l'autre n'a pas mis son clignotant. Tenez, le 21 juin, Fête de la musique. Je rentre chez moi, je roule à 80 kilomètres-heure. Je me fais doubler par un chauffard, alors que je suis à la limite de vitesse. Moi, je ne suis pas content, j'applaudis comme un con dans ma voiture, genre "bravo mon gars". Eh bien, le type s'est arrêté un peu plus loin, il m'a attendu. "Y a un problème?" J'ai passé mon chemin, je ne me suis pas arrêté, ça aurait envenimé les choses. Vous regardez une fille dans la rue parce qu'elle est jolie, vous vous faites engueuler! Vous n'avancez pas assez vite au volant, on vous casse la gueule! Les gens sont aigris. C'est dangereux, parce qu'après, on a peur de tout. Et on ne sait plus vivre ensemble. C'est ça qui me fait peur aujourd'hui. Mais qu'est-ce que vous voulez faire contre ça? Vous voulez interdire quoi? »

Avant, on pouvait discuter. Il y a quelques années en arrière, dix, vingt, on était main dans la main. J'étais dans un collège où tout le monde était mélangé. Maintenant, on nous stigmatise sur des choses infondées. Quand vous écoutez les conneries politiques à la

télé, tout est mélangé, on ne comprend plus rien. Ça fatigue tout le monde.

C'est trop brouillon, c'est pour ça que les gens en ont marre. Ils se paument un peu. Moi, pendant les débats, j'ai coupé la télé. Je les ai vus blablater, on aurait dit un combat de coqs, ou une cour de récré. Je ne sais pas de quoi ils parlent, ce n'est pas concret. Au lieu de nous proposer leurs idées, ils se crient dessus, à celui qui critiquera le plus les autres: "Vous n'avez jamais fait mieux que moi..."

Dimanche [30 juin], je ne suis pas allé voter. Une voix de plus ou de moins, qu'est-ce que ça va changer? Rien! Ce n'est pas moi qui déciderai du sort du pays. On verra bien au second tour, si on y voit plus clair, peut-être que j'irai. Mais, pour le moment, je n'ai pas assez suivi, je ne sais pas qui est arrivé en tête chez moi. J'ai regardé un petit peu les résultats à la télé, sans plus. Honnêtement, on n'avait pas trop le choix, c'était sur toutes les chaînes de la TNT!

Il se passera ce qui doit se passer. Moi, je subirai ce qu'il y aura à faire, et puis c'est tout. Là où je me déplace pour voter, c'est pour élire le maire de ma commune. Là, c'est du concret. A Reims [où il vit], avant, c'était M<sup>me</sup> [Adeline] Hazan [maire socialiste de 2008 à 2014]. Ça, c'était une dame à l'écoute de ses concitoyens. Pour moi, c'est plus

clair : les travaux sur la voirie, ce qu'ils proposent pour ma petite ville...

Alors que là, quoi qu'ils disent, ça se passera toujours autrement. Sans parler de rouge, vert, bleu, droite ou gauche: c'est tout pareil. Je ne les connais pas trop. Bardella? Euh, je sais que c'est un jeune, plus jeune que moi... Il y en a un autre que j'ai entendu, mais sans plus, je n'ai pas fait gaffe. Je suivais un petit jeune qui s'était présenté sans étiquette, parce que je le connaissais, mais il a fait 2 %, quelque chose comme ça.

Le soir de la dissolution, je n'ai pas vu, j'étais en train de faire de l'administratif. J'ai dû l'entendre à la radio le lendemain, ça ne m'a pas fait grand-chose. Moi, ce qui m'importe, c'est de faire tourner ma société, de savoir de combien je vais devoir augmenter le smic. Et ça, ils n'en parlent pas trop, ou alors ce n'est pas assez concret pour moi. Parce que si j'augmente le smic, alors il faut que j'augmente le prix des fleurs, et après les gens vont se plaindre de l'inflation et du pouvoir d'achat, et c'est le serpent qui se mord la queue!

Pour moi, ce qui est compliqué, c'est de trouver du personnel. J'ai un salarié à mi-temps, c'est un monsieur qui a une soixantaine d'années. Il devrait plutôt être à la retraite. Est-ce que c'est normal que des personnes qui ont cotisé toute leur vie aient besoin de travailler? Mais, en même temps, lui, il a envie. Alors que c'est sacrément difficile de trouver des salariés compétents. Le problème, c'est que travailler, c'est chiant, quoi! Vous n'avez pas vos week-ends, vous ne pouvez pas voir votre copain, vous ne pouvez pas aller au mariage de votre copine...

Les gens râlent, ils pensent que l'herbe est plus verte ailleurs. Mais par rapport à d'autres pays, on est quand même bien lotis. Regardez l'Assurance-maladie, l'ANPE [actuel France Travail]. On a quand même des avantages. Et ça, ce sont les impôts, donc il faut réfléchir aux conséquences. Oui, on en a marre de ce qu'on paie, de nos taxes, mais avec ce ras-le-bol, on ne se supporte plus les uns les autres. Il faut refaire un vivre-ensemble, mais je ne sais pas comment, moi... Je ne sais pas comment. »

Propos recueillis par Clara Georges

## « Dimanche, quand les résultats du premier tour sont tombés, on a trinqué à l'eau et on était heureux! »

A Ussel, en Corrèze, Hinerava Counord, 28 ans, éleveuse de chiens

« Avec mon mec, Alex, on s'est dit que si le RN [Rassemblement national] gagnait ce dimanche [7 juillet] alors "yallah!", on irait fêter ça avec les deux gosses, ma mère et ma tante dans mon restau préféré: le Royal Wok. Et pas n'importe lequel: celui de Guéret, dans la Creuse. C'est un buffet à volonté, et je n'en repars jamais tant que je n'ai pas envie de vomir! Pour 20 euros, tu as tout de compris, même les boissons, et ça, ce n'est pas commun dans les buffets à volonté. Tu te sers tant que tu veux. Tu peux prendre 10, 20 litres de rosé, c'est gratos. Et puis, après le restau: direction Lilo Trésor, la salle de jeux de fou pour les enfants – chacun son paradis, hein! »

Sauf qu'on n'ira nulle part. Parce que le Royal, il est à une heure et demie de bagnole, et nous, on vit à Ussel, en Corrèze. Donc, pour y aller, faut du gazole, et on n'a plus les sous. Et le restau aussi, faut pouvoir se le payer, et bah, on ne peut pas. Dimanche [30 juin], quand les résultats du premier tour sont tombés, on a trinqué à l'eau et on était heureux!

C'est ça notre plus gros problème, l'argent. Comme tout le monde, quoi. Ras le cul de toujours compter. Et pourtant, on bosse. Alex, il travaille au drive de Leclerc, il est debout à 5 heures du mat. Il gagne 1400 euros net avec des primes et tout. Moi, j'ai enchaîné: réceptionniste, Domino's Pizza, KFC, Leclerc. Et depuis février, je suis éleveuse de chi-huahuas. Un chiot, ça vaut entre 650 et 900 euros. Et pourtant, le 5 du mois, on n'a plus de pognon. Il y a quelque chose qui cloche, quoi. C'est la survie. La lutte. Toujours. On vit dans un logement social, on va à l'épicerie sociale pour l'aide alimentaire... Alors, quand [Jordan] Bardella dit qu'il va baisser la taxe sur le carburant et même la supprimer sur des produits de première nécessité, bah oui, ça changera notre vie, et on vote pour. Et Macron? Qu'est-ce qu'il a fait pour baisser les prix? Rien. Il n'a pas bougé le petit doigt. Il n'en a rien à foutre des petites gens. Bardella, il n'est pas raciste. Il est nationaliste. Ceux qui veulent travailler, qui sont étrangers, ils ont le droit d'être là. Je ne suis pas raciste, je m'en fous.

Alex, je l'ai rencontré pendant le confinement. Je me faisais chier et je suis allée sur le site de rencontres Adopte un mec. La première fois qu'on s'est vus, je lui ai sauté dessus. On s'est retrouvés chez un pote et on a fait l'amour dans ses chiottes. Et on ne s'est

plus jamais quittés. Lui, ça faisait dix ans qu'il était célibataire. Il n'avait juste pas le temps pour l'amour. Ses parents avaient une usine de porcelaine qui faisait des figurines trop marrantes du style maître Yoda ou Betty Boop. Il bossait quoi? Soixante heures, soixante-dix heures, quatre-vingts heures par semaine? Et pour finalement mettre la clé sous la porte. L'usine n'a pas fait faillite, mais ils ne gagnaient pas d'argent. Les charges sociales étaient trop lourdes, les clients ne le payaient pas, la concurrence étrangère était trop rude. Alors, à quoi bon se tuer à la tâche?

Ça fait quatre ans qu'on est ensemble. Je viens de le demander en mariage. Je lui ai envoyé un SMS. "Acceptes-tu d'être mon homme pour la vie? Pour le meilleur et surtout pour le pire? Je pense qu'il faut qu'on s'y jette, car si on attend d'être millionnaires..." Et ça, on est très lucides là-dessus, on ne sera jamais riches. On est des gens simples et on est heureux. Pour le mariage, on a tout acheté sur Shein. C'est le site Internet chinois où tu peux acheter n'importe quoi et pour pas cher. On a tout commandé dessus: la déco, ma robe de mariée, la tenue de monsieur – marcel blanc, veste et short gris.

Mais je viens de recevoir une régularisation de 1200 balles pour l'électricité. Et je paie déjà 200 euros par mois. La régul, on doit la payer en août. Et en août, qu'est-ce qui est prévu? Notre mariage. Alors comment je vais le payer, ou même cette facture? Heureusement, Bardella va nous aider, en baissant le prix de l'énergie.

Mais on a un projet. On va partir vivre à Tahiti. J'y suis née. Faut pas oublier que la Polynésie, c'est un territoire français, c'est au milieu de l'océan Pacifique, alors ça l'arrange bien, la France, d'avoir un pied là-bas. Et Bardella, il sera là pour nous: il veut créer un ministère d'Etat de l'outremer et investir dans la santé. Ma mère y a encore une maison, squattée, mais on est en procédure d'expulsion. On n'aura pas de loyer, pas de chauffage. Et pour se nourrir, on pourra pêcher. En France, faut même payer le permis de pêche! On arrête les frais, merci! Je vais faire une formation commerciale avant de partir et peut-être que je travaillerai dans le tourisme. Et puis, si on n'y arrive pas, au moins, comme on dit: la misère est moins pénible au soleil. »

Propos recueillis par Stefania Rousselle

## « Depuis quinze jours, je fais du sport pour me calmer, et aussi dans l'idée qu'on entre dans une ère de combat »

A Paris, Jérôme Grillon, 48 ans, réalisateur de films d'animation

« Je suis triste et je pense beaucoup à mon père. Je me dis qu'il se retournerait dans sa tombe – même si ses cendres reposent dans l'océan... –, parce qu'il a toujours pensé que les idées d'extrême droite sont nocives pour l'humanité. Ça me donne envie de me baigner dans la baie de Lancieux, dans les Côtes-d'Armor, pour avoir la sensation d'être auprès de lui. Ce serait peut-être une consolation, même si je ne suis pas très optimiste. Je suis effrayé, même. L'idée du "grand remplacement", véhiculée par le Rassemblement national [RN], est pour moi la résurgence de ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale. Après la Shoah, il y a eu cette formule: "Plus jamais ça." Mais, une fois qu'un concept, si ignoble soit-il, existe, il peut se répéter.

C'est devenu une obsession. Je regarde les fils d'actualité, je m'endors à 2 ou 3 heures du matin. La journée, je suis fatigué. Mon angoisse politique s'ajoute à ma charge de travail, aux tensions familiales avec un ado un peu difficile. Je poste beaucoup sur Facebook, en me disant que ça peut toucher une ou deux personnes. Je discute aussi avec mes proches, mais je n'ai pas grand monde à convaincre: on pense à peu près tous pareil, on vote Nouveau Front populaire.

En fait, il faudrait prendre son petit sac de pèlerin et faire un tour de France pour discuter humainement avec tous ceux qui croient que leurs problèmes viennent des immigrés. Hier, on plaisantait avec ma compagne en se disant que les électeurs du RN issus de territoires où l'immigration est très faible devraient faire un stage de deux mois à Paris, pour voir que ce n'est pas l'enfer de vivre ensemble!

Je sais qu'il ne faut pas baisser les bras, mais la défaite est déjà là. En 2002, quand Jean-Marie Le Pen s'est retrouvé au second tour de l'élection présidentielle, il y a eu un raz de marée fraternel pour s'unir contre lui. Le 15 juin, lorsque je suis allé à la première manifestation après le résultat des européennes, il y avait moins de monde dans les rues. J'ai le sentiment que beaucoup pourraient s'accommoder de l'extrême droite au pouvoir.

Pour oublier la cacophonie du débat Attal, Bardella, Bompard, j'ai revu le débat de l'entre-deux-tours entre Mitterrand et Chirac [en 1988], que mon beau-frère m'a envoyé. J'ai eu l'impression que la vidéo passait au ralenti, tellement c'était calme. Ils s'écoutent, parlent l'un après l'autre, ce qui n'empêche

pas la virulence. Il y a une vraie discussion, c'est assez profond, on a vraiment le temps de saisir tous les mots, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Depuis quinze jours, je fais davantage de sport pour me calmer, mais aussi dans l'idée qu'on entre dans une ère de combat. Je me suis mis à la callisthénie [un entraînement qui consiste à utiliser le poids du corps comme résistance pour développer sa force]. Je peux faire ça n'importe où, il me suffit d'une chaise, c'est gratuit. Il va bien falloir que je protège ma famille. Avant les grandes vacances, mon fils a fait deux manifs sauvages. Je ne cautionne pas qu'il se déguise en black bloc avec ses copains, tous en noir avec des cagoules. Ça me fait flipper, car la réponse policière est beaucoup plus forte qu'à mon époque. Il m'a montré les vidéos, c'est violent. Si l'on est gouvernés par le RN, j'imagine le niveau de répression...

Il arrive que les larmes me montent aux yeux, comme au soir du premier tour. Le 7 juillet, je ne pense pas qu'on fera une soirée électorale. Si le RN gagne, je ne me vois pas me tenir, là, désespéré, au milieu de mes potes. Je ne suis pas à plaindre, je pars bientôt en vacances en famille, mais la joie est un peu obscure. On va randonner avec un âne. Le hasard fait qu'on a choisi le Vercors, haut lieu de la Résistance. »

Propos recueillis par Maroussia Dubreuil

## « Je ne suis pas déçu par Macron. Il est ce qu'il est, et c'est un boulot de chien d'être à l'Elysée »

A Saint-Cloud, dans les Hauts-de-Seine, Laurent Dunoyer, 71 ans, retraité de la communication

« Dans ma circonscription, Pierre Cazeneuve, notre jeune député [Renaissance] de 30 ans, a été réélu dès le premier tour. Alors, bien sûr, on est à Saint-Cloud, et il n'y avait pas de candidat LR [Les Républicains], mais c'est pas mal pour la majorité présidentielle. Je me suis engagé dans cette campagne, moins en tractant pour lui qu'en lui écrivant des chansons. J'aime bien gratter la guitare et j'ai enregistré des reprises de Francis Cabrel et de Nino Ferrer avec des paroles politiques. Ça donne par exemple "Est-ce Macron qui a fait le con ou le génie d'une fine stratégie?" sur l'air du Téléphone. Je l'ai envoyé sur le groupe WhatsApp des militants de Saint-Cloud.

Lors des précédentes élections, j'ai beaucoup tracté pour le camp Macron. Ça m'a permis de prendre conscience que le vote c'est quelque chose d'assez tripal. Il y a ceux qui ne veulent pas vous voir, ceux qui vous lancent un regard hostile ou qui viennent vous dire des choses désagréables. "Macron le banquier", "Macron engance du mal": ah, j'en ai entendu! Heureusement, vous croisez aussi des gens capables de discuter tranquillement, plutôt profil social-démocrate.

J'ai toujours été très surpris de la détestation irrationnelle que suscite Macron, notamment chez les sympathisants de droite. Peut-être qu'ils pensent qu'il a pris la place de [François] Fillon [à la présidentielle 2017] et aussi à cause de son profil un peu hors norme. Je continue de garder un avis favorable sur le président. Il est hyperbrillant, même si le coup de la dissolution, je ne dirais pas que c'est une idée brillante... Disons que c'est dans la lignée de son logiciel transgressif. Je ne suis pas déçu. Il est ce qu'il est, et c'est un boulot de chien d'être à l'Elysée. En sept ans, il a fait face à tellement de difficultés, et la France n'a pas été mal gérée. Le chômage et certaines taxes ont baissé. Certes, le pays est plus endetté, mais il y a eu la crise du Covid. Je ne le trouve pas arrogant. Il va beaucoup au contact des

gens. Je ne sais pas s'il les écoute suffisamment, mais il est sur le terrain.

Si j'ai voté à nouveau pour son camp, c'est que je considère qu'il n'y a pas vraiment le choix. Nous sommes dans une recomposition à trois blocs, et je ne peux pas voter pour LFI [La France insoumise] dont je déteste la violence. J'en ai voulu aux socialistes de cette alliance avec eux. Il y a [Jean-Luc] Mélenchon, et je trouve que son attitude d'intimidation dans le débat public est assez odieuse. J'en ai parlé avec mes frères et sœurs sur le groupe de conversation familiale en leur disant que je ne comprenais pas qu'ils puissent voter pour le Nouveau Front populaire et LFI.

On vient d'une famille catholique plutôt de droite, mais nos votes sont divers. Certains ont toujours voté à gauche. J'ai des neveux quadragénaires qui ont probablement voté Mélenchon. Quant à mes deux enfants, je ne sais pas trop où se porte leur choix. J'ai juste appelé mon fils, qui vit à l'étranger depuis trois ans, pour lui dire qu'il devait absolument faire une procuration. Je trouve que l'évolution des échanges politiques reflète un manque d'écoute et de respect de l'altérité. Il nous faudrait plus de compromis, qui n'est pas synonyme de compromission.

Quant au RN [Rassemblement national], je ne les trouve absolument pas au niveau. Je pense qu'ils ne feront rien, car ils ont intérêt à ne rien faire. Et puis peut-être que les électeurs se rendront compte qu'ils sont incompetents et que ça pourrait éviter que Marine Le Pen soit présidente de la République en 2027. En revanche, je ne considère pas le RN comme un parti fasciste. A mes yeux, on se trouve plus face à du populisme qu'à de l'extrémisme. Pareil pour leurs électeurs. Je ne pense pas comme eux, mais le mépris qu'ils suscitent est insupportable.

On peut peut-être essayer de se mettre à leur place. Certains ont voté pour des raisons éthiques, par rejet de certaines décisions, notamment sur la fin de vie. Et puis, il y a la question de l'insécurité, qui n'est pas qu'un fantasme, et les attentats terroristes. Samuel Paty, Dominique Bernard... Ces événements sont tout sauf anodins. Mais rien n'est facile à traiter, et il faut avoir l'humilité de le reconnaître. Je suis d'un naturel optimiste. Si cette épreuve nous arrive, c'est qu'elle devait nous arriver. Il faudra sortir de nos postures et remonter la pente. »

Propos recueillis par Tiphaine Thuillier





DOROTHÉE RICHARD

## « Est-ce une cagette de carottes que nous tend le RN, pour nous appâter, sans qu'il y ait rien derrière ? On verra... »

Dans la région Grand-Est, Frédéric, 54 ans, éleveur

« Hier matin, j'ai tondus mes moutons. J'en ai tiré 15 centimes le kilo de laine. Quinze centimes, je ne sais pas si vous vous rendez compte ! Le négociant qui vient la récupérer, ça fait trente ans que je bosse avec lui. Il est écœuré de m'annoncer des prix pareils. Il prend ma laine, elle part à Dunkerque dans des bottes d'une tonne, et hop !, dans des conteneurs, direction la Chine. Ce sont eux qui décident des prix. Mais les Chinois rigolent de nous. Ils ont trouvé de bons larbins : c'est nous, les Européens !

Pour moi, c'est le dégoût complet. Je ne crois plus en rien. C'est fini depuis longtemps, c'est trop tard. C'était il y a quarante ans qu'il fallait maintenir nos industries. Ce n'est quand même pas normal qu'on aille faire laver de la laine en Chine et qu'on l'achète transformée, si ? En France, l'élevage disparaît, mais pas dans les rayons. Ils sont approvisionnés par d'autres pays, comme la Nouvelle-Zélande. La viande fait 15 000 kilomètres en bateau !

J'ai 400 brebis. Je donne environ 2,30 euros pour la tonte d'une brebis. Faites le calcul : je gagne 50 centimes pour la laine d'une bête. C'est comme si vous redonniez votre paie à votre employeur ! Alors on se reconforte avec le prix de l'agneau, qui est un peu plus élevé qu'auparavant. Mais, même si la population immigrée augmente, et que ce sont de gros consommateurs de mouton, ça ne suffit pas. Le kilo de mouton, à Paris, est à 50 euros, mais il part de chez moi à 9 euros. Les intermédiaires, en quinze jours, prennent 40 balles...

J'attends encore 13 000 euros de la PAC [la politique agricole commune européenne] au titre de 2023, qui n'arrivent toujours pas. Ma femme, qui est en GAEC [une société civile agricole] avec moi, s'est permis d'appeler la banque hier. Ils lui ont dit que ça allait arriver, mais par tranches, parce qu'il n'y a pas de sous ! L'Etat n'a pas l'argent. Alors, nous, on arrête d'acheter de l'engrais pour les prairies. En attendant, quand je reçois la facture de carburant tous les quinze jours, il faut quand même la payer. Résultat : quand tout est payé, on est sous le smic. Je fais 6 heures-20 heures tous les jours. Heureusement que j'aime mon métier, hein ! C'est ce qui me fait tenir. L'hiver, être dehors avec les bêtes, j'adore ça.

Ce serait normal qu'on ait 3 000 euros dans la poche chacun, c'est nous qui nourrissons le pays. A la maison, on est cinq, avec ma

femme et nos trois enfants, qui ont 25, 23 et 16 ans. Pour vivre, il faut qu'on sorte quatre salaires, sinon on ne tient pas. Les deux grands sont salariés sur l'exploitation agricole, et le petit est au lycée professionnel. Moi, je suis installé depuis 1995. Au bout de trente ans de métier, je suis toujours sous le smic. Il y a quand même un problème, non ?

Il faut comprendre que tout le monde veuille se révolter. Je ne sais pas ce qui va se passer avec ces élections, peut-être rien. Ce que je pense, surtout, c'est que tout va s'enflammer après. Mais je vote, et j'ai toujours voté. Ceux qui ne votent pas, et qui ne font que hurler, j'ai envie de leur rappeler que ce n'est pas un paysan qui gère le pays, c'est un politique ! Ce qui me correspond le mieux, c'est la tendance actuelle. On n'a pas encore essayé, alors pourquoi pas ? Mais je ne me fais guère d'illusions. Est-ce une cagette de carottes que nous tend le Rassemblement national [RN], pour nous appâter, sans qu'il y ait rien derrière ? On verra après.

Chez moi, c'est le RN qui est sorti au premier tour. En deuxième, je

crois que c'est un de chez Mélenchon. C'est une horreur, ce mec-là. Il est hyper dangereux pour des gens comme nous, qui faisons vivre le pays. C'est un anti-patrons. Un anti-flics, qui veut les désarmer. Mais les flics, nous, si on ne les a pas, on est envahis le lendemain, il faut des rondes dans nos campagnes. Il y a des vols en plein jour, chez les gens, dans les commerces. Ils n'ont plus peur de rien. Vous avez vu la fusillade dans un mariage à Thionville [sur fond de trafic de drogue, dans la communauté turque, qui a fait deux morts, dans la nuit du 29 au 30 juin] ? Mais on est où, là ? Si on désarme les flics, on est foutus !

Et puis, ils nous ont imposé un parc éolien. Du coup, les maisons sont de plus en plus difficiles à vendre dans le coin, et un gîte a été déclassé – si vous ouvrez les volets, vous avez vue sur ces trucs. Quand il y a du vent, avec le bruit, on se croirait au bord de l'océan...

Donc l'avenir, c'est pas top, non. Qu'est-ce que j'envisage ? J'envisage d'aller jusqu'au bout. Je ne vais pas m'arrêter. Mais je serai peut-être la dernière génération qui fait des moutons. Pour mes enfants, c'est râpé. Ce métier-là, il ne faut pas le faire à contrecœur. »

Propos recueillis par Clara Georges

Le témoin a requis l'anonymat et un prénom d'emprunt.

## « Mon cancer me cause beaucoup d'angoisse, et dès que j'allume la télé, ce n'est que du stress, Macron qui attise les peurs et parle de guerre civile »

A Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor, Kévin Teixeira-Rodat, 25 ans, souffrant d'une affection de longue durée

« C'est qui me préoccupe le plus en ce moment, ce sont les pénuries de médicaments. Je vis depuis quatre ans avec un cancer métastasé digestif, j'en suis à ma troisième chimio. A la pharmacie, ils m'ont dit qu'ils manquaient d'antibiotiques et d'insuline, alors je fais des stocks de morphine, au cas où. Il faudrait investir là-dedans, produire plus de médicaments en France, faire plus de prévention sur les maladies chroniques. J'ai essayé de suivre les débats des législatives, mais aucun parti n'a parlé réellement de la santé, ça m'a énormément déçu. Pour la première fois depuis mes 18 ans, je n'ai pas voté.

Je ne peux pas vraiment dire si je suis de gauche ou de droite. J'ai essayé un peu tout et, aujourd'hui, je suis perdu. J'ai grandi principalement avec ma mère, qui est hôtesses de caisse et ne parle pas beaucoup de politique. Ça me fait de la peine de la voir travailler autant pour un smic. Elle a bossé dur pour qu'on ait à manger, et elle doit encore faire attention à ce qu'elle achète. Je pense que c'est important de lutter pour les plus démunis, et j'aurais adhéré à la gauche si elle s'appropriait davantage

le patriotisme. Il faut arrêter de dire que si on aime le drapeau français, on est facho. Mon grand-père maternel est un immigré portugais, je suis né ici et mes parents aussi, je suis fier de mon pays.

La première fois que j'ai voté, c'était à la présidentielle de 2017 : j'avais choisi Mélenchon au premier tour, je n'y connaissais rien, je m'étais dit qu'il serait là pour les jeunes. J'ai commencé à m'intéresser davantage à la politique à partir de 2022. J'ai voté pour un candidat Rassemblement national [RN] aux législatives cette année-là, parce que le patriotisme est important pour moi, mais j'ai l'impression que les députés RN élus à l'Assemblée n'ont rien changé non plus. Je pense que pour respecter la démocratie, il faudrait faire plus de référendums, donner la parole au peuple souverain. Macron, lui, fait de belles promesses, mais une fois au pouvoir, il n'écoute pas vraiment les gens. J'ai vu que dans le budget de 2025, l'Etat voulait faire des économies sur les affectations de longue durée, et ça m'inquiète. Est-ce que certains taxis, dont j'ai besoin pour aller à l'hôpital, ne seront plus remboursés ?

J'avais commencé des études pour devenir infirmier, mais j'ai dû les

## « La France, c'est ma terre d'accueil. Notre avenir est ici. Je suis intégrée, je ne vis pas à part, je travaille »

Dans le Val-d'Oise, Narimane Benouaret, 37 ans, animatrice en centre aéré

« Moi, je suis régularisée, mais pas française. Donc, je ne peux pas voter. A côté, il y en a qui ont le droit de vote et qui ne s'en servent pas. Ça m'énerve. Quand c'est trop tard, ils commencent à parler, à dire que ça ne leur convient pas. Il fallait être acteurs ! Cette fois-ci, j'espère que les gens auront bien compris, parce que si tout le monde ne se réveille pas, ça va être compliqué pour eux après.

J'ai deux enfants. Un autiste, l'autre surdoué. Mais les deux sont algériens. J'ai peur pour leur avenir. On est arrivés ici en 2016, mais j'avais déjà vécu en France, quand j'étais enfant, j'y ai été scolarisée. Avant que mon père ne me ramène en Algérie, à 19 ans. Là-bas, j'ai épousé un homme avec qui j'ai eu mes enfants. Mais, en Algérie, pour mon fils Asperger, il n'y a pas d'avenir, il a été exclu de son école. J'ai quitté mon pays et mon mari pour lui donner une meilleure vie. Il a une mémoire photographique. Il est très doué en dessin. On a été accueillis par des associations, il a été reconnu auprès de la MDPH [maison départementale des personnes handicapées], il a eu une accompagnante à l'école. Les personnes qui occupent ce poste sont payées une misère, et il y en a de moins en moins. Mais les enfants, est-ce qu'ils sont moins handicapés, eux ? Et si le Rassemblement national [RN] prend le pouvoir, à quoi ça va ressembler ? Aujourd'hui, mon fils aîné a 15 ans et il entre en BAC pro graphisme et communication visuelle. Je me dis qu'il a réussi à s'en sortir, qu'il est sauvé.

A notre arrivée en France, j'ai demandé des papiers comme accompagnant d'enfant handicapé, la préfecture a refusé. Mon avocate a plaidé devant le tribunal et fait annuler la décision du préfet. J'ai obtenu un titre de séjour. Ensuite, le préfet a fait appel et j'ai reçu une obligation de quitter le territoire. Mais je venais d'avoir un logement social, un travail dans un centre aéré, mes enfants étaient scolarisés. Je risquais de me retrouver avec rien. Heureusement, comme j'étais là depuis cinq ans, j'en

trais dans les conditions imposées par la circulaire Valls : un travail, des enfants à l'école... C'est comme ça que j'ai pu être régularisée. Mais j'ai l'impression de revivre ça avec ces élections. Est-ce qu'on va devoir retourner en Algérie ? Tout recommencer de zéro ? J'ai une stabilité ici, avec mes enfants.

La France, c'est ma terre d'accueil. Notre avenir est ici. Je suis intégrée, je ne vis pas à part, je travaille, je fais partie de l'association des parents d'élèves. A côté, je suis en train de créer une association pour les enfants autistes. Ici, je ne suis pas une charge, je me sens utile. Les gens pensent que parce qu'on a migré on ne rend pas service à la société. Mais, nous, on est en train de construire la France de demain pour nos enfants ! Rien que dans le secteur sanitaire, il y a des Arabes, des Noirs, des gens d'Europe de l'Est, c'est un beau mélange. Pourquoi ils veulent nous diviser ? Pour mieux régner ?

A la télé, le RN fait ressentir la peur, la discrimination, la division. Si tous les immigrés de France rentrent chez eux, la France subira une perte économique importante. Si on faisait tout grève, juste une journée, peut-être que le RN comprendrait. A propos de l'élection, il y en a qui disent : "Laisse tomber, c'est déjà joué." Ils pensent que leur voix ne va rien changer. Je leur dis : une voix peut tout changer. J'ai une amie qui ne s'est pas inscrite sur les listes électorales à temps. Je lui ai dit, en rigolant : "T'attendras 2027, si d'ici là on est pas tous déjà repartis..." Quand on lit les programmes, on se dit qu'il faut préparer les valises.

Le dimanche du premier tour, mon petit de 11 ans m'a demandé : "C'est quoi les votes ?" J'ai répondu : "C'est comme quand tu élis tes délégués de classe." Le soir, quand les résultats sont arrivés, c'était le choc. Mais, en fait, rien n'est joué, il faut garder espoir et se dire que, au second tour, les choses peuvent changer. Ce n'est pas ces délégués-là qu'on veut. Mais, moi, je ne peux rien contre ça, parce que, pour l'instant, je ne peux pas obtenir la naturalisation. Rien que quand je demande un titre de séjour de dix ans, on me le refuse, je n'ai droit qu'à un an renouvelable. Je ne sais pas pourquoi. Je me sens mise à l'écart de voir ça sans pouvoir voter. C'est aussi notre avenir qui est en train de se décider. Si je pouvais voter, je me sentirais citoyenne à part entière. Je le dis à mes collègues : "J'espère que vous allez voter, moi je ne peux pas, mais si je pouvais, je serais devant le bureau dès 7 heures le matin, à faire la queue !" »

Propos recueillis par Jane Roussel

Le jour où j'ai vu l'image d'un Palestinien porter un enfant décapité à Gaza, ça m'a retourné les intestins.

Mon cancer me cause beaucoup de fatigue et d'angoisse, je prends déjà des anxiolytiques et des antidépresseurs. Pour me protéger, je préfère m'évader du réel. Je vais beaucoup sur Disney+ : hier, j'ai regardé un documentaire sur la Grande Muraille de Chine. Les autres soirs, je mets des films d'animation, des Marvel... J'adore aussi l'histoire de France, je lis des livres sur les rois et les guerres. Ma période préférée, c'est la Renaissance, les châteaux, ça me fait rêver. Depuis quelque temps, j'aime de plus en plus regarder des films que j'ai déjà vus : je sais déjà comment ça va finir, et que tout va bien se passer. »

Propos recueillis par Célia Laborie



«A Cologne comme à Paris, être gay n'était pas un problème, mais c'est en train de changer»

A Paris, Stephan Elles, 33 ans, employé dans le secteur de la communication

«Samedi 29 juin, c'était la Marche des fiertés à Paris. J'adore ce moment où on peut exhiber notre sexualité sans avoir peur. Comme à toutes les gay prides, on a fait trois minutes de silence en hommage aux victimes du sida. Mais c'était différent des autres années. Quelques secondes avant, il y avait un gros bordel, de la musique, la fête, la joie. Et tout à coup, avenue de Flandres, on a entendu les oiseaux chanter, des bruits de klaxon au loin. On était recueillis. Ces minutes, elles ont eu un goût particulier, comme si on vivait un dernier moment de liberté et d'unité. Les larmes me sont montées aux yeux. C'était très fort. On se regardait les uns les autres, l'air de dire : c'est bizarre, est-ce qu'on pleure parce qu'on a trop bu ? Cette pride, ce n'était pas qu'un moment pour être tout nu dans la rue, c'était tellement politique, plus encore que d'habitude. Comme si ici se jouait l'avenir du pays.

Je sens qu'une vague approche. Quand [Emmanuel] Macron a annoncé la dissolution [le 9 juin], avec mes amis allemands, on a eu l'impression d'être en 1933, quand [le président] Hindenburg a dissous le Reichstag et ouvert la porte aux nazis. On sait comment ça a fini. Nous y revoilà. A quoi ça va ressembler si le RN [Rassemblement national] a la majorité absolue ? Je ne sais pas de quelle ampleur sera cette vague mais je sens qu'elle arrive. Est-ce qu'elle va vraiment nous engloutir ? Est-ce qu'en tant que personnes LGBT, on aura encore des droits ? Ne pas savoir ce qui nous attend me fait vraiment peur.

Etre gay, pour moi, c'est faire un coming out chaque jour. Ce n'est pas seulement ce que j'ai vécu quand j'avais 18 ans, ça se répète un peu tout le temps, à chaque nouvelle rencontre. J'ai grandi dans une bulle où être gay n'était pas un problème. Mais je me rends compte qu'à Cologne [en Rhénanie-du-Nord-Westphalie], d'où je viens, comme à Paris, c'est en train de changer. Dans certains endroits où je vais, je réfléchis à ma façon de m'habiller, est-ce qu'il faut que je "m'hétéorise" ? J'ai l'impression de devoir faire attention à ce que pensent les gens, je remarque qu'on me regarde bizarrement et que j'ajuste mon

comportement. En général, je suis fier de donner la main à mon copain mais, en ce moment, il m'arrive de ne pas le faire. "Vivement dans trois semaines, on pourra casser du PD" : quand je lis ça sur les réseaux, je me demande jusqu'où ça va aller... La pression monte.

Je suis très lucide, je sais que je ne vis pas la même réalité que tous ces Français qui votent RN. En tant que jeune homme blanc qui a un salaire correct, qui vit dans une grande ville, sans problème d'argent, je fais partie des privilégiés. D'ailleurs, si je me retrouvais face à quelqu'un qui vote RN, je serais sans armes. Je sais qu'il y en a beaucoup qui ne se croient pas racistes, qui votent ainsi parce qu'ils pensent pouvoir regarder du pouvoir d'achat. Et parce qu'ils ont peur de l'immigration, alors que dans plein d'endroits, ils ne la connaissent même pas. Ça m'est arrivé une ou deux fois dans ma vie de débattre de ces sujets. Mais quand moi, qui suis à l'aise financièrement et qui vis à Paris, je dis qu'il n'y a pas de raison d'avoir peur de la mixité, ça n'a pas de poids. Je me sens coupable, je me dis que, peut-être, je ne les comprends pas. Je n'ai pas les mêmes problèmes qu'eux. Alors je ne sers à rien, je ne peux ni les convaincre ni les aider. Je ne veux pas excuser les gens qui votent RN, mais je me sens tellement désarmé face à leur réalité que je ne peux pas les juger.

Cette bulle qu'on s'est créée à Paris, elle est belle, elle est européenne, elle a une pensée libre et ouverte. Mais on va tous en manif alors qu'on vote la même chose. Le problème de ma bulle, c'est que je ne suis qu'avec des gens qui me ressemblent. C'est merveilleux, mais je ne suis pas amené à débattre. A l'échelle du pays, on est impuissants. En Allemagne, on ne dit pas ce qu'on vote. Avec mon copain, on a bien une petite idée, mais en gros, on ne sait jamais trop si l'autre va mettre un bulletin rouge ou vert dans l'enveloppe. Là, c'est la première fois de ma vie que je suis militant et que je partage ouvertement mon opinion sur les réseaux sociaux : il faut faire barrage, il faut voter à gauche, sinon ça n'aura pas d'impact. Et je dis à ma famille, si vous ne votez pas pour vous, faites-le au moins pour moi.»

Propos recueillis par J. Ro.

«Quand on parle de racisme, ce n'est pas juste un débat de salon, ça a des effets concrets sur nos vies»

A Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane, Céline Gelie, 32 ans, professeure de français

«A la rentrée, je retourne m'installer en Alsace et j'ai une boule au ventre de voir surgir une violence moins feutrée que celle que j'ai connue. J'ai grandi à Mulhouse [Haut-Rhin], dans l'une des régions les plus à droite du pays, avec une mère alsacienne et un père martiniquais. C'est une ville très cosmopolite mais, dans les villages alentour, il y a une Alsace très blanche, facho, paysanne. Quand j'étais ado, par exemple, je faisais du kayak avec mon père et on était les seuls racisés du club. Il arrivait qu'on croise des jeunes du coin, crâne rasé, rangers aux pieds, qui disaient ouvertement qu'ils avaient envie de "taper du bougnoule".

Et on retrouve les mêmes derrière l'image propre que Marine Le Pen et le Rassemblement national [RN] veulent donner. On sait qu'en Alsace ça existe, les ratonnades, comme les profanations de cimetières juifs et musulmans. J'ai peur que, si je décide d'aller faire une balade avec mes frères et sœurs dans le Sundgau, une région reculée très jolie mais très raciste et conservatrice, on s'en prenne à nous.

Quand on parle de racisme, ce n'est pas juste un débat de salon, ça a des effets concrets sur nos vies de personnes racisées. Etant métisse, j'ai une famille antillaise de classe populaire du côté de mon père, et blanche, classe moyenne, électeurs du PS [Parti socialiste] du côté de ma mère. Pour ces derniers, c'est : "On est gentils, on aime tout le monde, on est cosmopolites, ça va. Il n'y a pas de violence cachée qui ne demande qu'à exploser." A leur image, cette catégorie de la population hésite à voter Nouveau Front populaire [NFP] parce qu'ils trouvent que [Jean-Luc] Mélenchon fait trop de bruit, mais ils ne se rendent pas compte du risque dans lequel ils mettent leur entourage très proche.

Je suis une prof, ouvertement de gauche, femme et féministe, racisée, et j'ai peur des représailles. Je suis engagée, même si je ne suis pas encartée dans un parti, j'ai participé à des manifestations, je suis une cible identifiable pour ces gens-là. Et, si moi j'ai peur pour ma peau alors que je suis claire de peau, que je suis allée en école privée, que j'ai bac + 5, que j'ai voyagé

et que je suis intégrée, alors qu'est-ce que c'est pour ceux qui vivent en quartier populaire, qui sont très précaires, qui n'ont pas de papiers ou ne sont pas en France depuis longtemps ? Ce sont eux, les plus vulnérables.

On s'expose à des tensions, dans la population française, qui se rapprochent de la guerre civile. Les émeutes, l'été dernier, après la mort de Nahel [17 ans, tué lors d'un contrôle de police à Nanterre le 27 juin 2023], ont donné le ton. Je le vois en Guyane, qui est l'un des départements les plus violents de France. Les gens ici votent RN parce qu'ils sont oubliés. Il y a des braquages très violents, des quartiers entiers qui vivent du vol d'électricité. Ceux qui paient leurs factures se radicalisent. Mais le problème, ce n'est pas l'étranger, c'est le manque de développement. Je suis choquée par la ségrégation entre les gens diplômés, de métropole, qui travaillent, et ceux qui n'ont pas accès au marché de l'emploi et qui se débrouillent. La catégorie du milieu est maigre. Les Guyanais sont très résilients, il y a une espèce de vivre ensemble, mais c'est fragile. Ce qui

se passe ici, c'est vers ça qu'on va en métropole. On va vers la catastrophe.

Il faudrait que les gens se éveillent. L'ancrage des Noirs et des Maghrébins en France, ce n'est pas nouveau, et ce n'est pas qu'à Paris. Mais, quand on l'explique en tant que personne racisée, les conversations se crispent. Quand mes collègues en Guyane, des gens ordinaires et ouverts, en grande partie blancs, me donnent des conseils touristiques sur l'Alsace alors que je leur répète que j'y ai grandi, c'est étouffant mais je ne réagis pas, parce que je n'ai pas envie d'être étiquetée, mise de côté. Pareil quand j'entends la famille du côté de ma mère utiliser des mots comme "racaille", je ne dis rien, pour ne pas casser l'harmonie familiale, mais après je m'en veux.

Pour l'instant, je me dis qu'on va gagner, que le NFP va passer. Je n'ai pas envie de déprimer, j'essaie d'avoir de l'espoir pour mieux vivre ce monde. Si j'avais trop peur, je ne rentrerais pas, je resterais en Guyane, où j'ai le beau rôle. Aujourd'hui, je suis plus affirmée, mais le malaise, lui, je peux le ressentir, et depuis longtemps. Il ne date pas des européennes, il est seulement plus visible qu'avant.»

Propos recueillis par Anaïs Coignac

«J'ai été communiste, socialiste, mais ils ont tous capitulé face au capitalisme. Alors, j'ai voté blanc»

A Mérignac, en Gironde, Jocelyn Rousselle, 42 ans, éducateur territorial des activités physiques et sportives

«Quand un enfant se noie, ça ne fait pas de bruit. Il n'y a pas de cris. Tout se passe sous l'eau. La mort est silencieuse. Et des enfants qui se noient, il va y en avoir davantage. Parce que les piscines publiques n'ont plus d'argent. Parce qu'elles ferment. Et quand elles ne ferment pas, elles ne trouvent plus de maîtres-nageurs comme moi. Parce que c'est trop mal payé et que les gens préfèrent être devant leur ordinateur. Elles demandent donc aux enseignants de primaire de donner des cours à leur place. Mais la technique, ils ne l'ont pas. Alors, qu'est-ce qui se passe ? Les enfants ne savent plus nager. C'est grave. Et comme il n'y a plus d'argent, les piscines sont données à des gestionnaires privés, et là, le social, tu oublies. Et qui peut payer les cours ? Les riches, qui seront les seuls qui sauront bien nager. Et les pauvres seront en danger.

C'est la fin de l'Etat-providence. Pourtant, savoir nager, c'est un service public. La piscine, c'est vivre ensemble, c'est le brassage social, c'est aimer son corps. Un symbole républicain. Mais les caisses sont vides. Le gouvernement a tout vendu aux entreprises. Pourtant, j'y croyais à cet Etat qui aide le peuple. J'ai été communiste, socialiste, mais Hollande et les autres, ils ont tous capitulé face au capitalisme. Alors, ça suffit. Au premier tour, j'ai voté blanc. Je n'y crois plus à la politique. Nos voix ne sont pas prises en compte. Je l'ai bien compris en 2005, quand le peuple a dit non à la Constitution européenne et qu'ils l'ont fait passer quand même. Je ne veux pas sombrer dans le complotisme, mais on se demande si tout n'est pas orchestré par des superpuissants qui veulent s'enrichir sur notre dos.

Moi, l'argent, je lui cours après. Je suis fonctionnaire, je gagne à peu près 2 000 euros par mois. Je suis maître-nageur sauveteur, je suis prof de sport. Tous les week-ends, je suis à la piscine, je donne des cours particuliers : trente minutes, 15 euros. Et malgré tout, je suis à zéro tous les mois. Voir, des fois, à moins de zéro. Cet hiver, pour faire des économies d'électricité, ma compagne et moi, on dormait en jogging avec nos

capuches sur la tête. J'ai dû demander de l'argent à mes parents. J'ai 42 ans. J'ai honte. Et Macron n'a rien fait à part tabasser les "gilets jaunes", qui voulaient aller au travail, sauf qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour payer l'essence.

Je n'arrête pas, alors je suis très peu à la maison et mon couple souffre. Ma compagne et moi, on ne se voit plus. Pourtant, on vient d'avoir un garçon, il a 18 mois. Je travaillais en Seine-Saint-Denis avant, mais il y a trop de précarité, trop de violence. Il y a trop de monde, trop de mélanges, de différences culturelles. Il y a une concentration d'immigration, aussi. Et pas une immigration de Qataris, une immigration pauvre. Ça ajoute de la misère à la misère. Les gens n'ont aucun espoir. Ils ne font pas d'études parce qu'ils n'en ont pas les moyens, parce qu'ils ont besoin de se nourrir. Dès qu'ils peuvent quitter l'école, ils vont travailler pour Uber.

Les écoles sont délabrées, les professeurs débordés. Alors, pour mon fils, j'ai déménagé ici, à Mérignac, près de Bordeaux. Et tout ce que je lui souhaite, c'est d'aller dans une école privée. Je ne pensais pas qu'un jour je dirais ça. Et j'ai peur pour lui. Qu'est-ce qui va se passer avec la Russie ? Je n'ai jamais demandé à faire la guerre en Ukraine. J'aurais aimé qu'on me demande. Faire un référendum. Ce n'est pas le président, ni une coalition, ni une suprafédration, ni une supranation qui doit en décider. Sur ce plan-là, je rejoins certaines idées du Rassemblement national en termes de souveraineté. Mais ce sont des fascistes, et je n'en veux pas de ça.

Coluche avait raison : "Si votre changeait quelque chose, il y a longtemps que ça serait interdit." Alors, dimanche [7 juillet], je voterai encore blanc. Je sais que mon vote n'est pas comptabilisé, mais je veux leur montrer que je ne suis pas d'accord. Et moi, ce que je me dis, c'est : "Si tu ne peux pas sauver le monde, alors bats-toi pour ta famille." Et c'est ce que je fais. Ce soir, avec ma chérie, on fête nos quatre ans. Je pars au McDo nous acheter des crêmes glacées. On vient d'arriver dans cette ville, on n'a pas encore d'amis, mais on s'en fera. On n'a pas les moyens de partir en vacances, mais il y a un parc en face de la maison. Et il y a aussi un très grand centre aquatique : quatre salles de fitness, un rooftop avec Jacuzzi, quatre saunas. C'est privé. Je suis tenté d'aller travailler pour eux. Pour peut-être un meilleur salaire. Peut-être pour une meilleure vie.»

Propos recueillis par Stefania Rousselle

«En tant que juifs, on est en insécurité de toutes parts. Mais on doit décider d'où vient le plus grand danger»

A Paris, Joëlle Ben-Sussan, 67 ans, médecin endocrinologue

«Comment les Français peuvent-ils avoir si peu de mémoire ? Nous savons que le Rassemblement national [RN] monte depuis longtemps. Le voir aussi représenté aux législatives n'a pas été une surprise, mais la réalité est monstrueuse. Je suis inquiète.

Je suis juive, née en Algérie. Quand je suis arrivée en France, à l'âge de 4 ans, il y avait des ratonnades à Paris. A la faculté de médecine, j'ai connu les descentes du GUD [Groupe Union Défense, groupuscule étudiant d'extrême droite créé dans les années 1970] dans les amphithéâtres. En 2000, ma plaque professionnelle de médecin a été fracassée, et dans l'ascenseur de l'immeuble où nous vivions des croix gammées avaient été gravées. Mes enfants ont été agressés, parce que juifs. Dans le dispensaire où j'ai travaillé, dans le quartier du Sentier, j'ai soigné des survivants des camps de concentration, des étrangers de toutes nationalités, suivi des hommes et des femmes en transition.

Cette haine s'apprête à toucher chaque Français, avec en cible première ceux qui ne sont pas considérés comme blancs. Comment peut-on oublier que le RN comporte dans ses rangs des descendants de familles importantes de Vichy et une idéologie pétainiste ? Derrière les propos islamophobes du RN viennent directement les propos antimigrants, LGBTphobes, antisémites, antifemmes, anti-tous.

Dans ce chaos, certains se disent que "la fille n'est pas le père" et qu'il faut

bien essayer ce qui n'a pas été tenté, à propos du RN. Mais une fois essayé, je me dis qu'il sera trop tard. L'extrême droite n'a rien à faire avec la démocratie ! En ce moment, mes patients, de toutes confessions, me parlent beaucoup, les consultations sont longues. Je comprends la déception profonde, le mal-être, les trahisons multiples exprimées, la solitude, le désarroi, le deuil. Je soigne des musulmans qui, eux aussi, sont révoltés, inquiets et perdus. Comment se fait-il qu'un citoyen ait toujours à penser à se protéger lui-même, alors que l'Etat est a priori là pour le protéger et lui assurer une vie meilleure ?

Après le 7 octobre [2023, l'attaque du Hamas contre Israël], je suis restée traumatisée pendant des mois. Je me suis dit qu'il fallait que je sorte de cet état pour retrouver la possibilité de réfléchir. Cela m'a demandé un effort considérable. La détresse et l'émotion, à la suite de ces événements, n'en finissent pas. Certains représentants de LFI [La France insoumise] ont débordé de propos haineux. L'absence d'empathie a été immédiate. L'inquiétude pour les êtres humains pris en otage n'a pas été partagée. Dans ces propos, il y a, entre autres choses, confusion entre le gouvernement israélien d'extrême droite et la population israélienne. Pourtant, j'entends que beaucoup de juifs sont plus qu'ébranlés par ce qui se passe à

Gaza actuellement. Des manifestations quotidiennes contre [le premier ministre Benjamin] Nétanyahou et pour la libération des otages ont lieu à Tel-Aviv. J'ai l'impression que très peu de médias les relaient. De manière générale, je trouve que les gens oublient que beaucoup de médias télévisés sont aux mains de groupes orientés. Quand j'entends certains qui pensent que CNews est le seul média à être favorable à Israël... Cela me paraît naïf.

En tant que juifs, on se sent en insécurité de toutes parts. Il y a une dialectique extrêmement violente qui attise la haine. En tant qu'électeurs, nous devons décider d'où vient le plus grand danger. Mais notre devoir n'est-il pas de voter pour une vie meilleure, dans une égalité de droit et de respect ? J'ai la sensation que nous sommes des objets pour beaucoup de politiciens, au milieu de leurs haines, de leur folie de pouvoir, de leur cynisme, et que nous n'existons pas. Ce vote nous rend malades. J'entends des juifs de gauche qui ne voteront pas pour le Nouveau Front populaire, à cause des propos des représentants de LFI. M. Mélenchon semble vouloir parasiter les esprits et fragilise l'opposition de la gauche face à un gouvernement fasciste.

J'ai peur pour l'avenir, pour mes enfants et mes petits-enfants, et pour nous tous. Mais je suis battante, je ne suis pas abattue. On peut entrer dans des résistances individuelles, et c'est ce que je choisis de faire. Cependant, la résistance individuelle ne suffit pas.»

Propos recueillis par J. Ro.



Des chasubles colorées, des ballons et, au fond, les habitations populaires du 18<sup>e</sup> arrondissement parisien.

Un timide soleil irise le carré du panier, pendant que Mathilde, Amélia et Naomi échauffent leurs poignets. Chaque mercredi soir et samedi matin, sur le terrain du square Marcel-Sembat, ces apprenties basketteuses s'entraînent à défendre, attaquer et marquer. Depuis 2021, à Paris, à Saint-Ouen et à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le collectif Comxte Club (prononcer « comète club ») propose deux entraînements hebdomadaires de basket-ball 100 % féminins, encadrés par deux coachs femmes. « *La non-mixité garantit un endroit où les femmes peuvent se sentir en sécurité et rester elles-mêmes* », assure Marion Barthelat, vice-présidente et trésorière du club. Carole Ciccio, la fondatrice et présidente, ajoute : « *On n'est pas là que pour nous divertir en jouant au basket : notre but, c'est de progresser.* » Ainsi, à deux pas des puces de Saint-Ouen, on apprend ce samedi à construire des combinaisons, à bien dribbler... et qu'importe si les niveaux diffèrent. Sur les réseaux sociaux, un mot d'ordre fait loi : « *Un terrain à soi.* »

Selon le centre Hubertine-Auclert, un organisme associé à la région Ile-de-France dans la lutte contre les discriminations de genre, 95 % des « city stades » sont aujourd'hui occupés par des hommes. « *Je me suis donc demandé ce qu'il se passait si, à la même heure, chaque semaine, des femmes se réunissaient sur un terrain* », poursuit Carole Ciccio. Verdict : seulement trois accrochages en trois ans. « *Le premier printemps, à Saint-Ouen, des garçons ados ne voulaient pas laisser le terrain. Pourtant, un papier de la mairie indiquait notre créneau du mercredi soir.* » Dialogue de sourds, le ton monte vite, se souvient la fondatrice du Comxte Club. « *Ils nous ont proposé d'appeler l' élu aux sports pour prouver nos dires.* » Hasard total, ce dernier se trouve à proximité et débarque sur le terrain. « *Lorsque les ados ont vu l' élu arriver, ils ont détalé*, raconte Carole Ciccio dans un sourire. *La fois suivante et depuis, avec ces jeunes, on se salue comme si de rien n'était.* »

Avec 45 adhérentes, le club a doublé son nombre de pratiquantes en une saison. Parmi les nouvelles venues, Amélia, 32 ans, qui avait déjà joué au Paris Gazelles, une autre structure qui s'inscrit dans une démarche similaire. « *C'est important que les petites filles et les petits garçons ne s'étonnent pas de voir des femmes pratiquer dans les espaces publics* », développe Marion, la trésorière, qui ne s'est elle-même jamais sentie à sa place sur un city stade. « *Toutes les*

*fois où des garçons ont occupé l'espace et que j'ai voulu y jouer, je n'sais juste pas.* » A la fin de la session, Naomi, 30 ans, est applaudie par ses coéquipières, qui saluent ses progrès. « *C'est une démarche qui rejoint mes convictions*, justifie cette professeure des écoles originaire de Saint-Denis. *Je vois que l'espace public est souvent monopolisé par les hommes, et ce n'est pas normal.* »

Ailleurs, des initiatives semblables surgissent. Initiation, compétitions par équipe, événements... A Bordeaux, le collectif Skate'Her promeut, depuis 2021, la pratique féminine de la planche à roulettes. « *Il y a quelques années, j'ai constaté que des filles avaient besoin d'être entre elles pour se lancer*, se souvient la cofondatrice, Lucie Curutchet. *Elles craignent le regard des mecs.* » Avec son acolyte Gaëtan Ducellier, elle a donc monté Skate'Her. « *Notre but, c'est que les filles oublient leurs complexes de niveau.* » Le collectif organise des sessions de skate partout en France. « *Nos événements attiraient beaucoup de filles, il y avait une demande.* » Des cours ont lieu le mercredi soir et le samedi matin sur les skateparks de Capbreton (Landes) et de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour découvrir ou perfectionner sa glisse avec un moniteur diplômé d'Etat, à raison de 350 euros l'année.

« *Aujourd'hui, on a entre dix et quinze personnes sur chaque créneau et ça augmente* », précise Lucie Curutchet. Après le succès enregistré en 2023, Skate'Her va renouveler ses stages de skateboard pendant les vacances d'été.

En 2020, une étude de l'université de Bordeaux-Montaigne a montré que 75 % des budgets loisirs jeunes des communes sont consacrés aux garçons. Selon la géographe du genre Edith Maruéjols, les filles sont rejetées, car elles « *disqualifient* » le jeu des garçons lorsqu'elles s'adonnent à la même activité. « *Ce qui crée la non-mixité*, décrypte M<sup>me</sup> Maruéjols, *ce n'est pas la demande des filles d'un créneau pour jouer entre elles, c'est le refus des garçons de jouer avec elles.* » Au Comxte Club, on a donc signé « *une convention d'occupation* » avec les municipalités de Saint-Ouen, de Saint-Denis et de Paris. « *Cela nous permet de faire valoir notre bon droit si certains ne veulent pas nous laisser jouer* », poursuit Carole Ciccio. « *A Saint-Ouen, il y a aussi une relation de proximité entre les élus et les jeunes qui a sans doute joué en notre faveur.* »

A Lyon, les Débuteuses et les Lyonnasses proposent du football inclusif et militant. « *Malgré ça, il y a des moqueries ou des vestiaires pas disponibles, alors que l'on a réservé le créneau. Parfois,*

*des ados squattent le terrain.* » Une situation aussi vécue par les Débuteuses. « *Il y a eu des agressions verbales. On nous dit que les filles, ça ne joue pas au foot, ou on nous lance des "ah tiens, c'est le FC Tappin !", par exemple.* »

Les Lyonnasses, elles, ont leur méthode. « *On leur explique que l'on a eu un créneau et qu'il faut le respecter. Et, pour preuve, on a imprimé et accroché le document qui l'atteste.* » Certains comprennent, mais d'autres, poursuit Valentine Jahan, restent au bord du terrain et se moquent de nous. « *On consigne les faits dans un registre que l'on expose lors de notre bilan annuel avec chaque mairie.* » Parfois, l'espace octroyé est de mauvaise qualité. Au début des Débuteuses, se remémore Anissa Berrouane, sa présidente, le collectif s'est vu attribuer « *un terrain en gorre* ». Revêtement jugé économique, ce sable stabilisé par compactage devient dur et poussiéreux par temps sec, donc dangereux. « *Lorsqu'il pleuvait, ça se transformait en gadoue* », poursuit la footballeuse.

Les Débuteuses ont aussi sollicité un deuxième terrain auprès de la mairie de Lyon pour faire face à l'afflux d'adhérentes. « *On nous a répondu qu'il manquait des créneaux.* » Dans le « *street workout* », une pratique très masculine à l'origine, certai-

nes infrastructures de rue sont inadaptées aux femmes, comme le relate Dawari Horsfall, le président de la fédération française. « *On a expliqué au maire du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris que les barres parallèles d'une installation étaient trop larges pour les pratiquantes. En ce moment, on œuvre avec cette municipalité pour développer des créneaux féminins.* »

Autrice de l'ouvrage *Faire je(u) égal* (Double Punctuation, 2022), Edith Maruéjols estime que « *notre société doit entendre le fait que les filles demandent de la non-mixité pour pratiquer un sport* ». Au-delà de la difficulté à partager le terrain, il y a aussi une mise à l'écart lors des activités sportives à l'école, et même des violences psychologiques lors de cours ou d'entraînements. La non-mixité s'avère ainsi une démarche transitoire pour prendre ses marques. « *Il y a aussi des femmes en surpoids, pudiques, qui refusent le regard de l'homme* », poursuit M. Horsfall.

En 2019, l'association Sine qua non a lancé, à Paris, le Sine Qua Non FC, des sessions de football 100 % féminines encadrées par des coachs femmes destinées aux jeunes filles des quartiers prioritaires de la politique de la ville. « *Au début, les garçons nous laissaient un petit bout de terrain, se remémore Mathilde Castres, présidente de Sine Qua Non. Et là, ils attendent toutes et tous le moment où l'on va jouer en mixité.* »

Les clubs mixtes se montrent aussi de plus en plus vigilants sur la cohabitation. A Lyon, les Débuteuses partagent un terrain avec les jeunes du club de La Duchère. « *L'autre jour, des jeunes du club ont eu un mauvais comportement envers nous, se remémore M<sup>me</sup> Berrouane, présidente des Débuteuses. Mais leur coach s'est montré sévère.* » Une scène dont a été témoin Jassim, lycéen de 16 ans, défenseur central. « *Des filles s'entraînaient sur le terrain et nous prenaient un peu de temps de jeu. Cela n'a pas plu à certains joueurs et ils ont eu des moqueries. Mais le coach les a recadrés. Il nous a dit qu'une fille avait aussi le droit de s'amuser et que ça ne devrait déranger personne. Depuis, si elles débordent un peu de leur créneau, on les laisse jouer.* »

La réaction du coach est « *capitale mais normale* », martèle Jean-Christophe Vincent, le président du club de Lyon-La Duchère. « *Beaucoup d'hommes jugent le sport féminin comme moins important et certains gamins gardent des réflexes virilistes.* » Comme ce fut le cas pour Jassim, pendant longtemps. « *Avant, je n'étais pas ouvert. Au collège, les filles ne*

*jouaient pas au foot. Donc, je me disais que ce n'était pas fait pour elles. Le coach m'a fait réfléchir. Puis, j'ai appris que ma mère avait joué au foot quand elle était petite. J'ai compris que nous, garçons, allions sans problème sur un city stade, mais que les filles n'osaient pas, par peur de ne pas être à la hauteur.* » En nommant une vice-présidente et en intégrant des mamans au conseil d'administration, La Duchère veut agir pour « *que les femmes aient leur place dans le club et que les garçons n'y voient pas un problème* », poursuit M. Vincent.

Petit à petit, la concurrence d'usage tente donc de se muer en coopération. D'après la géographe du genre Edith Maruéjols, la réflexion commence en

« ON NOUS DIT QUE LES FILLES NE JOUENT PAS AU FOOT, ON NOUS LANCE DES "AH, C'EST LE FC TAPIN" »

Une joueuse des Débuteuses, à Lyon



Les basketteuses du Comxte Club, à l'entraînement, le 7 octobre 2023, sur le terrain de basket-ball du square Marcel-Sembat, à Paris 18<sup>e</sup>. CLÉMENCE LOSFELD POUR « LE MONDE »

SPORT

## Mon « city stade » est-il macho ?

Chasse gardée des garçons, les terrains de sport s'ouvrent peu à peu aux sportives en ville. Réservation de créneaux, adaptation des équipements... Des collectifs prennent la balle au bond

Assia Hamdi



**R**econnaissiez-vous la gravité des faits qui vous sont reprochés? », demande le président à l'accusé Cosmos. Celui-ci baisse les oreilles et le regarde d'un air plaintif. La greffière se risque à dire : « Il faudrait reformuler votre question de façon plus simple, monsieur le président... » Cosmos est un chien accusé d'avoir défiguré une femme en la mordant au visage, et à ce titre il risque l'enfermement ou l'euthanasie. Son maître, Daruch (François Damiens), chômeur et handicapé, le regarde depuis le banc des parties civiles d'un air impuissant. Car dans cette fable imaginée par Laetitia Dosch, c'est bien le chien et non son maître qui comparaît devant un tribunal. Son film *Le Procès du chien*, présenté au dernier Festival de Cannes, met en scène Avril (Laetitia Dosch), une jeune avocate idéaliste qui accepte de défendre Cosmos, révoltée par le sort qui l'attend.

Au-delà de la situation insolite de départ, c'est bien de notre rapport à l'animal dont il est question dans le film. Dans le droit, l'animal est en effet considéré comme une chose, ce qui fait qu'il ne peut être tenu pour responsable de ses actes. Une caractéristique qui le protège autant qu'elle l'expose, puisqu'un animal dont la dangerosité est établie peut être placé d'autorité dans un refuge ou euthanasié, comme on le ferait effectivement d'un objet dont on déciderait de la destruction.

Laetitia Dosch revient sur les raisons qui l'ont fait choisir ce sujet pour son premier long-métrage : « *Un jour, après un spectacle dans lequel je jouais, une spectatrice est venue me parler de l'histoire d'un chien qui avait mordu quelqu'un. Son cas avait divisé la ville en deux, entre ceux qui demandaient qu'il soit euthanasié et ceux qui étaient contre. J'ai trouvé que c'était effectivement un sujet de débat passionnant.* » Cosmos est-il responsable au même titre qu'un être humain? « *Nous n'avons pas les capacités de juger un animal, car nous*

## « Un célèbre procès au Moyen Age fut celui d'une truie ayant mordu gravement un enfant en bas âge, en 1386 en Normandie »

*n'avons pas les clés de son comportement*, affirme Laetitia Dosch. Nous n'avons donc pas le droit d'en disposer comme nous le faisons, en le traitant comme un objet. »

Un débat qui revient régulièrement car le statut juridique de l'animal est bel et bien une « zone grise ». Eric Alligné, avocat spécialisé en droit de la protection animale, explique ainsi : « *Même si un article du code civil précise que l'animal est "un être vivant doté de sensibilité", il n'en est pas moins considéré comme une chose au même titre qu'une voiture, par exemple. Or, ce statut n'est pas adapté à toutes les situations, en plus d'être ambigu. En effet, l'animal n'est pas considéré comme responsable de ses actes, mais il est quand même passible de sanctions, comme l'enfermement ou la mort. Il y a là un paradoxe.* »

Car si le procès imaginé par Laetitia Dosch met en évidence l'impossibilité de juger un animal suivant des critères humains, il n'en fut pas de même à toutes les époques. Ainsi au Moyen Age, les procès d'animaux sont légion. A l'époque, le droit qui prévaut est le droit canon,

AU BESTIAIRE !

## « Accusée chèvre, levez-vous! »

Et si les animaux avaient droit à un procès équitable? Deux films mettent en scène les aventures judiciaires d'un chien et d'une chèvre. Et relancent le débat sur le statut juridique de l'animal, à ce jour toujours ambigu

Marjorie Philibert



Au Palais de Justice de l'île de la Cité, à Paris, le 28 juin. BRICE DOSSIN POUR « LE MONDE »

c'est-à-dire celui de l'Eglise catholique. On considère qu'hommes et animaux sont tous des créatures de Dieu. Par conséquent, ils doivent respecter les mêmes lois morales que les humains. Un des procès les plus célèbres du Moyen Age fut celui d'une truie ayant mordu gravement un enfant en bas âge en 1386, à Falaise, en Normandie. L'enfant n'ayant pas survécu à ses blessures, la truie fut jugée au cours d'un procès qui dura neuf jours. La truie est condamnée à être traînée dans les rues de Falaise attachée à une claie, pendue puis brûlée.

Fait surprenant, le juge demande qu'on habille la truie avec des vêtements de femme le jour de son exécution. Il demande aussi aux paysans de la région de venir

assister à la pendaison en emmenant leurs cochons et porcelets, afin que ceux-ci retiennent la leçon. On considère que l'animal est en mesure de comprendre qu'il a fait quelque chose de mal, voire de culpabiliser. Ainsi en 1596, une colonie de dauphins s'installe dans le port de Marseille et cause des dégâts aux navires et aux marchandises. Plutôt qu'un procès, l'évêque choisit la médiation à l'amiable. Devant une foule attroupée sur le Vieux-Port, il demande solennellement aux dauphins de bien vouloir quitter les lieux. La légende dit que les dauphins auraient plié bagage dès le lendemain...

C'est de ce contexte que s'est inspiré le réalisateur Fred Cavayé pour sa comédie *Les Chèvres*, sorti en février. Le film se situe au Moyen Age, dans une région proche de la Savoie, où un avocat abonné aux causes perdues (Dany Boon) affronte une star du barreau parisien (Jérôme Commandeur) dans le cadre du procès de Josette, une chèvre accusée d'avoir tué un maréchal de France. Une comédie originale et loufoque qui joue sur le caractère surréaliste d'un procès d'animaux pour un spectateur du XXI<sup>e</sup> siècle. Au-delà de la situation de départ, le film est l'occasion de rire de bien des clichés qui n'ont pas pris une ride : le clivage Paris-province, la xénophobie ordinaire, la haine du voisin... L'occasion aussi, pour le réalisateur, de se livrer à une satire réjouissante de la justice, dont la rigidité touche à l'absurde face à la spontanéité et l'innocence de la chèvre, Josette.

Car, si de nos jours nos sociétés refusent le principe de l'humanisation de l'animal, des voix s'élèvent pour réclamer un statut juridique particulier le concernant et modifier une législation inchangée depuis des siècles. « *La législation actuelle ne prend pas assez en compte à mon sens la relation affective intense qui unit un maître et son animal*, soutient Eric Alligné. *Ainsi, les dommages et intérêts obtenus par le propriétaire en cas de mort d'un animal – dans le cadre d'un accident, par exemple – sont généralement ridicules. Il y a une tendance à minimiser le préjudice moral.* »

Redéfinir le statut de l'animal, Steven Wise en a fait le combat de sa vie. Cet avocat américain a permis que Cecilia, un chimpanzé femelle, soit le premier animal au monde à obtenir le statut de personne juridique non humaine, en 2016, suite à une décision ren-

due par un tribunal brésilien. Elle a ainsi pu quitter le zoo où elle se trouvait enfermée pour rejoindre une réserve naturelle. Une décision de justice qui a repris l'argumentaire tenu inlassablement par Steven Wise depuis près de quarante ans, notamment dans le cadre de son association Nonhuman Rights Project. Il réclame pour les animaux un habeas corpus, soit le droit de ne pas être emprisonné sans jugement, qui ne s'appliquait jusqu'ici qu'aux seuls humains. Steven Wise rappelle volontiers que, dans l'Antiquité, les esclaves étaient considérés comme des choses, et qu'il ne tient qu'à nous d'abandonner notre vision anthropocentriste du monde. Et de faire en sorte qu'un chimpanzé soit bien plus qu'un numéro.



## Sur les plateaux télé, la politique à cor et à cri

Hélène Bekmezian

climat de forte tension sur tous les plateaux de télévision. Une ambiance électrique au terme d'une campagne express de trois semaines où le fond du débat a été noyé dans les invectives, les accusations mutuelles de trahison, d'antisémitisme et de sectarisme.

Plus tôt, sur la même chaîne, c'était Marion Aubry, eurodéputée de La France insoumise (LFI), et Julien Odoul, autre porte-parole du RN, également réélu dès le premier tour, dans l'Yonne, qui s'entraînaient mutuellement dans une spirale de logorrhée acerbe, se traitant réciproquement d'« escroc » et d'« antirépublicain », tandis que les deux journalistes sur le plateau peinaient à réguler les échanges. Le même Julien Odoul qui, ensuite, assénait tranquillement à Clémentine Autain, réélue en Seine-Saint-Denis sous la bannière du Nouveau Front populaire, que la République qu'elle défend, « *c'est la République islamique* ». Réponse outrée de l'intéressée : « *Non, mais ça va bien? Vous allez bien? Vous vous rendez compte de ce que vous dites?* »

On se demande, nous aussi, si certains responsables politiques qui s'expriment ces jours-ci mesurent bien la teneur et la portée de leurs propos, tant les frontières du dicible dans le débat public semblent complètement perdues de vue. « *Traître* », « *QI de poule* »..., les noms d'oiseaux volent bas aussi sur les réseaux, où certains alliés du camp macroniste se lâchent d'autant plus qu'ils ne sont pas en course pour une circonscription. Ainsi, Benjamin Griveaux (qui a officiellement quitté la politique après la divulgation de vidéos à caractère sexuel en février 2020) ne se prive pas de distribuer les insultes sur son compte X à destination de LFI.

Ou encore Anne-Yvonne Le Dain, députée socialiste de 2012 à 2017 avant de se rallier au camp Macron, qui dégage aveuglément des injures sur X à l'attention de l'eurodéputée LFI Rima Hassan, sans se rendre compte qu'elle s'adresse en fait à Rima Abdul Malak, ex-ministre de la culture, pourtant du même bord qu'elle – un message supprimé dans la demi-heure, son autrice plaidant une « *erreur de Rima* ».

Comme si l'on n'avait pas assez entendu d'insultes en tout genre, CNews, la chaîne d'info en continu de Vincent Bolloré, a passé deux jours à s'offusquer du morceau de rap réalisé par une vingtaine de rappeurs contre l'extrême droite, *No pasaran*, en citant à l'envi les passages les plus vulgaires (« *je baise la mère de Bardella* », « *Marine Le Pen et Marion Maréchal sont des putes* », etc.), histoire de continuer à jeter de l'huile sur le feu.

Tandis que le débat politique s'enfoncé de plus en plus dans une animosité stérile, Emmanuel Macron, lui, se garde bien d'intervenir directement, ou même de se montrer. Pour mieux laisser imprimées dans la rétine des électeurs les images hors sol de sa déambulation flegmatique dans les rues du Touquet-Paris-Plage (Pas-de-Calais), dimanche 30 juin, en blouson en cuir, casquette et lunettes de soleil, tout sourire.

« *Je n'aime pas la France et j'aime le Hamas? Oui ou non? Parce que, maintenant, ça suffit, les conneries!* » Il est 23 h 38, dimanche 30 juin, sur le plateau de BFM-TV, quand Raquel Garrido, à bout, se met tout à coup à crier sur sa voisine de gauche, Laure Lavalette. La députée sortante « insoumise » de Seine-Saint-Denis a fini par sortir de ses gonds après les accusations répétées de la porte-parole du Rassemblement national (RN), réélue dans le Var, qui considère notamment que son opposante politique se range du côté de « *ceux qui aiment le Hamas* ». La séquence, d'une rare agressivité, est à l'image de la soirée électorale de ce premier tour des législatives anticipées, dominée par un



UN APÉRO AVEC...  
YAMÊ

Chaque semaine, « L'Epoque » paie son coup. Révélation masculine aux Victoires de la musique 2024 avec son album « Elowi », le chanteur franco-camerounais part en tournée avec des musiciens rencontrés lors de soirées de « jam », où l'impro règne en maître



A La Petite Halle, Paris 19<sup>e</sup>, le 30 mai.  
FRÉDÉRIC STUCIN  
POUR « LE MONDE »

Stéphanie Binet



## PLAYLIST

► **DERNIER CONCERT ENTENDU**  
Naïka, à L'Alhambra, à Paris

► **DERNIER TITRE ÉCOUTÉ**  
« Il faut », de Maahlox  
Le Vibeur, un artiste camerounais.

► **DERNIÈRE SÉRIE VUE**  
« Tokyo Vice »  
(Prime Video)

► **DERNIER MANGA LU**  
Le dernier épisode de « One Piece »  
(« Le Plus Grand Bandit d'East Blue »)

► **DERNIER COMPTE INSTAGRAM CONSULTÉ**  
Zero Motorcycles

► **DERNIÈRE APPLI TÉLÉCHARGÉE**  
Brawl Stars (un jeu vidéo)

Avec le chanteur Yamê, révélation masculine des Victoires de la musique 2024, l'apéro promettait d'être festif, en tous les cas musical. Avant de publier son mini-album à l'automne 2023, *Elowi*, le trentenaire a écumé toutes les *jam* de musiciens à Paris, ces événements où batteurs, bassistes, guitaristes, chanteurs, rappeurs et vocalistes se retrouvent pour improviser ensemble. Il y avait donc fort à parier qu'il nous emmènerait dans un de ses endroits fétiches, qui l'ont vu grandir artistiquement et où ses potes « zicos » l'appellent encore Manu. En six mois, le pianiste est devenu la nouvelle coqueluche des plates-formes de streaming. Ses clips *Bécane* et *Bahwai* sont devenus viraux, cumulant des millions de vues.

Le chanteur franco-camerounais à la denture si particulière, résultat d'une mauvaise chute quand il était enfant, s'apprête d'ailleurs à partir en tournée dans tous les festivals d'été (aux Eurockéennes de Belfort le 5 juillet, au festival des Vieilles Charrues à Carhaix (Finistère) le 11 juillet, aux Nuits secrètes d'Aulnoye (Nord) le 13 juillet, aux Francofolies de La Rochelle le 14 juillet...). Il y défendra sa musique qu'il qualifie lui-même d'« *inqualifiable* », entre le jazz de Richard Bona, la rumba de Papa Wemba, un chant à mi-chemin du flow rap et de l'envolée lyrique. A l'heure dite, Yamê est déjà attablé, un mojito Passion à la main, faisant bouger d'un mouvement de tête les perles d'ambre au bout de ses nattes. Il sirote doucement son cocktail, car « *l'alcool [lui] fait mal au ventre* ». « *Les apéros, ce n'est pas mon quotidien*, précise-t-il, *mais je ne les refuse jamais*. » Avant de commencer celui-là, il vérifie sur une appli de son téléphone connectée à des caméras extérieures de sa voiture qu'aucun agent municipal ne rôde autour. Elle est mal garée.

L'apéro a donc lieu à la Petite Halle de La Villette, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Sur les pavés du café-concert, les moineaux se disputent des morceaux de pain alors que des musiciens, sur scène, finissent leurs balances. C'est là qu'il a rencontré, en 2018, son actuel batteur, Daryl, fils du chanteur Blick Bassy : « *C'était quelques mois après m'être lancé au Carré Saint-Michel [Paris 6<sup>e</sup>]. Ici, l'événement s'appelait les "Jam de la casserole". C'était une jam de très haut niveau. Et c'est là où j'ai vraiment pris une gifle. Il y avait des musiciens confirmés. Tu ne les vois pas l'été parce qu'ils sont en tournée et puis, l'hiver, ils sont ici, entre quelques dates. C'est là que j'ai vu la première fois Daryl* ». Depuis, la *jam* a été reprise par un autre collectif, Krispy Records, et Yamê de décrypter les spécificités de chaque *jam* : « *Ici, c'est soul, funk. Tu peux te poser, tu peux manger, il n'y a pas toujours cet espace-là pour les jam et comme c'est un peu excentré, les gens qui y assistent sont souvent des connaisseurs. Ils ne sont pas ici par hasard. Alors qu'à La Mazane, qui est au cœur de Châtelet [au centre de*

Paris], il y a des passants qui se sont égarés, des curieux, et puis, c'est tout petit. Là-bas, c'est néo-soul. »

Par contre, il assume ne pas s'aventurer dans les *jam* jazz : « *Je les trouve moins faciles d'accès*, confie-t-il. *Quand tu vas, par exemple, au Caveau des Oubliettes ou au Duc des Lombards, même au 38Riv... C'est une autre ambiance, il y a moins de jeunes. J'ai l'impression d'avoir un peu plus le trac, les anciens te mettent la pression...* »

Yamê, de son vrai nom Emmanuel Sow, a commencé à fréquenter les *jam* à 20 ans, alors qu'il était encore étudiant en licence d'informatique. Il prétend avoir compris grâce à elles quelle carrière de musicien il souhaitait : « *Les jam, c'est un terrain de jeu, et tu y apprends beaucoup*, résume-t-il. *Avec les jam, je me suis rendu compte que je ne voulais pas faire partie d'un groupe. Je ne voulais pas être le claviériste d'un projet. Je l'ai fait quelques fois et j'ai compris que ce n'était pas là que j'étais le meilleur. J'avais besoin d'un truc beaucoup plus personnel. Jouer les chansons des autres... Tu peux les jouer à ta manière, mais ça reste quand même les chansons des autres.* »

Yamê avait aussi sa propre histoire à raconter. Il est né en France, a vécu à Cergy-Pontoise avec sa mère informaticienne, française d'origine malgache, et son père camerounais, musicien connu dans son pays sous son nom d'artiste, NGoup'Emanty. Alors qu'il a 5 ans, son père déménage toute la petite famille à Douala, la capitale économique du Cameroun. Sa mère devient professeure d'informatique au lycée français, donne des cours particuliers à domicile et installe en douce sur l'ordinateur familial des jeux vidéo pour son fils : « *J'ai commencé à y jouer à 7 ans. Mon père était plus strict sur les écrans, et nous a fait prendre conscience de leurs*

*dangers, plus tard.* » Sa passion pour les nouvelles technologies lui vient de sa mère, dit-il.

L'apprentissage du piano, il le doit à son père, qui a un studio d'enregistrement à la maison, et à l'école, au Cameroun, où il apprend à en jouer dès l'enfance. Dans cette école, il se familiarise aussi avec l'anglais grâce aux cours de mathématiques donnés dans les deux langues. Mais à ses 10 ans, sa mère décède brutalement et le père rapatrie ses deux enfants en France, dans une chambre de bonne du 17<sup>e</sup> arrondissement où le musicien avait investi ses économies : « *J'ai grandi pauvre dans un quartier riche*, résume Yamê. *Mon père avait fait ce choix pour que ma sœur et moi allions dans de bons collèges, et tant pis si on vivait à trois dans 6 mètres carrés. Il a monté une société de transports qu'il a gérée jusqu'à sa retraite. Au Cameroun, la musique ne lui rapportait pas grand-chose même s'il passait à la télé. Il n'y avait pas le système de collecte de droits d'auteur comme ici. Le peu qu'il gagnait, il l'a investi dans cette chambre de bonne. Un vrai soldat, mon daron* », conclut-il.

A Paris, il va découvrir à l'adolescence sa différence, être un Noir dans un quartier où il y a peu de gens qui lui ressemblent. Les raps de Kery James, de LIM, de Despo Rutti vont faire écho à ce qu'il ressent : « *Même si je ne vivais pas en cité, nuance-t-il, je me reconnaissais beaucoup dans les paroles du rap parce que, au final, ça parle de la galère d'être différent. Je suis né ici, j'ai vécu ici, mais on me demandera toujours d'où je viens. Non pas que ça me dérange, mais le temps que tu l'intègres, que tu le digères, de comprendre le fonctionnement, ça te crée des blessures. Et puis, j'avais quand même eu une maman française qui nous avait donné toutes les clés pour s'en sortir ici, mais ça ne m'a pas empêché de constater la difficulté, la subtilité qu'il faut parfois pour ne pas se blesser dans le processus d'intégration.* »

Du rap, il a aussi gardé la spontanéité des textes, une forme aussi de vulgarité, de violence dans les paroles. Dans les *jam*, il n'a pas fait qu'affûter son style, il a aussi gagné des amis, un entourage solide. A la fin de ses études, il décide d'habiter en colocation avec des musiciens avec lesquels il avait l'habitude de sortir en *jam* : « *En louant à trois, on pouvait prendre un appartement plus grand avec un espace pour faire de la musique. Et comme on était des geeks, on pouvait aussi jouer aux jeux vidéo ensemble. Finalement, il y a eu un engouement autour de cette colocation qui a vraiment été la pierre angulaire pour lancer mon projet musical.* » Il conclut, devant son mojito Passion : « *J'ai de la chance, j'ai des amitiés saines.* » Comme il avait prévenu au début de l'apéro, il n'en commandera pas un second car il file dîner justement avec des amis : « *Comme je tiens mal l'alcool, j'essaie de boire intelligemment pour pouvoir profiter toute la soirée. Je fais des pauses entre chaque verre.* » Dans sa musique, il ne s'en impose aucune : il travaille déjà sur son prochain disque.

« J'AI GRANDI  
PAUVRE DANS UN  
QUARTIER RICHE.  
MON PÈRE AVAIT  
FAIT CE CHOIX POUR  
QUE MA SŒUR ET  
MOI ALLIONS DANS  
DE BONS COLLÈGES,  
ET TANT PIS SI L'ON  
VIVAIT À TROIS DANS  
6 MÈTRES CARRÉS »